

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE ET UNIÈME ANNÉE - N° 12358 - 4 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

VENDREDI 19 OCTOBRE 1984

Pétrole : la baisse des prix britanniques inquiète les pays producteurs

Mauvaise passe

La Bourse ne s'y est pas trompée. A peine la compagnie nationale britannique des pétroles avait-elle annoncé, le mercredi 17 octobre, la diminution de ses prix officiels, l'ensemble des cours s'effondrait au Stock Exchange. L'index du « Financial Times » a perdu en une seule journée près de 30 points, soit plus qu'à la séance historique du 1^{er} mars 1974, lorsque la grève générale des charbonnages avait provoqué la chute du gouvernement conservateur de M. Edward Heath.

La livre, devenue selon le jargon boursier une « pétromonnaie », et qui était atteinte depuis plusieurs jours sur le marché des changes, a elle aussi « payé ». Le cours de la monnaie britannique a atteint mercredi son plus bas niveau historique par rapport au dollar (1,19 dollar). Il semble que la Banque d'Angleterre ait dû intervenir pour contenir ce mouvement, fort gênant pour la politique économique du gouvernement.

La baisse des prix pétroliers risque en outre de coûter cher au Trésor, la diminution des prix de 1 dollar par baril, à taux de change constant, réduisant de 250 à 500 millions de livres les revenus annuels tirés du pétrole par l'Etat. Enfin, elle rend plus ardue la poursuite d'une politique active d'attractivité au sud du Nord.

Cette mesure ne présente pas toutefois que des inconvénients pour l'économie britannique : la baisse du cours du dollar compensera en partie la diminution des recettes fiscales. De toute façon, pour maintenir contre vents et marées un prix officiel du pétrole aligné sur celui de l'OPEP, la Grande-Bretagne avait dû accepter des arrangements accablants avec les compagnies, la contraindant à vendre à perte une bonne partie de son pétrole. Enfin, depuis le début de la grève des mineurs, les centrales électriques alimentées en fuel tournaient davantage : leur approvisionnement coûtera moins cher.

La baisse des prix du pétrole intervient au moment où les contremaîtres et agents de sécurité des houillères décident de cesser à leur tour le travail. S'ils débroyent effectivement, la production de charbon sera totalement paralysée, y compris dans les bassins où les mineurs sont réfractaires à la grève. Certains prédisent déjà des coupures de courant pour la fin du mois prochain.

Le pire n'est pas cependant sûr pour Mme Thatcher : les agents de sécurité ne doivent arrêter le travail que le 25 octobre. Ils peuvent donc encore annuler leur mot d'ordre. Il se peut également que leur grève ne réussisse pas plus que celle des dockers, en juillet et en septembre, dont on avait pourtant pensé qu'elle marquerait le début d'un désordre économique général et insoutenable.

Quoi qu'il advienne, la conjoncture est mauvaise : rarement la violence s'était aussi durablement installée autour d'un conflit social, rarement la société britannique ne s'était sentie aussi divisée.

(Lire page 36.)

LE PRIX NOBEL D'ÉCONOMIE AU BRITANNIQUE
SIR RICHARD STONE.

(Lire page 42.)

L'OPEP se réunira le 29 octobre à Genève pour tenter d'empêcher une chute brutale des cours

L'OPEP sera-t-elle contrainte, pour la seconde fois en moins de deux ans, d'abaisser les prix officiels du pétrole afin de rendre ceux-ci compatibles avec la réalité du marché ? La question était sur toutes les lèvres le mercredi 17 octobre au soir après que la compagnie nationale britannique des pétroles (BNOC) ait annoncé qu'elle diminuait ses tarifs officiels de vente de 1,35 dollar par baril (soit 4,5 %) pour la plupart de ses qualités, le prix du brut « Brent » de référence étant fixé désormais à 28,65 dollars par baril (1) au lieu de 30 dollars précédemment.

Suivant de quelques jours une décision similaire du gouvernement norvégien — lequel a aligné d'office sur les tarifs britanniques — et président de peu l'annonce attendue par l'émirat d'Abou-Dhabi, autre producteur de brut de qualité similaire mais membre, lui, de l'OPEP, d'un ajustement « technique » de ses tarifs, cette nouvelle a immédiatement provoqué une chute prononcée des cours de « Brent » — de pres-

que 1 dollar — sur le marché libre et conduit l'OPEP à annoncer la réunion le 29 octobre à Genève d'une conférence consultative afin d'examiner les moyens d'arrêter — ou de limiter — la baisse des prix qui menace.

La décision de la Grande-Bretagne, cinquième producteur mondial de pétrole brut, a de bonnes chances comme cela avait déjà été le cas l'an passé de provoquer des réactions en chaîne parmi tous les producteurs, y compris les membres de l'OPEP.

En février 1983 c'était la décision de la Grande-Bretagne d'abaisser son prix de 3 dollars qui, aussitôt imitée par le Nigeria, son concurrent direct sur le marché américain, avait, de proche en proche, conduit l'OPEP, lors de la conférence historique de Londres en mars, à réajuster ses tarifs de 34 à 29 dollars par baril (— 14,7 %).

Or, si le Nigeria n'est plus aujourd'hui aux abois comme il l'était en février 1983, un autre membre de l'OPEP, l'émirat

d'Abou-Dhabi, s'apprête à son tour à rompre la discipline. Comme nous l'a indiqué son ministre du pétrole M. Mansour Al Otaibi, également ministre de la fédération des Emirats arabes unis et président du comité de surveillance de l'OPEP, en visite à Paris, l'émirat est « sur le point » de réajuster unilatéralement ses tarifs officiels, qu'il juge nettement trop élevés par rapport aux bruts concurrents, afin de tenter de relancer ses ventes en chute libre depuis plusieurs semaines.

« Pourquoi Abou-Dhabi, un petit producteur, devrait-il toujours se soucier du marché et perdre ses clients, tandis que tout le monde a la liberté de faire ce qu'il désire ? », nous a déclaré le ministre, précisant que l'ajustement minime envisagé (d'environ 0,40 dollar par baril) était de nature technique.

VÉRONIQUE MAURIS.

(Lire la suite page 39.)

(1) Une tonne vaut environ 7,3 barils et 1 million de barils/jour équivaut à 50 millions de tonnes/an.

N'DJAMENA ET LES LIBYENS AU TCHAD

L'attente dans le désert

Près d'un mois après l'annonce de l'accord entre Paris et Tripoli sur le retrait des troupes françaises et libyennes du Tchad, le scepticisme reste de mise à N'Djamena sur la réalité du repli des unités du colonel Kadafi. Dans le nord du pays, l'armée tchadienne est prête à toute éventualité, y compris à faire face à une offensive des « combattants ».

Kadafi. « Il n'est pas exclu que ce soient eux qui descendent... » En quelques mots, le commandant en chef Idriss Debi a tout dit. D'un seul coup se trouvent justifiés cette journée dans le « grand nord » tchadien et ces mystérieux palabres.

De notre envoyé spécial des heures durant, entre le « Com-chef » et les commandants des différentes zones de défense des armées nationales stationnées dans le secteur est.

Le mit est tombée depuis longtemps mais la luminosité des étoiles suffit pour distinguer les visages et appréhender, au-delà du petit mur de banco qui entoure la case, l'immensité des sables, le secret du désert. Chacun, après cette longue course effrénée sur les pistes du désert, est vaincu par le sommeil.

Les Toyota, tout autour du campement, semblent aussi, comme des coursiers, reprendre des forces avant

d'être de nouveau, à l'aube, enfourchées par les combattants. Un moment encore, on entend la musique arabe diffusée par deux ou trois postes de radio et puis, vers 21 heures, il n'y a plus que le « Com-chef » de Kadafi à rester assis en tailleur, à veiller, non loin du petit mortier qui a été installé dans un angle de l'enceinte, la guêpe tournée vers le nord.

Au cours du repas pris sur des tapis de couleur disposés à même le sable, le « Com-chef » et ses officiers font honneur au mouton rôti, dégustant d'abord le foie, les rognons et les tripes.

Le « Com-chef » raconte les combats passés, dit sa joie d'être là au milieu de ses compagnons d'armes, plus proche de l'ennemi et de la guerre que dans son bureau de l'état-major, à N'Djamena, loin aussi du confort de la villa qu'il occupe dans la capitale tchadienne et où, dans le jardin méridionalement balayé, gambade une autruche et une gazelle.

Il suffit d'observer l'auditoire pour comprendre l'autorité et le magnétisme que dégage cet homme au maintien de sphinx. Le « Com-chef » conteste la thèse défendue par les autorités françaises selon laquelle si les Libyens tardent tant à quitter Faya-Largeau et Fada, c'est à cause des problèmes de logistique et de carburant auxquels ils sont confrontés. « Ils ont mis dix jours pour descendre à Faya, alors... »

LAURENT ZECCHINI.

(Lire la suite page 6.)

Famine meurtrière en Ethiopie

Des dizaines de milliers de victimes des millions de personnes menacées

Aucun bilan officiel de la famine en Ethiopie n'a encore été fourni mais, selon des estimations citées par le correspondant de l'AFP à Addis-Abeba, plusieurs dizaines de milliers de gens seraient déjà morts dans les régions les plus affectées, le Wollo, le Gondar et le Tigré. Selon le commissaire éthiopien au secours et à la réhabilitation, de six à sept millions de personnes seraient affectées par la sécheresse, la pire de ces vingt dernières années. Le PAM (Programme d'aide alimentaire des Nations unies) calcule, de son côté, que de trois cent mille à six cent mille Ethiopiens pourraient mourir de faim si ce pays ne reçoit pas rapidement des secours alimentaires massifs.

Le directeur du PAM estime qu'au moins 500 000 tonnes de secours alimentaires seront nécessaires pour assurer la « soudure » jusqu'à la prochaine récolte principale de novembre 1985. Or l'aide prévue jusqu'ici doit pratiquement prendre fin en novembre de cette année, 35 000 tonnes supplémentaires doivent être livrées à l'Ethio-

pie après cette date, selon les prévisions, actuelles. De son côté, la Commission éthiopienne au secours et à la réhabilitation estime que le pays aura besoin d'une aide alimentaire de 1 248 620 tonnes pour la période 1984-1985.

Selon le PAM, la capacité du port d'Assab, sur la mer Rouge, pourrait être assez facilement doublée pour recevoir 250 000 tonnes de vivres par jour. Mais il serait alors indispensable d'importer des camions, faute de quoi une partie des vivres « risquerait de pourrir à quai ».

Accusé de manque de diligence par des pays donateurs (le Monde du 2 octobre), le gouvernement éthiopien a réagi en accusant les Occidentaux — principaux donateurs — de « politiser l'aide humanitaire ». Addis-Abeba s'est vu notamment reprocher de dépenser environ 150 millions de dollars pour célébrer le dixième anniversaire, en septembre, de la chute de l'empire.

J.-C. P.

(Lire la suite page 6.)

L'INTERVENTION DE M. FABIUS A TF 1

Le gouvernement par l'image



Les écoliers de l'hiver 1954-1955 se souviennent du lait chaud qu'on leur distribuait à la récréation. C'était le « lait Mendès ». Quelques-uns ont encore à l'oreille la voix cassée, un peu sourde, du président du conseil qui, chaque semaine ou presque, parlait à leurs côtés de l'Indochine, de l'Afrique du Nord, du redressement économique et financier du pays. C'étaient les « Causeries » au coin du feu à radio-diffusées de Pierre Mendès France. Le pouvoir, jusqu'alors lointain, était devenu proche, presque familier. Cela n'a duré que le temps d'un gouvernement de la IV^e République : sept mois et dix-sept jours.

Trente années ont passé. Il y a eu la télévision, de Gaulle, mai 1968, l'union et la désunion de la gauche dans l'opposition puis au pouvoir, la crise. Pierre Mendès France avait ses

« causeries » hebdomadaires. M. Fabius a son « Paroles France » mensuel, dialogue, sur le ton sans apprêt de la conversation privée.

Pierre Mendès France, dont M. François Mitterrand a commémoré, le jeudi 18 octobre, le deuxième anniversaire de la mort, avait ses écoliers. M. Laurent Fabius aura peut-être ses pauvres. Ce que l'on peut souhaiter de mieux au nouveau premier ministre, outre une longévité dans l'action que son ancêtre n'a pas eue, c'est qu'il prenne place dans la mythologie de la gauche non communiste, tel l'ancien président du conseil idéaliste, le symbole de l'anti-démagogie.

JEAN-YVES LHOMEAU.

(Lire la suite page 7.)

DANS «LE MONDE DES LIVRES»

Pages 17 à 28

- Le début d'une grande enquête : les Français et la lecture.
- Deux inédits de JAROSLAV SEIFERT, prix Nobel de littérature.
- Le feuilleton de BERTRAND POIROT-DELPECH : faut-il faire parler les écrivains ?

La rentrée universitaire à l'heure de la nouvelle loi

LIRE PAGES 29 A 31 NOTRE SUPPLÉMENT

AU JOUR LE JOUR

Dodo boy

Quelle affaire, mais quelle affaire que ce nouveau feuilleton lancé mercredi par Télé-Fabius numéro 11 La France tremblait d'avance. J.R. détrôné par L.F. ?

On avait chassé les enfants du salon, craignant des scènes très dures. On avait baissé le son, redoutant des éclats, des phrases meurtrières.

Vaines alarmes. Nous eûmes un premier épisode insipide, à l'eau de rose. Corcorio boy ? Pas même. La prochaine fois, on convoquera les enfants pour cette berceuse nationale.

BRUNO FRAPPAT.

André Miquel

L'Amour est fou. Et il rend fou. Ecoutez la romance de ce pauvre Quays, jeune séducteur de la tribu bedonnie des Nanou Amir. Il s'est pris de passion pour sa cousine Layla et sème dans le vent du désert ses poèmes pour la chanter et la pleurer... Une petite merveille.

Didier Éribon

Le Nouvel-Observateur 59 F

SEUIL

ANDRÉ MIQUEL

Layla, ma raison

ROMAN

1000

1000

Le Monde

étranger

DIPLOMATIE

Washington voit un « espoir » dans le ton « positif » de M. Tchernenko

Correspondance

Washington. — Les milieux officiels américains ont réagi avec modération et prudence aux déclarations de M. Tchernenko au Washington Post. « Le ton positif du leader soviétique représente un espoir », a dit M. MacFarlane, conseiller du président Reagan pour les problèmes de sécurité. Mais, a-t-il ajouté, « sur le fond, les propositions ne contiennent rien de nouveau ». Le vice-président Bush, à San Francisco, a également interprété comme un « signe positif » les déclarations de M. Tchernenko, dont il a souligné le ton « dépourvu d'agressivité », et il a laissé prévoir une réponse équilibrée de la part du gouvernement américain.

A Washington, toutefois, le porte-parole de la Maison-Blanche a souligné que le gouvernement ne pouvait accepter la « version de l'histoire » donnée par M. Tchernenko. « Nous ne pouvons approuver l'opinion soviétique selon laquelle il appartient aux Etats-Unis de payer le prix d'un retour de l'Union soviétique à la table des négociations nucléaires », critiquant indirectement mais clairement M. Tchernenko pour avoir utilisé la formule d'une déclaration à la presse. M. Spokes a dit : « Dès que l'Union soviétique sera disposée à passer des échanges publics à des négociations privées visant à aboutir à des accords concrets, elle nous trouvera prêts à la discussion ».

En privé, les responsables estiment que l'initiative de M. Tchernenko est motivée en partie par le désir de pousser les candidats, à la veille de leur second débat télévisé, à renchérir sur leur volonté, déjà exprimée, d'aboutir à un accord avec Moscou. Mais l'entourage de M. Mondale a réagi avec beaucoup de circonspection, soulignant qu'il appartenait au président Reagan d'étudier sérieusement les propositions de M. Tchernenko et d'en déterminer la signification. De leur côté, les amis de M. Reagan font valoir que l'initiative du leader du Kremlin est un signe positif concernant le souci des Soviétiques, maintenant réalignés à la victoire du président sortant, de négocier avec lui ultérieurement.

Sur un des points soulevés par M. Tchernenko, celui concernant la ratification par Washington des traités sur l'interdiction des essais, un assouplissement de la position américaine est possible, selon les observateurs. Si les Soviétiques, tou-

jours opposés à une vérification sur place, proposent ou acceptent d'autres formules de vérification, Washington pourrait envisager de modifier son attitude et de ratifier les traités existants. Ainsi la porte serait ouverte à une éventuelle reprise de la discussion sur la réduction des armements nucléaires.

HENRI PIERRE.

PROCHAINE REPRISE DES CONVERSATIONS SOVIÉTO-AMÉRICAINES SUR LA NON-PROLIFÉRATION NUCLÉAIRE

Washington (APF). — Des conversations américano-soviétiques sur les moyens de contrôler la prolifération nucléaire doivent avoir lieu en décembre, probablement à Moscou, au niveau des experts, a-t-on indiqué mercredi 17 octobre, de source gouvernementale, à Washington. Ces conversations seront les quatrième d'une série qui a commencé en décembre 1982.

« Ce n'est pas une percée, mais cela montre que les Soviétiques sont prêts à coopérer dans les domaines où nous avons un intérêt mutuel, malgré leurs efforts pour présenter sous un jour négatif les relations entre les deux pays », a déclaré un responsable américain, ajoutant que le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Andreï Gromyko, avait donné son accord de principe à ce nouveau round de conversations, lors de ses entretiens avec le secrétaire d'Etat américain George Shultz.

La délégation américaine, indiquée-t-on de même source, sera dirigée par M. Richard Kennedy, assistant spécial de M. Shultz pour les questions de non-prolifération. La dernière session de négociations sur ce sujet avait eu lieu à Vienne en février dernier.

Les Etats-Unis et l'URSS font partie des cent quarante signataires du traité de 1968 sur la non-prolifération nucléaire. Malgré leurs divergences, les deux superpuissances ont coopéré à plusieurs reprises dans ce domaine. Les discussions américano-soviétiques devraient porter sur les moyens d'enrayer la prolifération nucléaire à un moment où de nouveaux pays accèdent à la technologie nucléaire.

LA REPRISE DES CONSULTATIONS SINO-SOVIÉTIQUES

Pékin envisagerait de fixer une date limite aux négociations avec Moscou

De notre correspondant

Pékin. — Les conversations sino-soviétiques reprennent, ce jeudi 18 octobre, dans la capitale chinoise. Le chef de la délégation soviétique, le vice-ministre des affaires étrangères, M. Ilytchev, a été accueilli mardi à Pékin par son homologue chinois, M. Qian Qichen. La cinquième session de ce serpent de mer diplomatique ne semble pas s'annoncer très bien, en dépit de la rencontre, le mois dernier aux Nations unies, des ministres des affaires étrangères des deux pays, MM. Wu Xueqian et Gromyko.

En effet, il apparaît de plus en plus clairement que les longues conversations entre les deux hommes n'ont en rien aplani les divergences entre les deux grandes puissances communistes. Au contraire, elles pourraient même avoir contribué à cristalliser ces divergences. Au point que, ici, les deux parties ne semblent rien attendre des négociations entre MM. Qian et Ilytchev, les positions demeurant inconciliables.

Nous avons appris de bonnes sources que les Chinois pourraient fixer une date limite à ces conversations, tout comme ils l'avaient fait dans leurs négociations avec les Britanniques sur Hongkong. Mais, bien entendu, les Soviétiques ne sont pas les Britanniques.

Au cours des contacts de New York, comme par le biais de divers intermédiaires, les Chinois ont fait connaître aux Soviétiques les trois points principaux de leur position. Ils souhaitent d'abord améliorer leurs relations avec l'URSS, ils n'ont aucunement l'intention de lui faire la guerre, ils n'ont pas non plus l'intention de conduire une alliance avec les Etats-Unis. Mais, en même temps, Pékin ne se fait guère d'illusions sur un changement de politique au Kremlin. On considère ici que M. Tchernenko était très malade, les « vieux » et les « jeunes » se livrent à une lutte pour le pouvoir. Mais s'ils divergent en politique intérieure, ils conservent, dans le domaine international, et en particulier envers la Chine, la même position, qui ne devrait guère changer tant que M. Gromyko restera en place.

Or le Kremlin considère que la Chine est un allié de facto des Etats-Unis et du Japon, et n'a guère été convaincu par les nombreuses déclarations de Pékin sur l'indépendance de sa politique étrangère. Plus encore, il ne consi-

dérat pas que les conditions qui l'avaient conduit dans les années 60 — après la rupture entre les deux pays et le déclenchement de la révolution culturelle — à masser troupes et armements le long des frontières sino-soviétiques et sino-mongoles aient fondamentalement changé. Pékin a même annoncé, il y a quelques mois, que le nombre de SS-20 en Sibérie orientale avait augmenté. Or l'un des « trois obstacles », pour la Chine, à la normalisation de ses relations avec l'URSS — avec le désengagement soviétique d'Afghanistan et le désengagement vietnamien du Cambodge — est la pression militaire de l'URSS à sa frontière. Pour leur part, les Soviétiques continuent d'affirmer qu'ils sont prêts à négocier avec les Chinois, sans préconditions.

Rapprochement indirect

Les Chinois seraient aussi abordés avec leurs interlocuteurs la question des « territoires disputés », c'est-à-dire des territoires acquis du temps de la Russie tsariste à la suite de ce que Pékin considère comme des « traités inégaux ». Cette question figure longtemps en bonne place dans le contentieux sino-soviétique. Aujourd'hui, en signe de bonne volonté et pour démontrer leur désir de négocier, les Chinois auraient fait savoir au Kremlin qu'ils étaient prêts à abandonner leurs revendications sur ces territoires d'une superficie de plus d'un million et demi de kilomètres carrés — à l'exception de deux secteurs. Ceux-ci sont situés le long des fleuves Amour et Onon, où ils avaient en lieu de violents accrochages entre soldats des deux armées, en particulier en 1969 sur l'île de Chen Pao — Damansky en russe. Pékin demanderait que la frontière ne passe plus le long de la rive chinoise, mais au milieu des fleuves. Il s'agit de zones très sensibles sur le plan stratégique pour les deux pays. La réponse des Soviétiques sur l'ensemble de cette question aurait convaincu les Chinois, qu'aucun déblocage n'est possible actuellement. En effet, le Kremlin aurait répliqué en observant que les Chinois ne faisaient que donner ce que l'URSS avait déjà...

Le processus de rapprochement indirect entre la Chine et les pays

de l'Est, dont l'URSS, par le biais de l'accroissement des relations commerciales, scientifiques, techniques, culturelles, qui se poursuit avec un certain succès, pourrait-il être affecté par ce blocage ? Sans doute pas dans l'immédiat, car les deux côtés ont avantage à cette assouplissement, à ce développement des contacts, des échanges, dont parle quotidiennement la presse chinoise. Mais si Pékin devait fixer un butoir aux négociations avec l'URSS et si aucun déblocage n'intervenait d'ici là, cette tendance à l'accroissement des échanges pourrait être remise en cause. On peut toutefois dire que le fait même que Chinois et Soviétiques continuent à se voir régulièrement, en dépit de leurs divergences, constitue une sorte de soupape de sécurité en vue d'éviter toute détérioration imprévue dans leurs relations.

PATRICE DE BEER.

Changement au palais Farnèse

M. ANDRÉANI REMPLACERA A ROME M. MARTNET, ÉLEVÉ À LA DIGNITÉ D'AMBASSADEUR DE FRANCE

Le ministre italien des affaires étrangères, a annoncé, mercredi 17 octobre, que M. Jacques Andréani, actuellement directeur des affaires politiques du Quai d'Orsay, avait été agréé comme prochain ambassadeur de France à Rome. Le titulaire actuel de ce poste, M. Gilles Martnet, a été élevé, mercredi, à la dignité d'ambassadeur de France par le conseil des ministres. Il devrait demeurer en fonctions jusqu'à la mi-novembre (le prochain sommet franco-italien ayant lieu le 9).

[Né le 22 novembre 1929, diplômé de l'Institut d'études politiques et ancien élève de l'Ecole nationale d'administration, M. Andréani a été en poste à Washington en 1955, après un bref passage à l'administration centrale (affaires économiques), où il est revenu en 1960 (Europe), puis de novembre 1964 et 1970, après avoir été quatre ans en poste à Moscou. Il a ensuite été nommé à Bruxelles, après le départ de M. de Menthon, en 1972. Il a été nommé ambassadeur à Rome en 1975, en 1975-1976, chargé des affaires d'Europe en 1975. M. Andréani est devenu directeur en 1978. Il a été nommé ambassadeur au Caire en 1979, et, en septembre 1981, directeur des affaires politiques.]

La fin de la visite de M. Casanescu à Bonn

Un bien beau tapis...

La visite à Bonn du chef du parti et de l'Etat roumains, M. Nicolae Ceausescu, a pris fin mercredi 17 octobre sans que les deux parties aient pu se mettre d'accord sur une déclaration finale commune. Des formules portant sur les relations Est-Ouest et le désarmement avaient été mises au point, mais aucun accord n'a été possible sur les problèmes humanitaires. Bonn a réclamé sans succès qu'il soit fait explicitement référence à une amélioration des possibilités d'émigration pour quelque trois cent mille Roumains de souche allemande. Le porte-parole du gouvernement ouest-allemand, M. Peter Bönisch, a confirmé mercredi que le désaccord sur ce point empêchait l'adoption d'une déclaration commune. A l'origine, la partie roumaine semblait vouloir beaucoup tenir à un accord commun, portant en particulier sur les élections.

Environ mille trois cents Roumains de souche allemande sont autorisés chaque mois à émigrer, moyennant le versement par Bonn d'une somme de 7800 marks (24 000 francs) par tête. L'Allemagne de l'Ouest réclame une augmentation du nombre des autorisations de sortie, et se plaint que toute une série d'intermédiaires réclament des pots-de-vin de la part des candidats à l'émigration.

La visite de M. Ceausescu, prévue à l'origine pour cinq jours, et réduite à deux, est cependant considérée à Bonn comme un succès. M. Ceausescu n'a pas obtenu la satisfaction de toutes ses exigences protocolaires (surtout l'absence de la chancelière Kohl ne l'a pas accueilli à l'aéroport, mais le dirigeant roumain a eu droit, de sa part, de nombreuses compensations. Il a été salué à coups de canon, reçu en très grande pompe au château d'Augustenbourg, et on a défilé pour lui le plus important tapis rouge jamais vu en Allemagne fédérale : il faisait un demi-kilomètre de long...

A LA DECOUVERTE

Molyda Szymusiak

Les pierres crieront

Une enfance cambodgienne 1975-1980

1975 : Pol Pot occupe Phnom Penh. Molyda a 12 ans. 1984 : Unique survivante d'une famille de 5 enfants, elle livre à ses parents adoptifs le récit, impitoyable dans sa simplicité, de toutes ses journées de faim, de peur, de silence, de travaux forcés. Ce bouleversant témoignage d'une enfant est le premier récit de l'intérieur de ce qui restera comme une des plus tragiques aberrations de l'histoire de l'humanité. C'est aussi la chronique d'une expérience psychologique : pourquoi, comment a-t-elle survécu ? Actes et Mémoires du peuple, 272 pages, 89 F

Silvano Petrosino et Jacques Rolland

La vérité nomade

Introduction à Emmanuel Lévinas

Il est de plus en plus question aujourd'hui d'Emmanuel Lévinas. Voici le premier ouvrage d'introduction à son œuvre. Le parti pris de clarté et le refus du simplisme des auteurs permettront au lecteur de découvrir et de comprendre une œuvre difficile, d'aborder à travers Lévinas tous les débats contemporains de la philosophie. Armillaire, 192 pages, 90 F

L'effet Le Pen

Dossier établi et présenté par Edwy Plenel et Alain Rollat

Le discours, les réseaux, l'électorat. Un livre indispensable pour ceux qui inquiète le regard du racisme et de la xénophobie. Co-édition La Découverte / Le Monde, 250 pages, 67 F

Eric Rouleau

Les Palestiniens

« Ce sont les juifs et les Palestiniens qui sont les mieux placés pour se comprendre réciproquement. » Palestiniens d'Israël, des territoires occupés, des camps, de la diaspora : vingt ans d'enquêtes, de témoignages, de récits au jour le jour. Co-édition La Découverte / Le Monde, 228 pages, 72 F

Marco Wolf

La bosse des maths est-elle une maladie mentale ?

« Nuls en maths, refoulés de la règle de trois, complexés de la théorie des ensembles, ce livre est écrit pour vous : un prof de maths, traître à sa caste, s'engage à démythifier les mathématiques. Marco Wolf montre avec drôlerie et férocité comment les fameuses mathématiques modernes, parce qu'elles sont enseignées trop tôt et parées d'un habillage prétentieux, sous couleur de former les jeunes esprits à l'abstraction, paralysent leurs facultés. Pour lui, la meilleure manière d'enseigner les maths, c'est de s'appuyer précisément sur l'histoire des mathématiques, l'astronomie, l'informatique. De les présenter comme un outil, non comme une fin en soi. D'être capable, en un mot, de dire « à quoi ça sert ? » : la vraie question, que les plus inhibés des potaches n'osent même plus formuler. Et à laquelle, selon lui, bien peu de profs sont capables de répondre. » L'Express

Cahiers libres, 168 pages, 70 F

Sven Ortoli

Le cantique des quantiques

Le monde existe-t-il ? Le monde n'est-il qu'une illusion ? L'espace existe-t-il vraiment ? Peut-on remonter le cours du temps ? Y a-t-il des univers parallèles ? Toutes ces questions sont posées par la théorie qui sous-tend aujourd'hui toute notre science, la physique quantique. Elaborée par quelques physiciens de génie, cette théorie scientifique a en effet des implications philosophiques d'une importance sans précédent dans l'histoire de l'humanité. Les auteurs de ce petit livre brossent l'histoire de l'élaboration de la théorie quantique, en exposent les principes fondamentaux et montrent les débats essentiels qui agitent aujourd'hui les physiciens. Ils le font en termes simples et sans recours aux mathématiques, grâce à des images insolites et des explications à la portée de tous. Sciences et société, 144 pages, 65 F

Georges Cornin

Le Proche-Orient éclaté 1956-1982

« Le regard de Cornin agit sur le Proche-Orient comme un scanner. Il passe au crible de l'analyse la période de la nationalisation du Canal de Suez en 1956, jusqu'à l'invasion en 1982 du Liban. Tout au long de ce travail, il fait des coupes transversales dans les strates complexes qui constituent le tissu géographique humain, religieux, politique et sociologique de la région. Un livre d'une exceptionnelle clarté, dans un style très simple, mais d'une densité exigeant une grande lucidité et une grande érudition. » Le Monde

110 pages, 110 F

Nacer Khemir

Le conte des conteurs

En Tunisie, chaque conteur a son conte préféré. Nacer Khemir les a recueillis et rassemblés dans un conte unique, où les récits s'imbriquent à l'infini. Des enfants l'ont illustré, retrouvant dans leur imagination les traditions graphiques ancestrales dont ils sont imprégnés à leur insu. Le résultat : un livre somptueux qui témoigne du va et vient féerique entre ce qui meurt et ce qui naît. Un livre à voir, goûter, méditer. « Nacer Khemir est un conteur-riche, un charismatique. » Le Monde

Voix, texte français et arabe, 160 pages, 160 F

La crise... toujours

320 pages, 98 F

Le chômage éclaté

160 pages, 55 F

Deux dossiers de fond de la revue Critiques de l'économie politique sur les deux grands problèmes économiques actuels, par les meilleurs spécialistes, universitaires, chercheurs et experts gouvernementaux.

Les entretiens avec Le Monde

Découvrez les penseurs contemporains, les réflexions que leur inspire le monde actuel.

1. Philosophies 48 F
2. Littératures 44 F
3. Idées contemporaines 48 F
4. Civilisations 52 F

Co-édition La Découverte / Le Monde



Editions La Découverte

1, place Paul-Painlevé, Paris 75013. Tél. 01 43 53 51 16

Vous en saurez davantage en recevant gratuitement notre catalogue « La Découverte »

Nom : Adresse :

هكذا من الأصل

EUROPE

Turquie

Ankara veut s'attaquer aux rebelles kurdes en accord avec l'Irak et l'Iran

Va-t-on assister à la constitution d'un front commun des Etats contre les Kurdes de Turquie, d'Irak, d'Iran, voire de Syrie ? Ils sont vingt millions au total à vivre dans ces régions montagneuses aux confins de ces quatre pays, à partager la même langue et les mêmes traditions, à connaître partout des difficultés d'intégration ou la répression et à osciller entre la rébellion armée et le compromis. Le mercredi 17 octobre, M. Turgut Ozal, le premier ministre turc, a annoncé, devant l'Assemblée nationale à Ankara, que son gouvernement avait conclu avec Bagdad un accord pour une « action coordonnée » contre les rebelles kurdes. Il a ajouté qu'un accord semblable allait être prochainement conclu avec Téhéran.

Le premier ministre a précisé que dix-huit soldats turcs et dix « terroristes » étaient morts au cours de raids lancés en Anatolie orientale par les rebelles depuis le 15 août. Il a déploré que la guerre entre l'Irak et l'Iran interdise à ces deux pays d'imposer leur autorité dans les régions frontalières avec la Turquie et affirmé que certains maquisards actifs en Turquie étaient également entraînés dans des camps palestiniens au Liban et en Syrie, « au côté d'autres groupes terroristes dont l'ASALA » (Armée arménienne de libération de l'Arménie).

M. Ozal n'a donné aucune précision sur le type d'opérations qui pourraient être menées. Mais l'accord conclu avec le gouvernement de Bagdad lors de la visite en Irak du ministre des affaires étrangères turc, dimanche dernier, énonçait, selon des sources officielles, l'autorisation pour l'armée turque de pénétrer en territoire irakien pour y poursuivre les maquisards. Des accords du même type avaient déjà été conclus entre les deux pays en 1978 et en 1980, et, en mai dernier, l'armée turque a déjà effectué une incursion en territoire irakien.

Selon des informations non confirmées officiellement, les troupes turques, massées le long de la frontière, auraient déjà effectué plusieurs actions ponctuelles en Irak ces jours derniers. La presse turque affirme pour sa part que la principale cible

de l'opération turque en Irak serait le Parti démocratique du Kurdistan (PDK d'Irak), dirigé par M. Massoud Barzani, qui accueille dans ses camps les Kurdes de Turquie. Le PDK, allié au régime de Téhéran, constitue la principale opposition au régime du président Saddam Hussein. Un de ses porte-parole à Téhéran a déclaré mercredi que les forces de M. Massoud Barzani (le fils du général Mustapha Barzani, qui a conduit la rébellion de 1950 à 1975) se préparaient à faire face à une nouvelle opération de nettoyage de l'armée turque.

Reste l'affirmation de M. Ozal selon laquelle un accord est sur le point d'être conclu avec l'Iran. De la même manière que l'Irak soutient les forces kurdes irakiennes de M. Massoud Barzani, l'Irak a soutenu jusqu'ici le mouvement kurde iranien de M. Ghassemlou. Les deux Etats en guerre auraient-ils consenti à poser globalement le problème de la rébellion kurde en laissant à la Turquie le soin de le « régler » militairement ?

L'annonce d'une imminente opération militaire turque a d'autre part coïncidé avec la rupture des négociations qui étaient en cours entre le gouvernement de Bagdad et le deuxième groupe de rebelles kurdes en Irak, l'Union patriotique du Kurdistan (PUK), dirigée par M. Jalal Talabani. Partisan d'un compromis avec le régime du président Saddam Hussein, H. Jalal Talabani avait déclaré il y a dix mois un cessez-le-feu et tentait d'obtenir une plus grande autonomie pour la région du Kurdistan irakien (le Monde des 14 et 15 octobre). Un porte-parole de l'PUK a déclaré mercredi que les négociations étaient rompues et que l'on entrerait à nouveau dans une période d'hostilités. Les pourparlers ont semblé-t-il échoués à la volonté de M. Jalal Talabani d'incorporer la ville de Kirkouk dans la région autonome et d'avoir le contrôle des forces de sécurité dans la région. Cette rupture est un échec important pour le gouvernement irakien, qui était sur le point de diviser très profondément le mouvement kurde. — (AFP, UPL)

Portugal

L'inculpation du lieutenant-colonel Otelo de Carvalho devrait être sans conséquences politiques

De notre correspondant

Lisbonne. — « Mon arrestation est fondée sur une équivoque qui consiste à établir une relation étroite entre les forces populaires du 25 avril et un parti politique légalement constitué, le Front d'unité populaire », estime le lieutenant-colonel Otelo de Carvalho, après son inculpation pour avoir « créé, promu et dirigé une organisation terroriste » (1). Selon le stratège de la « révolution aux couteils », qui reconnaît bien volontiers son appartenance au FUP, mouvement qui a d'ailleurs appuyé sa candidature à l'élection présidentielle de 1980, cette « équivoque » sera dissipée par l'instruction contradictoire qui vient de s'ouvrir. Celle-ci durera quatre mois : temps donné à la défense pour répondre à l'accusation, longue de deux cents pages, préparée par le juge d'instruction. Entre-temps, Otelo de Carvalho, de même que cinquante autres militants politiques liés au procès, restera en prison.

Déclenchée les 19 et 20 juin, l'opération visant à démanteler les FP-25, responsables de plusieurs hold-up et attentats à la bombe sanguins, a suscité au Portugal et à l'étranger de vives réactions. Des pétitions demandant la libération d'Otelo ont circulé. « L'arrestation d'une personnalité aussi symbolique ne peut se justifier que dans des circonstances extrêmes », affirment ceux qui s'opposent à l'action menée par la police portugaise. A ceux-ci, les preuves accumulées depuis juin par la justice paraissent bien fragiles — tant pour ce qui concerne un « compte en Suisse », qui aurait canalisé vers le Portugal des fonds étrangers destinés aux militants d'extrême gauche, que pour une éventuelle « connexion libyenne » des FP-25.

Après quatre mois d'enquête, le plus substantiel du dossier demeure le témoignage de certains

« repentis », ainsi que des carnets trouvés au domicile de l'officier. L'inculpation notifiée le 15 octobre concerne globalement soixante-dix-huit personnes, dont cinquante sont aujourd'hui incarcérées.

Politiquement, à qui profite cette affaire ? Pressé par certains de ses amis de l'Internationale socialiste qui avaient été séduits, au moment le plus chaud de la révolution de 1974-1975, par l'idéalisme d'Otelo, le premier ministre portugais explique que « les pouvoirs exécutif et judiciaire sont véritablement séparés au Portugal ». M. Mario Soares, il est vrai, est au-dessus de tout soupçon : l'inculpation de l'officier le priverait plutôt d'un atout en vue de la prochaine élection présidentielle à laquelle il souhaite se présenter. Candidat en 1976 et en 1980, le lieutenant-colonel ne manquera pas, s'il était libre de le faire, de participer lui aussi une nouvelle fois au scrutin — divisant ainsi l'électorat à gauche du PS et rendant plus difficile la concrétisation d'une « alternative progressiste » crédible, incarnée, aux yeux de beaucoup de Portugais, par l'ancien ministre M. Pinto da Silva.

En fin de compte, lors d'un débat sur une motion de confiance, M. Soares avait directement accusé le Parti communiste d'appuyer des activités terroristes. Il était convaincu, assure-t-on, que plusieurs militants du PC seraient arrêtés au cours de l'opération contre les FP-25. Cela n'a pas été le cas. Il ne reste plus qu'à attendre la formation dirigée par M. Alvaro Cunhal d'avoir « monté l'affaire Otelo » : c'est ce que l'on fait aujourd'hui dans l'entourage de M. Soares. On sent bien que tout cela est de peu de portée politique.

JOSÉ REBELO.

(1) Voir les dernières éditions du Monde datées du mercredi 17 octobre.

RFA

POUR MAINTENIR 456 000 HOMMES SOUS LES DRAPEAUX

Le service militaire va être porté de quinze à dix-huit mois à partir de 1989

Correspondance

Bonn. — Pas de femmes dans l'armée, mais un service militaire porté de quinze à dix-huit mois à partir de 1989 : ainsi en a tranché le conseil des ministres ouest-allemand en approuvant, mercredi 17 octobre, le programme de la Bundeswehr pour les années 90. Ce programme vise trois objectifs : maintenir des effectifs en temps de paix à un minimum de 456 000 hommes, combler les lacunes dans le système de défense antiaérienne, les stocks de munitions et les services sanitaires ; renforcer de la capacité de défense classique pour élever le seuil d'emploi des armes nucléaires tactiques.

Depuis de longues années, la Bundeswehr n'ignorait pas qu'elle allait se heurter, à la fin de la décennie, à un grave problème démographique. Avec l'arrivée de classes d'âge peu nombreuses de la fin des années 60, le maintien sous les drapeaux de l'effectif actuel de 495 000 hommes aurait été impossible sans la révision du système de recrutement. L'armée allemande dispose actuellement d'un volant annuel de 300 000 recrues pour un besoin de 250 000. Elle ne pourra compter, dans les années 1987-1988, que sur un nombre de 250 000 recrues et, en 1994, sur 152 000 seulement. Les appels récurrents à l'augmentation de la durée du service militaire ont été rejetés. L'allongement de trois mois du service militaire permettra, selon les calculs du ministre de la défense, M. Manfred Wörner, de disposer de 42 000 hommes supplémentaires. Le durcissement des critères d'exemption pour imputabilité physique ou autre, et la limitation des postes disponibles dans la protection civile en dégrèveront 27 000 autres. Parallèlement, le ministre compte augmenter de 42 000, à partir de 1986, le nombre des engagés volontaires, faire passer celui des militaires de carrière de 84 000 à 90 000 à partir de 1991 et, enfin, accroître l'utilisation de réservistes.

Le maintien d'un effectif constant est considéré par M. Wörner comme une condition sine qua non pour pouvoir tenir les engagements vis-à-vis des alliés et être capable de mobiliser immédiatement en cas de conflit une force de 1 250 000 hommes. S'imaginer, a-t-il dit, que les effectifs puissent être ramenés à 430 000 ou même 400 000 hommes, comme certains, notamment au sein du Parti social-démocrate, l'avaient suggéré, relève selon lui d'un « vœu pieux ».

Le recrutement de femmes volontaires à des postes de non-combattants a été écarté. Cette solution, a précisé M. Wörner, « n'entre pas dans notre concept ». Elle s'était heurtée à de vives résistances, et il n'est pas sûr que le gouvernement, avec sa politique en faveur de la famille, l'ait vraiment souhaitée lui-même. L'allongement du service militaire en temps de paix n'est certainement pas beaucoup plus populaire, mais le Parti social-démocrate, qui soutient depuis la défense classique pour rendre inutile le stationnement d'armes

nucléaires en RFA, ne pouvait s'y attaquer de front. Au cours du débat de ces dernières semaines, il est resté prudent, se bornant à affirmer que le moment était prématuré pour prendre une telle décision. Argument utilisé par les libéraux eux aussi, qui auraient préféré attendre les élections de 1987 pour ne pas avoir à porter la responsabilité d'une telle mesure.

Une politique d'équipement ambitieuse

Le maintien de la capacité de mobilisation va de pair avec une politique d'équipement ambitieuse. Le poste « recherche et développement » du budget de la Bundeswehr est appelé à connaître une croissance importante. On prévoit également la mise en service de technologies modernes pour permettre de répondre à une attaque en détruisant les forces ennemies en profondeur. Pour ce qui est des programmes spécifiques, l'armée de terre sera notamment dotée de nouveaux systèmes d'artillerie et de lutte antichars, parmi lesquels figure le nouvel hélicoptère de combat franco-allemand PAH-24, commandé à deux cent douze exemplaires. Dans la seconde partie de la décennie, l'accent sera mis sur la modernisation des forces blindées. L'armée de l'air recevra des munitions de la troisième génération pour ses chasseurs-bombardiers Tornado et, à partir de 1977, deux cents exemplaires d'un nouvel avion de combat dont l'étude vient d'être lancée par les ministères de la défense de cinq pays européens (Allemagne fédérale, France, Italie, Espagne et Grande-Bretagne). Ces moyens de défense anti-aérienne seront, en outre, renforcés par l'introduction des systèmes de missiles sol-air Roland et Patriot, qui ont fait l'objet, le 12 juillet dernier, d'un accord entre la RFA et les Etats-Unis. Enfin, la marine, dont la principale mission consiste à couvrir l'OTAN dans la mer Baltique, doit notamment être dotée de six nouveaux sous-marins de la classe 211 et de nouvelles frégates de la classe 124. D'ici à la fin des années 80, elle disposera de 112 avions Tornado.

Le coût de ces nouveaux systèmes est estimé à lui seul à 90 milliards de deutschemarks d'ici à 1997. Le budget militaire allemand pour 1985 est de 43,3 milliards de deutschemarks, soit un peu plus de 19 % du budget total. Malgré une politique budgétaire restrictive, les militaires comptent, au cours des prochaines années, sur un accroissement de leur enveloppe. Un objectif qui est violemment dénoncé par les Verts : Mme Borgmann, porte-parole du groupe parlementaire au Bundestag, a estimé qu'il ne suffisait pas de dénoncer le programme arrêté par le gouvernement, mais qu'il faut s'y opposer en appuyant les actions du Mouvement de la paix.

HENRI DE BRESSON.

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS, 75227 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 4287-33 PARIS - Tél. MONDIPAR 650572 F
Tél. : 246-72-23

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 200 m. ; Allemagne, 1,70 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 28 fr. ; Canada, 1,20 \$; Côte d'Ivoire, 300 F CFA ; Danemark, 7,80 kr. ; Espagne, 110 pes. ; E.-U., 1 \$; G.-B., 56 p. ; Grèce, 66 dr. ; Irlande, 20 p. ; Italie, 1 500 L. ; Liban, 375 p. ; Libye, 6 200 DL ; Luxembourg, 28 fr. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 36 esc. ; Suède, 300 F CFA ; Suisse, 2,75 fr. ; Thaïlande, 150 baht ; Yougoslavie, 110 ml.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde
Gérant : André Laurens, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Bonnier-Méry (1944-1969) Jacques Fauvet (1969-1982)

Imprimé de « Monde » S. de la Vallée PARIS-12
Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration
Commission paritaire des journaux et publications, n° 57-437
ISSN : 0395-2037

ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois
FRANCE
341 F 605 F 859 F 1080 F
Tous pays étrangers
PAR VOIE NORMALE
661 F 1 245 F 1 819 F 2 340 F

ÉTRANGER (par mandat)
L. - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
381 F 665 F 970 F 1 240 F
II. - SUISSE, TUNISIE
454 F 830 F 1 197 F 1 538 F

Par voie aérienne : tarif sur demande. Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines au plus) : les abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance. Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

ASIE

Japon

Le chantage au chocolat qui tue

Tokio (AFP). — Policiers mobilisés par milliers, supermarchés sous haute surveillance : la lutte est engagée depuis dix jours au Japon entre les autorités et l'« homme aux vingt et un visages » qui répand dans le pays du chocolat au cyanure.

Ce mystérieux maître chanteur, sous lequel se cache en fait un groupe, s'en prend aux intérêts d'un gros fabricant de confiserie, Morinaga, après s'être personnellement attaqué au début de l'année à une compagnie concurrente, Ezaki Glico.

Opérant dans la région d'Osaka, il place sur les rayons des supermarchés des confiseries Morinaga (chocolats, biscuits, etc.) empoisonnées à l'aide de doses mortelles de cyanure de sodium. Seize de ces produits ont été saisis à ce jour.

Ses mobiles semblent être d'extorquer de l'argent à la compagnie, à laquelle il a réclamé dès le mois dernier 100 millions de yen (401 000 dollars). Mais aucune demande chiffrée n'a été

avancée ou rendue publique par la police depuis lors. Amateur de publicité, le groupe ne cesse de harceler la police en diffusant un peu partout des messages sarcastiques affirmant qu'elle ne pourra pas l'attraper. Relevant le défi, la police a fait diffuser à travers tout le pays des enregistrements de communications téléphoniques anonymes émanant des maîtres chanteurs, ainsi qu'une bande vidéo montrant un individu manipulant, dans un supermarché, les articles d'un rayon sur lequel des confiseries empoisonnées ont ensuite été retrouvées. D'innombrables appels de témoins, reçus après la diffusion de ces images, sont en cours d'analyse.

En attendant d'éventuels résultats, de nombreux supermarchés ont retiré de leurs rayons les produits Morinaga, dont les ventes pour la première quinzaine d'octobre ont accusé une chute de 30 % par rapport à la même période de l'année dernière. Morinaga a suspendu sa publicité dans tout le pays.

Philippines

M. George Bush critique le président Marcos

Le vice-président américain, M. George Bush, a critiqué, mercredi 17 octobre, le président des Philippines, M. Ferdinand Marcos, en particulier à propos des retards apportés à la publication du rapport de la commission d'enquête sur la mort du dirigeant de l'opposition Benigno Aquino, assassiné le 21 août 1983 à l'aéroport de Manille, à son retour d'exil.

Tout en rappelant que les Philippines étaient un pays ami des Etats-Unis, M. Bush a déclaré : « Il y a beaucoup de choses que M. Marcos devrait faire et qu'il ne fait pas. L'une d'elles, s'il s'ajoute, serait de faire cesser les incertitudes qui existent non seulement aux Philippines mais dans le monde entier sur ce que conclura la commission sur le meurtre d'Aquino ».

Cette déclaration du vice-président américain survient moins d'un mois après que le président Reagan ait reçu à Washington, selon la Far Eastern Economic Review, le cardinal Jaime Sin, primate de l'Eglise philippine. Dans le

même temps, M^{me} Imelda Marcos, l'épouse du chef de l'Etat philippin, n'avait pu obtenir un entretien à la Maison Blanche alors qu'elle se trouvait dans la capitale fédérale pour l'assemblée générale de la Banque mondiale et du FMI.

La commission d'enquête sur l'assassinat d'Aquino devait se réunir jeudi pour tenter de se mettre d'accord « une fois pour toutes » et décider de la publication du rapport. Elle pourrait être une fois de plus retardée en raison des rétractations d'un témoin. Par ailleurs, d'importantes rassemblements sont prévus vendredi, à Manille et dans plusieurs villes pour réclamer des réformes constitutionnelles. Le cardinal Sin a, pour la deuxième fois en dix semaines, apporté un ferme soutien à ces manifestations. Dans un message aux prêtres, l'archevêque de Manille affirme que ces rassemblements démontreront que des réunions publiques peuvent constituer un moyen efficace pour obtenir des changements « sans avoir recours à la violence ou la confrontation ». — (AFP, Reuter, UPL)



Lucie Aubrac

Ils partiront dans l'ivresse

Lyonnais 1943
Lyonnais 1944

Lucie Aubrac, héroïne de la Résistance française, reconstitue le journal de ses neuf mois de femme engagée dans la lutte - de mai 1943 à février 1944 - période durant laquelle Jean Moulin fut trahi. Neuf mois de combats, neuf mois de grossesse mais aussi neuf mois de la vie d'une femme acharnée à sauver l'homme qu'elle aime. Le récit, sans effets ni artifices, nous fait revivre de façon saisissante ce que furent au jour le jour ces années-là.

79 F

SEUIL

PROCHE-ORIENT

Israël

La visite de M. Weinberger a abouti à un resserrement spectaculaire de la coopération militaire avec Washington

Le secrétaire américain à la défense, M. Casper Weinberger, a quitté Israël mercredi 17 octobre pour la Jordanie. A son départ, il s'est dit « convaincu » de la solidité du combat d'Israël et de son rôle de plus en plus important dans la région. M. Weinberger a obtenu des « arrangements de sécurité » pour sa frontière septentrionale. M. Weinberger doit faire une courte escale en Israël à son retour d'Amman avant de repartir pour les États-Unis.

Le roi Hussein de Jordanie, pour sa part, a regagné mercredi Amman, à l'issue d'une visite de vingt-

quatre heures en Irak. Le souverain, en visite à Bagdad pour la troisième fois en un an, a notamment réaffirmé son soutien à Saddam Hussein « l'appui jordanien à l'Irak dans son combat juste contre l'agression iranienne ». Le monarque irakien a reçu, dès mercredi soir, M. Weinberger. C'est la première visite en Jordanie du secrétaire américain à la défense depuis le refus de Washington, au printemps 1984, de vendre certaines armes très perfectionnées à la Jordanie. — (AFP.)

De notre correspondant

Jerusalem. — Huit jours après ses chaleureux entretiens avec le président Reagan, le premier ministre israélien, M. Shimon Peres, a reçu, mercredi 17 octobre, un nouveau témoignage de l'excellent climat qui règne ces temps-ci entre Jérusalem et Washington. Au terme d'une visite officielle de quarante-huit heures en Israël, le secrétaire américain à la défense, M. Weinberger, a en effet annoncé trois décisions qui démontrent le resserrement spectaculaire de la coopération militaire, déjà fort étroite, entre les États-Unis et leur « meilleur allié au Proche-Orient ».

En premier lieu, Washington s'engage à fournir à l'État hébreu tous les « éléments technologiques » nécessaires à la fabrication de l'avion de combat Lavie (l'oiseau, en hébreu) qui équipera l'armée de l'air israélienne dans les années 90. Ensuite, les États-Unis coopéreront avec Israël pour l'aider à construire des sous-marins à propulsion classique. Une commission mixte sera créée dans ce but. Enfin, Washington achètera cette année des équipements militaires israéliens pour une valeur de 100 millions de dollars.

De ces trois décisions, la première est la plus importante. Lancé dans les premières années du gouvernement Begin, puis « gelé » faute d'argent, le projet Lavie est particulièrement cher aux Israéliens. L'ancien ministre de la défense, M. Azael, lui avait donné une nouvelle impulsion en février 1983. Mais sa réalisation supposait l'aval d'une administration américaine qui se faisait tirer l'oreille.

Le feu vert accordé au projet Lavie représente un succès d'autant plus pour Israël que M. Weinberger, qui n'a rendu public mercredi, en était précisément l'un des plus solides adversaires. Le secrétaire à la défense jugait inutile qu'Israël lance un programme aussi coûteux alors qu'il pouvait acquiescer à moindre prix le F-20, appareil américain concurrent du Lavie. Le secrétaire à la défense estimait, en outre, absurde que son gouvernement participât en finis-

Un avion très performant

Face à l'obstination israélienne, l'Amérique a donc dit : « OK ». Elle procédera au transfert de technologie dont dépend la poursuite du projet. L'extrême maniabilité du Lavie en fera un appareil très performant. Équipé de moteurs américains Pratt et Whitney et d'ailes de type delta, cet avion de combat pourra aussi offrir un appui tactique aux unités au sol. Le premier prototype serait disponible dans quelques mois. Israël, estime-t-on, devra investir 1 milliard de dollars pour la mise en route des chaînes de montage. Les Lavie constitueront avec les F-15 et les F-16 américains la « force de frappe » de l'aviation israélienne pendant la prochaine décennie.

En promettant d'autre part d'acheter du matériel militaire, M. Weinberger montre qu'il a été sensible aux arguments des industriels israéliens. Ceux-ci ont toujours sollicité un allègement des procédures administratives qui facilitent leur accès au marché américain. Les décisions annoncées mercredi viennent renforcer une coopération déjà intense, mais, sur laquelle les dirigeants des deux pays sont arrivés à un accord.

Le mémorandum stratégique américain-israélien conclu en 1979 a été discrètement renouvelé pour cinq ans en mars. En vertu de cet ac-

cord, les deux armées ont organisé des manœuvres navales communes et développé une coopération médicale. Elles envisagent le « rapprochement » en Israël de certains équipements américains. Les avions et les flottes de guerre procèdent à de nombreux échanges d'informations « sensibles ».

La discrétion qui entoure cette coopération s'explique largement par le souci des États-Unis de ménager leurs alliés arabes « modérés ». Après avoir été reçu mercredi pendant deux heures par M. Peres, le secrétaire américain à la défense a rappelé, sans trop insister, que le plan Reagan consacrait à ses yeux « la meilleure solution aux problèmes actuels du Proche-Orient ».

Le premier ministre israélien a, pour sa part, fait mercredi une importante mise au point quant aux perspectives d'un retrait de l'armée du Liban. Dans un communiqué officiel, M. Peres souligne que le départ des 15 000 soldats israéliens dépend de la conclusion « d'un arrangement politique avec la Syrie et d'un accord militaire avec le Liban ». Il « n'a pas l'intention d'accepter un compromis » sur ce point.

L'armée israélienne, ajoute M. Peres, ne quittera le pays du Cédre que si quatre conditions sont réunies : 1) la Syrie devra empêcher les infiltrations palestiniennes ; 2) Damas devra s'engager à ne pas occuper les régions évacuées ; 3) l'armée du Liban-Sud (ALS) qui commande un allié d'Israël, le général Lahad, se maintiendra dans la zone frontalière ; 4) la Force internationale des Nations unies (FINUL) se déploiera dans toute la région située au nord du seuil contrôlé par PALS, « depuis la Méditerranée, précise M. Peres, jusqu'aux lignes syriennes à l'est ».

Cette mise au point a plusieurs objectifs : rappeler à Damas qu'un retrait rapide du Liban, loin d'être acquis d'avance, dépend en partie de la bonne volonté syrienne ; rassurer l'État-major israélien, qui s'inquiète de voir le gouvernement libanais trop de lest, ce qui, selon lui, affaiblirait la position de Jérusalem dans la delicate partie diplomatique en cours ; enfin, apaiser les craintes de ses partisans du Likoud soucieux avant toute chose de garantir la sécurité de la Galilée.

Lors de son séjour aux États-Unis, M. Peres avait laissé entendre que, faute d'arrangement, l'armée israélienne pourrait procéder à un retrait unilatéral partiel de la zone côtière tout en consolidant sa présence dans l'est du Liban, là où ses canons sont pointés sur Damas. Il n'est désormais plus question d'envisager un tel repli. On voit mal cependant comment un accord pourrait être conclu « dans un laps de temps raisonnable », selon le vœu de M. Peres, puisque Beyrouth ne veut pas entendre parler du général Lahad et que Damas n'a toujours pas accepté un redéploiement de la FINUL.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

● Nouveau commandant du corps d'observateurs français. — Le colonel Michel Fleutiaux, commandant du corps d'observateurs français au Liban, a reçu, récemment, ses pouvoirs au colonel Jean Suzini. Le commandant en chef de l'armée libanaise, le général Michel Aoun, a décoré le colonel Fleutiaux des insignes de commandeur de l'Ordre national du Cédre pour « services rendus au Liban ». — (AFP.)

LA SITUATION EN ALGÉRIE AVANT LA VISITE DE M. MITTERRAND

Le président Chadli veut concilier rigueur dans la gestion et concorde nationale

De notre correspondant

condamné par un tribunal, ni M. Mohamed Boudiaf, un des rares « chefs historiques » encore vivant, démissionnaire du bureau politique dès août 1962, et animateur du Parti de la révolution socialiste, qui vit au Maroc. Autre personnalité, M. Mohamed Harbi avait passé cinq ans en prison sans jugement, avant d'être assigné à résidence, puis de quitter clandestinement l'Algérie pour la France.

Parmi ceux auxquels les débats en cours font songer, notamment en Kabylie, il y a un seul condamné, M. Hocine Fit Ahmed, incarcéré en 1964 pour insurrection du Front des forces socialistes et réfugié en France, après son évasion, en 1966.

Les propositions transmises à cer-

tains visent essentiellement à « faire le vide autour de M. Ben Bella », disent ses amis. Elles témoignent aussi d'une continuité dans la politique de réconciliation menée par le président Chadli dès son accession au pouvoir. Ses premières décisions furent l'élargissement de M. Ferhat Abbas et de M. Ben Khedda, anciens présidents du GPRA, (gouvernement provisoire de la République algérienne), assignés l'un et l'autre à résidence en 1976.

Certains exilés, tels M. Zbiri,

auteur d'une tentative de coup d'État contre Boumedienne, en 1967, sont déjà rentrés discrètement au pays et participent à des réceptions officielles sans faire parler davantage d'eux. Le problème, au-delà du symbole, est de trouver une réponse à l'égard de ceux qui posent comme condition à leur retour la prise en compte par le parti unique des différents courants de pensée. Telle est au moins l'analyse de leurs sympathisants en Algérie, qui deviennent l'importance des enjeux à travers les laconiques et sibyllines informations officielles.

Sanctions

Par ailleurs, le chef de l'État reste soucieux d'assurer l'application du mot d'ordre du cinquantième congrès : « Le travail et la rigueur pour garantir l'avenir ». Dans un discours prononcé le 23 septembre devant les cadres du parti et des responsables des organisations de masse, le chef de l'État a donné un coup de poing sur la table pour que cette devise devienne une réalité palpable, en insistant sur la responsabilité collégiale dans l'exécution des projets.

Evitant des cas de « mauvaise gestion et de laisser-aller », le président Chadli a dit : « A l'avenir, les comptes ne seront pas demandés au seul directeur. Le changement englobera l'ensemble des responsabilités qui seront remplacées par des hommes compétents ».

Une « grâce amnistieuse »

C'est d'abord à la conciliation et à l'unité nationale qu'appellera l'équipe dirigeante pour le trentième anniversaire du déclenchement de la révolution. Il y a quelques jours, le bureau politique du FLN a examiné « certains dossiers et événements liés à la révolution ». Selon un communiqué, deux types de mesures sont à l'étude :

1) « La réhabilitation de tout moudjahid et militant dans les rangs du front et de l'armée de libération nationale qui, en raison des conditions difficiles que la révolution a connues, ont fait l'objet de poursuites, jugements ou exécutions, à la condition qu'ils n'aient pas pris les armes contre la révolution, qu'ils n'aient pas servi sous la bannière de l'ennemi ou collaboré avec toute partie étrangère dans le but de porter atteinte à la révolution ».

2) « La grâce amnistieuse pour tous les moudjahids impliqués dans divers problèmes politiques depuis l'indépendance et ce dans le respect des règles et des procédures prévues par la Constitution ».

La formule « grâce amnistieuse » est passablement ambiguë. Juridiquement, l'amnistie est de la compétence de l'Assemblée populaire nationale. La grâce ne peut être que présidentielle et concerne, par définition, des personnes ayant comparu en justice. Or, parmi les exilés politiques algériens, ces cas sont rares. M. Ben Bella, dont il est, au demeurant, exclu qu'il soit concerné par les tractations en cours, n'a jamais été

sant des égouts, une partie d'Alger soit inondée. Une Française, sortie de sa voiture pour tenter d'échapper au flot déferlant dans un chemin, a été noyée sous les yeux de sa fille, sauvée par l'intervention courageuse d'Algériens. A la suite d'un effacement de terrain, un immeuble s'est effondré dans le quartier de Belcourt, (treize morts). Apparemment stimulées par les consignes d'efficacité, les autorités ont rapidement relégué des centaines de personnes. Sortant de sa prudence habituelle, la presse a posé des questions pertinentes sur les causes de la tournure dramatique prise par un phénomène naturel prévisible en cette saison.

« Qui aux bénéfices réels »

Dans son discours du 23 septembre, le président Chadli s'adressait, en fait, à la nation entière. Faisant apparemment allusion à des graves récentes, il a évoqué la question de la répartition des bénéfices des entreprises en des termes sans ambiguïté : « Je dis oui aux bénéfices à condition qu'ils soient réels, et non au populisme aux dépens des intérêts de l'État et de la nation. Si une entreprise réalise des bénéfices ses travailleurs ont le droit d'en être tributaires. Mais si les résultats sont négatifs il faut dire la vérité aux travailleurs ».

C'est là une façon de préparer la population à une amélioration de la productivité qui sera un des axes du plan quinquennal 1985-1989, soumis prochainement à l'approbation des députés. De l'avant-projet, dont a débattu le FLN, il ressort que la restructuration organique et financière des entreprises nationales sera poursuivie. Les trois quarts de l'enveloppe allouée aux importations seront consacrés à l'achat de biens d'équipement, un quart seulement étant réservé à la consommation des ménages. Mais les autorités prévoient une diminution des ressources, « compte tenu de la conjoncture internationale d'une part et, d'autre part, de la décision du comité central de préserver nos richesses naturelles, un capital non renouvelable ». Néanmoins, le montant des investissements du second plan quinquennal est prévu à hauteur de 550 milliards de dinars (1 035 milliards de francs) contre 400 milliards pour la période 1980-1984.

L'expérience montrant qu'en fait une grande partie des projets planifiés ne sont pas réalisés, « une réunion se tiendra au début de l'année prochaine en vue de faire le bilan des années précédentes », a annoncé le président Chadli. C'est là une tradition qui sera constamment suivie à l'avenir entre deux congrès du parti.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

La chemise personnalisée

Formule idéale pour les personnes qui recherchent le confort, l'élégance et la qualité à des prix raisonnables, en évitant déplacements et déceptions. Un procédé d'un sérieux incontestable, appliqué depuis plus de 30 ans, permet de recevoir directement, à bref délai, des chemises de haute qualité (trax), réalisées aux mesures individuelles de chacun, dans la forme et le tissu préférés. Grand choix de nouveautés toutes fibres.

En outre, un « chemise-service » assure : rénovation, retouches, etc. A. SCHNEIDER Chemiste modiste 194 bis, rue Saint-Denis, PARIS-2 75001-84 (588-42-13 après 19 h) Notice MCL 2084 gret. contre 1 timb.

Isth INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES ET TECHNIQUES HUMAINES Depuis 1953

POUR VOUS AIDER À RÉUSSIR À :

DROIT - SCIENCES ÉCO

FORMATIONS DE SOUTIEN À VOS EXAMENS UNIVERSITAIRES

OBJECTIFS PÉDAGOGIQUES

- RATTACHEMENT DE CHAQUE GROUPE AU CENTRE D'UN SECTEUR CONCERNÉ
- TRAVAIL MÉTHODIQUÉ DES CONNAISSANCES SPÉCIFIQUES
- CONTRÔLE PÉDAGOGIQUE DES CONNAISSANCES DANS TOUTES LES MATIÈRES

AUTERL, 6 av. Léon-Helluy 75016 Paris Tél. 224.00.72-4

TOULAC, 83 av. Châteauneuf 75013 Paris Tél. 585.59.35+

100 CHAMPS-ÉLYSÉES • 100 CHAMPS-ÉLYSÉES

MONSIEUR ELYSEES

PARIS

WEEK-END RÉUSSI !

Blouse de nuit réversible, deux cols 3 890 F

Pantalon flanelle, deux cols 860 F

Blouse col et revers 1 900 F

Peuple made in England • FL (10 cols) 450 F

100 CHAMPS-ÉLYSÉES • 100 CHAMPS-ÉLYSÉES

Machines à écrire.
IBM frappe deux fois.

AFRIQUE

Tchad

L'attente dans le désert

(Suite de la première page.)

Ses officiers n'hésitent pas à dire que la France se substitue à Tripoli pour inventer de fausses excuses. « Si les Français ont quitté Biltine, remarque Idriss Debi, c'est que, normalement, les Libyens ont quitté Fada. Or ils n'ont pas quitté Fada. Il n'y a donc pas concordance. » Et il ajoute doucement : « Jusqu'à présent, Manta ne nous a saisi d'aucune information concernant un retrait libyen. Manta s'en va et nous nous retrouvons dans la même situation qu'avant son arrivée : les Libyens sont toujours là. »

« Nos amis nous quittent... »

« Si tu as passé avec moi une nuit dans le désert, tu es plus que mon ami, tu es mon frère », nous a

confié, le matin, l'un des officiers, en nous tendant une boîte de conserve remplie de lait de chamelle brûlant. La nuit a été calme, trop sans doute pour ces combattants si prompts à s'enivrer de fantasmes sanglants. Mais ici, à Kalait, la grande base militaire des FANT, située à 220 kilomètres de Fada, il ne peut rien se passer. D'ailleurs il n'y a eu aucun « accrochage » depuis les combats qui ont eu lieu à Monou, ce village situé à une centaine de kilomètres de Fada, sur la route d'Irbi, le 31 janvier dernier. Depuis, les FANT attendent, sans savoir exactement quoi. Certes, des patrouilles profondes continuent de monter très au nord du seizième parallèle, jusqu'à 30 kilomètres de Fada et, dans la zone de Faya, jusqu'au village de Chicha, mais la diplomatie et le retrait de la force Manta semblent avoir pris le pas sur les actions

offensives. En face aussi, on attend. Alors, comme il l'a fait la veille, le « Com-chef » inspecte ses troupes et les exhorte à la « vigilance » et au « sacrifice suprême ».

Ce jeudi 11 octobre, au cours d'une prise d'armes, Idriss Debi explique aux éléments de la compagnie motorisée basée à Kalait et formée, à Biltine, par les Français, que si « nos amis de Manta nous quittent, après avoir accompli leur mission », c'est, pour les FANT, l'occasion de se « réorganiser ». Parfaitement alignés, deux à trois cents combattants (sur les mille deux cents qui composent la garnison de Kalait), écoutent ce discours, traduit simultanément en arabe. Ensuite, ils remontent dans leurs Toyota et leurs VLRA hérisés de canons quadri-tubes et d'« orgues de Staline » et se dispersent dans le désert.

Attendre à Kalait... Avec quelques maigres arbustes et, çà et là, des blocs de rochers qui affleurent du sable, la localité s'étend sur une vaste étendue. En septembre 1983, on comptait seulement vingt cases. Aujourd'hui, il y en a plus de quatre cents. « Les gens, explique le « Com-chef », ont quitté Fada, fuyant la famine et les atrocités libyennes. » La dernière et unique pluie est tombée il y a vingt-cinq jours. Ces populations semi-nomades, qui vivent d'ordinaire du commerce de produits laitiers, en sont réduites à attendre les vivres que leur achemine, de temps en temps, de N'Djamena, le ministère des calamités naturelles. Depuis environ un an, tous les habitants d'Oum-Chalouba, à 15 kilomètres de là, se sont réfugiés sur Kalait, en raison de l'assèchement du puits. La piste qui mène à ce lieu historique

de combats est jalonnée de véhicules broyés ou calcinés, et des amas de munitions en tous genres témoignent de la violence des affrontements. Non loin des tombes blanches d'un cimetière libyen, on arrive à l'endroit où, le 7 avril dernier, neuf soldats de Manta ont trouvé la mort dans « un accident de déminage ». Le char Panhard est toujours là et des débris sont dispersés à 30 mètres à la ronde. Plus loin encore, la carcasse d'une Toyota équipée de missiles sol-sol 107 mm, une jeep-canon avec des inscriptions en russe, des pneus et des dizaines de chaussures saennées. Le désert tchadien, mieux que des récits, de ces combats d'un autre âge qui voient s'affronter deux lignes de véhicules lancés les uns contre les autres à 100 kilomètres à l'heure, et qui, l'emmenant en fuite ou décliné, ne laissent sur le sable que peu de blessés. « Les Libyens, précise le « Com-chef », exécutent systématiquement tous les prisonniers. »

pris, comme l'affirme le « Com-chef », qu'une trentaine de blindés, venus d'Oumang-Kébi, sont venus récemment renforcer le potentiel militaire libyen à Fada. Idriss Debi reconnaît que ce système, pour surveiller les faits et les gestes des « coalisés », n'est pas aussi moderne que les moyens de détection radio ou les photographies aériennes prises par satellite dont disposent les Français, mais il l'estime plus « fiable ». De ces informations, il tire la certitude que depuis l'accord franco-libyen du 17 septembre, les troupes de Tripoli n'ont amorcé aucun mouvement de repli vers le nord. Il doute également de la possibilité pour les observateurs de contrôler efficacement l'évacuation des bases libyennes. « Vous avez pu vous rendre compte de ce qu'est le désert : ici, pourvu que l'on ait un peu d'eau, on peut se cacher partout. » Comme tous les officiers tchadiens, le « Com-chef » se fait violence pour accepter la présence d'observateurs libyens à N'Djamena. « Mais le gouvernement a donné son accord, et même si cela ne gêne ni plan personnel, ni plan des principes, le but recherché est que les Libyens quittent ce pays. » Et puis, « si l'ombre de Kadhafi continue à planer au-dessus de notre pays, il n'y aura jamais d'entente entre Tchadiens. »

Se vaine de quarante-huit heures dans le Nord achevée, le « Com-chef », entouré de sa garde rapprochée, reprend la route de Biltine. Cette fois, la course furieuse en Toyota à travers le désert se termine mal pour deux combattants, qui ont été éjectés de leur véhicule. L'un d'eux, la langue à demi saignée et le visage en sang, est conduit à l'infirmerie de Manta. Sans doute est-il l'un des derniers à avoir pu bénéficier de la « logistique » française. A Kalait, où il n'y a ni dispensaire ni école, le désert pouvait à tout. Les combattants tchadiens attendent, prêts à reprendre l'offensive, mais sachant aussi qu'il n'est pas exclu que ce soient eux (les « coalisés ») qui descendront. Le temps, ici, n'existe pas.

LAURENT ZECCHINI

Ethiopie

Famine meurtrière

(Suite de la première page.)

Plusieurs organisations d'aide ont, en outre, protesté contre la congestion du port d'Assab, le manque de moyens de transport terrestre et l'inefficacité de la bureaucratie éthiopienne.

En 1973-1974, une dramatique sécheresse avait fait deux cent mille victimes et contribué à la chute de l'ancien empire, qui avait tenté de cacher l'ampleur de la tragédie à l'opinion internationale. Cette fois-ci, face aux critiques dont il est l'objet, le gouvernement d'Addis-Abeba a décidé de prendre les choses en main. Début octobre, le bureau politique du Parti des travailleurs, fondé le mois précédent, a pris lui-même la direction des opérations de secours. Mais cette volonté semble tardive et, de toute façon, les donateurs — qui se sont déjà engagés à livrer 450 000 tonnes de grains — semblent assez sceptiques sur la possibilité d'écarter le fléau.

J.-C. P.

L'élite de l'armée

La compagnie motorisée de Kalait constitue l'élite de l'armée tchadienne. Une compagnie semblable est basée à Todi, à l'ouest de Kalait. Chacune comprend une trentaine de véhicules (dont quelques AML) fournis par la France ou récupérés sur l'ennemi. Le reste des unités est sous-équipé et, souvent, le carburant manque. Les FANT disposent cependant d'un réseau de transmissions puissantes, alimentées par des piles solaires. Le départ des soldats de Manta va faire cruellement défaut aux unités FANT qui sont massées de part et d'autre du seizième parallèle. Au fil des jours une « coopération étroite » s'était nouée avec l'état-major français de Biltine et les Tchadiens pouvaient compter sur Manta pour réparer leurs véhicules et soigner leurs malades et leurs blessés, voire leur procurer du carburant. A Biltine, les autorités espèrent que les Français vont laisser du matériel et des munitions. Mais, dans le vieux fort déjà réoccupé par l'armée tchadienne, il n'y a que des caisses vides et des débris. Idriss Debi n'a « même pas entendu de promesses à ce sujet ».

A Kalait, une cinquantaine de « ralliés » du GUNT ont été réunis dans les FANT. La vie de la garnison ne connaît pas une activité fébrile, et les combattants se bornent souvent à s'occuper le long des murs des maisons, à la recherche d'un peu d'ombre. Parfois, les nomades qui descendent de Fada ramènent des informations sur les mouvements de l'« occupant ». C'est grâce à eux que les FANT ont ap-

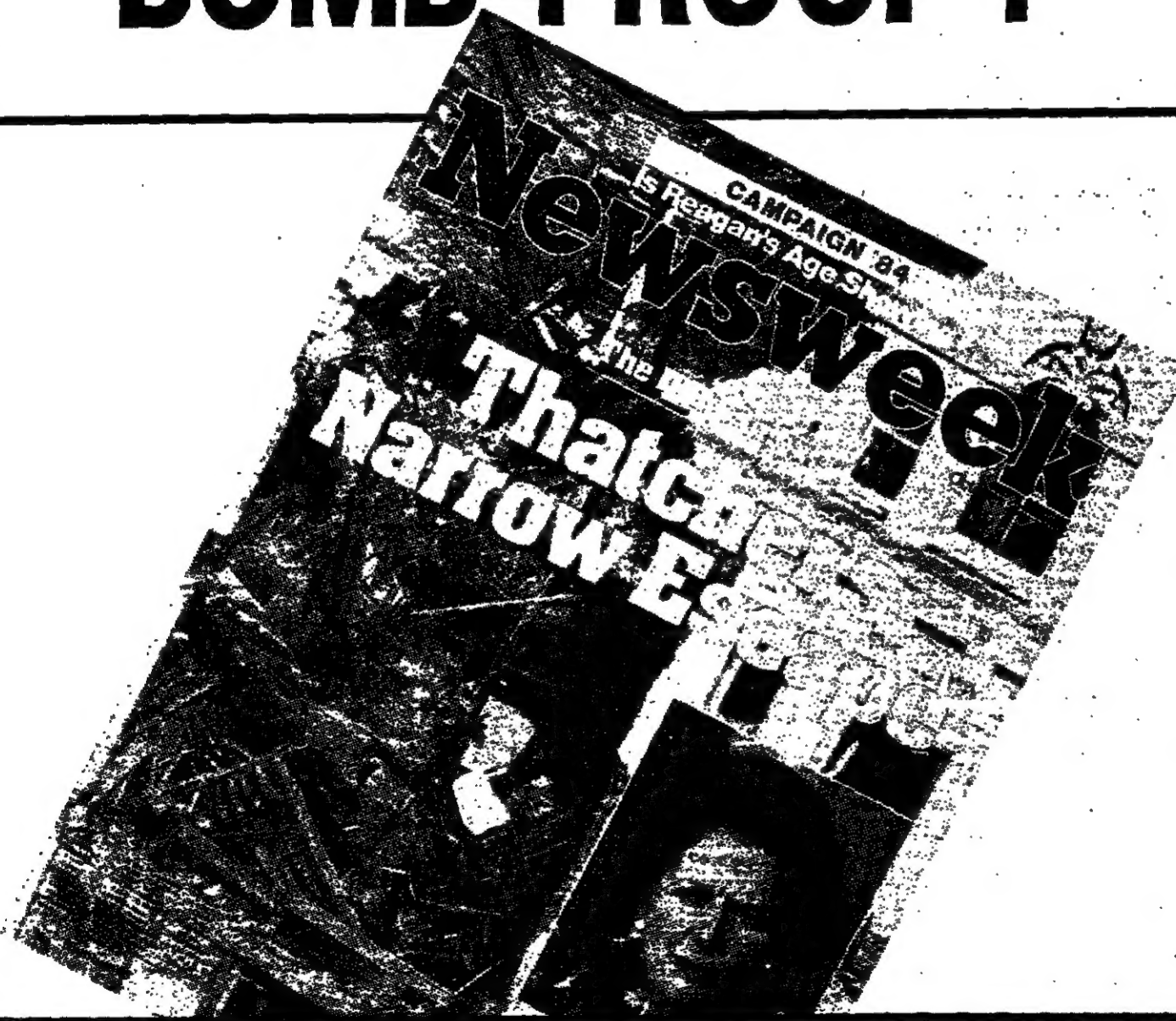
Newsweek

Traduction du texte inséré ci-contre :

« La dame de fer est-elle à l'abri des bombes ? »

CHAI LOT THEATRE NATIONAL
PEUT-ON FAIRE UN OPÉRA DE LA POLITIQUE DU SIÈCLE ?
L'ÉCHARPE ROUGE
Badiou-Aperghis-Vitez
GRAND THÉÂTRE 727 81 15
7 REPRÉSENTATIONS EXCEPTIONNELLES LES 18, 19, 20, 23, 24, 26, 27 OCTOBRE À 18h30

IS THE IRON LADY BOMB-PROOF ?



Outside views. Inside information.

- 1 -
IBM lance
l'écriture sans fatigue.

IBM lance deux nouvelles machines à écrire électroniques,
l'IBM 6746 et l'IBM 6747.

هكذا من العمل

L'INTERVENTION DE M. FABIUS A TF 1

« L'effort payé »

« Parions France » : tel est le titre de la nouvelle émission mensuelle du premier ministre, diffusée par TF 1 et inaugurée mercredi soir 17 octobre.

Quelques heures après la réunion d'un conseil des ministres qui lui était consacré, le premier ministre a tenu deux thèmes choisis par M. Fabius, l'autre étant les résultats du commerce extérieur. Deux thèmes, deux messages : il ne faut pas « faire de la politique sur le dos des pauvres » ; « l'effort payé » et doit donc être continué.

Le premier ministre a cité notamment à l'appui de cette dernière affirmation les exemples de L'Oréal et des chaussures André. Auparavant, il avait décrit son action en deux temps. Premier temps : « caler

les épaves » qu'étaient, selon lui, pour la gauche, la querelle scolaire, la loi sur la presse et l'intervention au Tchad. Ces difficultés étant « en voie d'être résolues », il s'agit pour lui, dans un deuxième temps, de « construire » l'avenir.

Interrogé par Jean Lanzi, directeur de l'information de TF 1, qui lui avait laissé le choix des sujets, le premier ministre a parlé sur le ton de la conversation, en direct d'un salon de l'hôtel Matignon. Une photographie de sa famille était placée, derrière lui, sur un guéridon.

Le mois prochain, le premier ministre traitera de la sécurité et des « travaux d'utilité collective ».

Le gouvernement par l'image

(Suite de la première page.)

Sur la forme, l'aisance de M. Fabius ne pouvait pas surprendre, de la part d'un jeune homme qui s'est fait une spécialité, déjà du « gouvernement d'image », et qui cherche à s'en faire une autre du « gouvernement par l'image ». La preuve de son talent de communication, il l'avait déjà fournie dans son discours d'investiture à l'Assemblée nationale et à « L'heure de vérité », sur Antenne 2.

Parlons franc, les filles sont grosses. Faut-il le dire ? M. Fabius transforme le plus banal en précieux, l'ancien en moderne. Ainsi, la loi sur la presse est-elle devenue, comme par magie, un « texte moderne ». Ainsi une « dame bien », venue le visiter en sa maison, lui a révélé que la droite cherchait à « faire de la politique sur le dos des pauvres ».

Lui aussi, comme M. Jacques Chaban-Delmas, moure jeune, a quelques fois qu'il nous dit, fût par les clichés de son époque. Et, en plus, moderne. Le « gouvernement d'image » a du bon, et l'on ne fera pas reproche à M. Fabius de s'y essayer, puisqu'il en a les moyens, lorsque l'on a tant insisté sur les méthodes — la confusion parfois — de son prédécesseur.

Bien formé, l'image est éternelle. Témoignage Pierre Mendès France. Témoignage M. Jacques Chaban-Delmas. Elle n'a pas toujours un contenu réel

ou, si elle l'a, les moyens ne lui sont pas forcément donnés de s'exprimer. Pierre Mendès France prétendait gouverner avec le peuple, sous une IV^e République dont les institutions ne le permettaient guère. M. Jacques Chaban-Delmas formait l'audace avec une majorité parlementaire — et sous l'autorité d'un président de la République, Georges Pompidou — qui ne le voulait pas.

L'image de M. Fabius est, pour le moment, mieux accordée à celle de son prédécesseur (M. Mauroy) avec l'idée que les Français se font du pouvoir. Les sondages l'attestent. Et le contenu ? Il n'y a pas, pourtant, fondamentalement changé.

« Les pauvres de la crise »

Sur le fond, l'intervention du premier ministre appelle deux remarques. Son gouvernement se soucie des « pauvres de la crise », expression qui lui paraît, justement, plus exacte que les « nouveaux pauvres ». S'il le fait — et de manière spectaculaire, c'est sous la pression d'une campagne engagée par l'opposition.

M. Fabius admet une réalité — l'existence des « pauvres de la crise » — et s'efforce de lutter contre elle, alors que le pouvoir, après de longues années, refusait jusqu'à de placer en pleine lumière, parce qu'elle lui paraissait politiquement

dangereuse pour lui. De cela, M. Fabius n'est pas responsable, bien qu'il ait appartenu au gouvernement de M. Mauroy.

Le premier ministre fait appel à la « solidarité nationale ». Financer les mesures adoptées par le conseil des ministres en prenant un peu d'argent aux milliardaires n'est que justice. Mais ce n'est peut-être pas une « solidarité nationale », qui, souhaitée par d'autres, consisterait à mettre une plus large part des Français à contribution.

M. Fabius utilise une symbolique — faire payer les riches — qui plaît à la gauche traditionnelle. Il fait de la politique « sur le dos des riches », ce qui veut toujours mieux que de la faire « sur le dos des pauvres ». Justice n'est pas celle que l'on attendait.

JEAN-YVES LHOMEAU.

Une « désapprobation unanime » de la rédaction de TF 1

Les membres de la rédaction de TF 1, réunis mercredi 17 octobre en début d'après-midi, ont adopté à l'unanimité des présents (une soixantaine) la résolution suivante, qui a été lu par le présentateur du journal de 20 heures, c'est-à-dire avant l'intervention du premier ministre :

« L'Assemblée générale des journalistes présents ce mercredi 17 octobre désapprouve à l'unanimité le manière dont cette série d'émissions a été organisée et tient à faire savoir qu'elle refuse de se considérer comme impliquée dans ces émissions ».

M. Pons s'est félicité jeudi 18 octobre que « les journalistes de TF 1 aient la même opinion que le RPR et l'UDF ».

Le « quart d'heure Fabius » de la CNCA approuve l'initiative de TF 1. — Le bureau du Conseil national de la communication audiovisuelle (1) a adopté à l'unanimité un avis concernant le « quart d'heure » de M. Fabius sur TF 1. Le CNCA, dans un point de vue original sur cette question qui a suscité commentaires et polémiques.

Le bureau « se félicite de l'initiative prise par M. Hervé Bourges, PDG de TF 1, d'avoir songé à inviter aux Français la politique du gouvernement, de façon à répondre ponctuellement aux problèmes d'actualité (...). En réalité, la querelle actuelle traduit l'urgence du débat politique dans notre pays et l'excessive radicalisation qui empêche le citoyen d'aborder avec sérénité et en toute connaissance de cause la période difficile que nous traversons. Faut-il rappeler que les citoyens ont le droit d'être informés et que le gouvernement, a le devoir d'informer ? Il est donc normal que les grands organes d'information, publics et privés, ne laissent échapper aucune occasion d'organiser les conditions d'une meilleure communication ».

(1) Le CNCA est un peu le « Parlement » de l'audiovisuel.

LA DISCUSSION BUDGÉTAIRE

L'Assemblée nationale approuve la baisse des impôts

L'Assemblée nationale, le mercredi 17 octobre, a terminé la discussion générale de la première partie de la loi de finances pour 1985, c'est-à-dire celle concernant les recettes. Répondant aux orateurs qui s'étaient exprimés la veille et dans la matinée (le Monde du 16 octobre), M. Pierre Bérégovoy constate que les interventions ont été « marquées par un doute quant à la capacité de notre pays à affronter la crise et à en sortir victorieux ». Or, pour lui, « le défaitisme n'est pas de mise ». Et à travers plusieurs chiffres il va l'expliquer.

C'est ainsi qu'il confirme que, d'après les données de l'INSEE et les normes internationales, il y a eu bien une baisse d'un point des prélèvements obligatoires et que, pour son calcul, il s'en remet aux « experts internationaux » dont il « accepte les conclusions ». Il précise à ce propos que l'augmentation de la taxe sur les produits pétroliers est comprise dans ce calcul de la baisse des prélèvements obligatoires. Il affirme aussi que le déficit budgétaire sera bien limité à 3 %, « comme sera respecté cette année l'engagement de le limiter à 3,3 % ; le prochain collectif budgétaire en témoignera ».

Parlant de la dette, le ministre de l'économie et des finances explique que son importance justifie qu'il faille « réduire le déficit budgétaire ou, en tout cas, ne rien faire qui puisse l'aggraver », mais il constate que « par rapport aux autres pays de l'OCDE les besoins de financement de notre pays ont été inférieurs, en pourcentage du produit intérieur brut, à la moyenne ». De même, il affirme que si la France connaissait un taux de chômage semblable à celui du Royaume-Uni, elle aurait 460 000 chômeurs de plus, et 230 000 si elle avait un taux équivalent au taux moyen des pays de la Communauté économique européenne. La croissance économique que 1981 et 1984 a été, dit-il, plus forte en France qu'en Grande-Bretagne et en RFA. Mais il reconnaît qu'« il faut retrouver le chemin de la croissance économique car le problème du chômage ne pourra être durablement résolu que grâce à un traitement économique ».

A M. André Lajoinie, président du groupe communiste, il confirme « que le pouvoir d'achat moyen sera préservé et que, sous le double effet de l'amélioration des prestations sociales et de la baisse des impôts, le revenu disponible des Français, qui n'avait augmenté que de 0,2 % en 1984, progressera de 1,6 % en 1985 ».

Niant que la France connaît « un déclin », comme l'avait dit M. Edmond Alphandery, porte-parole de l'UDF, M. Bérégovoy explique que la production industrielle du pays atteint l'indice 136, « battant ainsi son record historique », que le commerce extérieur s'améliore, ce qui lui fait dire que l'hypothèse d'un déficit de 130 milliards de francs, retenue pour 1985, « n'est pas trop optimiste mais plutôt pessimiste ». Quant à la balance des paiements, il explique que, étant donné les résultats du troisième trimestre, ses prévisions sont plutôt pessimistes par rapport à ce que sera la réalité.

Répondant à tous ceux qui avaient mis en doute que la Sécurité sociale ait atteint un équilibre durable, il explique que les dépenses de celle-ci, si elles ont été entre 1973 et 1982 de 6,3 % par an en moyenne, n'ont augmenté que de 1,7 % en 1983 et de 2 % en 1984, et que cela est dû « largement à la prise de conscience par les Français que le système ne résisterait pas à un trou permanent ». De même, il affirme que les entreprises nationalisées en 1981 connaissent cette année-là un déficit de 2378 millions de francs, alors qu'en 1984 elle dégageront un bénéfice de 1800 millions.

Le ministre de l'économie conclut, après avoir constaté qu'il ne pourra probablement avoir le soutien que des socialistes : « Il est dans

l'histoire d'un pays des moments où la solitude d'un gouvernement, d'un ministre, d'un groupe parlementaire, face aux turbulences politiques, est un encouragement à aller de l'avant. (...) J'ai pris rendez-vous avec le pays et je demande aux Français de nous aider à gagner la bataille de l'inflation, aux chefs d'entreprise de nous aider à faire reculer le chômage ».

M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat au budget, constate que la baisse des prélèvements obligatoires n'a pas été mise en doute par les orateurs et que « le seul point qui fasse problème est la tarification téléphonique ». Mais il explique que si l'on compare le coût du téléphone en France à ce qu'il est dans les pays voisins, on constate qu'il est largement inférieur à ce qu'il est en Allemagne fédérale, en Grande-Bretagne, mais il est vrai, supérieur à ce qu'il est en Belgique notamment. Il reconnaît que le budget annexe des PTT va financer la filière électronique, mais explique : « Des réalisations du même type sont financées par des sociétés privées dans d'autres pays sans qu'on y parle pour autant de prélèvements obligatoires ».

Revenant sur la suppression du prélèvement de 3 milliards sur les collectivités locales, il demande qu'en contre-partie les élus locaux « s'engagent à limiter autant que possible la progression de la fiscalité ». Il serait regrettable que l'effort consenti pour le budget de l'Etat ne se retrouve pas à tous les échelons.

L'Assemblée a alors entrepris la discussion des articles déterminant les recettes de l'Etat pour 1985.

● Perception des impôts et taxes existantes : le traditionnel article autorisant l'Etat, les collectivités locales, les établissements publics et organismes divers à les percevoir a été adopté sans difficulté.

● Barème de l'impôt sur le revenu : les tranches de ce calcul sont relevées de 7,6 % (inflation prévue en 1984), mais il sera diminué uniformément pour tout le monde de 5 %. L'opposition tente, sans succès, d'obtenir la limitation à 70 % des revenus imposables de l'ensemble des impôts directs versés par un contribuable (« ce sont des cas marginaux », dit M. Emmanuelli), de supprimer la limitation de la réduction d'impôt entraînée par le calcul du quotient familial, d'augmenter les réductions de revenu imposable entrainées par certaines dispositions (rattachement au foyer fiscal des enfants mariés ; adhésion à un centre de gestion agréé, dépenses pour économiser l'énergie, pour les ravalements...). Un amendement communiste voulant instituer un minimum de

diminution d'impôt sur le revenu de 500 francs et un maximum de 1 500 francs est repoussé par 440 voix (PS, RPR, UDF) contre 44 (PC), les socialistes ne voulant pas toucher à la progressivité de l'impôt. M. Christian Prieret (PS, Voies), rapporteur général du budget trouvant même qu'elle frappe trop les hauts revenus.

En revanche, est approuvé un amendement de M. Paul Mercieca (PC, Val-de-Marne), repris par la commission des lois, accroissant de 4 000 francs à 4 310 francs la réduction de revenu imposable pour la garde des enfants quand les deux conjoints travaillent, après que le gouvernement a fait compenser la diminution de recettes que cela entraînera par une augmentation des droits fixes de procédure payés par les justiciables.

Enfin, à l'initiative de M. Prieret, est adopté un amendement élargissant les possibilités de réduction du revenu imposable des familles accueillant chez elles des personnes de plus de soixante-cinq ans, que celles-ci soient des ascendants ou non, et cela afin de tenter de limiter les placements en hospice. Cette mesure sera rendue possible par une augmentation des droits versés par les personnes demandant la copie d'un jugement.

Th. B.

● La Caisse des dépôts et consignations et les entreprises nationales peuvront à la place des collectivités locales. Les députés socialistes et le gouvernement sont parvenus, mercredi 17 octobre, à un accord sur la façon de compenser la suppression, dans le projet de budget pour 1985, du prélèvement de 3 milliards de francs sur les avances de l'Etat aux collectivités locales.

Ces compensations sont les suivantes : un prélèvement, pour 420 millions de francs, en maintenant le « 1 % sécurité sociale » sur certains revenus du capital qui devaient primitivement en être déduits ; 300 millions de francs pris sur le budget des charges communes ; 180 millions de francs provenant des dotations de décentralisation scolaires, dans le budget du ministère de l'intérieur ; 500 millions de francs en augmentant la taxe sur le fuel lourd ; 900 millions de francs sur les dividendes versés à l'Etat par certaines entreprises publiques (cette mesure vise notamment, a indiqué M. Véronique Neiertz, porte-parole du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, les gains réalisés par ELF-Aquitaine grâce à l'« effet dollar »). Le solde, 700 millions de francs, serait prélevé sur la Caisse des dépôts et consignations.

Sénat : quatre textes examinés

Le Sénat a examiné quatre textes, mercredi après-midi 17 octobre, dont le projet de loi relatif à l'exercice du droit de grève dans la navigation aérienne, adopté en deuxième lecture par l'Assemblée nationale le 3 octobre. Suivant son rapporteur de la commission des lois, M. Jean Arthuis (Un. cent. Mayenne), la Haute Assemblée a rétabli, malgré l'opposition des sénateurs socialistes et communistes, le texte dans sa version telle qu'élaborée en première lecture (le Monde du 30 juin). C'est ainsi que la levée d'interdiction de la grève ne pourrait être applicable que dans le cas où le préavis de cinq jours sera respecté et qu'un service minimum élevé devra être assuré. Les principaux besoins des usagers seraient mis en place après trois jours de grève.

Les sénateurs ont approuvé en première lecture et à l'unanimité deux projets de loi, présentés par M. Guy Lengnase, secrétaire d'Etat chargé à la mer. Le premier modifie la loi du 3 juillet 1967 sur les assurances maritimes. Selon le rapporteur de la commission des lois, M. Pierre Coccardi-Peyraud (Un. cent., Essonne), il s'agit de suppri-

mer des règles qui paraissent « anachroniques » ou qui « constituent un obstacle à l'expansion du marché français de l'assurance maritime ». Le second relatif aux événements de la mer auquel sur proposition de M. Alphonse Arzel (un. cent. Finistère), rapporteur de la commission des lois, ont été, avec l'accord du gouvernement, apportées des modifications de forme, a pour objet d'harmoniser la législation française avec la Convention de Londres qui devrait prochainement remplacer celle de Bruxelles de 1957. La prochaine convention prévoit que les dommages nés de fait d'assistance ou de sauvetage peuvent donner lieu à limitation de responsabilité.

Enfin, le Sénat a adopté, après avoir rectifié « deux erreurs matérielles », la proposition de loi, de M. Gérard Bapi, député socialiste de la Haute-Garonne qui tend à faciliter le fonctionnement des commissions de remise et d'aménagement des prêts consentis aux rapatriés ainsi que l'examen, en appel, des décisions rendues par l'instance arbitrale chargée de fixer l'indemnisation des biens dont certains français ont été dépossédés.

Nouvelles électroniques
La frappe douce.

Essayez la frappe douce dans les points de vente machines à écrire IBM
ou téléphonez au numéro vert 16 (05) 27.11.87 (appel gratuit).

IBM

POLITIQUE

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Pétain et la « politique princière »

« Je dis à nos collègues communistes, à nos collègues socialistes, à nos collègues du RPR et à ceux de l'UDF que, quelles qu'aient leurs convictions, le gouvernement de la France les appelle à se rassembler sur le chemin tracé. »

C'est un premier ministre passionné, oublieux de sa neutralité de son habituel, qui a lancé, mercredi 18 octobre, à l'Assemblée nationale, un nouvel appel à l'unité nationale. M. Laurent Fabius, tout comme ses ministres, a délibérément voulu calmer le jeu au cours de la séance consacrée aux questions au gouvernement.

Curieusement, le premier ministre répondait ainsi à une question du général Bigard, qui s'était fait, lui aussi, le chantre de la désunion. Le député UDF de Meurthe-et-Moselle s'était félicité du nouveau ton du gouvernement pour mieux stigmatiser les propos de M. Lionel Jospin, lundi 15 octobre, à France-Inter. Le premier secrétaire du Parti socialiste avait accusé l'opposition de puiser son inspiration dans les « valeurs » du pétainisme. « Qui a refait la vraie France ? a déclaré M. Bigard, de Gaulle, Leclerc, Juin, de Lattre, les résistants, les vrais, FFI et FTP (...) ».

« Certes, on peut trouver, ici et là, des paroles ou des écrits importuns (...) Un grand responsable ne conclurait rien de tout cela. Sans doute, d'un côté, n'en a-t-on tenu des propos ou écrit certaines choses qui auraient pu être exprimées d'une autre manière », lui a répondu le chef du gouvernement, ajoutant que, de l'autre côté, on avait eu tort

de mettre en cause la légitimité de la nouvelle majorité.

Cette volonté de dépassionner le débat, M. Jack Lang l'a également exprimée à propos des grands projets du président de la République. Projets que M. Pierre Méhaignerie, UDF-IIIe-et-Vilaine, a assimilés à une « politique princière ».

Sans polémiquer, M. Lang a réaffirmé la volonté de l'Élysée de continuer ses grands projets culturels. Se tournant vers M. Valéry Giscard d'Estaing, il a rappelé que sur les sept projets deux avaient été décidés sous son septennat.

Si pour M. Méhaignerie ces grands projets sont choquants face à « l'appauvrissement des Français », ils ne le sont pas pour le ministre de la Culture. « La crise sévit. C'est une raison supplémentaire pour ne pas capituler et pour offrir aux Français des projets mobilisateurs. Ce n'est pas en appauvrissant culturellement le pays qu'on lutte contre la pauvreté. »

« Des logements sociaux », a-t-on crié sur les bancs de l'opposition. « Et bien ! précisément, une des modifications apportées au projet initial de La Vilette (...) en accord avec le maire de Paris, consiste en la décision de construire mille logements sociaux », a répondu M. Lang, tandis que M. Jacques Chirac rétorquait de la main.

Cela n'a pas empêché M. Lang de porter des projets que l'État avait financés dans d'autres villes de l'opposition, et notamment à Bordeaux. M. Jacques Chaban-Delmas n'y a rien trouvé à redire.

R. S.

Au PR, barristes et giscardiens ont signé la trêve

Au PR, barristes et giscardiens ont signé la trêve, trois jours avant la réunion de leur conseil national le 20 et 21 octobre à Joinville-le-Pont (Val-de-Marne). Et c'est avec à sa droite un Charles Millon apparemment « satisfait » d'avoir obtenu certaines « garanties » quant au respect du « pluralisme » et de la « diversité » au sein du Parti républicain que M. François Léotard, candidat au renouvellement de son mandat de secrétaire général a pu annoncer, mercredi 17 octobre, que son parti « affrontera dans l'unité » cette « nouvelle période décisive » qui le sépare des élections législatives de 1986. « Nous pouvons avoir des analyses différentes, mais, dans le bateau qui est le nôtre, nous serons les cordes et ramons dans le même sens », a-t-il affirmé, avant d'insister sur la nécessité d'un « travail collectif » et de renouveler à M. Charles Millon « ses sentiments de gratitude et d'amitié ».

M. Léotard a rendu publique la liste des membres du nouveau bureau politique à la tête de laquelle il se présentera au conseil national ; une liste de trente noms où apparaissent M^{me} Christine Boutin, conseillère générale de Rambouillet, MM. Stéphane Dermaux, maire de Tourcoing, Serge Didier, président de la fédération de la Haute-Garonne, Jean Pouch, sénateur de l'Aveyron, Jean Rousta, secrétaire fédéral des Bouches-du-Rhône, et Yves Verwaerde, conseiller de Paris et député national du PR, chargé des fédérations. A ces membres élus s'ajoutent les membres de droit : les présidents des groupes parlementaires et les anciens secrétaires généraux du parti.

M. Léotard a précisé qu'il aurait à ses côtés un secrétariat politique, où se retrouveront MM. Alain Madelin, député d'Ille-et-Vilaine, Charles Millon, député de l'Ain, Alain Longuet, trésorier du PR, Jacques Doullagues, maire d'Orléans, et Jean Pouch.

« J'essaierai de rassembler au maximum les forces du courant libéral », a promis M. Léotard, qui s'est engagé, notamment, répondant

ainsi à une demande de M. Millon, à ce qu'un débat sur « la stratégie et la tactique du parti » soit ouvert. Ce débat, a-t-il précisé, portera sur la loi électorale, la cohabitation, les actions gouvernementales, la désamorce électorale, mais, a-t-il ajouté, « mon sentiment est qu'il serait absurde que le PR s'engage dès aujourd'hui dans un soutien à des présidents qu'il ne connaît pas ». M. Léotard défendra, lors du conseil national, une motion allant dans ce sens. Au cours de ce conseil national, il sera longuement discuté du projet « Pour une démocratie libérale », sur lequel le PR réfléchit depuis plusieurs mois. « A cinq cents jours d'une échéance, ce n'est plus le moment de discuter sur la société libérale. Il faut, maintenant, traduire nos convictions en propositions concrètes », a déclaré M. Alain Madelin, chargé d'animer ce travail de réflexion qui devrait être prêt d'ici à la fin de l'année.

De nombreuses personnalités de l'opposition ont été invitées à ce conseil national du PR : M^{me} Veil, MM. Chirac, Barre et Giscard d'Estaing, et les représentants des principaux partis de l'opposition. Le président du RPR a fait savoir qu'il se rendrait à cette invitation. Ce sera, de toute façon, « la journée Léotard ». De l'attitude de ce dernier et des structures qu'il mettra en place autour de lui dépendra ensuite la durée de la trêve. L'affrontement public entre barristes et giscardiens, entre parlementaires et « apparatchiks », aura en tout cas été évité de justesse.

Selon BVA

HAUSSE DES COTES DE POPULARITÉ DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ET DU PREMIER MINISTRE

La cote de popularité du président de la République enregistre une hausse sensible, selon un sondage de BVA publié dans Paris-Match. Cette enquête effectuée du 29 septembre au 4 octobre auprès d'un échantillon de 1 000 personnes indique en effet que 37 % des Français (au lieu de 33 % le mois dernier) ont une bonne opinion de M. Mitterrand. Parallèlement les mauvaises opinions passent de 53 % à 55 %.

Le premier ministre pour sa part est crédité de 42 % d'opinions positives (40 % en septembre) et de 28 % d'opinions négatives (20 % précédemment).

L'image de l'opposition s'est sensiblement modifiée dans l'opinion puisque 42 % des Français considèrent qu'elle représente l'avenir - ils n'étaient que 34 % dans ce cas lors d'une précédente enquête réalisée en mars - et 35 % le passé (40 % en mars 1984). Toutefois ils ne sont que 38 % contre 44 % à penser que l'opposition a une politique de rechange à leur proposer - 26 % des personnes interrogées estiment que M. Giscard d'Estaing ferait mieux que M. Mitterrand s'il était président de la République, 21 % qu'il ferait moins bien et 46 % sensiblement pareil. M. Barre, pour sa part, ferait mieux pour 31 %, moins bien pour 26 % et sensiblement pareil pour 32 %. M. Chirac enfin ferait mieux pour 27 %, moins bien pour 34 % et sensiblement pareil pour 28 %.

● M. Mitterrand chez le grand rabbin de France. - M. René Samuel Sirat, grand rabbin de France, et M^{me} Sirat ont reçu, le mercredi 17 octobre, M. et M^{me} François Mitterrand. Participant à ce déjeuner le président du Consistoire central israélite de France et M^{me} Jean-Paul Elkann ; le vice-président du Consistoire et M^{me} Emile Tenoudji ; M. et M^{me} Jacques Attali ; M^{me} Irène Dayan, venue du sénateur Georges Dayan, qui était un ami personnel du président de la République.

Les responsables communistes de la Corse-du-Sud mettent en cause la direction de leur parti

Terre corse, mensuel régional du Parti communiste, publié dans son numéro daté septembre-octobre une résolution adoptée, le 12 septembre, par le comité fédéral de la Corse-du-Sud du PCF. Le texte souligne que les communistes corse, nous perdons de vue le résultat de l'élection de l'Assemblée de Corse, le 12 août dernier (11,73 % des suffrages exprimés pour le PCF, soit une légère progression par rapport à août 1982), « sont profondément mécontents par l'affaiblissement grave de leur parti ».

« Ils veulent procéder, indique la résolution, à une critique sérieuse et responsable de notre action politique afin de définir clairement les tâches et le fonctionnement du parti révolutionnaire. Ils ont estimé que la critique et l'autocritique doivent être d'autant plus rigoureuses que les responsabilités sont plus élevées. »

Il s'agit, dans la fidélité à nos valeurs et à notre expérience historique, de procéder, lors du congrès, aux changements nécessaires dans les pratiques politiques, les méthodes de fonctionnement et les organes de direction.

Terre corse précise, d'autre part, que M. Félix Dametto, qui s'était abstenu, au comité central, lors du vote sur le rapport présenté par M. Georges Marchais, le 19 septembre, a assuré, le 29 septembre, devant quatre-vingt-cinq cadres de la fédération de la Corse-du-Sud, le compte-rendu de la réunion du comité central. M. Dametto « suit », en effet, au nom du comité central, l'activité de cette fédération. Terre corse indique que la discussion qui a suivi le « compte-rendu » de M. Dametto a été « riche » et que « l'absence bien au contraire de la préparation du congrès ».

REÇU PAR L'ALLIANCE ISRAËLITE

Mgr Matagrin invite les juifs et les chrétiens à agir contre la résurgence du racisme

La réunion d'information de l'Alliance israélite universelle (AIU), le mardi 16 octobre, à Paris, a été consacrée, après la présentation du rapport annuel d'activité par M. Jacques Lévy, directeur de l'AIU, à la question des relations entre l'Eglise catholique et les juifs.

L'AIU avait invité M. Zvi Werbowski, professeur à l'université hébraïque de Jérusalem, et Mgr Gabriel Matagrin, évêque de Grenoble, président de la commission épiscopale des relations avec le judaïsme, à donner leur point de vue sur « la perception des juifs et du judaïsme par le monde catholique en 1984 - perspectives d'avenir ».

M. Werbowski a souligné la nouveauté essentielle de l'époque : « Le catholicisme, a-t-il dit, a commencé à se débarrasser de la caricature selon laquelle le peuple juif serait occupé, depuis deux mille ans, à nier le Christ. » La question qui se pose alors, selon M. Werbowski, est de savoir si ce « retour » de l'ancien préjugé théologique, la dégradation des mœurs et que du judaïsme ne conduisent pas l'Eglise à se dispenser de tout effort

de compréhension théologique de la réalité historique juive, particulièrement du « martyre » de 1939-1945 et de la renaissance d'Israël.

Mgr Matagrin a répondu à cette interpellation en citant une phrase de la déclaration du cardinal Ruffini au synode de décembre 1983 : « Tant que le judaïsme restera étranger à notre histoire du salut, nous serons à la merci de réflexions antijuives. » L'évêque de Grenoble a souligné l'importance de cette déclaration, qui met l'accent à la fois sur le « devoir de pénitence » des catholiques vis-à-vis des juifs et sur la « vocation permanente du peuple juif ».

Mgr Matagrin a insisté aussi sur la nécessité, pour les chrétiens et pour les juifs, de répondre aux défis que représentent, pour les uns et pour les autres, « la tentation de la résurgence du racisme en général et de l'antisémitisme en particulier » ; la question des droits de l'homme ; celle, celle que posent, conjointement, la dégradation des mœurs et les possibilités ouvertes par les progrès de la biologie.

NOUVELLES BRÈVES

● M. Jean Poperen : l'escalade du PCF. - M. Jean Poperen, membre du secrétariat national du Parti communiste, a déclaré, le mardi 16 octobre, sur Europe 1, que les propos tenus, la veille, sur la même station, par M. Charles Fiterman, membre du secrétariat du comité central du PCF (le Monde du 17 octobre), témoignent d'une « accélération de l'escalade » dans les attaques des communistes contre les socialistes. M. Jean Poperen a observé que, « au moment même où M. Fiterman s'exprimait, M. Barre s'exprimait aussi et avec la même violence à l'égard du même gouvernement de la gauche ». Le dirigeant communiste a souligné « cette conjonction de fait (du PCF) avec les éléments les plus durs de la droite ».

● Prochaine visite de M. Fabius au Canada. - M. Laurent Fabius se rendra en visite officielle à Ottawa les 7 et 8 novembre, à l'occasion du 17 octobre l'hôtel Matignon, qui a précisé qu'il serait ensuite au Québec les 8 et 9 novembre, « dans le cadre des visites officielles alternées des premiers ministres français et québécois décidées en 1977 ». Ce voyage sera le premier déplacement à l'étranger de M. Fabius en sa qualité de chef de gouvernement.

● M. Lignel et le Parti radical. - Au terme d'une discussion fort animée au cours de laquelle la candidature du PDG du Progrès de Lyon, adjoint de fraîche date au Parti radical, a été contestée, M. Jean-Louis Lignel a été élu lundi soir 15 octobre président du comité de direction du Parti radical, en remplacement de M. Jeanne Ambre, décédé au mois d'août dernier.

M. Lignel a obtenu 44 voix sur 57, 5 voix se sont portées sur un autre candidat, trois radicaux ont voté blanc et cinq n'ont pas participé au vote. M. Lignel sera d'autre part candidat à la présidence de la fédération du Rhône du Parti radical.

● Conflit au sein du PS dans le Nord. - La commission exécutive de la fédération du Nord du Parti socialiste a décidé, sur le rapport de M. Guy Allouche, secrétaire, d'engager une procédure d'inscription à l'encontre de M. Gérard Vignoble, maire de Wasquehal, conseiller général régional. M. Vignoble, qui est ainsi traduit devant la commission fédérale des conflits, s'était trouvé en désaccord avec les autres élus socialistes au sein de la communauté urbaine de Lille à propos de la vente d'un terrain à la société Bull.

● Le PS et la « marche pour la paix ». - M. Jacques Hunzinger, membre du secrétariat national du Parti socialiste, a indiqué, le mardi 16 octobre, que le PS ne participera pas à la « marche pour la paix » organisée, le 28 octobre, à Paris, par l'appel des Cent et le Mouvement de la paix (proche du PCF).

● La Lettre - mensuelle de Michel Jobert cesse de paraître. - L'ancien ministre annonce que, dix ans d'existence, ce 121 numéros publié, il interrompra la publication de cette Lettre dont il résume ainsi le bilan : « Dix ans de respect de soi, dix ans de dignité, dix ans d'analyses avisées - relisez donc la Lettre - dix ans de propositions sensées et audacieuses. Il s'agit, sans précéder, d'avancer. L'heure est venue de poursuivre l'effort différemment. »

Les Pays-Bas sont le deuxième exportateur mondial de produits agricoles.

Rabobank est la première banque agricole des Pays-Bas.

Les produits agricoles constituent 25% du volume total des exportations néerlandaises (soit environ 42 milliards de florins hollandais). Les Pays-Bas sont même l'exportateur numéro un du monde pour les produits laitiers. Et puisque les affaires agricoles revêtent une si grande importance pour le commerce extérieur néerlandais, la Rabobank jouit de vastes connaissances et dispose d'informations récentes sur tous les secteurs du financement international.

90% de tous les prêts alloués à l'agriculture néerlandaise passent par la Rabobank qui peut ainsi prétendre être l'organisme de crédit néerlandais le plus important dans ce secteur. La Rabobank détient une position-clé dans le financement des opérations agricoles. La Rabobank se tient à la disposition de sa clientèle avec 3.000 agences réparties dans tout le pays.

Un tiers de toutes les entreprises néerlandaises confie ses opérations bancaires à la Rabo-

bank. De plus, environ 40% du total de l'épargne néerlandaise sont déposés auprès de la Rabobank.

Avec un actif dépassant les 115 milliards de florins hollandais (soit environ 38 milliards de dollars U.S.), la Rabobank est non seulement l'une des plus grandes banques des

Pays-Bas mais compte parmi les banques les plus importantes du monde.

Si vous êtes d'avis que vos affaires ne sauraient être en de meilleures mains sinon qu'en celles de la banque du deuxième grand exportateur de produits agricoles, prenez contact avec nous.



Le pays de Rembrandt est aussi le pays de la Rabobank. Le pays qui perpétue la tradition de la perfection.

Un membre de l'Union Banking Group.

Rabobank

Le pays de Rembrandt est aussi le pays de la Rabobank.

Rabobank Nederland, Département des Affaires Internationales, Croesendaal 38, NL-3521 CB Utrecht, Pays-Bas. Tél. 40288. Succursale New York/USA. Tél. 424337. Représentant à Francfort/Main/R.F.A. Tél. 413873. ADCA-Bank AG, Francfort/Main/R.F.A. Tél. 412864. Représentant à Londres/Grande-Bretagne. Tél. 892930. Filiale à Curaçao, Curaçao/A.N. Tél. 3422.

- 2 -

IBM invente l'écriture sans pesanteur.

Machine à écrire IBM 6750 à impression thermique : une technologie révolutionnaire.

مكتبة جامعة القاهرة

Le communiqué officiel du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni, le mercredi 17 octobre, au palais de l'Élysée, sous la présidence de M. François Mitterrand. Au terme des travaux, le communiqué suivant a été publié :

● PAUVRETÉ

Le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale a présenté au conseil des ministres une communication sur l'action menée contre la pauvreté. (Lire page 37).

● VICTIMES D'ACCIDENTS DE LA CIRCULATION

Le garde des sceaux, ministre de la justice, a présenté au conseil des ministres un projet de loi tendant à améliorer la situation des victimes d'accidents de la circulation et à accélérer les procédures d'indemnisation. Malgré l'action énergique menée en matière de sécurité et de prévention, le bilan des accidents de la circulation reste particulièrement cruel. En 1983, 11 946 personnes ont été tuées, et 301 434 ont été blessées. Les jeunes sont plus spécialement frappés.

Or on constate que près de 30 % des victimes d'accidents ne reçoivent aucune indemnité. En outre, les personnes indemnisées ne le sont qu'après de longs délais : vingt et un mois en moyenne après l'accident en cas de transaction, et trente et un mois en cas de procès, alors que, dans 98 % des cas, l'évaluation définitive des dommages est possible dans les trois mois. Enfin, un accident sur quatre donne lieu à un procès. Ce taux de contentieux est le plus élevé d'Europe.

En vue de remédier à cette situation, le projet de loi poursuit deux objectifs :

I. - L'élargissement des cas d'indemnisation. - Les victimes les moins protégées, qui subissent le risque de circulation plus qu'elles ne le créent (piétons, cyclistes), et celles qui n'ont aucune maîtrise de ce risque (les passagers), seront indemnisées dans tous les cas, sauf si l'accident est dû à une faute inexcusable de leur part. Les victimes particulièrement exposées (enfants de moins de quinze ans et personnes âgées de plus de soixante-dix ans) seront indemnisées dans tous les cas. Ainsi, même en cas de faute inexcusable (plaque d'huile, verrouillage), les victimes ne supporteront plus le risque de l'accident lorsqu'un véhicule soumis à l'obligation d'assurance est impliqué. Le projet maintient la règle de la réparation intégrale du préjudice subi et le principe que toute personne victime est responsable de sa faute sur le plan pénal et civil.

II. - L'accélération des procédures d'indemnisation. - Le projet de loi prévoit l'obligation, pour l'assureur du responsable de l'accident, de faire aux victimes une offre de transaction qui permette une indemnisation beaucoup plus rapide. Il instaure une meilleure coordination entre les entreprises d'assurance et les organismes sociaux ou les employeurs qui versent des prestations. D'une manière générale, il prévoit une augmentation sensible des intérêts, pouvant aller jusqu'à un doublement, lorsque les décisions de justice ne sont pas exécutées dans des délais normaux.

Cette réforme n'entraînera aucune augmentation des primes d'assurance. Par ailleurs, le jeu du bonus-malus sera modifié pour qu'aucun malus ne soit imposé au conducteur ayant eu, avec un piéton ou un cycliste, un accident pour lequel il n'a aucune part de responsabilité, même si son assureur a dû indemniser la victime en application de la loi.

d'animation, la réalisation d'appartements thérapeutiques destinés à l'accueil de personnes très âgées souffrant de troubles physiques et psychiques, etc.

III. - Dans le cadre de la politique des travaux d'utilité collective (TUC), et en liaison avec les partenaires locaux, l'intervention des jeunes sans emploi dans les secteurs de l'aide quotidienne aux personnes âgées isolées et handicapées et de l'animation dans les établissements sera encouragée.

IV. - Le bénévolat des retraités et des personnes âgées sera encouragé dans tous les cas où il ne se substitue pas à des emplois existants ou à créer.

Parmi les activités susceptibles d'être ainsi encouragées, et conformément aux conclusions du rapport de M. Jean-Pierre Sueur sur le développement du bénévolat, figurent, par exemple :

- Les activités tendant à favoriser l'insertion professionnelle des jeunes (encadrement des travaux d'utilité collective) ;
- La prévention à l'égard de la toxicomanie, de la délinquance et le soutien des jeunes en situation précaire ;
- La préservation du patrimoine culturel ;
- Les activités liées à l'aide aux tiers-mondistes.

V. - A l'occasion du déroulement de la Semaine nationale des personnes âgées et de leurs associations, fixée cette année du 15 au 21 octobre, une journée « portes ouvertes » est organisée le 19 octobre par le secrétariat d'Etat chargé des retraités et des personnes âgées, dans le but d'assurer une meilleure information des personnes âgées et un rapprochement des usagers et des services.

● PRODUCTION LAITIÈRE

Le ministre de l'Agriculture a rendu compte au conseil des ministres du déroulement de la conférence laitière avec les professionnels. L'effort pour maîtriser la production laitière se poursuit activement grâce aux aides à la cessation de production mises en place par le gouvernement. Le ralentissement de la collecte est engagé et doit permettre à la France de ne pas dépasser la quantité de lait qu'elle peut produire sans tomber sous le coup de la pénalité communautaire.

Les quantités libérées par les aides à la cessation de production laitière qui ont dépassé surtout les producteurs âgés de cinquante-cinq ans à soixante-cinq ans permettront la poursuite de la modernisation de la production laitière et de l'installation de jeunes agriculteurs. Tous les dossiers déposés par les agriculteurs jusqu'au 31 août 1984 seront honorés. En conséquence, les producteurs prioritaires, et notamment les jeunes récemment installés et ceux qui réalisent un plan de développement, pourront bénéficier de références supplémentaires leur permettant de maintenir la croissance de leur production. Par ailleurs, les quantités libérées dans les zones de

montagne seront utilisées, en priorité, pour satisfaire les besoins de croissance des producteurs de ces zones.

Les responsables professionnels continueront à être associés à la maîtrise de la production laitière dans le conseil de direction de l'Office du lait et au sein d'instances décentralisées. Enfin, un accord-cadre tripartite pour l'emploi dans l'industrie laitière a été paraphé par les ministres de l'Agriculture et du Travail, de l'Emploi et de la formation professionnelle, et les partenaires sociaux.

● SANTÉ MENTALE

Le secrétaire d'Etat chargé de la santé a présenté au conseil des ministres une communication sur la politique de santé mentale. L'orientation fondamentale de la politique menée par le gouvernement, dans ce domaine, consiste à développer la « sectorisation », c'est-à-dire la prise en charge par une même équipe de l'ensemble des activités de prévention et de soins, dans l'hôpital et hors de l'hôpital, pour un même secteur géographique. Elle suppose, parallèlement à une adaptation des hôpitaux psychiatriques, le développement des alternatives à l'hospitalisation. Dans ce cadre, l'action menée par le secrétariat d'Etat chargé de la santé s'ordonne autour des axes suivants :

- Développement de la recherche, en particulier clinique et pharmacologique ;
- Amélioration du statut du malade mental ; ce statut doit assurer le respect des libertés individuelles, tout en garantissant l'assistance nécessaire à toute personne dont l'état crée un danger pour elle-même ou pour autrui ;
- Renforcement de la concertation au niveau départemental entre psychiatrie publique et privée dans le cadre de la décentralisation ;
- Accroissement de la mobilité des personnels paramédicaux de la psychiatrie publique et amélioration de leur formation.

Le gouvernement a chargé un groupe de travail interministériel de faire le bilan des expériences de globalisation intra et extra hospitalière et de lui faire des propositions sur l'harmonisation du financement de la politique de secteur. Une priorité sera accordée à l'amélioration des soins psychiatriques des personnes âgées par le développement de structures de soins alternatives pour celles dont l'état de santé ne justifie pas l'hospitalisation en milieu psychiatrique. Ces orientations seront mises en œuvre progressivement et en étroite concertation avec l'ensemble des partenaires intéressés.

● GRANDS TRAVAUX

Institué par la loi du 3 août 1982, le Fonds spécial de grands travaux a déjà permis, grâce à trois « tranches », l'affectation de 12 milliards de francs de crédits, représentant un volume de travaux de 33 milliards,

pour les investissements en matière de maîtrise de l'énergie, de transports collectifs et de circulation routière.

Ainsi, plus de deux cent vingt-cinq mille logements sociaux auront été réhabilités et leur isolation thermique renforcée, ce qui a conduit à un allègement des charges de leurs locataires. L'extension des métros de Lyon, de Lille et de Marseille a été accélérée. En région parisienne, la ligne Ermon-Invalides et la gare Saint-Michel ont été mises en chantier, et leur ouverture transformera les conditions quotidiennes de transports de centaines de milliers d'habitants de la région parisienne. Enfin, dans de nombreuses villes de province, des déviations et des rocade ont été réalisées et contribuent à l'amélioration de la circulation.

Le Fonds spécial de grands travaux a ainsi permis l'emploi de soixante-quinze mille personnes depuis deux ans. Afin de poursuivre cette action, une quatrième tranche de 6 milliards de francs, permettant la réalisation échelonnée d'environ 16 milliards de travaux, va être lancée. A cette fin, le secrétaire d'Etat chargé du budget a présenté un projet de loi portant majoration de 3 centimes par litre de carburant de la taxe spécifique sur le carburant qui prendra effet en juin 1986 et qui permettra de financer les travaux qui seront engagés dès le vote de la loi.

● SITUATION INTERNATIONALE

Salvador. - La France se prononce toujours, lorsqu'il y a dispute ou conflit dans un pays, pour un dialogue entre les forces politiques et contre le recours à la violence. Tel était, notamment, l'objet de la déclaration franco-mexicaine du 28 août 1981. Sans poser de préalable, le gouvernement du Salvador et les fronts d'opposition ont engagé un processus de dialogue national, que la France espère voir aboutir à l'expression démocratique libre de la volonté populaire.

L'état des négociations pour le renouvellement de la convention de Lomé. - Le ministre délégué chargé de la coopération et du développement a rendu compte au conseil des ministres des résultats de la réunion de négociation qui s'est tenue à Bruxelles du 9 au 13 octobre. La réunion avait pour objet de mettre au point le texte de la future convention qui doit être signée à Lomé le 7 décembre. Si des progrès très importants ont été réalisés sur tous les sujets, l'accord n'a pu être scellé définitivement faute de consensus sur le niveau de l'enveloppe qui sera réservée au sixième Fonds européen de développement. Face à une attitude restrictive de certains de ses partenaires européens, la délégation française a proposé de retenir un chiffre calculé de manière à permettre une contribution supplémentaire pour l'adhésion de l'Angola et du Mozambique à la prochaine convention en même temps que le maintien

des avantages acquis par les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) signataires de Lomé II.

Accord franco-marocain. - Le ministre des relations extérieures a présenté au conseil des ministres un projet de loi autorisant l'approbation de l'accord franco-marocain du 5 novembre 1979, de coopération en matière de marine marchande. Cet accord a pour objet de promouvoir un développement harmonieux des transports maritimes entre les deux pays.

● VERSEMENT TRANSPORT

Le secrétaire d'Etat chargé des transports a présenté au conseil des ministres un projet de loi relatif à la réglementation du versement destiné aux transports en commun. Ce projet précise, en conséquence d'un arrêt du Conseil d'Etat, que le remboursement de ce versement ne sera assuré qu'aux employeurs qui justifieront avoir effectué le transport de leurs salariés à titre gratuit.

MESURES INDIVIDUELLES

Le conseil des ministres du mercredi 17 octobre a adopté les mesures individuelles suivantes :

- MM. Edouard Balladur et Jacques Négrier, maîtres des requêtes au Conseil d'Etat, sont nommés conseillers d'Etat.

PUBLICATION JUDICIAIRE

Un jugement du Tribunal de Grande Instance de Paris, dix-septième chambre, du 29 juin 1984, statuant publiquement, contradictoirement et en premier ressort, déclare :

- M. Jean-Pierre PIERRE-BLOCH, pris en sa qualité de directeur de la publication *Le Droit de vivre*, demeurant à Paris (10^e), 40, rue de Paradis ;

- La Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (LICRA), 40, rue de Paradis, Paris (10^e).

Complices du délit de diffamation publique envers un particulier, en l'occurrence M. Michel MARMIN, journaliste, 2, rue du Bois-de-Boulogne, 92210 Saint-Cloud - partie civile, - à raison des passages d'un article publié dans le journal *Droit de vivre*, n° 484 de novembre 1982, dans la rubrique « A bout portant » et intitulé « Gangster de A à Z », faits prévus et punis par les articles 29 et 32 de la loi du 29 juillet 1881.

Condamne Jean-Pierre PIERRE-BLOCH à 3 000 F d'amende et à payer à la partie civile 10 000 F à titre de dommages-intérêts.

Déclare la LICRA civilement responsable de son préjudice.

Ordonne la publication des motifs de fond et du dispositif du jugement, dans deux journaux au choix de la partie civile, sans que le coût de chaque insertion puisse dépasser 7 000 francs.

M^e Patrick MOUREU, avocat à la Cour.

PUBLICATIONS JUDICIAIRES

Par arrêt du 26 avril 1984, la Cour d'appel d'Orléans a confirmé le jugement du 25 avril 1977 en ce qu'il a statué que la société Lemoine ainsi que les Sieurs Castel et Dupert s'étaient livrés au préjudice de la société Jicoy France à des actes de concurrence déloyale.

La Cour a dit que la projection systématique poursuivie par Castel et Dupert pour le compte de la société Lemoine d'insérer dans un ensemble de manœuvres lui donnant son caractère fautif et constituant une autre cause de préjudice.

Evocant sur ce point, la Cour a émis un avis préjudiciel à la somme de 400 000 F et a condamné la société Lemoine, Castel et Dupert à payer ladite somme à la société Jicoy France outre intérêts à un taux légal à compter du 26 mars 1984.

La Cour condamne en outre les mêmes au paiement de la somme de 20 000 F et au remboursement des dépens de l'article 700 soulevés par la société Jicoy France.

Ordonne la publication du dispositif de l'arrêt dans un numéro de cinq journaux au choix de la société Jicoy France et aux frais de la société Lemoine, Castel et Dupert.

FRANÇOIS GREFFE, avocat à la Cour d'appel de Paris.

Par jugement du 13 avril 1982, confirmé par un arrêt de la Cour d'appel de Paris en date du 27 mars 1984, le tribunal de grande instance de Paris (1^{re} Chambre, 1^{re} section) a déclaré que, constituant des diffamations, les allégations contenues dans l'article intitulé « 50 millions de dupes », paru, sous la signature de Y. Marzio dans la revue *HF-FI Santé* n° 67 de janvier 1981 (pages 134 et 135) et imputant à l'Institut national de la consommation d'avoir, dans l'article publié dans la revue 50 millions de consommateurs, n° 120 de décembre 1980, consacré aux résultats d'un essai comparatif sur 35 enceintes HF-FI, trompé les lecteurs, d'être un organisme incompétent et de s'être fait remettre gratuitement certains appareils testés par les fabricants. Il a, en conséquence, condamné la société Publication Radio-Électronique et Scientifique (PRES), éditrice, M. Schock, directeur de publication, et M. Marzio à payer à l'Institut de la consommation la somme de 30 000 francs à titre de dommages-intérêts en réparation de son préjudice moral.

● ENSEIGNEMENT AGRICOLE PRIVÉ

(Voir le Monde daté du 18 octobre 1984).

● PERSONNES AGÉES

Le secrétaire d'Etat chargé des retraités et des personnes âgées a présenté au conseil des ministres une communication sur le renforcement du bénévolat et de la participation des retraités et des personnes âgées à la vie sociale.

I. - L'attribution de l'aide sociale est facilitée en 1984, grâce au Fonds national d'action sociale et sociale de la Caisse nationale d'assurance-vieillesse des travailleurs salariés.

II. - Trois cents projets viennent d'être retenus au titre du Fonds d'innovation sociale et bénéficieront d'une aide de l'Etat. Ces projets concernent notamment la mise en œuvre de services de transport en zone rurale, l'installation de résidences de « télé-soins » pour les personnes âgées et handicapées, la création de services de dépannage, de garde de jour et de nuit, le développement d'actions culturelles, de loisirs et

PUBLICATION JUDICIAIRE

Instance devant la dixième chambre du Tribunal correctionnel de Paris.
CARTIER a fait citer, devant la dixième chambre du Tribunal correctionnel de Paris, M^{me} X... et la société DONA CHELLY pour contrefaçon des montres de marque SANTOS déposées sous les n° 75 948 et 75 886 reproduites ci-dessous aux côtés de la contrefaçon.



et des droits de propriété artistique qui y sont attachés.
Au cours de cette procédure, M^{me} X... et la société DONA CHELLY ont reconnu la validité des droits de propriété des montres SANTOS de la société CARTIER et la contrefaçon des montres de marque SANTOS qu'elles ont commercialisées, se sont engagées à ne plus le faire, et la société DONA CHELLY a versé une indemnité à CARTIER, ce qui a permis de mettre fin au procès.

REUSSIR VOS PLACEMENTS ?

Forum de l'Investissement et du Placement

70 EXPOSANTS



9 DÉBATS

20-22 Octobre 1984

Hilton - 18, avenue de Suffren - 75015 Paris

de 9 h 45 à 19 h 30

Entrée 30 F : Exposition + un débat (Paris 8 déduit : 180 F)

Organisation WIN

48, rue Saint-Amand - 75002 Paris - Tél. : (1) 298.64.60

Présent : Bettina VERTORIUM - Président : Roland COHEN

Sous le patronage de

Journal des Finances

Nouvelle IBM

à impression thermique.

Le silence. La vitesse.

Découvrez-la dans les points de vente machines à écrire IBM
ou téléphonez au numéro vert 16 (05) 27.11.87 (appel gratuit).

"Ce livre est destiné aux jeunes loups et aux vieux crabes qui veulent faire tinter la caisse enregistreuse."

David Ogilvy

Best-seller aux Etats-Unis, le nouveau livre du sorcier de la publicité vient de sortir en France.

"Quand j'écris une annonce, je ne veux pas que vous me disiez que vous la trouvez 'créative'. Je veux que vous la trouviez tellement intéressante qu'elle vous fasse acheter le produit", dit David Ogilvy.

Dans son nouveau livre "La Publicité selon Ogilvy", le plus recherché des sorciers de la pub révèle tout ce qu'il a découvert sur les techniques qui font vendre.

Les découvertes d'Ogilvy sont payantes : l'agence qu'il fonda à New York avec 6.000 dollars est maintenant la quatrième dans le monde, avec 1600 clients dans 40 pays. Un de nos magazines français a surnommé Ogilvy "le pape de la publicité moderne".

"Le consommateur n'est pas un imbécile. C'est votre femme."

Dans son livre, David Ogilvy nous étonne avec les scores de ses campagnes célèbres pour Rolls Royce, IBM, Shell, Guinness, Schweppes, Unilever, World Wildlife Fund... Mais il nous montre aussi ses fiascos et n'hésite pas à rendre hommage aux campagnes des autres. Même à celles de ses concurrents.

Un livre aigu, passionnant et informatif, plein de résultats, mais aussi de conseils :

"Le consommateur n'est pas un imbécile. C'est votre femme. N'insultez pas son intelligence."

"A moins que votre publicité ne contienne une Grande Idée, elle passera comme un bateau dans la nuit."

Dans son style pointu et pimenté, David Ogilvy passe au crible toutes les formes de publicité. Spots télé, publicité dans les magazines, dans les quotidiens, publicité directe, publicité institutionnelle, publicité pour le tourisme, publicité pour les grandes causes.

Il nous dit comment décrocher un job dans la publicité... et comment trouver des clients.



124 pages sur 227, illustrées d'annonces et de films célèbres.

Prix : 160 Francs

Les coulisses de la publicité.

David Ogilvy nous montre les coulisses de la publicité : l'alcoolisme, la recherche, les femmes, le marketing, le sexe.

Il dénonce ce qui ne va pas dans la publicité des années 80, et raconte les anecdotes incroyables de Madison Avenue.

Il dévoile :

- 18 miracles que la recherche peut faire (et 9 bêtises que les chercheurs font)
- 15 façons de rendre les dessins aussi vendeurs que les photos
- 5 critères pour repérer les grandes idées
- 16 secrets pour faire des films efficaces
- 1 catégorie de publicité qui est d'une malhonnêteté flagrante
- comment diriger une agence de pub
- comment un annonceur devrait choisir une agence pour son produit.

"Une mauvaise publicité peut diminuer les ventes d'un bon produit."

Chemin faisant, David Ogilvy met carrément les pieds dans le plat :

"Une mauvaise publicité peut diminuer les ventes d'un bon produit."

"Personne n'a jamais pu démontrer la relation entre l'impact et les ventes."

Il termine par 15 prédictions de changements dans la publicité de demain.

Ce que les jeunes loups et les vieux crabes trouveront dans "La Publicité selon Ogilvy", c'est la différence qu'il y a entre le bruit et la communication.

Denrée rare.

Ogilvy est notamment un adepte d'une école de communication minifiée, celle du marketing direct dont les secrets sont peu connus en France. Il en a pris la crédibilité et a développé, simultanément à celle-ci, l'image de marque.

Plongez dans le cocktail : ne vous contentez pas de lire le livre ; photo-

copiez en les grandissant les annonces qui l'illustrent, pages 11, 41, 59, 85, 147, entre autres. Lisez-en tout le texte.

Et n'hésitez pas à "copier" (mais si ! c'est un conseil que David Ogilvy donne dans son livre).

Jeunes loups, vous assimilerez ainsi un trésor pour tenir en échec les vieux crabes, et vous, vieux crabes, pour tenir en échec... les jeunes loups.

Ensuite - et cela compte pour satisfaire vos ambitions - vous vous entendrez encore mieux avec vos annonceurs si vous êtes dans une agence de communication, et, avec votre agence de communication, si vous êtes l'annonceur.

Comment, en effet, ne pas se tomber dans les bras à propos d'une communication qui apporte des moyens de vendre objectifs, prouvés, non contestables, des ré-sul-tats ! Et tout cela, à partir de l'image de marque, de l'information, du service apporté aux consommateurs (bien des titres de David Ogilvy commencent par "How to...").

Adieu, tensions entre le monde de la production et le monde de la communication ! Adieu, les "Monsieur, vous ne pensez qu'à votre usine !", les "Moi, Monsieur, j'ai un réseau à dynamiser !".

Un magazine américain a sacré David Ogilvy, roi créatif du monde de la publicité.

A quoi David répond : "Créativité ? un mot prétentieux pour décrire le travail que j'ai à faire d'ici lundi."

La vraie créativité se moque de la créativité.

Provocateur, superbement écrit, "La Publicité selon Ogilvy" est un livre aussi franc que celui qui en est l'auteur.

Dunod

L'inculpation d'un haut magistrat alsacien

M. Jacques-Antoine Gross aurait été dénoncé par une personne de son entourage

La chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris, dont le président, M. Louis Gondré, a inculpé, le 15 octobre, son collègue M. Jacques-Antoine Gross, président de chambre à la cour d'appel de Colmar, de corruption et trafic d'influence (le Monde du 18 octobre), doit se réunir lundi 22 octobre pour décider s'il y a lieu d'ordonner envers M. Gross, qui a été laissé en liberté, des mesures de contrôle judiciaire. Ce sont, en effet, les trois magistrats de la chambre d'accusation et non son seul président qui, dans une affaire de cette nature dont la procédure est particulière, ont qualité pour prendre des décisions juridictionnelles. En attendant, M. Gross a été déchargé de ses fonctions.

En l'état des choses, l'instruction de l'affaire Gross n'est encore qu'à son début. Les délits de corruption et de trafic d'influence dont il est inculpé semblent être fondés sur des « largesses » dont aurait bénéficié le magistrat, de la part de justiciables pour lesquels il aurait fait des interventions favorables en mettant en avant sa qualité de magistrat. M. Gross serait aussi intervenu pour obtenir des arrêts de relaxe en appel, en faveur de personnes condamnées en première instance, y compris par le tribunal de grande instance de Strasbourg dont les décisions, en cas d'appel, sont

soumises à la cour de Colmar. L'inculpé était président de l'une des quatre chambres que comprend cette juridiction dont la compétence s'étend aux départements du Haut-Rhin et du Bas-Rhin.

Les origines de l'affaire apparaissent récentes et liées à une démission étonnante de l'entourage privé de M. Gross. C'est ainsi qu'une enquête fut immédiatement ordonnée par le parquet général de Colmar suite d'une lettre adressée à Strasbourg où résident certains parents qui se trouvent aussi en cause et qui pourraient avoir été les « corrupteurs » de M. Antoine Gross, celles en tout cas en faveur desquelles le magistrat serait intervenu.

C'est ce qui explique que la requête transmise à la chambre criminelle de la Cour de cassation et faisant savoir que M. Antoine Gross était « susceptible d'être inculpé » ait été présentée par le procureur de la République de Strasbourg. Dès le 10 octobre, cette requête était examinée, et c'est à cette date que la chambre criminelle, se bornant à constater que le magistrat en cause était « susceptible d'être inculpé », désignait la chambre d'accusation de Paris comme juridiction d'instruction. Dans les jours qui ont suivi, M. Louis Gondré, président de la chambre d'accusation, accompagnait

de l'avocat général auprès de cette chambre, se rendait à Colmar, où il procédait à une première enquête avec perquisition et audition de M. Gross qui était alors inculpé.

L'affaire par sa nature est exceptionnelle. Si des poursuites pour corruption de fonctionnaires publics et trafic d'influence, délits définis et réprimés par l'article 177 du code pénal, ont déjà eu lieu, comme ce fut, par exemple, le cas pour l'affaire des fausses factures de Marseille en cours de jugement, on n'a pas gardé le souvenir d'inculpation de ce genre à l'encontre de magistrats de l'ordre judiciaire. L'affaire est d'autant plus exceptionnelle qu'elle touche un magistrat de haut rang à deux ans de l'âge de sa retraite. Elle amènera, inévitablement, un examen de sa personnalité et des relations qu'il a pu avoir au cours d'une carrière qui le laisse en poste, pratiquement de bout en bout, dans les deux départements alsaciens pour lesquels avait compétence cette cour d'appel de Colmar dont il présidait l'une des chambres, depuis le 27 septembre 1978.

Ce jeudi matin, M. Jean-Luc Reynaud, délégué régional du Syndicat de la magistrature, a déclaré : « Il est rassurant pour une démocratie de constater que l'on peut inculper un haut magistrat sans qu'il y ait au départ une mauvaise obstruction ».

Le goût de la belle compagnie

De nos envoyés spéciaux

Colmar. — La nouvelle de l'inculpation de M. Jacques-Antoine Gross n'a pas vraiment été un coup de tonnerre dans un ciel bleu. Le premier instant de surprise passé, nombre d'interlocuteurs familiers de la cour de Colmar laissent transparaître un certain soulagement. Personne cependant ne va jusqu'à le dire à haute voix. La sacro-sainte discrétion de mise dans la magistrature ne se transgresse pas aussi facilement, surtout si, comme dans le cas présent, l'affaire vise un haut magistrat.

DEUX A DIX ANS DE PRISON

L'article 177 du code pénal qui définit le délit de corruption de fonctionnaire, prévoit des peines de deux à dix ans de prison et une « amende double de la valeur des choses reçues ou demandées » pour le fonctionnaire public qui aura « sollicité ou agité des offres ou promesses » pour « faire ou obtenir un acte de ses fonctions ou de son emploi ». Juste ou non, mais non sujet à débat.

La même article punit le trafic d'influence d'un emprisonnement de un à trois ans et d'une amende de 600 F à 20 000 F.

M. Chirac crée une délégation pour la protection des Parisiens

M. Jacques Chirac vient de décider de créer une « délégation générale à l'amélioration de la protection des Parisiens ». Le responsable en sera M. Henri Cug, né en 1943, commissaire divisionnaire de la police nationale, chef de cabinet du maire de Paris depuis cinq ans, qui est nommé directeur à l'Hôtel de Ville. Cette délégation est directement rattachée au cabinet du maire, que dirige M. Robert Pandraud.

Cet organisme aura, selon le maire de la capitale, trois missions : « Rendre Paris plus sûr », tout d'abord, en améliorant l'éclairage, la voirie, la sécurité dans le métro et en développant les protections individuelles (portes blindées, alarmes) des logements des personnes âgées et des handicapés. Le corps des inspecteurs des parcs et des jardins sera sensiblement renforcé. « Développer la prévention », ensuite, en luttant contre la « nouvelle pau-

reté » et en aidant les jeunes en difficulté, les maraudeurs, les toxicomanes. Enfin, l'immigration, pour laquelle des actions spécifiques concernent l'accueil, l'insertion et le logement seront menées.

« Le climat de sécurité ne cesse de se dégrader, notamment à Paris », a déclaré M. Chirac en commentant cette décision. Déconcentrant « la culture de la politique gouvernementale, qui a pris une ampleur inquiétante depuis 1981 », il a ajouté : « Il ne faut pas que les Parisiens soient privés de deux libertés essentielles, la liberté de posséder et la liberté d'aller et venir ». Cependant, le maire de Paris s'est défendu de vouloir créer par ce moyen un « corps de police municipale ». « Je suis opposé à la création d'une police municipale, tout d'abord parce que cela est interdit par la loi à Paris et, d'autre part, parce que cela comporterait un risque de conflit de compétence permanent avec la police nationale ».

Grégory, quatre ans aurait été noyé pour assouvir une vengeance

Grégory Villemin, quatre ans, disparaît le mardi 16 octobre vers 17 h 30, alors qu'il jouait devant le domicile de ses parents, à Léopards-sur-Vologne (Vosges). Immédiatement, des recherches sont entreprises. Dans la soirée, un correspondant anonyme téléphone à l'oncle de l'enfant : « Je me suis vengé, lui dit-il, j'ai pris le fils du « chef » et je l'ai mis dans la Vologne ». Vers 21 h 30, on retrouvera Grégory dans le ruisseau, mort par noyade, les mains liées, une cordelette autour du cou.

Agent de maîtrise dans une usine de la région, M. Jean-Marie Villemin, qu'on appelle « le chef », à l'époque, était depuis longtemps l'objet de menaces anonymes. Il avait demandé aux PIT de ne plus figurer dans l'annuaire, ce qui explique que le meurtrier ait téléphoné à un parent. Les enquêteurs orienteraient, semble-t-il, leurs recherches vers l'entourage familial et professionnel de M. Villemin, l'hypothèse d'une vengeance semblant devoir d'ores et déjà être retenue.

Désormais, le cabinet du maire de Paris se compose ainsi : chargé de mission auprès du maire : MM. Denis Baudouin, Jean Colonna et Jean-Paul Bolufer ; directeur de cabinet : M. Robert Pandraud ; directeur-adjoint : M. Daniel Natalski ; chef de cabinet : M. Michel Roussin.

garage situé à Souffelweyrsheim (Bas-Rhin). On n'écartera pas non plus l'hypothèse que M. Gross soit intervenu directement ou indirectement en faveur de certains justiciables en vue de reconnaissance.

Le train de vie et la personnalité du haut magistrat alimentaient ces rumeurs. A Strasbourg comme à Colmar, ses collègues se sont parfois étonnés d'une certaine prodigalité. D'autres y voient, au contraire, argument pour défendre la personnalité de M. Gross, un contact facile et chaleureux ; il ne manque pas d'amis.

Les avocats et les journalistes qui l'ont côtoyé dans les salles d'audience rappellent, mercredi, sa courtoisie envers les plaignants ou les accusés et, surtout, son respect des droits de la défense.

M. Jacques Gross, semble-t-il, aurait été dénoncé par une jeune femme avec laquelle il venait de rompre. Celle-ci nie cette dénonciation. Il semble pourtant que l'enquête — et la perquisition opérée au domicile strasbourgeois de M. Gross comme dans son chalet d'Annemasse (Haut-Rhin) — ait été déclenchée par une lettre de son ancienne compagne.

Bel homme — ses collègues magistrats et avocats l'appellent « le beau Jacques » — le président Gross est décrit comme un homme aimant se retrouver en belle compagnie, aimant les voyages lointains, les dîners en ville et les belles automobiles.

Père de deux enfants, M. Gross est marié. Son épouse a mystérieusement disparu en 1979, laissant derrière elle une lettre dans laquelle elle faisait part de son intention de se donner la mort. Partie en voiture, elle n'a jamais été retrouvée, pas plus que son véhicule, et cela malgré d'importantes recherches menées alors. Des plongeurs avaient sondé le Rhin à l'époque, sans succès. Nul ne

sait aujourd'hui si elle est toujours vivante. M. Gross, selon ses pairs, avait été très affecté par cette disparition.

Nommé chevalier de la Légion d'honneur en avril dernier, il devait recevoir les insignes de cette distinction au cours d'une manifestation prévue pour ces prochaines semaines. Une cérémonie aujourd'hui ajournée ou annulée.

MICHEL CASTANG
JACQUES FORTIER
BERNARD LE DRIEL

« Je suis victime d'une vengeance »

M. Jacques-Antoine Gross a déclaré, ce jeudi 18 octobre à l'Agence France-Presse : « Je suis victime d'une vengeance personnelle. La femme avec laquelle j'ai rompu a tout simplement réussi à ruiner ma réputation ».

M. Gross a affirmé qu'il avait été dénoncé par son ancienne amie, avec laquelle il a vécu plusieurs années. « Elle n'a pas supporté que je la quitte, et je savais qu'elle avait l'intention de se venger », a-t-il dit.

« Je suis scandalisé que la presse se consacre à l'étalage de ma vie privée qui n'a rien à voir avec les faits qui me sont reprochés. La malice, mon honneur et celui de ma famille sont désormais atteints », a poursuivi M. Gross.

« Je parlerai devant le juge d'instruction. En tant qu'inculpé, je peux me défendre. C'est à ma hiérarchie de juger », a ajouté le magistrat.

« Je ne veux pas qu'on puisse penser que j'ai pris la fuite, et c'est pourquoi je me trouve à mon domicile pour quelques jours ».

« J'ai reçu beaucoup de témoignages de sympathie », a conclu M. Gross. « C'est dans le meilleur des cas que l'on reconstruit ses vrais amis. Mais mon avenir est bien compromis ».

Une carrière sédentaire

Dans la hiérarchie judiciaire, les fonctions de président de chambre d'une cour d'appel sont d'un rang élevé, et le poste en province est souvent l'un de ceux auxquels on accède en fin de carrière. Il y a, certes, président de chambre et président de chambre, selon l'importance de la cour d'appel, l'étendue de son ressort, le volume des affaires à traiter. Ainsi, avec le même titre, un président de chambre à la cour d'appel de Paris peut être classé « hors hiérarchie », sommé dans la carrière, alors que M. Gross se trouvait, lui, seulement magistrat du « premier grade, deuxième groupe ».

La cour de Colmar est sans doute par son ressort géographique, deux départements, le Haut-Rhin et le Bas-Rhin, une « petite » cour, mais la nature des affaires qui lui sont soumises et leur nombre, en raison de l'importance notamment du tribunal de grande instance de Strasbourg, en font une juridiction non négligeable.

M. Gross était président de la chambre correctionnelle, l'une des quatre que la cour comporte. A ce titre, il avait à connaître des jugements rendus par les tribunaux du premier degré dont il était interjeté appel soit par les justiciables condamnés, soit par le parquet lorsqu'il estime la sanction insuffisante.

Cependant, une chambre de cour d'appel est une juridiction collégiale au sein de laquelle les décisions, comme en première instance, sont collégiales. Le pré-

sident siège entouré de deux conseillers à la cour et les arrêts rendus impliquent leur approbation par une majorité.

Il reste que la qualité de président de chambre n'est pas rédigeable. M. Jacques-Antoine Gross, avant d'y accéder, avait été lui-même conseiller à Colmar pendant près de sept ans, du 31 décembre 1971 au 27 septembre 1978. Mais ce qui retient l'attention dans la carrière du magistrat, et qui peut-être a pu avoir une incidence, c'est qu'elle se déroule quasi exclusivement dans les deux départements du Haut-Rhin et du Bas-Rhin. C'est à Strasbourg qu'il débute en 1946 comme attaché stagiaire, où il revient en 1957 comme juge d'instruction après avoir été en poste à Colmar, à Saverne et après avoir occupé de brèves fonctions dans les Vosges. Par la suite, son avancement le portera aux titres de vice-président au tribunal de grande instance de Colmar, puis à celui de Strasbourg, jusqu'à sa nomination de conseiller à la cour d'appel de Colmar. Plus récemment, il avait aussi à présider le tribunal des forces armées à Landau (Palatinat).

Une carrière sédentaire comme celle-là amène à bien connaître une région, à y nouer aussi des relations. Furent-elles à l'occasion imprudentes pour devenir éventuellement dangereuses ? C'est une question qui peut être posée même prudemment.

Bernard-Henri

Lévy



Ph. Jean-Philippe Rouchon

Le Diable en tête roman

« Un roman brillant et foisonnant, un roman miroir de notre époque. »

Jean-François Josselin/Le Nouvel Observateur

« Un vrai, un grand roman. »

Edmonde Charles-Roux/Femme

« L'histoire de notre temps, de ses ambiguïtés, de cette formidable accélération de l'histoire... »

Michèle Cotta/TF 1-C'est à lire

« Le Diable en tête pourrait bien être à notre temps ce que l'Enfer d'un chef de Jean-Paul Sartre a été à celui du fascisme. »

Pierre Démonet/Marie-Claire

« Bernard-Henri Lévy sait dire les femmes, et les femmes vont le lui rendre en sachant le lire et le dire. »

Françoise Xenakis/Le Matin

« Les illusions perdues d'une génération hantée par ce mal du siècle, le fascisme. »

Paul Guilbert/Le Quotidien de Paris

« Une voix qui ne ressemble à aucune autre et nous atteint parfois au plus profond de notre cœur. »

Sylvie Genevoix/Madame Figaro

« Roman d'une époque, roman policier, roman chant d'amour quand l'auteur célèbre les femmes, c'est aussi un événement. »

Françoise Ducout/Elle

« ... Si l'on goûte les livres foisonnants... Si l'on aime s'entendre raconter des histoires. »

Josyane Savigneau/Le Monde

« Vraiment oui, Bernard-Henri Lévy est un romancier. »

Jacques Brenner/Pariscope

« Depuis Giraudoux, je n'ai jamais lu un romancier qui sache aussi bien et aussi naturellement faire parler les femmes. »

R.L. Bruckberger/Le Figaro Magazine

« Un véritable « roman romanesque ». »

Jérôme Garcin/Le Provençal

« Le roman dans lequel les générations de l'après-guerre sauront se reconnaître, comme d'autres se reconnaissent dans le Malraux de « La Condition humaine ». »

Jacques Henric/Art Press

« A chaque reflet de cette galerie de miroirs, des êtres de chair s'animent, vivent, émeuvent. »

François Nourissier/Le Point

« Une fascinante fresque qui brasse quarante années de tumultes et où le diable gagne sur tous les tableaux. »

Lucien Bodard/Le Magazine Littéraire



MÉDECINE

POUR LA PREMIÈRE FOIS

Le gouvernement se prononce en faveur de la « psychiatrie ouverte »

Pour la première fois depuis le début du septennat, le gouvernement a défini, au cours du conseil des ministres du 17 octobre, par la voix de M. Edmond Hervé, secrétaire d'Etat à la santé, sa politique de santé mentale.

Définissant la « sectorisation » comme une « orientation fondamentale », les pouvoirs publics

s'engagent à tout mettre en œuvre pour que les malades mentaux soient pris en charge par une seule et même équipe dotée des moyens d'agir, à l'hôpital et dans le secteur, c'est-à-dire, « hors les murs ».

L'équipe soignante, précise le communiqué du conseil des ministres, est donc chargée de « l'ensemble des activités de prévention et de soins ».

L'histoire récente de la politique de santé mentale est celle d'un grand espoir, de quelques imprudences et, plus récemment, d'une forte désillusion. L'espoir, ce fut, dans les milieux psychiatriques, l'arrivée au pouvoir d'une gauche qui s'affirmait, depuis la libération des traitements non carcéraux des malades mentaux, rendus possibles par la découverte des neuroleptiques au début des années 50. Très vite, M. Jack Ralite, alors ministre de la Santé, souligna, dans un discours retentissant, la nécessité de faire évoluer la psychiatrie asilaire.

La faire évoluer, certes, mais de quelle façon ? Cent mille malades mentaux sont hospitalisés dans les établissements psychiatriques — qui représentent à eux seuls un tiers des capacités hospitalières publiques du pays — et près de cent mille personnes y travaillent. Si l'on souhaite développer, comme le permettent les méthodes modernes, les traitements extra-hospitaliers, il faut, à l'évidence, reconstruire les structures, un énorme patrimoine immobilier et des dizaines de milliers d'agents hospitaliers. Il était imprudent d'évoquer prématurément un bouleversement de cette ampleur, sans proposer les moyens indispensables.

En outre, une telle reconversion se heurte aussi à des obstacles admini-

stratifs et financiers qui constituent de véritables verrous. Les malades traités dans les hôpitaux psychiatriques sont pris en charge — intégrale-ment — par l'assurance-maladie. Mais les traitements ambulatoires, curieusement assimilés à de la « pré-vention », étaient à la charge des collectivités locales. Pour remédier à cette aberration, l'Etat a décidé, depuis 1984, de se substituer aux départements. Mais il a omis dans ses comptes pour 1984, 350 millions de francs qui lui incombaient aux termes de la loi de décentralisation, sans en rétablir 290 millions et, de ce fait, a créé une situation de fait, d'un milliard de francs de déficit.

Pour lever toutes ces ambiguïtés, beaucoup avaient espéré que le gouvernement se résoudrait à élaborer une loi. La politique « de secteur » ne repose, en effet, que sur une cir-culaire — de 1960 — Elle n'a donc jamais fait l'objet d'une discussion parlementaire, ni même d'un réel débat public.

En outre, il existe une loi, de 1838, relative aux droits des malades mentaux — et non à leur

traitement — qui confie aux préfets la responsabilité de leur « place-ment » lorsqu'ils se révèlent « dan-gerous pour eux-mêmes ou pour autrui ». Dans les milieux psychia-triques et judiciaires, un débat féu-ré s'est instauré à propos de cette loi : convient-il de confier ces place-ments à des magistrats ou à des représentants de l'Etat ? Les psy-chiatres ne se prononcent guère sur cette question et le conseil des minis-tres du 17 octobre la renvoie à un « groupe de travail interministériel » (santé, justice, intérieur) chargé de rendre son avis dans les six mois ; or le « projet socialiste » demandait l'abrogation pure et simple de la loi de 1838. Cette loi, juge aujourd'hui le gouvernement, a certes vieilli, mais protège efficacement les droits des malades mentaux. Son remplace-ment demande mûre réflexion.

La déclaration du conseil des ministres déçoit ceux qui atten-daient du gouvernement un vaste projet législatif. Elle n'en constitue pas moins une prise de position sans équivoque en faveur de la « sectori-sation », c'est-à-dire contre « l'enfer-me-ment » des malades mentaux. Elle n'exclut pas non plus, pour l'avenir, une consécration législa-tive.

CLAIRE BRISSET.



FACE A CELUI QUI MEURT
EUTHANASIE - ACHARNEMENT THÉRAPEUTIQUE
Patrick VERSPIEREN
L'appel des mourants bouleverse-t-il l'éthique ? Dans le tumulte autour de l'euthanasie, une voix - sans ignorer l'angoisse et la souffrance - clarifie les choix pour assumer la vie et la mort.
Collection « Temps et Contretemps »
DESCLEE DE BROUWER

SCIENCES

LE SYNCHROTRON EUROPÉEN SERA INSTALLÉ A GRENOBLE

Grenoble. — Entre Grenoble et Strasbourg, qui se disputaient depuis plusieurs mois l'implantation de la source européenne de radiation Synchrotron, le gouvernement a choisi la capitale des Alpes. Un anneau de 772 mètres dans lequel circuleront des électrons d'une énergie de 5 GeV sera donc construit dans l'enceinte axonale du centre d'études nucléaires de Grenoble et à proximité du réacteur à haut flux de l'Institut Laue Langevin (Le Monde du 27 septembre).

Les atouts scientifiques que représente le rapprochement de deux techniques puissantes et complémentaires d'étude de la matière, la diffraction des rayons X et la diffusion des neutrons, ont joué un grand rôle dans le choix de Grenoble. Enfin, l'importance de la communauté scientifique de cette ville, où travaillent dans la recherche plus de dix mille personnes, peut justifier l'option grenobloise du gouvernemen-

L'Allemagne fédérale, qui accueillera en contrepartie la soufflerie cryogénique que financent à parts égales la France et l'Allemagne, aurait préféré voir s'implanter à Strasbourg le Synchrotron. En France, le Centre national de la recherche scientifique pèse de tout son poids pour que l'énorme appareil soit réalisé sur les bords du Rhin.

Quant aux responsables, ils procé-dèrent de part et d'autre à une surenchère financière pour décro-cher ce fabuleux projet dont le coût s'élève à plus de 1 milliard de francs (1), réparti sur cinq années de travaux. — (Correspondance.)

(1) Ce Synchrotron sera financé à parts égales par la France et l'Allema-gne. Le département de l'Isère et Gre-noble ont offert pour cet appareil un ter-rain pour son implantation et une somme de 80 millions de francs.

En raison de l'abondance de l'actualité, nous sommes contraints de reporter l'estre-tien avec M. Christian Beal-lec, ancien ministre de l'édu-cation, annoncé dans nos éditions datées 18 octobre.

LES PRIX NOBEL

CHIMIE : M. Bruce Merrifield (Etats-Unis)

Le prix Nobel de chimie pour 1984 a été attribué, mercredi 17 octobre, à l'Américain Bruce Merrifield, pour ses tra-vaux sur la synthèse de pep-tides, protéines, hormones et enzymes (nos dernières édi-tions). Pour ces recherches, l'Académie royale des sciences de Suède lui remettra un prix de 1 800 000 francs.

La méthode de production de peptides et de protéines mise au point par le professeur Bruce Mer-rifield a permis de grands progrès en biochimie, biologie moléculaire, médecine et pharmacologie. Elle est aussi d'une grande importance pra-tique tant pour le développement de nouveaux médicaments que pour celui des biotechnologies.

C'est en 1959 que Bruce Merri-field a eu l'idée de mettre au point la méthode de synthèse des molécules biochimiques pour laquelle le prix Lasker lui a été décerné en 1969 et qui lui vaut aujourd'hui de recevoir le prix Nobel de chimie. A cette époque, en effet, seul un petit nom-bre de peptides, ces constituants essentiels des organismes vivants, avaient pu être synthétisés en labo-ratoire. Non sans mal. Car la fabri-cation de ces substances complexes requiert de nombreuses opérations, longues et difficiles.

Fabriquer un peptide consiste en

effet à accrocher « bout à bout », à l'aide de réactions chimiques approu-ées, les différents acides aminés qui le composent. A l'issue de cha-que étape de la synthèse, il est nécessaire de purifier et de cristalli-ser la substance intermédiaire obte-nue, avant de pouvoir entamer l'étape suivante du procédé. Or dans les synthèses habituelles faites en milieu liquide, ces tâches de purifi-cation et de cristallisation sont sou-vent les plus longues et les plus déli-cates à réaliser.

La technique de « synthèse des peptides en phase solide », élaborée par Bruce Merrifield — que les cher-cheurs qualifient maintenant de « méthode de Merrifield » — a l'avantage de simplifier ces opéra-tions et, de plus, de permettre leur automatisation. Elle est fondée sur l'idée, a priori simple, qu'il est pos-sible d'assembler les différents acides aminés constitutifs du peptide en les fixant sur un support solide, généra-lement une résine. Ainsi, la synthèse d'un premier « morceau » du peptide achevée, il suffit de laver cette résine pour éliminer les réactifs et les sous-produits de la réaction, et ne conserver que la substance désirée. Et l'on répète ces opérations autant de fois qu'il est nécessaire pour obte-nir le peptide final.

Ces travaux ont permis la réalisa-tion d'un appareil de synthèse auto-matique avec lequel le chimiste américain et son équipe de l'univer-sité Rockefeller de New-York ont produit des hormones comme l'insu-line de boeuf et, plus tard, de fabri-quer la première enzyme de syn-thèse, la ribonuclease, formée de cent vingt-quatre acides aminés. La voie était ainsi ouverte à une recher-che, dont les retombées commer-ciales dans le domaine de la fabri-cation de substances pharmaceutiques sont considérables.

ELISABETH GORDON.

[Né le 15 juillet 1921 à Fort Worth (Texas), Robert Bruce Merrifield a fait ses études à Los Angeles où il obtint en 1949, à l'université de Californie, un doctorat de biochimie portant sur l'étude microscopique des pyrimidines — constituants des gènes. Il est ensuite entré à l'université Rockefeller de New-York où il fut successivement assistant, professeur associé, puis professeur en 1966. Il a reçu en 1969 le prix Lasker pour la recherche biomédicale, et il est membre de l'Académie américaine des sciences.]

Les petits livres qui disent comment et pourquoi la généalogie ?
29 autres titres
le Centurion

ALFA ROMEO CHAMPION DE FRANCE DE PRODUCTION EN 1984 COMME EN 1983.

On ne s'en lasse pas ! Dany Snoeck et son GTV 6 2.5 ! ne sont pas les derniers à le penser, normal, cette année, ils sont premiers. Supporters, artistes, mécaniciens, pilotes, public : merci !



LA MAESTRIA AUTOMOBILE

Alfa Romeo

مکان من الأصل

Messieurs les Députés...

NE TUEZ PAS LA PARTICIPATION

A l'initiative du Président De Gaulle, le régime de la "Participation légale" a révolutionné les rapports sociaux dans l'entreprise. En autorisant la déduction fiscale des bénéfices placés au profit des salariés, les ordonnances de 1967 ont apportées :

Aux salariés :

- Un placement rémunérateur exonéré d'impôt • La communication des résultats de l'entreprise et la transparence des comptes
- La reconnaissance du rôle majeur du comité d'entreprise • La fin du paternalisme et des gratifications "au noir".

Aux entreprises :

- Une épargne supplémentaire à long terme • Une amélioration de la productivité et du climat social.

Les Centres Edouard Lederer

qui préconisent l'allocation de 25% des bénéfices avant impôt au personnel
se battent pour l'extension de ce système

Mais pour récupérer 850 millions de francs, le projet de loi de finance pour 1985 remet en cause le versement annuel de 3 milliards de francs à des millions de salariés.

Il supprime aux entreprises le droit de constituer une provision pour investissement au titre de cette participation.

**Messieurs les Députés de toutes tendances ne signez pas l'acte de décès de la "participation" !
battez-vous pour le maintien de cet important acquis social**

Si c'est au nom de la "Normalisation Fiscale" que vous supprimez cette incitation à l'épargne d'entreprise, alors exigez aussi :

- 1 - L'abolition de la discrimination entre les entreprises traditionnelles et les coopératives ouvrières (en rappelant au rédacteur du projet qu'une coopérative fait rarement des bénéfices, vous lui épargnez des scrupules idéologiques).
 - 2 - La suppression des privilèges accordés aux salariés d'entreprises publiques déficitaires telle EDF qui prélève 1% du montant de chacune de nos quittances, pour financer ses services sociaux.
 - 3 - La réintégration, sur leur fiche de paye, des avantages en nature des milliers de salariés des entreprises publiques (EDF, GDF, SNCF...)
- A défaut de bénéficier d'un intéressement, ils seront au moins assurés d'une plus grande couverture sociale et d'une meilleure retraite.

**Faute d'obtenir ces mesures, vous comprendrez Messieurs les Députés
que la "Normalisation Fiscale" n'est qu'un prétexte pour porter un mauvais coup
aux salariés des entreprises les plus performantes de notre économie.**



Edouard Lederer et Michel Edouard Lederer

LE PARTI PRIX
la liberté

Church's
Amateur English shoes
collection complète en plusieurs largeurs
J. CARTIER
chasseur pour homme
à 30 m de la rue Tronchet
23, rue des Mathurins 6^e - tél. 263.25.65

R. RENAUDIN
SES CHAMPAGNES
DE NOBLESSE
BRUT RESERVE
DOMAINE DES COMARAINS
MOUSSY PRÈS ÉPERNAY
Tél. : (26) 64-03-41

LE CARNET DU Monde

Réceptions
- Le service apostolique a donné une réception, mercredi, pour célébrer le sixième anniversaire de l'élévation de Jean-Paul II au pontificat.

Naissances
- Patrick HAMON et Anne (née Rayon), et Perrine ont le plaisir d'annoncer la naissance de
Corinne,
le 13 octobre 1984.
32, rue du 71-R.I.,
12000 Saint-Benoît.

Décès
- Jean et Solange Blondet et leurs enfants,
Les familles Blondet, Lavallée et Durand,
ont le deuil de faire part du décès de
Blanche BLONDET,
née Durand,
survenue le 16 octobre 1984, dans sa 80^{ème} année.

Les obsèques auront lieu le 19 octobre 1984, à 15 h 30, en l'église Notre-Dame d'Alfortville.
Ni fleurs ni couronnes.
11, rue du Château-d'Éna,
91130 Rio-Orangis.

- M. et M^{me} Alain Rousseau et leurs enfants, Marc et Sophie, ont le deuil de faire part du décès de
Jeanne A. COMMISSIONAT.
Les obsèques auront lieu à Bayonne dans l'intimité.
12 rue Léo-Delibes,
64100 Pau.

TÉLÉCOPIEUR PARTAGE
ETRAVE SERVICE TÉLEX - TÉLÉCOPIE 247.21.32

- M. Léon Combrison, M. et M^{me} Jean Combrison, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Guy Bernot, leurs enfants et petits-enfants, M. Fernand Chavannes, M^{me} Marie Combrison, ont le deuil de faire part du décès de
M^{me} Marguerite COMMISSIONAT,
née Chavannes.

Selon la volonté de la défunte, le corps a été légué à la Faculté de médecine.
Cet avis tient lieu de faire-part.
4, rue Froidevaux, 75014 Paris.

- M. et M^{me} Philippe Gilles, Benoît, Olivier, Isabelle, Patrick, Véronique,
M. et M^{me} Bernard Gilles, Nicolas, Eric, Anne, Rosalie, font part du décès de leur fils, le 9 octobre 1984, dans sa quatre-vingt-septième année, de
M^{me} Georges GILLES,
née Jeanne Schibanz.

L'office religieux a été célébré dans l'intimité en l'église des Ormes-sur-Vienne (86).
25, rue de la Moissonerie,
37540 Saint-Cyprien-la-Rochelle.
« La Soudale », 37250 Veigné.

- Colette Katz, Jeanne Schibanz Katz et leurs familles ont l'honneur de faire part du décès de
François KATZ,
le 12 octobre 1984, à Rome.

L'office religieux aura lieu en l'église Saint-Jean-de-Chantal, 96, boulevard Marat, Paris-16^e, le vendredi 19, à 10 h 30.

Nos abonnés, bénéficiaires d'une réduction sur les abonnements à « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de rachat une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

Cet avis tient lieu de faire-part. Ni fleurs ni couronnes.
Colette Katz,
20, boulevard de la République,
92100 Boulogne-Billancourt,
Et Jeanne Schibanz Katz,
9, rue Léon-Léonard,
75015 Paris.

- L'Europeenne de Banque a le deuil de faire part du décès de
M. François KATZ,
fondateur de la banque,
Division des banques étrangères.

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église Saint-Jean-de-Chantal, 96, boulevard Marat, à 10 h 30, le 19 octobre 1984.

L'Europeenne de Banque, 21, rue La Fayette, 75009 Paris.

Remerciements
- Timpone,
M^{me} Marie-Thérèse Mailheux-Verville, son époux,
Ses enfants
Et toute la famille,
très touchés de la sympathie qui leur a été témoignée lors du décès de
M. René MAILHEUX.

survenue le 9 septembre, remercient bien sincèrement toutes les personnes qui se sont associées à leur peine par leur présence aux obsèques, leurs courtes lettres et de plaques, de cartes et lettres de condoléances ainsi que celles qui ont adressé leurs douloureux et précieux messages médicaux, et les prient de trouver ici l'expression de leur profonde reconnaissance.

24, rue Roussin-Rolland,
31430 Tignes.

Anniversaires
- Le 19 octobre 1982 disparu tragiquement à Manila (Philippines)
Nicole CABRIT,
vingt-quatre ans,
Méditerranéenne.

Que ceux qui l'ont connue et aimée aient une pensée affectueuse en ce jour anniversaire.
Nicole, nous ne t'oublierons jamais.

- Le 20 octobre 1944,
le sous-lieutenant
Bernard PIERRE-DUPLAIX
(Médaille)

était tué devant Beffort, à vingt-deux ans.
Evadé de France dès septembre 1940, il assumait par la suite d'importantes responsabilités dans la Résistance intérieure.

De la part de
Alain Pierre-Duplaix,
Saint-Maximin, 30700 Ucha.

- Il y a dix ans
Eugène RAAB
nous quittait ; que ceux qui l'ont connu se souviennent et ne l'oublient pas.

Avis de messe
- On nous prie d'annoncer qu'un service religieux en la mémoire de
Gabriel DEJARDIN,
F.F.L.,
ancien de la 2^e DB,
chevalier de la Légion d'honneur,
croix de guerre,
sera célébré à Paris le jeudi 25 octobre, à 18 h 30, en l'église Saint-Louis des Invalides. (Rue des Invalides et des personnes par l'association des Invalides.)

Une messe sera célébrée le samedi 27 octobre, à 11 h 30, en l'église Saint-Louis des Invalides, à l'initiative du
général de corps d'armée
Henry MARTIN,
grand-croix de la Légion d'honneur,
citoyen d'honneur
d'Alger et de Nantes,
décédé à Lissieu le 24 juin 1984.

Listes de Mariage AUX TROIS QUARTIERS

Pierre Montagnon
LA GUERRE D'ALGERIE
GENÈSE ET ENGRENAGE D'UNE TRAGÉDIE
1^{er} NOVEMBRE 1954 3^e JUILLET 1962
« Une analyse parfaite des raisons du drame algérien »
Henri AMOUROUX
456 pages
PYRAMIDON
GERARD WATHELET

nouveau drouot
Hôtel des ventes, 9, rue Drouot, 75009 Paris
Téléphone : 248-17-11 - Téléc : Drouot 642260
Informations téléphoniques permanentes : 770-17-17
Compagnie des commissaires-priseurs de Paris
Les expositions auront lieu la veille des ventes, de 11 à 18 heures sauf indications particulières * Ventes sans exposition préalable

LUNDI 23 OCTOBRE
S. 2 - Obj. d'art d'Extrême-Orient. M^{me} ADER, PICARD, TAJAN, MM. Fortier, exp.
S. 6 - Bij. obj. vitr. orfèvrerie anc. et mod. M^{me} ADER, PICARD, TAJAN, MM. Déchamps, Stettin, exp.
S. 7 - Grav. obj. vitr. 18^e, 19^e s., mod. (Lobesque, Utrillo, Vlaminck), obj. vitr. 18^e-19^e s., bij. orf. anc. et mod., Est.-Ori., nibles 18^e-19^e (de estamp.) M^{me} RIBEYRE.
S. 9 - Tab. bij. mod. M^{me} LE BLANC.
S. 11 - Objets de vitrine et d'ameublement. M^{me} PESCHETEAU, BADIN, FERRIEN.
S. 14 - Ventes Anciennes. M^{me} ROBERT.
S. 16 - Tableaux, bibelots, mobilier. M^{me} OGER, DUMONT.

MARDI 24 OCTOBRE
S. 2 - Site du 22. M^{me} ADER, PICARD, TAJAN, MM. Fortier, exp.
MERCREDI 25 OCTOBRE
S. 1 - 20 h 45 - 1930 - Art moderne, mobilier. M^{me} CHEVAL.
S. 3 - Ex. bij. arg. M^{me} DELORME. MM. de Fommervault, Monneron, exp.
S. 5/6 - 15 h. Tableaux de 19^e et 20^e. Expo le 23, 11 h/18 h 21 h/23 h. M^{me} CORNETTE DE SAINT-CYR.
S. 9 - Dessins, tableaux modernes. M^{me} ADER, PICARD, TAJAN, MM. Picetti, Jeannel, M. Marchaux, exp.

JEUDI 26 OCTOBRE
S. 2 - Art et Muséologie. Collection Courville : Livres. M^{me} BRIEST.
S. 7 - Haute Époque. M^{me} ADER, PICARD, TAJAN, MM. Bresset, Monneron, exp.
S. 8 - Dentelles - M^{me} DEURBERGUE.
S. 10 - Tapis d'Orient anciens. M^{me} CHARBONNEAUX.

VENDREDI 27 OCTOBRE
S. 1 - Tableaux, sculptures, mobilier 1930. M^{me} CHEVAL.
S. 3 - Antiquités. Est.-Ori. M^{me} RENAUD.
S. 4 - B. livres anc. M^{me} LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR. M^{me} Vidal-Mogret, M. de Grolle-Virville.
S. 6 - Bij. obj. vitr. orfèvrerie anc. et mod. M^{me} ADER, PICARD, TAJAN, M. Fromanger, Véronique Fromanger, exp.
S. 7 - Tapis d'Orient. M^{me} ADER, PICARD, TAJAN, M. Berthod.
S. 8 - Tabl. bib. bij. arg. beaux meubles. M^{me} LANGLADE.
S. 14 - Sacs. L. et div. Tabl. bib. sièges, nibles anc. et style. M^{me} AUDAP, GODEAU, SOLANET.
S. 15 - Meubles. M^{me} BONDU.
S. 16 - Tableaux par Bernat-Provins, Engel-Pais, sculpture L.-R. Carrière. M^{me} MILLON, JUTHEAU.

ÉTUDES ANNONÇANT LES VENTES DE LA SEMAINE
ADER, PICARD, TAJAN, 12, rue Favart (75002), 261-80-07.
AUDAP, GODEAU, SOLANET, 32, rue Drouot (75009), 770-67-68.
LE BLANC, 32, avenue de l'Opéra (75002), 266-24-48.
J.-P. et D. BONDU, 17, rue Drouot (75009), 770-36-16.
BRIEST, 24, avenue Matignon (75008), 268-11-30.
CHARBONNEAUX, 134, Fg St-Honoré (75008), 359-66-56.
CHEVAL, 33, rue du Fig-Montmartre (75009), 770-56-26.
CORNETTE DE SAINT-CYR, 24, avenue George-V (75008), 720-15-94.
DELORME, 14, avenue de Messine (75008), 562-31-19.
DEURBERGUE, 19, boulevard Montmartre (75002), 261-36-50.
LANGLADE, 12, rue Descombes (75017), 227-00-91.
LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR, (anciennement RHIMES-LAURIN), 12, rue Drouot (75009), 246-61-16.
MILLON, JUTHEAU, 14, rue Drouot (75009), 246-46-44.
OGER, DUMONT, 22, rue Drouot (75009), 246-96-95.
PESCHETEAU, PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN, 16, rue de la Grange Batelière (75009), 770-88-38.
RENAUD, 6, rue Grange-Batelière (75009), 770-48-93.
RIBEYRE, 5, rue de Provence (75009), 770-87-02.
ROBERT, 5, av. d'Eylau (75016), 727-95-34.

OFFICIERS MINISTÉRIELS VENTES PAR ADJUDICATION
Régulière O.S.P.
64, rue La Boétie - 883-12-66

RECTIFICATIF à l'avis paru le 12 octobre conc. Vte au Pal. de Just. à Nanterre
TERRAIN A SCEAUX (92)
3 et 5 bis, rue Maurice Ravel
LIRE : ADJ. Merc. 24 OCT. 1984 à 14 h
M^{me} BAILLY, GUILLET, DELMAS, avocats
18, rue Duphot, Paris (1^{er}), 260-39-13

Études des notaires Ch. Dard et Gaud (Le-deberg), tél. 3291/31-28-25, et A. de Rook à Wareschoot, tél. 3291/77-18-94

VENTE PUBLIQUE
à Gand, Notariats, Notariats, 1 le mercredi 7 nov. 1984, à 15 h, de
BÂTIMENTS INDUSTRIELS
d'une cont. totale de 10 ha 58 a 22 ca d'une cont. respective de 18 000 m², 25 400 m², 26 000 m² et 36 222 m², parcel. constr. en 1980 et 1981, av. bureaux, maisons, parking, magasins, à proximité de Gand et Eeklo (Belg.)

Ventes : s'adr. à la société vendeuse : Textilia à Wareschoot, tél. 3291/77-36-41, et Telex B11.498 WARSOT. S'adr. pour renseignements aux notaires.

Vente s'adresse immobilière au Palais de Justice de Paris, le 25 octobre 1984 - 14 h
LOGEMENT, PARIS XI^e
1, PASSAGE DE LA FONDERIE
3^e ét., 2 pièces cuisine
M. A. PX : 90 000 F S'ad. M^{me} MAGLO
4, allée de la Toussaint - 94000 CRETEIL - Tél. : 387-18-90

Vente au Palais de Justice de Meaux (77) le 8 novembre 1984 à 10 heures
UN PAVILLON D'HABITATION Cot 7 a 94 m
DAMMARTIN-EN-GOËLE (77)
MISE A PRIX : 300.000 FRANCS
9, Avenue des Vergers - S'ad. à Meaux (77) 19, place Saint-IV
M^{me} Max NORET AVOCAT T. : 434-66-27

Vte au Pal. de Justice à BOBIGNY, MARDI 6 NOV. 1984 à 13 h 30
UNE PROPRIÉTÉ À SEVRAN (93)
13, avenue Edouard-Vaillant
comprénant un pavillon : R. de Ch. : living, chambre, cuisine, salle d'eau, WC, débarras - 1^{er} ét. : 3 chambres avec 2 baignoires - garage, buanderie, dépendances sur un TERRAIN d'une contenance superficielle de 428 m²
MISE A PRIX : 200 000 F
S'adresser à M^{me} G. PERLMUTTER, avocat à PARIS (17^e), 7, rue Marcel-Renanit
Tél. : 572-18-48 - M^{me} J.P. BOUQUOT, avocat à Paris (18^e), 70, rue Dubesme

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de NANTERRE le Mercredi 7 novembre 1984 à 14 heures - En un seul lot
à CLAMART (Hts-de-Seine)
de 4 pièces princ. comp. entrée, séjour, 3 ch. cuis. s.d.bains, salle d'eau, 2 WC placards, dég. loggia, & 5563/100 000^m des parties communes, de bdt. 1B, 3^e ét. pte à dte de l'esc., au sous-sol UNE CAVE n^o 1 - lot n^o 12 - & 63/100 000^m des parties communes - de la bdt. 2 au r.dch. UN GARAGE n^o 27 - lot n^o 123 - et les 252/100 000^m des parties communes
MISE A PRIX : 300 000 F
S'ad. pr ts rns. à la SCP SCHMIDT & DAVID avts à PARIS 17^e, 76, avenue de Wagram. Tél. : 766-16-69 du lundi au vendredi entre 10 heures et 12 heures - a/ les lieux pour visiter

SCP FAUGERE LARROQUE REY et MELLORAT-BIRKHOLZ, avocats au barreau de Tarn-et-Garonne, 43, rue Aristide-Briand à MONTAUBAN (82000) - Tél. : (63) 63-63-34 - VENTE SUR SAISIE IMMOBILIÈRE, à l'audience des saisies immobilières, du Trib. de Gde Inst. de MONTAUBAN, Palais de Justice de ladite ville, place du Coq le JEUDI 8 NOVEMBRE 1984, à 9 h 30
UNE MAISON D'HABITATION BOURGEOISE à POMPIGNAN (Tarn-et-Garonne) avec JARDIN, pour une contenance de 87 A 75 CA. Cette Villa de caractère, sur 3 niveaux comp. 10 pièces (salle de séjour-salon de 52 m²) salles de Bn, WC, vest. cuisine, 3 dépendances, terrasse, garage, chauffage central. GRAND PARC aménagé et cultivé. EXCELLENT ETAT
MISE A PRIX : 150 000 FRANCS

Vente Palais Justice Paris le jeudi 25 octobre 1984 - 14 heures
PARIS 14^e - 8, R. HENRI-REGNAULT
APPARTEMENT
Mise à prix : 120 000 F. S'adr. M^{me} BOISSEL, avocat Paris, 14, rue Saint-Antoine, tél. 261-01-08.

Vente aux ench. publiques, Tribunal de Perpignan, le 9 nov. à 8 h 30
COMMUNE DE SAINT-CYPRIEN PLAQUE - 66
UN ENSEMBLE DE 47 PARCELLES Permis de construire délivré le 7 janvier 1981 autorisant constr. de 47 PAVILLONS sous forme de groupe d'habitation, sur R 421-7-3 du Code urb., dont 6 pavillons déjà édifiés ou en cours.
MISE A PRIX : 1 600 000 FRANCS
Rens. : M^{me} ROUAN BRAZES, avocats à Perpignan, 15, rue Sully.

Cabinet M^{me} Xavier BENTAYOU, ancien Avocat, Avocat à la Cour de BORDEAUX, 24, rue du Maréchal. Tél. : 96-62-09 - VENTE AU TRIBUNAL le JEUDI 8 NOVEMBRE 1984, à 15 heures
UNE PROPRIÉTÉ à PORTETS (Gironde)
dite « CHATEAU de l'Hospital » comprenant : MAISON de Maitre, logement de cultivateur, chai, caves, écuries et autres Bâts d'exploitation, jardin, vignes, prairie, garage et autres natures de fonds.
UN SEUL TENANT - SUPERF. TOT. 9 HA. 70 A. 95 CA.
MISE A PRIX : 200.000 FRANCS
(Vente CAZENAVE) - Visites le Mercredi de 14 h 30 à 16 h 30

Vente sur saisie immobilière le MARDI 30 OCTOBRE 1984 à 14 h au Palais de Justice d'ÉVRY (91)
UNE MAISON A MONTLHERY (91)
Chemin des Moutons, numéro 13
MISE A PRIX : 150 000 FRANCS
Consignation indispensable pour enchérir
Renseignements : M^{me} AKOUN & TRUXILLO, avts ass. : 4, bd de l'Europe à ÉVRY (Eure-et-Loir). Téléphone : 079-39-45

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de BOBIGNY le Mardi 30 octobre 1984 à 13 h 30 - En un seul lot
PROPRIÉTÉ à SEVRAN (93)
comp. maison 6, d'un r.-d.-ch. s'interposant dir. en cuis. salle à manger et chambre - grenier - cour et jardin
A l'issue de l'adjudication, numéro 64 et 66
MISE A PRIX : 130 000 FRANCS
S'ad. au Ct de M^{me} WUILQUE, KNINSKI, BOSQUE, Avocats à Aubry-sous-Bois (93), 31, rue de Bondy - Au Greffe des Cribes du T.G.I. de BOBIGNY où le cahier des charges est déposé - Sur Lieux pour visite.

Vente sur saisie immobilière au Tribunal de Grande Instance de VERSAILLES - Palais de Justice - Mercredi 31 octobre 1984 à 10 h - En un seul lot
UN PAVILLON A CERNAY-LA-VILLE
Département des Yvelines
L'indit « Le Guillaumont » - Rte. des Fringilliers
MISE A PRIX : 250 000 FRANCS
Pr ts rns. s'adresser à M^{me} E. CUECHERES, avocat, 21, rue des Étoiles-Géographiques à VERSAILLES, téléphone : 930-02-62

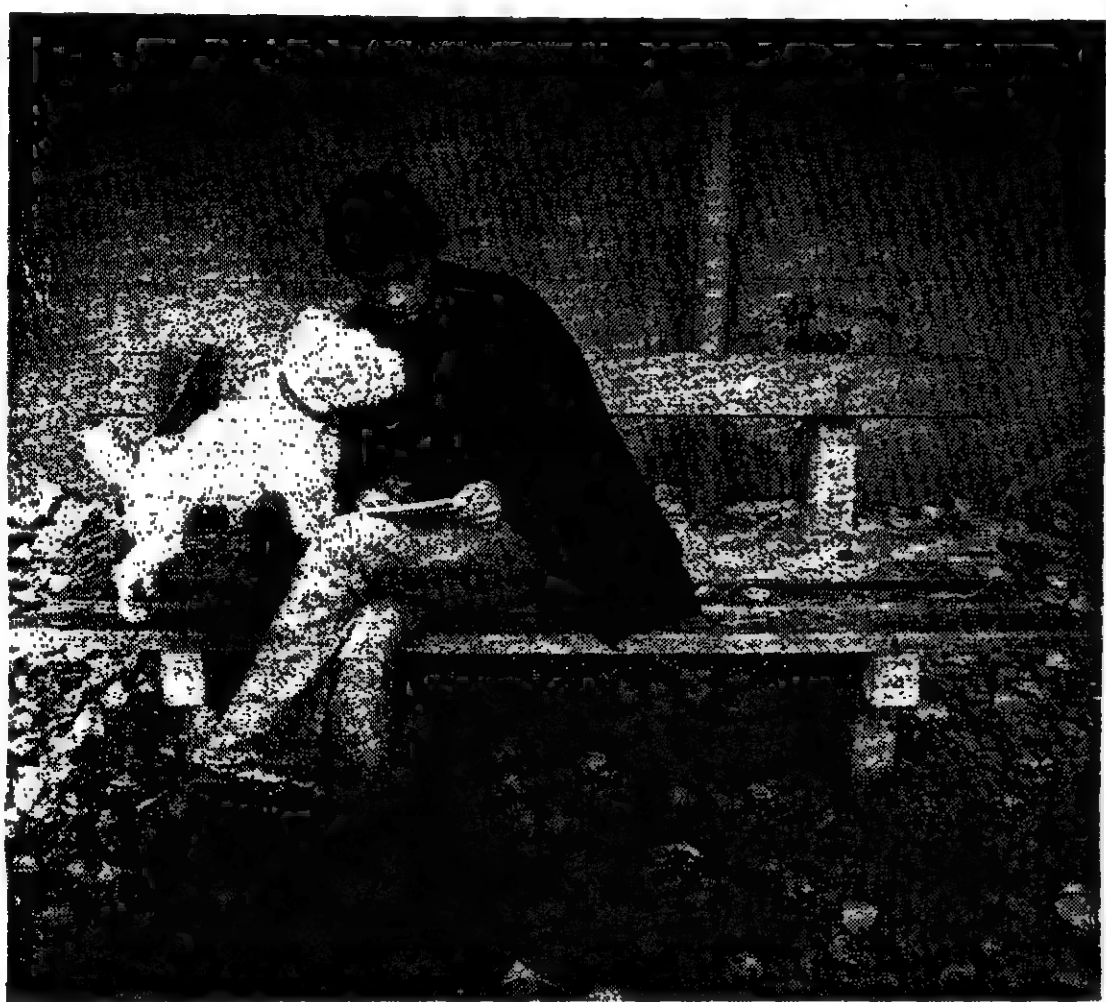
Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de PARIS le JEUDI 25 OCTOBRE 1984, à 14 h
En un seul lot
PARIS XV^e 135-137 Av. FELIX-FAURE
et 136 rue de LOUVEUIL. Entrées 2 vitres. Rue de Châteaufort 281. AP
2 LOGAUX COMMERCIAUX et 2 PARKINGS
MISE A PRIX 1.100.000 FRANCS
S'adr. M^{me} JOHANET Avocat à Paris (8^e)
43, av. Hoche Tél. : 766-03-40

هكذا من الأمل

28. Le feuilleton de Bertrand Poirot-Delpech : Chapsal et Stéphane. Faut-il faire parler les écrivains ?
21. Les Mémoires de Michel Debré. 22. Portrait : le « désespoir actif » de Christiane Rochefort. 24. Lawrence Durrell et Alfred Perlès, les amis d'Henry Miller. 25. Deux inédits du Nobel de littérature, Jaroslav Seifert.

Le Monde des livres

Les Français et la lecture



Ce vice impuni

NOUS avons mené une enquête sur la lecture, *« ce vice impuni »*, comme disait Voltaire. Nous avons demandé à quelques lecteurs ou lectrices voraces les motifs de leur passion tranquille. On connaît leurs réponses dans ce numéro du Monde des livres, et dans le prochain. Par la suite, nous ferons le point sur deux autres questions : comment les Français sont-ils amenés à lire, et que lisent-ils ? Mais d'abord, pourquoi lisent-ils ? Les propos des gens que nous avons interrogés sont très souvent révélateurs : ils s'entendent comme des aveux...

Nous avons cherché quelles réponses donnaient, de leur côté, les grands écrivains. Pour Descartes, « la lecture de tous les bons livres est comme une conversation avec les plus honnêtes gens des siècles passés qui en ont été les auteurs, et même une conversation étendue, en laquelle ils ne nous découvrent que les meilleures de leurs pensées ». Mme de Sévigné disait : « La lecture apprend aussi, ce me semble, à écrire ». Mme du Deffand confiait : « Je n'aime point à sentir que l'auteur que je lis fait un livre ; je veux imaginer qu'il cause avec moi ».

Montesquieu se permettait cet aveu : « L'étude a été, pour moi, le souverain remède contre les dégoûts de la vie, n'ayant jamais eu de chagrin qu'une heure de lecture ne m'ait ôté ». Voltaire assurait que lire « agrandit l'âme ». Le même Montesquieu parlait de ces « heures d'ennui » que l'on échange contre des « heures délicieuses ». Georges Perros faisait cet éloge : « Je ne dirai jamais de mal de la littérature. Aimer lire est une passion, un espoir de vivre davantage, autrement, mais davantage que

prévu. » L'auteur des *Papiers collés* déclarait aussi : « Lire, c'est jubiler ».

Les enfants s'imaginent souvent que les grandes personnes aux yeux fermés par un médecin ne sont pas mortes, mais qu'elles dorment, et qu'il suffira bientôt de les réveiller. Avec les livres, nous sommes des enfants qui tirons nos chers fantômes — lointains ou défunts — de leurs somnifères pour qu'ils conversent avec nous, et nous enseignent les secrets de la vie.

Il est vrai que la lecture des bons auteurs se pratique comme une conversation — la meilleure des conversations — et qu'elle en revêt tout le charme. Car elle nous entraîne au fond de nous-mêmes ; elle nous fait découvrir, soudainement ou lentement, ce que nous étions, ce que nous éprouvions sans le savoir ; et ce voyage vers la connaissance, qui nous inquiète et nous trouble, se transforme vite en plaisir, quand il apparaît que les gens d'esprit avec lesquels nous voyageons nous libèrent de nos peurs, nous délivrent de nos perceptions, nous font sortir de nos aveuglements. Lire multiplie notre vie, non seulement par les rêves qui nous sont inspirés, mais par la connaissance que nous acquérons de nous-mêmes comme du monde.

Les gens de pouvoir se méfient de la lecture, lorsqu'elle porte sur des œuvres de qualité, car, en distrayant les citoyens ou les sujets de la domination morale, idéologique et matérielle qui pèse sur eux, elle les incite à désobéir. Aussi les gouvernements ne laissent-ils pas toujours ce vice impuni.

FRANÇOIS BOTT.

Un élan interrompu

Depuis la fin des années 70, la lecture en France ne progresse plus. Les jeunes préfèrent d'autres loisirs. Mais les femmes restent passionnées.

Si la lecture est un bonheur solitaire, le plus discret des plaisirs, le fait d'être ou non lecteur et le genre de livres qu'on aime sont déterminés par des considérations objectives, pesant lourdement sur les choix personnels. Les chances et la manière que l'on a de lire ne sont pas identiques selon que l'on est diplômé ou non, bourgeois ou prolétaire, parisien ou breton, jeune ou vieux, homme ou femme... La société « produit » ses lecteurs.

La plus importante fabrique de lecteurs est, évidemment, l'école, puisqu'on y apprend à lire, dans les deux sens de cette expression (déchiffrer et consommer). Aussi ne s'étonne-t-on pas que la progression du nombre des lecteurs ait accompagné celle de la scolarité dans les années 1960-1970 : la proportion de « non-lecteurs » (personnes n'ayant pas lu un livre dans les trois derniers mois) est tombée de 58 % en 1959 (enquête du Syndicat national de l'édition) à 42 % en 1979 (sondage Louis Harris publié par l'Express).

On a pu conclure de ces chiffres — confirmés par des études du ministère de la culture sur les *Pratiques culturelles des Français* entre 1973 et 1981 (1) —

que, grâce aux progrès de l'enseignement, l'obscurantisme était en voie d'extinction, que rien ne pourrait arrêter la progression triomphale de la lecture en France.

Or, un autre sondage effectué par BVA, en 1981, à la demande de l'Express, venait tempérer cet optimisme peut-être hâtif : le nombre des « non-lecteurs » était remonté, en trois ans, de 42 % à 46 % (2). D'autres enquêtes portant sur le pourcentage des Français « n'ayant lu aucun livre depuis un an » donnent des résultats analogues : après avoir reculé de 33 % en 1974 à 31 % en 1978, il est remonté à 33 % en 1981 (sondage SOFRES pour le *Pélerin*) et à 34 % en 1983 (sondage Gallup pour *Libre*).

Cet arrêt de la progression de la lecture observé dans les sondages correspond à un autre phénomène : l'arrêt brusque, en 1979, de la croissance régulière du nombre des titres et des exemplaires édités. Ce renversement de tendance n'est pas terminé, puisque, malgré une légère reprise en 1982, la production éditoriale n'a pas retrouvé, en 1983, son niveau de 1979. Que s'est-il donc passé à la fin des années 70 qui explique ce coup d'arrêt dans le développement de la lecture ?

Un phénomène de cette nature est, évidemment, difficile à analyser et ne peut procéder que de causes multiples. La crise économique a pu être l'une d'entre elles, en limitant les moyens financiers que nombre de Français consacrent à la lecture.

Un autre facteur influant sur la lecture est la généralisation des moyens de communication audiovisuels, et en particulier de la télévision, qui prend de plus en plus sur le temps disponible pour les loisirs. D'après un sondage réalisé en 1979 par la SOFRES pour le *Midi libre* et le *Dauphiné libéré*, 70 % des personnes interrogées reconnaissent que, pour elles, « les moyens de communication modernes, comme la télévision, la radio, les disques, les cassettes, ont, en partie, remplacé la lecture comme moyen d'information et de distraction » (39 % de ces personnes estimant que c'est là « une mauvaise chose »).

Un univers féminin

Enfin, cette stagnation de la lecture pourrait aussi être une conséquence — à retardement du ralentissement des progrès de la scolarisation dans les années 70. L'augmentation des taux de scolarisation après dix-sept ans, et celle des effectifs des étudiants, qui avaient été très rapides dans les années 60, ont, en effet, marqué le pas entre 1972 et 1980. Or la relation entre la lecture et le

niveau de formation est très nette, puisque plus de 55 % des acheteurs de livres ont fait des études secondaires et 22 % des études supérieures (3). Cette situation pourrait évoluer dans les années à venir puisque la scolarisation après dix-huit ans a connu un nouveau coup d'accélérateur à partir de 1981. Mais si les chiffres de scolarisation incitent à un certain optimisme, celui-ci doit être modéré par l'apparition d'un autre phénomène : la tendance de beaucoup de jeunes à se détourner de la lecture au profit d'autres formes de loisirs et d'activités culturelles. Une enquête de l'IFOP publiée dans *Télérama* en 1982 montre que près d'un jeune de douze ans à dix-sept ans sur deux (42 %) déclare que la lecture l'ennuie. « Lire un livre » vient en septième position dans la liste des activités qui font plaisir, après le cinéma, la balade avec les copains, le disque (largement en tête), le sport, la télévision et la surprise-party.

Si elle se poursuivait, cette désaffection serait d'autant plus inquiétante que les jeunes constituent les gros bataillons de lecteurs. Près de 30 % des livres achetés sont consommés par des moins de vingt ans. Passé cet âge, l'entrée dans la vie professionnelle, le mariage et l'éducation des enfants viennent grignoter le temps consacré à la lecture. Lorsque la disponibilité devient moins grande, la lecture a d'au-

tant plus de chances de résister aux difficultés de la vie quotidienne que l'habitude en a été prise dans l'enfance.

FREDERIC GAUSSEN.

(Lire la suite page 28.)

(1) Delors 1982.
(2) Et moi... 46 % comme l'écrivait l'Express.

(3) Dans cet article, les indications concernant les achats de livres proviennent du sondage de la SOFRES, réalisé à la demande d'un groupement d'éditeurs. Il s'agit d'une enquête nationale par voie postale auprès d'un panel de dix mille foyers.

L'enquête qui commence dans ce numéro est le premier volet d'une série d'initiatives, menées conjointement par le Monde et Le Livre de poche, pour mieux connaître le phénomène de la lecture en France. Elle sera suivie d'autres travaux — études, sondages, colloques — consacrés au livre et à la lecture dans la société d'aujourd'hui.

Lire en pages 26, 27 et 28 la suite de nos articles sur les Français et la lecture.

Christiane Rochefort

Le monde est comme deux chevaux

«... deux chevaux qui tirent chacun dans un sens. L'un, dit Elle, est un cheval-vapeur qui fait beaucoup de bruit et de fumée, l'autre est une vache sacrée qui rumine (médite), et aucun sage n'est sur son dos... » C.R.

GRASSET

JUDAÏSME EN TERRE D'ISLAM
Sarah LEIBOVICI
Chronique des Juifs de Tétouan
(1860-1876)
12 photographies 328 pages 168 francs
En vente chez tous les bons libraires et chez l'éditeur
MAISONNEUVE ET LAROSE
15, rue Victor-Cousin 75005 Paris - Tél.: 354.32.70

UN LIVRE - UNE EXPOSITION
ZWY MILSHTAIN
peintures
18 octobre - 17 novembre
Editions A et A
GALERIE CAROLINE CORRE
14, rue Gégénaud, Paris 6^e - 354.57.67

THERÈSE DE SCOTT
MARCEL LEGAUT
l'œuvre spirituelle
La première étude d'ensemble
sur la vie et l'œuvre de Marcel Legaut
Aubier

JULIEN GREEN

Dans la gueule du temps
Pour la première fois dans l'histoire de la littérature, un écrivain choisit lui-même les images de son temps pour illustrer ce qu'il en dit. Et c'est en quelque sorte le premier livre parlant.
Un album 20 x 25 cm, relié toile sous jaquette couleur, près de 500 photos noires et couleurs / 100 F.
ROCHER

UN MAGNIFIQUE ALBUM
LES « VO » DE LA NUIT
Ces journaux clandestins, que la Gestapo n'a jamais réussi à faire taire, disent la résistance ouvrière.
Pendant quatre ans, la VO a toujours paru.
UN DOCUMENT D'HISTOIRE
INÉDIT AU CARACTÈRE POIGNANT
BON DE COMMANDE
À envoyer à : La Vo Ouvrière, 25, rue Bourne, 75040 Paris Cedex 18
LES « VO » DE LA NUIT
Je désire recevoir exemplaires
à 150 F = F
Nom
Prénom
Numéro et rue
Commune ou lieu-dit
Code postal
Bureau distributeur
IMPORTANT : joindre le règlement correspondant à votre commande par chèque bancaire ou postal. La commande ne pourra être honorée qu'à réception du chèque.

ROMANS

Conrad Detrez

dans les tumultes

de la révolution

Il aurait été étonnant que Conrad Detrez fit un séjour au Nicaragua sans qu'il n'en revint avec un roman. C'est fait. Et c'est tumultueux, chaud, trouble, coloré, passionné et fou comme ce pays où, dans l'année 1979 et à la suite d'un Français « vaguement vulcanologue » qui se trouve aux côtés des militants, nous découvrons un univers très réel où ne manquent pas faits et figures surréalistes ; théologiens qui font le coup de feu, maquisards et gardes officiels rivalisent en exécutions sommaires, passionnaires prêtes à tout et filles qu'on achète, dans un tourbillon vraiment exotique, au meilleur sans du mot.

Mais s'il y a du reportage, il y a aussi du romanesque. Deux romans s'imbriquent, celui de la révolution et celui d'un amour homosexuel qui suscite la haine entre deux frères pourtant unis dans la lutte libératrice. Alvaro ne supporte pas la liaison de son frère Abel avec Chino, apprenti mécanicien espagnol, un peu poète. La figure naïve de ce Chino permet à l'auteur un contrepoint sur les thèmes de la violence et de la tendresse ; d'un côté, les atrocités de la guerre civile, de l'autre, la passion heureuse d'un Abel qu'Alvaro-Cahin rejette. Deux « scandales », deux formes du fratricide que Conrad Detrez dissèque en magnifiant l'un pour mieux dénoncer l'autre, celui qui tue. — P.-R. L.

★ **LA CEINTURE DE FEU**, de Conrad Detrez, Gallimard, 310 p., 85 F.

Une vie

en blanc et noir

Il est des êtres sur qui le bonheur s'abat comme sur d'autres la misère. Amour de sa femme et de

sa fille douce et studieuse, considération des collègues et des supérieurs, estime des élèves... Jacques Morançon a tout. Comblé, il est de ceux qui sont trop heureux pour avoir une histoire. Mais la vie qui est « ce qui arrive quand on prévoit autre chose » réserve des retournements. Morançon, comme d'une maladie insidieuse qui détruit lentement le malade, va connaître la « délicate fascination du néant » car tout se détériore et son Je devient vraiment un autre.

Sur ce thème du blanc et du noir qui guettent chaque vie, Jean Contrucci se révèle romancier des petites choses du quotidien et de leurs grands effets. Au plus près de son personnage, il déroule un destin dont la fuite en avant s'achève sur un « J'arrive », dernier mot du roman, et peut-être antinomique. — P.-R. L.

★ **COMME UN CHEVAL FOURBU**, de Jean Contrucci, Belfond, 238 pages, 89 F.

Pierre Bourgeade

et la disparition

des femmes

L'Apocalypse est dans l'air. Anthony Burgess l'imagine par éclatement de la Terre sous le choc d'une planète folle, dans ses *Dernières Nouvelles du monde*. Pour Pierre Bourgeade, la fin du monde, ce serait plutôt la disparition des femmes. Non pas que son héros, parisien solitaire, les aime. Elles lui font peur, mais il en a un besoin éperdu, et il les convoite toutes. Un après-midi, dans le quartier de la gare Saint-Lazare, où il s'est fait « jeter » par son amie en titre, sa « veuve », comme il l'appelle, et une amie de celle-ci, il erre, plus que jamais solitaire, dans la grande ville livrée au sexe triste des cinémas pornos et des peep shows. Il erre surtout dans ses fantasmes, qui prennent un tour de plus en plus halluciné et où la moitié féminine de l'espèce disparaît progressivement pour laisser l'autre moitié dans un chaos mortel. In extrémis, il trou-

vera une femme d'évanouissement du monde, la dernière, et lui fera une fille. Et il se retrouve, gare Saint-Lazare, auprès de sa « veuve » qui lui tend son pied à baiser.

Depuis les *Immortelles*, son premier livre, Pierre Bourgeade n'en avait donné aucun qui vaille autant que celui-ci, d'où suinte, obscène et pitoyable, mais non sans humour, quelque part entre Georges Bataille et Marco Ferreri, la détresse de l'homme des villes en cette fin de siècle. — M. C.

★ **LA FIN DU MONDE**, de Pierre Bourgeade, Desclée, coll. « L'Infini », 236 p., 79 F.

L'utopie

d'Eduardo Manet

Ce pays sans nom, indéterminé, d'est un État où règne la peur. Il est gouverné par un mystérieux chef, que nul ou presque n'approche. Tréhisons et complots, surveillances et délation : cette société hiérarchisée et oppressante, où la faute est presque toujours certaine, rappelle l'univers de Kafka, celui du *Procès* ou de la *Colonne pénitentiaire*.

Tredouteux, le narrateur est amené à l'assaut à faire partie du Centre général de surveillance. Son travail consiste à observer, et surtout à écouter les colonnes au téléphone. Personnage paradoxal, comptant malgré son malaise, il reste humain en dépit de son efficacité. A preuve : son amour misérabiliste pour une réfugiée polonaise, et son amitié chaste pour Pablo, qui tient un bar dans les bas quartiers de la ville.

Finalement, le dégoût l'emporte. Avec quelques fous d'idéal, dont Pablo, il part pour participer à la réalisation d'un mystérieux projet qui doit changer la face du pays. D'épreuve en épreuve, il découvre l'absurdité du projet, de tous les projets...

La parabole est pessimiste. Dans un monde où les enfants peuvent

dénoncer leurs parents, « l'innocence est une utopie », l'idéal un leurre. Ce qui protège le narrateur, c'est l'énergie du désespoir. Traversant le pire, il reste fidèle à lui-même, à ceux qu'il aime. Le dramaturge Eduardo Manet (l'auteur des *Nonnes*) a écrit là un roman fort, qui se fit d'une traite. — M. P.

★ **ZONE INTERDITE**, d'Eduardo Manet, Gallimard, 256 p., 89 F.

Le vieux monsieur

indigne

A l'approche de la mort, Gabriel Albrizier se comporte soudain en vieux monsieur indigne. Malade, il quitte à la sauvette l'hôpital où il subit toutes sortes d'examens cliniques.

Gabriel croit obéir à un appel secret, celui peut-être de sa défunte tante Stéphanie qui, fantasque et joyeusement sensuelle, a jadis illuminé son adolescence, un certain été 1923, au bord de la mer... En proie aux souvenirs, Gabriel, le veuf tranquille, l'ancien ouvrier reconverti dans les assurances, décide de choisir sa mort.

Dans la forêt où il chemine et s'enfoncé, perché de joie et de douleurs paniques, seul avec sa mémoire, il va vivre pleinement ses derniers instants avant de s'endormir dans l'humus et les feuilles. Cependant sa disparition bouscule l'existence de ses proches, éveille les doutes et les désirs latents. Ainsi Sabine, l'adolescente partie à la recherche de son grand-père, naitra à sa vie d'adulte à quelques pas de la clairière où celui-ci agonise.

Cette construction polyphonique donne de la force à ce premier roman de facture classique. Chacun des personnages découvre à sa façon qu'il n'est jamais trop tard pour naître. En somme, une belle leçon de sérénité. — M. P.

★ **LA FUGUE DU PÈRE**, de Jean-Marie Albrizier, Gallimard, 180 p., 78 F.

DERNIÈRES LIVRAISONS

● **LE MONDE EXISTE-T-IL ?** Cette question provocante à divers égards est une parmi d'autres que pose la théorie de la physique quantique. Jean-Pierre Pharabod, qui travaille au laboratoire de physique nucléaire des hautes énergies de l'Ecole polytechnique, et Sven Ortoli racontent l'histoire de la théorie quantique et en exposent les principes fondamentaux. Ils montrent aussi combien cette théorie suscite de débats philosophiques et métaphysiques parmi ceux qui croient et ceux qui ne croient pas que « Dieu joue aux dés », selon la formule d'Einstein. Cet ouvrage inaugure la La Découverte une nouvelle collection, « Science et société », qui veut faire comprendre les mécanismes profonds, les implications sociales, politiques, économiques, philosophiques des progrès scientifiques (Sven Ortoli, Jean-Pierre Pharabod : *Le Cantic des quantiques*, Ed. La Découverte, 140 p., 65 F.).

● **ANNE PHILIPPE**, au chevet de sa mère, « écoute respirer » celle qui va mourir. Alléluia, un nouveau-né, son petit-fils, s'ouvre au monde. Dans un bref et sobre récit, Anne Philippe évoque ce croisement des destins, à l'écoute de « l'incompréhensible respiration de l'infini ». (Anne Philippe : *Je l'écoute respirer*, Gallimard, 132 p., 60 F.).

● **« IL ÉTAIT FOU DEPUIS TRENTE ANS »**, écrit un journaliste peu charitable au lendemain de la mort de Victor Hugo. « Sans cette folie, Hugo n'aurait pas été Hugo l'admirable », rétorque Jean Rousselot. Il évoque, dans un vibrant et court essai, l'aventure spirituelle du poète qui le conduisit à un profond renouvellement de son art. (Jean Rousselot : *Victor Hugo avec nous*, Ed. Michel Dussel, 88 p., 60 F.).

● **« LA POÉSIE EST DÉCLARÉE ! »**, proclame Robert Sebert dans la préface d'un recueil de poèmes choisis par Jean Orizet. On pourra en juger en parcourant ces vers que J. Orizet a retenus pour qu'ils puissent « être mis devant tous les yeux, jusqu'aux plus innocents, ce qui ne veut pas dire que ces poèmes soient eux-mêmes innocents ». De Marie-Claire Bancquart à Tristan Tzara, de René Guy Cadou à Ilarie Voronca, (Jean Orizet : *Cert poètes pour jeunes d'aujourd'hui*, Le Cherche-Midi éditeur, 192 p., 68 F.).

● **GORE VIDAL**, de Ravello où il passe la moitié de son existence, continue à polémiquer avec son pays natal « les yeux ouverts sur les désastres et les déformations de notre époque », note Italo Calvino. Dans *Duluth*, Gore Vidal croque avec son mordant habituel une ville imaginaire qui est un condensé d'Amérique. (Gore Vidal : *Duluth*, traduit de l'américain par Philippe Mérimée, préface d'Italo Calvino, Julliard, « L'Âge d'homme », 290 p., 75 F.).

● **AVEC « SALMAN LE SOLITAIRE »**, YACHAR KEMAL nous donne le début d'une nouvelle fresque. L'auteur d'*Anastolie* raconte une sanglante histoire de massacres et de vengeances, de haines et d'amitiés. Comment le Kurde sauvera le jeune Salman, qui deviendra son fils adoptif et son justicier. (Yachar Kemal : *Salman le Solitaire*, traduit du turc par Munevver Andec, Gallimard, 416 p., 115 F.).

● **A TRAVERS LE DESTIN D'UNE FEMME BELLE ET MYSTÉRIEUSE**, qui séduit les hommes les plus puissants de son temps, Gerhard Herr évoque la chute de Byzance en 1452. De l'histoire romancée à la façon de Waltari. (Gerhard Herr : *Tempête sur la Corne d'Or*, traduit de l'allemand par François Ponthier, Albin Michel, 406 p., 85 F.).

● **ELISABETH SWADOS**, auteur d'une comédie musicale créée à Broadway, *Runaways*, peint, dans ce premier roman, un frère et une sœur complètement livrés à eux-mêmes à l'âge où s'éveillent les sentiments dans un univers de rêve et de cruauté. (Elisabeth Swados : *Léa et Lazare*, traduit de l'américain par Marc Chénétier, Acropole, 314 p., 89 F.).

● **LES HOMMES PLEURENT BEAUCOUP DANS « L'ILIAD » ET « L'ODYSSÉE »** (VIII^e siècle). Les pleurs sont réservés aux femmes à l'époque classique (V^e siècle av. J.-C.). Constatant cette différence, Hélène Monsecré s'interroge sur le système des valeurs masculines et féminines dans le monde d'Homère, où les héros ne craignent pas d'exprimer leur douleur par les larmes. (Hélène Monsecré : *Les Larmes d'Achille. Le héros, la femme et la souffrance dans la poésie d'Homère*, Albin Michel, 254 p., 95 F.).

● **LES PROMOTEURS DU FUTUR OPÉRA DE LA BASTILLE** devraient s'inspirer de Charles Duphès, qui retraça l'histoire tumultueuse du palais Garnier. Tout en brochant le panorama d'un siècle de musique lyrique, il démonte tous les mécanismes de la gestion de l'Opéra de Paris. Pierre-Jean Rémy, dont on connaît le goût pour l'art lyrique, a signé la préface. (Charles Duphès : *Histoire de l'Opéra de Paris*, Lib. sonothèque Perrin, 448 p., 110 F.).

● **SI LA LECTURE EST TRADITIONNELLEMENT CONSIDÉRÉE COMME RÉSERVÉE à un public cultivé, il existe depuis un siècle une littérature considérable uniquement destinée aux lecteurs « illettrés »**. Journaux populaires, feuilletons, romans sentimentaux, policiers, historiques ou éducatifs. C'est à cette littérature des faubourgs que s'est intéressée la sociologue Anne-Marie Thiésses, en étudiant son âge d'or que fut la Belle Époque. Celle de *Fantômes et de Rouletabille*, de la *Porteuse de pain* et des *Deux Orphelines*. (Anne-Marie Thiésses : *Le Roman du quotidien. Lecteurs et lectures populaires à la Belle Époque*, La Chemin vert, 39, rue Didot, 75014 Paris, 270 p., 85 F.).

● **LE PHÉNIX RENAIT DE SES CENDRES** : cette faculté enviable est l'une des variantes du mythe de la réincarnation. Une nouvelle maison, les Éditions de Farnal (20, rue des Carmes, 75005 Paris, tél. : 325-96-00), propose, pour son premier livre, une anthologie de textes consacrés à la réincarnation en Orient et en Occident, ainsi qu'une approche de la question par différents penseurs et divers « écrivains ». (Joseph Head, S.L. Granston : *Le Livre de la réincarnation*, adaptation collective de l'anglais, Ed. de Farnal, diff. Flammarion, 618 p., 130 F.).

● **VOICI LE CINQUIÈME VOLUME, CONSACRÉ À LA FAUNE, DANS LA SÉRIE « FOLKLORE DE FRANCE »** du grand ethnographe Paul Sébillot (1843-1918), ouvrage qui n'avait pas été réédité depuis sa parution (1904-1906). Cet inventaire des traditions populaires de France rassemble contes, chansons, légendes, devinettes, proverbes, rites, coutumes, superstitions... (Paul Sébillot : *La Faune. Le Folklore de France*, Préface de Robert Delort, Ed. Imago, 25, rue Segur-paire, 75010 Paris, 386 p., 145 F.).

مكتبة المجلد

DU LIBRAIRE

POÉSIE

Trois recueils

de Marguerite Yourcenar

Une triple rentrée pour Marguerite Yourcenar. Gallimard publie un de ses recueils de poèmes, les *Cherries d'Alcippe*, dans une édition revue et augmentée. Ce recueil avait été publié une première fois à Liège en 1956. Les *Fils enchaînés*, édition limitée à quatre cent trente exemplaires hors commerce et ne contenant que vingt et un poèmes. A des poèmes de jeunesse, (1921 à 1933), repris tels quels, s'ajoutent des textes corrigés ultérieurement ainsi que des poèmes, courts, tout à fait inédits, le dernier datant de 1983. (85 p., 52 F.).

Toujours chez Gallimard paraît un album, *Blues et gospels*, avec une présentation de Marguerite Yourcenar et de nombreux textes qu'elle a traduits, mais aussi beaucoup de photos, pour la plupart en couleur, réunies par le photographe Jerry Wilson, et, pour une majorité, faites par lui (245 F.).

Enfin la *Couronne et la Lyre*, les poèmes traduits du grec par Marguerite Yourcenar et publiés par Gallimard en 1979, est désormais reprise dans la collection de poche « Poésie ». — J. S.

Les fulgurances

de Marc Quaghebeur

Le mode, chez un grand nombre de poètes de quarante ans, est aux textes lapidaires. En quelques mots, à la suite de René Char et de Guillevic, ces auteurs prétendent offrir une sorte de trépan au lecteur qui, à son tour, s'il le désire, peut rêver, voire compléter une phrase à jamais tuyaute.

Au sein de ce mouvement, Marc Quaghebeur a une place particulière, comme on peut s'en rendre compte à la lecture de son dernier recueil, *Chienneries*. Ce poète ne concède rien à la communication, mais la densité de ses textes est telle que le fragment se transforme : il n'est plus une matière inerte ou une simple présence verbale. Au contraire, il suppose des drames, des collisions... Quelque chose en est bouleversé dans notre entendement. C'est on ne peut plus efficace.

« Comme si
N'avait
Suffi
L'anonyme
de
Ont
Exhumé
Le corps. »

ALAIN BOBQUET.

★ CHIENNERIES, de Marc Quaghebeur. Éditions Fata Morgana, 88 p.

LETTRES ÉTRANGÈRES

Les pourceaux

de T. F. Powys

S'il est un roman qui, dans la carrière de Theodore Francis Powys, constitue un singulier destin, ce fut bien *Mr Tasker's Gods* (les *Dieux de Mr Tasker*). Son auteur en acheva la rédaction en 1916, mais neuf années s'écoulèrent avant qu'un éditeur manifeste son intérêt pour ce récit. Sa publication suscita l'hostilité de la critique, qui reprocha à l'auteur anglais son virulent anticléricalisme.

Comme dans la plupart des œuvres de T. F. Powys, l'action se déroule dans un petit village de la campagne anglaise. Pour bucolique qu'elle soit, l'atmosphère qui y règne n'en est pas moins tendue, les habitants de Shelton paraissent un peu fous. Ainsi Mr Tasker : il nourrit une telle vénération à l'égard des pourceaux de son élevage qu'il les identifie à des dieux. Le pasteur Turnbull semble plus raisonnable. Mais son image de « pur » est gâtée par une étrange lueur d'appât qu'il passe son temps à courir les filles. Désir, érotisme, grotesque, voilà bien l'univers de T. F. Powys. La candeur cependant en est exclue. A travers les soubresauts et les drames qui agitent la communauté villageoise, Powys dénonce les infamies et la cruauté dont elle est le théâtre. Ses âmes sont à l'image des pourceaux de Mr Tasker, qui se jettent sur les cadavres pour les dévorer. — B. G.

★ BRUIT ET SILENCE, de Theodore Francis Powys. Traduit de l'anglais par Patrick Remaux, éd. Jean-Cyrille Godefroy, 264 p., 79 F.

SCIENCES HUMAINES

La psychanalyse

sous le nazisme

Dans le dossier que présente Jean-Luc Evard sous le titre les *Années brunes*, figure un texte remarquablement documenté de Hans-Martin Lohmann et Lutz Rosenkötter sur la psychanalyse dans l'Allemagne de Hitler. Si certains psychanalystes, comme Karl Landauer ou John Rittmeister, payèrent de leur vie leur résistance active au nazisme, d'autres s'accommodèrent plus ou moins de la peste brune ; on vit même un freudien, Eckart von Sydow, membre du parti, travailler directement pour les SS.

Reste qu'il est difficile de porter un jugement nuancé sur l'activité des psychanalystes restés en Allemagne : si, formellement, ils durent se soumettre aux institutions nazies et accepter la « psychothérapie » de la psychanalyse au service de la « santé populaire », ils demeurèrent pourtant, dans l'ensemble, fidèles à l'esprit de leur discipline. « Retenons pour résumer, écrit H.-M. Lohmann et L. Rosenkötter, que toute une génération de psychanalystes fut politiquement aveugle. Et le prix à payer pour cet aveuglement aura été considérable. » Le dossier établi par Jean-Luc Evard permet d'en prendre la mesure. Il comporte notamment d'émouvants extraits du Journal tenu par le docteur John Rittmeister avant son exécution, ainsi que diverses réflexions sur les conséquences du national-socialisme pour le mouvement psychanalytique. — R. L.

★ LES ANNÉES BRUNES — LA PSYCHANALYSE SOUS LE III^e REICH, textes traduits et présentés par Jean-Luc Evard. Ed. Casterman. Distribution : Diogenes, 9, rue Edmond-Jaques, 75014, 211 p., 98 F.

Fascinants jumeaux

Nul ne connaît mieux la psychologie des jumeaux que René Zazzo, qui a consacré l'essentiel de son œuvre à l'étude de ces personnages étranges, êtres identiques et doubles, par leur nature génétique et physique, mais — et c'est la découverte fondamentale de celui qui fut pendant trente ans le chef du laboratoire de psychobiologie de l'enfant à l'École des hautes études — si dissimilables sur le plan de leurs comportements.

Un dialogue avec Michel Tourner, qui s'est inspiré de l'œuvre de

Zazzo pour l'écriture des *Météores*, précède ce livre fascinant où l'on trouve la génétique et l'embryologie certes, mais aussi les légendes, les fictions et les rêveries, le mythe du doublement, celui du pouvoir, le vertige du double, le duo et le duel. Dr. E.-L.

★ LE PARADOXE DES JUMEAUX, de René Zazzo. Stock, 239 p., 79 F.

HISTOIRE

L'éducation

des jeunes filles

au siècle dernier

Qu'en était-il de l'éducation des filles avant Victor Duruy ? Marie-Françoise Lévy, une historienne, s'est penchée sur les ouvrages qui pouvaient éclairer cette histoire souterraine, difficilement repérable, et tout à fait décisive pour comprendre le débat sur la famille, la femme et la religion qui a secoué la toute fin du dix-neuvième siècle. Passant en revue les rites rigoureux à quoi est soumise la petite fille, puis la jeune fille, étudiant les mécanismes qui font d'elle une personne pieuse d'abord, terrorisée par le monde extérieur ensuite, l'auteur nous fait découvrir quelles étaient les lectures, quel était le vêtu de ces femmes. C'est passionnant : à la fois très proche, et impensable.

Les extraits et citations de Journaux de jeunes filles, celui de Jeanne G. et celui de Caroline Brune sont tout particulièrement remarquables. — G. B.

★ DE MÈRES EN FILLES — L'ÉDUCATION DES FRANÇAISES 1850-1880, de Marie-Françoise Lévy, Casterman-Lévy, 188 p., 72 F.

Naissance

de la femme moderne

Auteur d'un livre qui fit sensation, *Naissance de la femme moderne* (1977) — où il soutenait que l'amour familial n'était apparu qu'au XIX^e siècle, — l'historien Edward Shorter aurait pu intituler celui-ci « Naissance de la femme moderne ». La thèse qu'il y soutient est en effet que les femmes n'ont cessé de façon autonome que depuis les années 1830. Jusque-là, leur corps était soumis à une telle oppression — sexuelle et physiologique — qu'elles ne pouvaient ressentir leur féminité que négativement.

Jusqu'au XIX^e siècle, la condition féminine était surtout celle d'une victime : victime de la sexualité des hommes, dont elles étaient totalement dépendantes ; de la mater-

nit, avec les risques énormes que comportaient la gestation et l'accouchement ; de la maladie, leur fragilité physique étant aggravée par la sous-alimentation et le manque d'hygiène. « La fin de l'infériorité physique des femmes a été une condition sine qua non de la naissance du féminisme », affirme Edward Shorter. — F. G.

★ LE CORPS DES FEMMES, d'Edward Shorter. Traduit de l'anglais par Jacques Bacca. Seuil, 373 p., 125 F.

Insolents afghans

L'invasion soviétique et l'étonnante résistance des populations ont fait de l'Afghanistan, depuis 1979, l'un des points chauds de la planète. En réalité, explique Michael Barry, chercheur à l'université McGill de Montréal et observateur de la Fédération internationale des droits de l'homme, la partie dramatique qui se joue là est le dernier avatar du « Grand Jeu » auquel se livrent les grandes puissances depuis trois siècles pour contrôler le cœur stratégique de l'Asie. Un jeu qui s'est toujours heurté au refus opiniâtre des montagnards, abrités derrière leur foi islamique et l'autonomie des clans et des tribus. F. G.

★ LE ROYAUME DE L'INSOLÉNCIE. LA RÉSISTANCE AFGHANE DU GRAND MOGHOL À L'INVASION SOVIÉTIQUE, de Michael Barry. Flammarion, 305 p., 86 F.

DOCUMENTS

De Gaulle

et les Américains

L'historien et diplomate britannique Sir Bernard Llewellyn, auteur d'une biographie de De Gaulle, publie neuf documents qui sont les comptes rendus de conversations entre le général français et plusieurs dirigeants américains, entre 1958 et 1964, portant sur des questions de politique étrangère et de défense. Ces rapports, qui ont été rendus accessibles grâce à une loi américaine récente sur la liberté de l'information, éclairent la nature des relations entre les deux alliés et la perception qu'avaient les officiels américains de l'action et de la personnalité du général de Gaulle. F. G.

★ DE GAULLE ET LES AMÉRICAINS. Conversations avec Dulles, Eisenhower, Kennedy, Rusk, 1958-1964. Flammarion, 164 p., 55 F.

ENCYCLOPÉDIE

Universalis

s'enrichit

La nouvelle édition d'*Encyclopædia Universalis* — « fruit de quatre ans de travail » comme l'a souligné son PDG, Peter Baumbach — a choisi de rajouter sa présentation : la mise en page, plus aérée, s'est enrichie d'une illustration plus abondante (24 000 photographies, dessins et planches en couleur). Les transformations rapides intervenues depuis quinze ans dans tous les domaines (recherche, sciences, culture) ont conduit les responsables d'*Encyclopædia Universalis* à en réviser le contenu. Quelques six mille cinq cents « entrées » nouvelles (articles) caractérisent l'édition 1984. La nouvelle collection est désormais constituée de vingt-deux volumes (25 500 pages).

Rappelons qu'*Encyclopædia Universalis*, réalisée sous la direction de M. Jacques Bersani, est éditée depuis 1968 par une filiale du Club français du livre et de l'*Encyclopædia Britannica*, le premier réalisant la vente par correspondance, la seconde la vente directe. — C. D.

★ LA NOUVELLE ÉDITION D'ENCYCLOPÆDIA UNIVERSALIS est vendue actuellement en pré-souscription au prix spécial de 6 978 F TTC (au lieu de 7 676 F).

Ont collaboré à cette rubrique : Bernard Allot, Alain Boquet, Colette Briant, Michel Contat, Claude Darieux, Claudine Escoffier-Lambert, Frédéric Gausson, Bernard Guénin, Roland Jaccard, Pierre-Robert Leclercq, Monique Pédillon et Joëlle Saragat.

Ludovic JANVIER



Naissance

roman

« Une réussite vraiment prodigieuse »
Bertrand Poirot-Delpech/Le Monde

GALLIMARD *nrf*

PRIX DU PREMIER LIVRE-PHOTO 1984

La Ville de Paris (PARIS AUDIOVISUEL) et la Fondation KODAK-PATHÉ décernent chaque année le Prix du Premier Livre-Photo à un jeune photographe professionnel.

Le prix, d'un montant de 100 000 F, décerné sur maquette, offre à un jeune auteur la possibilité d'édition et de diffuser son premier livre. Le règlement est disponible auprès de Paris Audiovisuel et de la Fondation KODAK-PATHÉ.

Les photographes désireux de concourir doivent faire parvenir leur maquette entre le 15 et le 22 décembre 1984 à Paris Audiovisuel - Prix du Premier Livre-Photo 44, rue du Colisée - 75008 Paris.



FONDATION
KODAK-PATHÉ

LA RECLUSE

JACQUES DOYON

La Recluse de Doyon est avec Huitzingu ou Emile Mâle une des plus belles lectures que vous puissiez faire sur le christianisme hérétique, d'origine et pénitentiel des premiers siècles, à travers les siècles. Trois cents pages admirables sur cette solitude choquée, absolue, loin du soleil, dans le creux d'un mur.

Jacques Doyon dans son récit inépuisable, reconstitue avec une scrupuleuse exactitude la liturgie de l'entrée en réclusion... Le résultat est hallucinant.

Quelle aventure ! Transformé en voyeur, on observe, jour et nuit, la vie de cette folle d'homme et le chemin d'un voyage au bout du monde. Un récit lumineux, hallucinant.

La Recluse constitue une surprise presque suffoquée, une grande première, et dévoile enfin totalement ce que depuis la fin du XVII^e siècle l'Histoire, la conscience collective et l'enseignement avaient tant occulté... A lire de toute urgence : on en sort meurtri, « sonné », mais aussi passionné.

Jacques SCHMIDT REFORME



LA VIE LITTÉRAIRE

Marinetti

le provocateur

L'institut culturel italien (1) présente actuellement, dans son superbe sous-sol entièrement rénové, une exposition consacrée au futurisme et, en particulier, au livre futuriste. On sait que F. T. Marinetti accordait une extrême importance à ce qu'il appelait « les mots en liberté » base de la poésie du futurisme, et que cette liberté se traduisait pour lui tout aussi bien par le choix et les combinaisons des vocables que par leur disposition sur la page et leur graphisme même.

Avec le recul de plus d'un demi-siècle, on mesure mieux maintenant le caractère novateur et souvent prophétique des intuitions de Marinetti, dans ce domaine comme en bien d'autres, et les documents — originaux pour la plupart — qui sont présentés dans cette exposition illustrent de façon exemplaire cette activité foisonnante et novatrice des futuristes dans les divers arts du

livre, de la typographie à la mise en page. Par ailleurs, ces mêmes documents sont présentés et commentés dans un remarquable album de G. Lista, publié par les éditions Panini, rédigé en italien et en français et très largement illustré.

MARIO FUSCO.

★ **LE LIVRE FUTURISTE**, G. Lista (de la libération du mot au poème tactile), éd. Panini, 158 p., 30 cm x 27 cm, 200 F. (Diff. en France par France-Images 21, secteur D, 96700 Saint-Laurent-de-Var, tél. : (93) 97-57-57).

★ **Vient de paraître** : F. T. Marinetti, **AUTOPORTRAIT ET LES AMOUREUX FUTURISTES**, témoignages, bibliographie, « Cahiers pour un temps », Centre Georges-Pompidou, 256 p., 100 F.

★ **MAFARKA LE FUTURISTE**, de F. T. Marinetti, coll. « Les derniers mots », éd. Christian Bourgois, 240 p., 100 F.

(1) Institut culturel italien, 50, rue de Valenciennes, 75007, tél. : 222-12-18 (jusqu'au 20 octobre).

« Jack de Nantes »

En 1918, à Nantes, un jeune homme de vingt-trois ans, Jacques Vaché, mourut d'un abus d'opium, avec un ami. Suicidé ? Accident ? Depuis, Vaché, « l'Archange noir » du surréalisme, est devenu un mythe. André Breton, qui le rencontra en 1915, fut ébloui : « Le plus beau des passants qui ait glissé sur moi... ».

Antenne 2 a diffusé un film de Marianne Gosset, *Jack de Nantes*, où les acteurs de cette aventure ont revécu, le temps d'une heure. Sur des extraits des *Pas perdus*, de Breton, et des *Lettres de guerre*, de Vaché, grâce aux témoignages de Pierre Laroche et de M.-L. Vaché, les lieux aussi (la brasserie La Cigale, le passage Pommeroy), revisités, ont brillé de leur éblouissement définitif.

« Je rêve de bonnes excentricités bien senties, ou de quelque bonne fourberie drôle qui fasse beaucoup de morts, le tout en costume mouillé très clair, sport, voyez-moi les beaux sculliers découverts grenat ? » L'allure de Vaché, avant de la retrouver dans le volume d'indites que prépare Michel Carassou (pour février 1985), Marianne Gosset a su en saisir l'essentiel, et le restituer.

RAPHAËL SORIN.

Jean Paulhan

à Nîmes

Une série de manifestations à l'occasion du centenaire de Jean Paulhan auront lieu à Nîmes, sa ville natale, du 27 octobre au 11 novembre. Une exposition est organisée à la Galerie Jules Salles sur la famille de Jean Paulhan, et une autre à la Galerie des Arènes où seront montrés des lettres, des manuscrits, des éditions originales, des correspondances de peintres et d'écrivains, des dessins et des peintures. Une soirée littéraire présentée par France-Culture, comprenant notamment une lecture de textes par Micheline Uzan, aura lieu le samedi 27 octobre au théâtre, à 21 heures. Elle sera précédée d'une lecture de textes de Jean Paulhan par Christian Léger. Une conférence « De Paulhan à J.P. », dimanche 28 octobre à 16 heures dans les salons de l'hôtel de ville. Une exposition philatélique à l'occasion du premier jour du timbre Jean Paulhan aura lieu les 27 et 28 octobre au Palais des congrès.

EN BREF

★ **DES RENCONTRES « ÉCOLE ET PHILOSOPHIE »** auront lieu les 20 et 21 octobre à l'université de Nantes (200, avenue de la République, 92000 Nantes). Le samedi 20 octobre (10 h à 12 h), sont prévues des communications de Jean-François Lyotard, François Chatelet, Jean Hérard, Françoise Best, Bernard Bougeois, et, le dimanche matin, de Bernard Baud, Jean-Claude Milner, Jean-Claude Ponspagnac, François Laruelle et Jacques Rancière. Pour tous renseignements : François Colmeas, 81, avenue Ledru-Rollin, 75012 Paris. Tél. : 344-62-73.

★ **LE CENTENAIRE DE GEORGES RIBEMONT-DESSAIGNES**, qui est né à Montpellier en 1884 et qui fut l'un des animateurs du mouvement Dada, sera célébré par un colloque international, du 15 au 17 novembre, à la bibliothèque de la faculté de sa ville natale. À partir du 15 novembre à 18 h jusqu'au 30 novembre, se tiendra aussi, à la faculté, une exposition sur le thème : « G. R.-D., un écrivain, un homme », avec la participation de la Bibliothèque littéraire Jacques-Doucet. Une seconde exposition, consacrée à l'œuvre picturale de Ribemont-Dessaignes aura lieu du 17 novembre jusqu'au 3 décembre à la galerie Charv, à Vaucluse. (Renseignements : Amis de Georges Ribemont-Dessaignes, Y.-E. Moreau, BP n° 11, Saint-Laurent-de-Var CEDEX).

★ **OU TROUVER UN LIVRE ÉPUISÉ ?** Téléphones d'abord ou venez à la **LIBRAIRIE LE TOUR DU MONDE**, 9, rue de la Pompe, 75116 Paris 288-73-58 et 288-58-06. Si le titre que vous cherchez figure dans notre stock (100 000 livres dans tous les domaines) : vous l'aurez en 24 heures. Si n'y figure pas : nous diffuserons gratuitement votre demande auprès d'un réseau de correspondants ; vous recevrez une proposition écrite et chiffrée des que nous trouverons un livre. AUCUNE OBLIGATION D'ACHAT.

La jeunesse et l'histoire

Après « La vie privée des hommes » (Le Livre de poche jeunesse) collection destinée à ouvrir le passé aux enfants d'âge scolaire, de façon simple et plaisante (beaucoup d'illustrations dans chaque volume), Hachette, dans l'esprit des très célèbres « Vies quotidiennes », a récemment lancé une collection de poche pour les jeunes à partir de dix-neuf ans, soit l'âge de l'entrée au système.

La *Vie quotidienne des jeunes* (1) au temps des pharaons, de la guerre de Troie, de Rome, des Gaulois, des chevaliers, des Mayas et Aztèques, des conquérants de l'Amérique, avec son vocabulaire adapté à l'âge des lecteurs, peut servir à deux fins : lecture de divertissement qui, en même temps, initie à telle ou telle époque, à tel peuple, à ses mœurs, à ses particularités ; livre de documentation capable de doubler l'enseignement scolaire ou d'aider les recherches pour un devoir, un exposé oral. On y trouve des repères chronologiques, un glossaire, des encadrés (les moles du calendrier romain, les femmes grecques, le déshébergement des hiéroglyphes, etc.), quelques illustrations et beaucoup d'anecdotes.

Une troisième collection toute neuve (2) (huit à treize ans) annonce quatre romans d'aventures à thème historique, sous la direction de Pierre Miquel. Le *Premier Chien*, de Jean-Luc Déjean, qui vient de paraître, nous transporte dans la préhistoire, quand les hommes — ici un petit garçon — ayant découvert le feu, capables de chasser et de pêcher, se cherchent des alliés dans une nature hostile.

À paraître prochainement : les *Pilleurs de sarcophages*, la *Croisade des misérables* (sur la Résistance), les *Brigands de la Saint-Michel*, qui se situe dans la Paris de Philippe Auguste.

GINETTE GUITARD-AUVISTE.

(1) Collection « Boches ».

(2) Le Livre de poche jeunesse, chaque volume 25 F.

COLLOQUES
Retour de Diderot en Westphalie

DIDEROT fait recette en Allemagne. On sait que cela ne date pas d'aujourd'hui. Mais le colloque international organisé du 3 au 5 octobre par Siegfried Jünger à Duisburg — qui n'était aux yeux de Diderot, qui n'y arriva en 1772, qu'une modeste petite ville de Westphalie — aura révélé le regain d'intérêt des nouvelles générations de la RFA pour notre écrivain. Jamais on n'avait encore vu en une rencontre de ce genre autant d'étudiants.

Le thème général, « Présence de Diderot » (1) invitait à une large exploration. Les vingt-deux communications et les débats ont mis l'accent, d'une part, sur l'ampleur et la liberté d'une œuvre qui nous concerne pas le lien qu'elle établit entre la littérature et la vie sociale et politique, entre le passé et le futur, entre le sérieux et l'humour, entre la recherche de soi et le souci des autres ; d'autre part, sur les interrogations qu'elle pose, en son refus de tout système dogmatique, à des hommes vivant dans une période de mutations profondes, de crise des valeurs, où le philosophe semble n'éluder le champ de son savoir, que pour mieux mesurer son impuissance relative dans la cité.

À ce colloque, on a aussi formé le projet d'une édition allemande de ses œuvres complètes. C'est la première initiative d'une traduction intégrale de notre auteur en une langue étrangère. On ne pouvait mieux en faire l'annonce qu'à Duisburg, ville natale de Herbert Dieckmann, le pionnier de la redécouverte de Diderot en notre vingtième siècle.

Autre lieu, autre recherche. À Brest, le colloque qui s'est tenu récemment avait pour thème « L'encyclopédie et la mer ». Citadins et marins, les encyclopédistes ont vécu le siècle d'or de la marine à voile et le deuxième âge des grandes découvertes. Quelle place ont-ils au révéler dans leur « dictionnaire raisonné » à la vie marine et maritime ? Telle était la question centrale de ce colloque organisé de main de maître par Jean Balcou à la faculté des lettres et qui associait des universitaires et des officiers de marine en une rencontre inédite.

De la quarantaine de communications présentées (2), il résulte que l'*Encyclopédie*, première grande publication à faire comprendre et, surtout, par ses planches, à faire voir le travail des marins et des pêcheurs, le monde des bateaux et des ports, ne donne qu'un aperçu incomplet des sciences de la navigation, alors en plein essor. Les encyclopédistes contribuent à la diffusion et à l'évolution d'un savoir resté sans cesse dépendant, toujours des légendes. Ils semblent tirer parfois leur lune sous-marine d'un binaire médiéval et préparent, pourtant, par leurs observations, le voile au transformisme.

Diderot n'a pas attendu de voir la mer pour en parler, mais les seuls vaisseaux qu'il ait visités étaient à quel, il n'est que la présence de la mer est partout sensible dans son *Voyage en Hollande*, où la curiosité encyclopédique du philosophe est comme vivifiée par l'air marin.

ROLAND DESNÈS.

(1) Actes à paraître en 1985. Pour tout renseignement, s'adresser à S. Jünger, Römische Universität, Postfach 10 16 20, 4100 Duisburg, RFA.

(2) Actes à paraître en 1985. Pour tout renseignement, s'adresser à J. Balcou, Faculté des lettres, BP 860, 29279 Brest.

★ Organisé par l'UNESCO, un autre colloque sur LA SIGNIFICATION ET LA PORTÉE DE L'ENCYCLOPÉDIE DE DIDEROT, se tiendra à Paris du 23 au 26 octobre. Trois thèmes seront étudiés : l'encyclopédie des arts et des métiers ; signification de l'encyclopédie encyclopédique ; raison, universalité et savoir. (S'adresser à M^{me} A. Souyris, UNESCO, division de philosophie et des sciences humaines, 7, place Fontenay, 75700 PARIS.)

BANDES DESSINÉES
Valeurs sûres

★ **JUNGLE-SUR-SEINE**. — François Boncoq, qui est âgé de vingt-neuf ans, s'est fait connaître, en 1981 (chez Audel), les *Leçons du professeur Bourneaux*, en collaboration avec Christian. Avec les *Pionniers de l'aventure humaine* — qui vient d'être primé à la Convention de la BD de Paris — il s'affirme comme un champion du développement. À partir d'une vie pleinement sublimée, des héros en charnières sont lancés dans des aventures fantastico-érotiques supérieures à celles de Tarzan sort d'un remarquable à briller d'envie. La guerre du Pacifique dans un décor, un « boss » jaillissant de son frigo comme un diable d'une boîte, une ménagerie s'offre — pour l'anniversaire de son époux — des fantômes hauts en couleurs, un employé mobile risquant sa vie dans la jungle du métro-boulot-dodo : tout est prétexte à dérivés imaginaires. Des décors d'une grande profusion, une richesse de traits et de couleurs font de cette lecture un plaisir d'humour.

★ **LES PIONNIERS DE L'AVENTURE HUMAINE**, par Boncoq, Casternaux, Studio (A. suivre), 42 p., 56 F.

★ **ANTISOVÉTIQUE**. — L'antisovétisme primaire de M. Mounin — alias Dimitri — est un héros. Pour un système aventure au goulag Kravon, le héros, dont la physiologie rappelle celle d'une balayette usagée, décide de quitter la France — où il souffre à l'usine — pour se retrouver derrière le rideau de fer dans les bras de la pulpeuse Loubinka, la Brigitte Bardot des steppes. Impuissant au lit, il est, en revanche, doté d'une formidable frappe de balle qui en fait un héros de football soviétique. Un match se joue à Paris, les supporters de l'Est venant en blindés soutenir leur équipe. La dévotion contre le goulag : on peut toujours rêver que cela suffise...

★ **LE MATCH DU SIÈCLE**, par Dimitri, Albin Michel, 98 p., 55 F.


★ **CLIN D'ŒIL**. — Les aventures de Thierry Laidoux, le héros de Goffin et Rivière, une sorte de Tintin rouquin dont la houppe aurait beaucoup grandi et qui porterait des lunettes, le conduisent, après le *Réseau Madou*, en Afrique. Sur les traces de son lointain ancêtre (Tintin au Congo) : le jeune homme est plongé avec le *Mine de l'étoile* dans un pôle où se mêlent les talents du colonialisme, des intérêts mercantiles et des affaires de famille. Là encore un détournement de la ligne hergélienne, des décors — jusqu'aux automobiles des *Sept Boîtes de cristal* — un héros futur, un univers d'autant plus arctique qu'il est dessiné avec une netteté absolue.

★ **LA MINE DE L'ÉTOILE**, par Goffin et Rivière, Casternaux, 44 p., 36 F.

★ **REINCARNATION**. — Spirou et Fantasio avaient une paternité nombreuse. Après Rob-Vel, Jig, Franquin, Fournier, puis Broca, qui, successivement, contribuèrent aux multiples aventures de ces deux héros (32 albums publiés chez Dupuis), voici un couple parental nouveau avec Tome et Jarry. Agés tous deux de vingt-sept ans, Tome (Philippe Vandewilde) et Jarry (Jean-Richard Gault), redonnent-ils à Spirou et Fantasio leur vitalité perdue au fil des ans ? Leur premier album — *Virus* — permet de l'espérer. Les héros sont moins sûrs d'eux, mais ils revivent, et c'est l'essentiel.

★ **VIRUS**, par Tome et Jarry, Dupuis, 46 p., 32 F. BRUNO FRAPPAT.

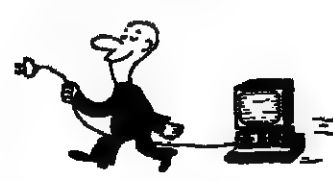
enfin la "micro" facile!



Joël et Stella de Rosnay

BRANCHEZ Vous!

L'ordinateur en tête à tête



OLIVIER ORBAN

OLIVIER ORBAN

● POLITIQUE

« Bonjour, monsieur Jacquier »

Les Mémoires de Michel Debré ou la traversée de trois Républiques

DÉJA des Mémoires ! Qui ne s'étonnera en lisant la signature de Michel Debré sur le premier tome de Mémoires que publie aujourd'hui l'ancien premier ministre ? Comment un homme d'action aussi fébrile que lui, toujours engagé dans le combat, même lorsque l'on croit qu'il n'y en a pas, insaisissable agitateur d'idées, sans cesse vibrant d'enthousiasme ou d'indignation, qui cherche sans arrêt à imaginer l'avenir et ne désespère jamais de convaincre, comment un tel vibron a-t-il eu encore le temps, entre mille articles et mille discours, de se pencher sur son passé ?

Son passé ? Le mot ne convient pas, tant les actions d'hier sont toutes chez Michel Debré des leçons pour demain. Et ces Mémoires s'accommoderaient mieux du féminin singulier, tant à travers sa propre expérience et celle des autres il enchaîne l'histoire. La mémoire chez lui est forme d'action et source de morale. Ceux qui connaissent aujourd'hui l'alerte jeune homme qui fait oublier qu'il est né un 15 janvier 1912 ne s'étonneront pas que son plus tendre souvenir d'enfance soit d'avoir vu, le jour de l'armistice de 1918, Poincaré et Clemenceau place de la Concorde !

Le ton est donné par cette image patriotique et républicaine. Ce sera le sens de sa vie, comme il le montre tout au long de ces pages qui s'arrêtent en janvier

1946 avec le départ de de Gaulle, et qu'il a placées sous un concept éloquent : « *Combattre* ». C'est donc une véritable « ode à la France » que chante ce patriote infatigable, à travers les trois Républiques qu'il a connues.

Trois hommes ont contribué à la formation humaine et politique — on pourrait même dire éthique — de Michel Debré. Son père, le professeur Robert Debré, mort en 1978 à quatre-vingt-quinze ans, fut le modèle admiré et parfois l'inspirateur du futur premier ministre. « Mon père, reconnaît-il, m'a appris l'esprit de tolérance, le respect de la vie, le sens du réel, le goût de la science et des belles lettres, l'ardeur à bien remplir son existence. » Quel programme ! Le fils du professeur n'a pas de peine à montrer qu'il fut un disciple de cet humaniste.

« Une vision pessimiste et un comportement optimiste »

Jeune auditeur au Conseil d'Etat, Michel Debré a la chance d'entrer au cabinet de Paul Reynaud, alors ministre des finances, et il reconnaît en lui le seul homme d'Etat qui s'efforce d'enrayer le déclin du pays.

De cette expérience viendra la vocation ultérieure de Michel Debré, puisqu'il écrit : « J'ai vécu la politique comme une exigence nationale, morale et

humaine. » Mais il tire déjà une leçon qui confirmeront les étapes de sa carrière : « Je dois à la politique une vision pessimiste et un comportement optimiste. »

Et c'est Paul Reynaud qui lui montre un soir de mars 1939 la lettre d'un colonel signée Ch. de Gaulle, qu'il ne rencontre pour la première fois que cinq ans plus tard à Laval et qui le saluera d'un simple « bonjour, monsieur Jacquier », son nom de Résistance. Mais, dès la défaite de 1940, et sans être jamais allé à Londres, Michel Debré est devenu à la fois « gaulliste d'Etat et gaulliste de cœur ».

On s'étonne moins de la mémoire vétéreuse de l'auteur lorsque l'on sait qu'il a été un lecteur boulimique et que la clandestinité lui a imposé d'apprendre tout par cœur. Il retrace avec minutie aussi bien les événements de sa vie privée que les épisodes de sa carrière publique ou les aventures de sa résistance.

Ainsi placé à l'intérieur du système, il fait mieux comprendre la révolte et la « colère » des jeunes serviteurs de l'Etat devant la passivité et l'incapacité des dirigeants politiques d'avant la guerre, dans lesquels il voit « l'association de la médiocrité et de la lâcheté ». Il y puise cette sorte d'exaltation — qui ne le quittera jamais — et qui s'inspire, reconnaît-il, des Romains de la République qui voulaient la grandeur dans la liberté.

C'est dire suffisamment que les récits de Michel Debré sont l'occasion, on dirait presque le prétexte, de méditations politiques, et de jugements sur les hommes et les événements. Tout naturellement, dès 1941, il refuse l'Occupation, s'engage peu à peu dans la Résistance pour entrer dans la clandestinité totale dès le début de 1943. Il rencontre « Max » sans savoir que c'est Jean Moulin, dont il ne pense pas qu'il ait été un « compagnon de route » du Parti communiste.

Il souligne que c'est, en 1943, à partir de l'instauration du service du travail obligatoire en Allemagne que les communistes sont entrés massivement dans la Résistance avec comme objectif la prise du pouvoir à la Libération. Toutefois Michel Debré ne trahit pas le point de savoir si le PC a tenté d'assassiner de Gaulle lors de son entrée dans Paris, mais il pose la question. Le livre fourmille de souvenirs qu'illustrent des portraits d'hommes devenus célèbres ou de héros demeurés inconnus. La vie cachée, les rencontres secrètes, les disparitions soudaines sont décrites avec émotion.

Parmi les pages les plus neuves et les plus fouillées figurent celles concernant la Comité général d'études, chargé d'élaborer la doctrine administrative et économique de la Résistance pour « libérer l'Etat des féodalités ». Michel Debré lance à cette occasion quelques idées neuves : la participation des travailleurs, la sécurité sociale, le Plan. Il pense aux institutions et voit le futur président de la République comme un « monarque républicain », élu pour sept ans non renouvelables. Il écarte la représentation proportionnelle pour l'élection des députés. De Gaulle ne le suivra pas sur ce point craignant « que le Parti communiste ne profite trop d'un scrutin majoritaire ».

L'esprit de Vichy

Michel Debré est ensuite désigné pour organiser la relève de l'administration dans les ministères et dans les provinces, afin que la Libération « soit ordonnée et ne soit ni gâchée ni révolution ». Il nomme les commissaires de la République dans chaque région et devient l'un d'eux à Angers. Mais tout cela ne se fait pas sans mal. L'auteur rappelle les rivalités, les luttes d'influence entre réseaux, les rancunes et les obstacles. On est un peu surpris de voir les photos de ce jeune homme, qui a encore la silhouette d'un étudiant, assis au bureau du préfet de région d'Angers.

C'est ensuite, auprès de de Gaulle, l'avalanche des réformes conçues par ce jeune conseiller si fécond et si impatient, puisqu'il sent bien que « la Résistance a éclaté dès son accès au pouvoir ». Il obtient cependant la création de l'Ecole nationale d'administration, œuvre révolutionnaire, si en fut, à cette époque.

Mais le jeu des partis se déchaine de nouveau. De Gaulle se sent impuissant et se retire, écrivant à son collaborateur : « Il m'a paru essentiel de tirer de la boue ce qui ne doit pas y être. » A son deuxième départ, le 29 avril 1969, le général confiera à son ancien premier ministre : « Nous n'avons jamais pu venir à bout de l'esprit de Vichy. » Mais, en janvier 1946, Michel Debré ne désarme pas. Il décide de quitter le service de l'Etat pour la politique, « c'est-à-dire pour le retour du général ». Il lui reste à parcourir et à nous narrer encore deux Républiques « pour une France ».

ANDRÉ PASSERON.
* TROIS RÉPUBLIQUES POUR UNE FRANCE, par Michel Debré, tome I, 480 p. Albin Michel, 120 F.

ROBERT LUBERUS dans "UNE ÎLE AU SOLEIL" L'ALBUM DE BD À DÉCOUVRIR ENVOI DIRECT 42 F. (64 pages) B.P. 229, 55106 VERDUN (documentation contre un timbre)

Christian Roulette

Jean-Paul II
Antonov
Agca

La filière

« Un livre passionnant... La démolition de la plus grande forgerie de l'après-guerre. » Francis CRÉMIEUX, France-Culture/Le Monde contemporain.

Important Editeur Parisien

recherche pour ses différentes collections manuscrits inédits de romans, poésie, essai, théâtre. Les ouvrages retenus feront l'objet d'un lancement par presse, radio et télévision. Adressez manuscrit et C.V. à la Pensée Universelle 4 rue Charlemagne, 75004 Paris - Tél. 887.08.21. Conditions fixées par contrat. Notre contrat habituel est défini par l'article 49 de la loi du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire.

la pensée universelle

Joffrin



Laurent Joffrin
LA GAUCHE
EN VOIE
DE
DISPARITION
Comment changer sans trahir ?

Le mérite du livre de Joffrin est de cadastrer avec précision l'archaïsme de la pensée et de l'outillage intellectuel de la gauche. Pierre Daix / Le Quotidien

Laurent Joffrin pétite de formules et déniche les saints de sa paroisse avec cette alacrité que connaissent les polémistes. Jacques Julliard Le Nouvel Observateur

Un livre remarquable de lucidité et d'écriture, dévoré hier et qui, écrit par l'un de mes confrères de Libération, est l'une des meilleures analyses politiques qu'il m'ait été donné de lire depuis trois ans. Henri Amouroux / Rhône Alpes

Collection L'Histoire immédiate dirigée par Jean-Claude Guillebaud, 79 F

S E U I L

Galerie d'énarques

RAREMENT institution aura provoqué tant de passion que l'énarchie. Ses partisans « proches » nourissent bien souvent à son égard des sentiments confus et contradictoires d'amour-haine. L'un d'eux s'est furtivement camouflé sous le pseudonyme de Saint-Guilhem — la rue de Sciences Po — pour donner ses leçons, non sans quelque prémonition (c'est un défaut de la maison).

A travers une dizaine de portraits d'énarques dont aucun n'est vrai mais tous ressemblants, l'auteur dresse une vivante galerie de ces « petits messieurs » que l'Ecole forme depuis quarante ans. Placent ses sujets dans des situations administratives véridiques, Saint-Guilhem met à mal bien des respectabilités. L'opportunisme, l'arbitraire, l'intrigue, la veulerie, la recherche de sincères même insipides se rencontrent sans doute dans la haute fonction publique, mais le trait est ici souligné et parfois pittoresquement troussé. On sent bien aussi que, pour l'auteur, « le funeste scrutin de 1981 » n'a rien arrangé. Il se dégage donc de ces pages une image un peu désespérée et désespérante de l'administration.

Grâce à ces confessions d'un membre de la nomenclature française font ressortir le « gigantesque gaspillage individuel et social » des élites, dû à l'absence de contre-pouvoir, à la bureaucratie de l'Etat, au refus de l'initiative et des responsabilités. Un seul remède, mais peut-être à la fois trop vaste et un peu court, selon Saint-Guilhem : « Libérer les hommes et privatiser l'Etat. » Utopie ?

A. P.
* LE GASPILLAGE DES ÉLITES, de Saint-Guilhem. Robert Laffont-Bonnel, 185 pages, 70 francs.

SCIENCE & VIE

Un grand quotidien américain, le Wall Street Journal, dénonce la fabrication par les Soviétiques, de terribles armes biologiques. Des savants auraient intégré dans des virus courants, celui de la grippe par exemple, les gènes responsables de la fabrication du venin de cobra.

Tellement épouvantable, que l'on a du mal à imaginer ! Science & Vie raconte... et commente cette enquête explosive.

Découvrez aussi dans le même numéro :
• Les enfants du froid, ou comment la cryobiologie est en train de créer une nouvelle race de hors-la-loi.
• Télécom, la France contre l'Europe... à 36 000 km d'altitude.
• Les scanners, ces récepteurs radio maudits.

En vente partant 12,50 F.



De Gaulle sur le divan

QUE faire dire encore à de Gaulle ? Bien que tout ou presque ait été dit sur lui, le « vieux roi » ne s'est pas encore entièrement confié. Pierre Solé et Michel Cazenave l'ont donc allongé sur le divan et se sont partagé la tâche. Le premier l'a interrogé de sa naissance à 1940, le second, normalien, ancien jeune gaulliste de gauche, s'est occupé de la suite. Les deux auteurs se sont demandé tout à la fois comment les Français avaient pu admettre à plusieurs reprises qu'un homme singulier incarnât littéralement la France et comment Charles de Gaulle avait si naturellement cédé sa place au général de Gaulle. Plus qu'une psychanalyse, c'est une double « mythanalyse » de de Gaulle et des Français qui nous est proposée. Elle est, par certains côtés, bien surprenante.

A. P.
* MOL, DE GAULLE, par Michel Cazenave et Pierre Solé. Ed. Imago, 246 pages, 98 F.

● PORTRAITS

Le « désespoir actif » de Christiane Rochefort



Une visite chez la romancière qui parle de ses détresses et de ses colères.

Il faut suivre avec précision les indications : au fond de la cour à gauche, derrière les plantes vertes. Ce doit être là, où il n'y a ni nom ni sonnette, dans cette curieuse maison basse avec une cour pavée, un jardin et un grand portail, une petite maison provinciale égarée dans le Paris rénové. Quand Christiane Rochefort ouvre la porte, on ne voit d'abord que son regard bleu, pâle à en être transparent, puis deux chats noirs, élégamment couchés sur un fauteuil, dans une pièce au désordre accueillant, où l'on a envie de s'asseoir pour bavarder.

Parler, Christiane Rochefort le fait comme elle écrit, avec des phrases brèves, des métaphores, avec conviction et enthousiasme, parfois avec tristesse, avec sa violence tendre et son agressivité chaleureuse. Après un roman troublant et cruel — *Quand tu vas chez les femmes* (Grasset 1982 ; le Monde du 14 mai 1982), — puis deux ans de silence, elle est de retour avec un livre étrange et déroutant, à son image. *Le monde est comme deux chevaux* répond parfaitement au titre et au projet de la collection qu'il inaugure, « la part obscure », où l'on demande à des écrivains « un texte que l'on n'a pas coutume de lire sous leur plume », car « la part obscure... encore » selon l'expression de Saint-Exupéry, « n'est pas obscure en elle-même. Elle est cet espace d'une œuvre qui n'a pas encore été éclairé ».

« Moi, j'avais comme une sorte de laboratoire, des textes

plus ou moins automatiques, avec un climat, explique Christiane Rochefort. Je les gardais depuis plusieurs années dans une chemise. Quand une amie, Egil Errera, m'a proposé de participer à la collection qu'elle lançait, j'ai sorti ce que j'avais déjà et je me suis retrouvée en train de faire le livre. C'est très agréable de publier quelque chose qui n'est pas de sa manière habituelle. Tous les écrivains souhaitent échapper à leur image de marque. Je n'en connais pas un qui, après avoir été reconnu, ne rêve d'écrire sous un pseudonyme. Dans *Le monde est comme deux chevaux*, j'ai une écriture complètement irrationnelle. C'est sous la force d'une émotion. Il y a une unité, mais je ne peux pas la formuler autrement qu'en parlant de climat ».

Il y a là, au milieu de choses plus anodines, du meilleur Rochefort, cinglant et bref, pour rappeler un droit, exprimer une crainte — « France, démocratie. Tous les soupçonnés seront arrêtés » (p. 91), — pour dire la peur, la détresse, la haine « la haine m'est restée, me reste : un miracle. Tout ce que j'ai. A chaque réveil je la retrouve aussi fraîche, pimpante. C'est d'elle que je vis » (p. 17). Les « détournements » d'actualité, des nouvelles brèves revues et corrigées, sont très travaillées, parfois furieuses et sauvages, souvent empreints d'un humour grinçant — « Le PNNFN (parti nouveau des nouvelles forces neuves) demande le renvoi des immigrés de

la quatrième génération dans leurs pays respectifs. Les pièces détachées seront exemptées des droits de douane » (p. 93).

Écrits jour après jour, ces textes ne constituent pourtant « en rien un journal ». « Ce sont des coups d'inspiration ». Dans l'éparpillement des chapitres — « Exercices pour ne pas espérer », « Elle écoute », « De la dévotion », « Réponse à la réponse », etc. — on retrouve deux personnages, un homme et une femme (« Elle ») jamais nommés, plus un narrateur, reliés, selon Christiane Rochefort, par « une cohérence romanesque ». « C'est une sorte de roman-puzzle, à reconstituer par le lecteur. C'est un texte qu'on ne peut pas consommer. Il faut participer. Je suis bien contente de ça ».

La beauté de la main religieuse

« Beaucoup de choses que j'attribue à « Elle » me sont arrivées », ajoute la romancière. On s'en doutait un peu que Christiane Rochefort était cette femme blessée, attentive « au monde comme il va », à l'actualité (elle lit les petites nouvelles dans les journaux, écoute les informations à la radio en prenant des notes) et aussi à la nature — la végétation, la faune et leurs mystères. Fascinée par les oiseaux migrateurs, les insectes, elle peut en parler pendant des heures, comme elle passe des heures à les observer. « Je veux démythifier la main religieuse en tant que mange-mâle », dit-elle, cependant qu'elle en dessine une, pour montrer combien elle

est magnifique, pour la réhabiliter, « lui rendre sa beauté, sa perfection extraordinaire ».

C'est avec toutes ses passions, ses terreurs, ses folies, que Christiane Rochefort a écrit *Le monde est comme deux chevaux*. On peut détester ce livre, certains jours — on définitivement, — il irrite, parfois, laisse désemparé, souvent, mais jamais tranquille. « C'est bien ainsi, estime-t-elle. Ce n'est en aucun cas un texte cathartique. Je n'aime pas les livres dont on sort soulagé. Mais de celui-ci on devrait sortir avec un désir de résistance ». Il est « contre la défaite », et Christiane Rochefort s'y sent en accord avec elle-même, avec son « désespoir actif », sa « perdition pas désespérée », ses désirs d'écriture poétique et chaotique.

Elle a voulu se donner entière, au milieu des cris, des colères, dans sa révolte contre le non-respect du droit, contre l'indifférence, les enfermements — dans les prisons ou dans les images : « C'est dans ces dernières qu'on cherche à mettre les écrivains. On veut les figer dans leurs succès. Après le Repos du guerrier, j'aurais pu faire dix romans du même tonneau. Certains l'attendaient ». Contre tout cela Christiane Rochefort a choisi la liberté et le risque. Et dans ce livre à ouvrir à n'importe quelle page, à lire par bribes ou dans sa continuité, à décomposer et recomposer, elle est là, sans détour, cette petite femme à l'œil bleu, avec, simplement, un vrai amour de la vie et de la tendresse.

JOSYANE SAVIGNEAU.
* LE MONDE EST COMME DEUX CHEVAUX, de Christiane Rochefort, Grasset, 223 p., 62 F.

Les secrets de Fardoulis-Lagrange

« PEUT-ÊTRE Michel Fardoulis-Lagrange est-il moins un écrivain au sens conventionnel qu'un milieu conducteur, l'homme des débuts de l'homme, la mauvaise conscience d'une matière rebelle à tout éclairage. » Le jugement de Georges Hénin (1) explicite pourquoi les critiques, empressées à remuer la pécotille du moment, ont fait l'impasse sur un homme assez désagréable, ni poète, ni romancier, ni philosophe, et si dégoûté de ce qui se rumine dans les aléas du savoir.

Fardoulis-Lagrange, depuis quarante ans, marche seul, avec une persévérance que l'estime de ses amis, Georges Bataille ou Michel Leiris, a pu, quand même, encourager secrètement.

« La grande littérature est anonyme », Fardoulis-Lagrange — stature imposante, regard intense, parole lente et sûre — n'aime pas les interrogatoires. Il consent à dire qu'il est né en 1910, au Caire, d'un père grec et d'une mère française. Il suivit sa famille en France et revint en Égypte après deux ans. « Il me reste quelques images fortes de ce retour. On était en tramway jusqu'aux pyramides. Je me suis souvent promené le soir au bord du Nil. » Fardoulis-Lagrange découvre le marxisme en écoutant un marchand d'éponges chez qui quelques fidèles se réunissaient. « Je suis entré aux Jeunesses communistes à Paris, puis au PC où l'on m'a mis à l'agit-prop. En 1936, au Congrès de Villaurbanne, j'ai été exclu ».

En 1942, avant Volonté d'impudence (2), au titre « cahier-bourgeois en forme d'énigme » (3), Fardoulis-Lagrange fait paraître un roman, Sébastien, l'astute et l'orgueil (4), qui raconte l'aventure d'une famille au plan absent et reproduit les échanges entre trois frères, Horace, Barnou et Sébastien. « Après avoir lu Sébastien, Eluard et Bataille m'ont écrit. J'ai vu le premier, qui se cachait à Paris, le second, je l'ai rencontré à Vézelay. Bataille a conçu alors le projet d'une « société secrète » dont je serais, avec Blanchot, Queneau et Leiris... En 1944, reprenant le thème de Biron, « nous sommes les voyageurs du troisième corps », Jean Maquet et moi allions rapprocher autour d'une revue, Troisième Corps, Artaud, Hénin, Bataille et de Solier ».

« Je sais déjà le jour et l'heure de ma mort »

En marge du surréalisme, Troisième Corps renouait à porter le scandale dans les classes bourgeoises pour l'inscrire au cœur de la problématique de l'existence. De ses années près de Bataille, Fardoulis-Lagrange a tiré un livre-portrait, G.S. ou un ami présumé (5). Il souhaite aussi se souvenir de Jean Maquet, disparu en 1982. « Maquet était un autre Rimbaud, venu de sa province du Nord, un élève de Jean Genet, qui choisit de s'enterrer à Mouchy... »

Des cadres du surréalisme, Fardoulis-Lagrange s'enfonce encore Nécia, « qui échappe par miracle à une recherche un peu pesante, ailleurs, de la beauté, et où l'automatisme ne dirige pas les mots à la surface de la page, sans engager complètement leur émetteur ».

Si on a lu Memorabilia (6) et l'Observance du même (7), des textes hantés par l'attente de l'éternel retour, où des enfants et des héros se donnent la main dans un temps à toujours là, Théodice, dernier livre de Fardoulis-Lagrange, semble accomplir au point de se débarrasser des commentaires. Allez-y voir. Entrez dans ce champ rempli d'échos. « J'ai écrit Théodice dix-huit fois, dit simplement Fardoulis-Lagrange. J'étais attentif aux évanescences du langage mais il fallait que tout fût parfait, irréprochable même. La nostalgie de la lumière et de l'enfance continue à me fasciner... » Étranger à l'existentialisme, au nouveau roman, à Teilhard, Fardoulis-Lagrange n'est pas pris de céder aux modes. « Il faut sortir du triangle infernal Duras, Blanchot, Char. On voit le feu à l'intérieur de la caverne, jamais le soleil, Bataille, surtout par sa parole, le rendait visible. Chez moi, l'absence vient aussi des rêves. J'en fais des prémonitions, comme un médium. Ce sont des oracles. Je sais déjà le jour et l'heure de ma mort ».

RAPHAËL SORIN.

* THÉODICE, de Michel Fardoulis-Lagrange, postface de Eric Bourde, Calligrammes, 196 p., 128 F. Distribution Diélique (9, rue Edmond-Jaques, 75014 PARIS).

- (1) Préface aux *Caractères de l'athéisme*, Le Terrain vague, 1959.
- (2) Fontaine, 1944.
- (3) Hubert Haddad, dans M. F.-L. et les évidences occultes, Payot, 1977.
- (4) Deresse.
- (5) Le Soleil noir, 1969.
- (6) Belfond, 1968.
- (7) Payot, 1978.

MARIE-CLAIRE BANCQUART

ANATOLE FRANCE

UN SCEPTIQUE PASSIONNÉ

« Une foisonnante biographie de ce "maître à penser" dont la gloire fut universelle... phare de toute une génération... proche de nous par les idées. »

Jean-Didier Wolfson / L'Express

« Travail d'érudition mais aussi un livre engagé sur un homme qui, de son vivant, fut admiré autant que dénigré. »

Geneviève Brisac / Le Monde

CALMANN-LÉVY

Collection « Sociologie » 416 pages - 145 F

LA TRADITION SOCIOLOGIQUE

Par Robert A. Nisbet

La sociologie n'est pas sortie toute armée de la cuisine de Jupiter. Elle n'a pas été inventée par Comte, Marx ou Durkheim. Elle procède de la rencontre éparpillée du conflit entre des mouvements de pensée très divers, dont l'origine remonte bien au-delà de la date officielle de naissance de cette discipline.

puF

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

مكتبة من الأدب

Un nouvel autoportrait de Jack-Alain Léger

Patrick Thévenon

disciple de Gide et Cioran

PIANO, CANTIERI, NETWORK CREATION. E' QUESTO IL
 NUOVO CONTRATTO DI COOPERAZIONE "COLLABORATIVE"
 CHE NASCE DA UN CONSENSO DI FONDAMENTALE
 IMPORTANZA: LA PIU' IMPORTANTE DEL TERZO SECTOR.

autument

PLON

LETTRES ÉTRANGÈRES

Larry et Alf
les amis de Henry

Durrell et son immense quintette loufoque

Avignon capitale du Mal dans les mille et une nuits de l'homme moderne.

EN prenant de l'âge et en buvant du tavel dans sa Provence « délectable » - c'est son adjectif pour sa patrie d'adoption - Lawrence Durrell, toujours aussi subtil, devient plus farceur et plus enclin à la métaphysique. Dans le premier volume de son *Quintette d'Avignon*, il avait dès le titre : *Monsieur ou le Prince des ténèbres*, vendu diaboliquement la mèche (1). Voici, dans leur traduction française irréprochable, les deux suivants : *Livia ou Enterrée vive* et *Constance ou les Pratiques solitaires*. A côté de cette grande plantation en quinquonce, le *Quatuor d'Alexandrie* prend, rétrospectivement, des allures de jardin à la française.

Qu'un autre se risque en effet à une œuvre aussi foisonnante et déroutante, et le lecteur lui claquera le premier tome au nez. Mais le « damned Larry ! » sur lequel on achève ce millier de pages est plus admiratif qu'excédé. Quelle maîtrise ! Et pourtant, gare à qui voudrait suivre le moindre fil de la pelote que le gros matou embrouille à plaisir.

Comme le dit l'un de ses nombreux porte-parole : « Un livre, c'est un tas de trous attachés entre eux avec de la ficelle. »

Le narrateur passe la main, d'un chapitre à l'autre, sans crier gare. Les personnages travaillent à mi-temps dans des romans précédents ou à venir. Le cas échéant, ils s'engendrent les uns les autres par la magie de l'écriture. Ainsi, Sutcliffe est né de l'imagination du romancier Blanford, et il n'ose pas le regarder en face. C'est sur ce tête-à-tête que s'ouvre *Livia*, et - une fois n'est pas coutume - cette attaque, d'un humour britannique sophistiqué, est laborieuse. Pas la suite...

Tenter de raconter l'histoire est, comme le dit l'un des héros, « aussi futile que de fonder une société pour l'abolition du mauvais temps ». Ce premier tome nous avait installés près d'Avignon, à la veille de la dernière guerre, en compagnie de subtils Anglais « aux belles malles », comme disait Aragon, et d'Égyptiens raffinés.

Des effets de stéré

Nous avions traqué le secret du trésor des templiers avec un descendant gnostique de l'âme damnée de Philippe le Bel. Voici maintenant *Livia*, belle, glacée, incisive et névrosée, qui mourra borgne et nazie. Voici sa sœur

Constance, souriante, tendre et psychanalyste, qui connaîtra, avec un bel amour égyptien, un amour aussi voluptueux que bavard avant de diriger la Croix-Rouge en Avignon.

Blanford, le romancier, aime *Livia*, ce qui n'est pas une sinécure. Lord Galen, riche Anglais,

Larry le farceur prend un plaisir communicatif à cette jonglerie. Dieu, qu'il aime brouiller les pistes ! Un petit exemple entre mille dans *Livia*. Sutcliffe fait soigner sa bien-aimée Pia à Vienne sur le divan de l'oncle Freddy. Entre deux pâtisseries, ils lient amitié avec une « Slave

à la Libération, Avignon dans une apothéose de bombardements - on se croirait à Dresde ! - et une délicate fiesta. Attendons la suite...

Reste que, dans cette invraisemblance, la ville existe et devient même - sinistre et irradie - le principal personnage du

guerre, - il s'est rangé du côté de la guise, de l'antique doctrine du total refus. Pour elle, la création est un cloaque, œuvre d'un imposteur qui, au commencement de tout, a détrôné le Bon Dieu. Victime de cette flow-terrie initiale, l'artiste n'a plus qu'à refaire le monde à sa manière. A lui, et à lui seul, de réunir les membres dispersés d'Osiris, de faire se rejoindre les âmes séparées par le scandale premier, de retrouver l'harmonie du ciel perdu, ce que les gnostiques appelaient la splendeur du Piérama.

Tel est le rêve de Durrell. Pour réparer la chute, lui qui se veut « l'enfant de Donatovski et de Lawrence », il fait la nique à Jésus, à ses pompes et à ses œuvres. Monsieur, prince des ténèbres, est le vrai maître du monde. Il faut donc danser gaillardement le vieux tango du sexe et de la faute. Bien sûr, il y a Freud auquel Larry consacre des pages cocasses, avec la fascination agacée de celui qui a besoin et peur de l'analyse. Mais le saint est ailleurs, dans l'imaginaire rédempteur.

Il n'est pas besoin d'attendre le quatrième tome, *Sébastien*, puis le dernier pour deviner ce que sera le *Quintette*. Un immense roman débridé, initiatique et loufoque, débordant de sagesse, de fantaisie et d'aventures. Les mille et une nuits de l'âme moderne saisie par le mal du cosmos.

P.-J. FRANCESCHINI

★ **CONSTANCE OU LES PRATIQUES SOLITAIRES.** - Gallimard. Traduction de Paolo Guivarch. 434 p. 95 F.

★ Les deux premiers tomes du « Quintette d'Avignon » sont : **MONSIEUR OU LE PRINCE DES TÉNÉBRES** (1976) ; **LIVIA OU L'ENTERRÉE VIVE** (1981).

(1) Voir compte rendu de Jacques Pélissier dans le *Monde* du 10 décembre 1976.



Dessin de BÉRENICE CLAEVE.

a le « sentiment de son unicité » en lisant le *Financial Times*. Il croit que Hitler va offrir une patrie à ses coreligionnaires juifs et entraîne le prince Hassad dans une vaine équipée à Berchtesgaden. Sutcliffe, grand auteur d'aphorismes sarcastiques et désespérés, semble bien - comme le Purswarden du *Quatuor* - passer pour le compte de Durrell. Et puis il y a un général de la Wehrmacht qui a couché avec sa bonne polonoise, une belle lesbienne noire, « grande pute de mer en quête de plancton », qui mourra à Angkor. Et, toujours, l'Égypte vue du Nil « palmiers, tombeaux, routes à eau, palmiers, îles apparaissant et disparaissant dans la brume ».

Lou et l'oncle Freddy

Mais comment donner la moindre idée de cette imagination virulente et folle, de ce fascinant « continuum de mots » ? Si le *Quatuor* s'interrogeait sur la stabilité de l'ego, le *Quintette*, selon son auteur, « met en question la séparation, l'individualité ». En vieux sage chinois qu'il est, Larry sait qu'une vie humaine est trop brève, qu'on n'y apprend rien, et il organise dans son roman la transmigration des âmes. « Ce que je cherche, disait-il il y a quelques années, ce sont des effets de stéréophonie, de stéréoscopie. » Il y parvient en faisant se télescoper les âmes et les instants : Je est un autre qui, bien des années plus tard, comprend le sens d'un regard ou d'un silence, reçoit la clé d'une énigme.

spectaculaire, superbe, dont les formes harmonieuses, l'ampleur charnelle extravagante étaient étonnamment excitantes. Elle était écrivain, disciple récente de Freud, et parlait de poètes alors inconnus comme Rilke et même Nietzsche, qu'elle affirmait avoir connus... Bien sûr, lecteur perspicace, c'est Lou Andras Salomé, en retard d'une avant-guerre et plantureuse, elle que Nietzsche trouvait « une petite guenon maigre ». Durrell joue à cache-cache, et il faut être deux !

Hélas ! dans *Constance*, le temps se couvre avec l'irruption de la guerre. Injuste et un peu hargneux, Durrell assure que les Parisiens ont reçu l'envahisseur de façon « hystérique et obséquieuse ». Et comme il entend bien que son Avignon soit la capitale du Mal absolu, parce que jadis débanchée par les papes, le voici qui s'empêtre dans un récit hautement farfelu du conflit.

Vu du fameux pont. Des trains de déportés juifs se succèdent dans la ville où les nazis pendent aux balcons jusqu'à « un jeune homme et son chien », tandis que les officiers de l'armée d'occupation font cadeau aux putains locales de « croix gammées enivoirées ». Sacré Larry ! Heureusement, son héros-romancier Blanford, qui ne veut pas voir ces horreurs peu historiques, s'en va faire un tour en Égypte sur un yacht princier et nous donne à respirer un air plus délié. Mais le lecteur sceptique devra retrouver,

Quintette. Tour de force de romancier que cette évocation hallucinée ! Et, sans doute, preuve par l'absurde que Durrell a pris le bon parti. Dans sa haine du monde moderne - et de la

Lawrence le Magnifique
selon Vladimir Volkoff

COMBIEN justifiée l'admiration de Volkoff pour Durrell ! Mais aussi envahissante, raisonneuse et un peu tirée de couverture. Son essai se compose de deux parties quelque peu disjointes. Dans la première, le romancier habile et sage du *Retour à la vie*, qui a lu le *Quatuor*, plume en main, s'émerveille de l'ingéniosité du montage et en décompose le mécanisme. Belle démonstration où le moindre répétition, intentionnelle ou non, à cinq cents pages d'intervalle est décelée et sondée.

Les futurs auteurs de thèses universitaires sur « L'idée d'empyrie chez Durrell » ou « Vérité et tendresse chez Cléa » trouveront leur miel dans ces pages.

Mais Volkoff ne s'en tient pas là. Il veut absolument que son idole ait créé le « roman relativiste », inaugurant le « classicisme de l'an 2000 ». On se perd un peu dans cette démonstration qui théorise par trop à grand renfort de « continuum espace-temps » et de « perspectives cubistes ». Si les personnages du *Quatuor* « composent un cristal qui ne peut demeurer incomplet, un casse-tête chinois qui a besoin de toutes ses pièces » comme dans tout roman, faut-il en fournir la « formule esquissée à partir de la molécule centrale Justine-Darley-Mollise-Nessim » qui s'étale, en pleine page, comme dans un manuel de chimie ?

Volkoff est plus convaincant lorsqu'il compare son saint patron à l'agent de renseignement jouant avec maîtrise de toutes les techniques de l'« intoxication » et de la « désinformation ». Car « l'écriture en code est commune aux officiers de renseignement et aux gnostiques ».

P.-J. F.

★ **LAWRENCE LE MAGNIFIQUE**, de Vladimir Volkoff, Julliard. « L'Age d'homme », 140 p. 65 F.

Vienne, Alois Riegl
et le « culte des monuments »

ALOIS RIEGL était autrichien, né à Linz en 1858, mort à Vienne en 1905 : soit une vie plutôt courte pour cet historien de l'art dont on fait l'un des fondateurs de sa discipline. Il écrit des ouvrages de droit, puis de philosophie et d'histoire, domaine dans lequel il privilégie l'art roman, puis il entre au Musée autrichien des arts industriels, y dirige le département des tissus, s'intéresse aux tapis, écrit sur ces sujets, et devient enfin professeur à l'université de Vienne, toujours écrivant, élaborant une conception originale, « évolutionniste », de l'art. En 1902, Alois Riegl était nommé président de la commission des monuments historiques, et un an plus tard, il livrait un petit ouvrage qui précisait sa conception de la chose ancienne. Cela en vue de réformer la législation concernant la conservation de ce qu'on nomme aujourd'hui patrimoine.

Alois Riegl n'a alors pour exprimer sa pensée en allemand que le *Denkmal*, assez exact équivalent du français monument, et son ouvrage s'intitule *Der moderne Denkmalkultus, sein Wesen und sein Entstehen*, soit le *Culte moderne des monuments, son essence et sa genèse*. Un titre et un contenu qui pourraient être actuels, tant ils rejoignent, ou plutôt deviennent, nos préoccupations. On traiterait aujourd'hui le sujet de manière plus interrogative, tel le prochain colloque organisé par le ministère de la culture, sur « Les monuments historiques demain ». Ou, de manière plus sociologique, comme le récent ouvrage d'Alain Bourdin, *Le Patrimoine réinventé* (1). Mais toutes les questions sont déjà posées par Riegl : qu'est-ce qu'un monument, comment évaluer son importance, pourquoi et comment le protéger, le restaurer ? A qui correspond le culte qui l'entoure ; comment ce culte s'est-il développé ?

Certes, la réflexion de Riegl souffre de quelques redondances. Certes, ses méthodes datent un peu. Avec cela, pourtant, le livre tient. Il tient en dépit ou en raison de tous ces événements qui ont fissuré le visage de la vieille Europe ; fissuré ou détruit son patrimoine, ses monuments : les guerres bien sûr, et aussi les corollaires terribles de la Charte d'Athènes, fondatrice de l'architecture dite moderne.

Ce contact, François Choisy - qui dirige la collection « Espaces » au Seuil - le rappelle dans un avant-propos aussi bref qu'efficace, qui résume et situe clairement la pensée de Riegl.

En substance, Riegl rend à la notion de monument sa valeur relative, et il souligne comment l'amour des vieilles pierres, des marques du temps, peut s'opposer à la volonté, et souvent à la nécessité, de les restaurer, de les rénover. Comment l'historien peut souhaiter retrouver l'intégrité, la perfection originelle d'un édifice quand l'amateur préférera le charme de ses ruines. Faut-il restaurer, et jusqu'à quel point ? Peut-on conserver un bâtiment dans un état de vétusté ou d'usage idéal ?

FRÉDÉRIC EDELMANN.

★ **LE CULTE MODERNE DES MONUMENTS**, d'Alois Riegl, trad. de l'allemand par Daniel Wlozozek, Seuil, collection « Espaces », 79 F.

(1) Presses universitaires de France, collection « Espace et Liberté », 135 F.

pondances envoyées à Perles, hélas ! ont été perdues.

Miller, qui a toujours aimé écrire des lettres, publiées à la même période d'aller-retour New-York, une lettre, compte rendu d'un voyage tel qu'il est consigné dans une lettre à Alfred Perles, une lettre de 80 pages ! Alfred Perles, qu'on connaissait surtout comme le biographe irremplaçable d'une partie de la vie de Henry Miller, sa vie parisienne (2), des « jours tranquilles à Clichy » jusqu'à la villa Saurat. Perles, l'ami que Miller appelle indifféremment Alf, Fred, Joey ou Joe. Perles qui se qualifie lui-même de « narcissiste », mais qui aura vécu sur-

tout pour ses amis, faisant de son autobiographie l'histoire de ses amitiés. Perles, le mémorialiste qui ressuscite des périodes mortes et dont Christian Bourgois republie deux livres oubliés.

Tandis que, à des kilomètres de lui, l'ami Larry poursuit une nouvelle fresque romanesque, son *Quintette d'Avignon*. Encore une fois, Larry et Alf ont prévu de se retrouver à Montparnasse. Sans Henry.

(1) On lira avec passion et profit *Une correspondance perdue*, Lawrence Durrell - Henry Miller, présentée par George Wickes. Buchet-Chastel, 1963. Le Livre de poche, 1974.
(2) *Mon ami, Henry Miller*, Julliard 1956.

La surprise d'être nonagénaire

Rencontre avec Alfred Perles.

« Il y a presque un demi-siècle que j'ai écrit ces deux bouquins, et vous devez trouver mon langage déjà un peu démodé. Pour cette raison, « réédition » de mes deux œuvres de jeunesse ne me semble pas le mot juste ; à mes yeux, c'est plutôt une « exhumation ». C'est ainsi qu'Alfred Perles répondait, modestement, à notre demande de le rencontrer à l'occasion de la parution en format de poche de deux livres de ses souvenirs : *Sentiments limitrophes* (1935) et *Quatuor en ré majeur* (1938).

De passage à Londres - il habite avec sa femme, Anne, écossaise pur sang, un village du Somerset - Alfred Perles, le vieux copain d'Henry Miller depuis Clichy et la Villa Saurat, nous raconte sa vie, les histoires de ses amitiés, tout en fumant une pipe après l'autre. Vieil homme tout rond, vif, au sourire d'enfant malin, né à Vienne, élevé en langue allemande - mais il a écrit ses livres en français puis en anglais - formidable raconteur d'histoires, Perles a consacré sa vie à l'amitié, immortalisant un trio inoubliable dans des volumes portatifs pleins de tendresse et d'humour : *Mon ami Henry Miller* (Julliard, 1956), *My friend Lawrence Durrell* (Scorpion Press 1961, Londres), et enfin *My friend Alfred Perles* (Turret Books, Londres 1973) !

Tout le monde est orphelin à quatre-vingt-sept ans

« Je suis né à Vienne le 28 août 1897. Sous le signe de la Vierge. Mon père était autrichien, il était né en Bohême, dans un endroit qui se trouve maintenant en Tchécoslovaquie. Ma mère était française, de Nancy. Et moi, je suis viennois. J'ai encore dans mon bureau une carte postale représentant l'empereur François-Joseph, je suis né sous son règne. Mais ça remonte à presque cent ans !

Comment êtes-vous arrivé à Paris ?

« Nous avions perdu la guerre. Vienne était en train de mourir : c'était la famine, il fallait tout acheter au marché noir. J'en avais assez et je suis venu à Paris. Je suis arrivé le 24 septembre 1921, il faisait un chaleur écrasante. J'arrivais de Berlin par le train, avec un copain ; à ce moment-là, c'était la grande époque du cinéma allemand, j'ai travaillé à un scénario mais finalement ils n'ont pris que le titre - *Perpetuum mobile* - et ils m'ont payé presque 1 000 marks. On vivait bien avec ça alors...

« J'avais un passeport tchécoslovaque, je ne sais plus pourquoi. A Paris, comme Autrichien, on ne m'aurait pas aimé beaucoup, mais comme Tchécoslovaque, j'étais un héros parce que les Français avaient pris le parti de Masaryk et de Benes. J'étais un allié...

« En 1924, je suis retourné à Vienne en visite. Je me suis arrêté à Munich ; pour manger au restaurant, le prix se comptait alors non pas en millions, mais en milliards de marks. J'ai revu mes parents... Ensuite, on s'est écrit, mais je ne sais pas ce qui leur est arrivé pendant la guerre, la deuxième guerre. Sans doute, sont-ils morts. Maintenant je suis orphelin (il rit, un peu fort). Mais tout le monde, à quatre-vingt-sept ans, est orphelin... »

(Il rit, comme par pudeur, pour ne pas s'apitoyer sur lui-même ; pour ne pas vous forcer à vous apitoyer.)

« A Paris, vous vous êtes lié d'abord à un cercle d'amis austro-hongrois... »

« Brassat a été mon premier ami. Je l'ai connu en 1922. Il n'était pas photographe à l'époque, il voulait être peintre. En même temps, il écrivait des articles pour des journaux berlinois, mais son allemand ne valait rien, alors c'est moi qui écrivais et lui illustrait avec des caricatures. Et puis on partageait... Il est mort (l'émotion, la surprise, étouffent Perles ; il ne peut que répéter la phrase qui le prive, d'un coup, d'un ami cher). Vous êtes sûr que Brassat est mort ?... Il était venu nous voir à Londres avec sa femme Gilberte, il y a... une trentaine d'années. (Un temps). Presque tous mes amis sont morts. J'en ai dix en fin de compte... »

« Maintenant vous êtes devenu un citoyen anglais... »

« Non, dit-il fermement, britannique... »

« Pourquoi êtes-vous parti pour la Grande-Bretagne ? »

« Durrell était avec nous à la Villa Saurat en 1937 ; moi j'étais à Alstia, juste derrière le Café Zeyer. Un jour, Durrell est arrivé chez moi avec sa femme Nancy et il m'a dit : « Pack up, fais tes bagages ! On va à Londres ! » (Perles éclate de rire). Moi j'ai fait mes bagages et je suis allé à Londres. Je n'avais aucunement l'idée de rester en Angleterre et j'avais laissé toutes mes affaires à Paris. Il y a eu une crise après l'autre - Munich, l'invasion de la Tchécoslovaquie... Moi, j'étais à Londres et je ne lisais jamais les journaux ; alors, je promettais à tous le monde qu'il n'y aurait pas de guerre. Quand la guerre a éclaté, j'étais toujours à Londres sans pouvoir regagner Paris. En 1940, je me suis engagé dans l'armée britannique, j'étais dans une compagnie composée d'étrangers, des réfugiés d'Allemagne, j'étais pour la plupart... »

« J'ai perdu une guerre, j'ai gagné l'autre »

Officier autrichien à vingt ans lors de la première guerre mondiale, Perles va être simple soldat pendant la seconde. « J'étais un vieux soudard », dit-il sans hémisme aucun. Il rit encore et sa voix rejoint, tout son visage pétillant. « J'ai fait deux guerres mondiales, des deux côtés. J'ai perdu l'une, j'ai gagné l'autre. Mais dans mon for intérieur je suis contre la guerre, n'importe laquelle. Ni Miller, ni moi, nous ne nous sommes jamais intéressés à la politique... »

« Et la visite d'Orwell, au moment de la guerre d'Espagne ? »

« Orwell était un idéaliste, il était républicain. Miller lui a fait cadeau d'un veston de velours coté et il lui a dit : « Ça ne vous protégera pas contre les balles, mais ça vous tiendra au chaud... Moi, la politique ne m'a jamais intéressé. Mes sentiments m'ont toujours mené vers la gauche, mais je ne suis ni Labour, ni socialiste. Le gouvernement que je veux, c'est l'anarchie dans le sens original du mot grec. Je n'ai pas besoin qu'on me gouverne, je me gouverne moi-même. Je n'admets pas qu'on me lave le cerveau, mais on me le lave quand même... »

« C'est une histoire extraordinaire que cette vocation d'ami qui a été la vôtre. Dans les années 30, vous êtes présent tous les jours auprès de Miller... »

« Paris, ce fut l'époque la plus heureuse de mon existence. Avant Miller, j'avais rencontré d'autres écrivains, comme Hemingway. Je ne l'aimais pas, c'était un ivrogne, trop bruyant. J'ai aussi rencontré Dos Passos, et Fitzgerald. J'ai d'abord connu June, la première femme de Miller, c'était une poseuse, elle s'habillait d'une façon tellement excentrique, elle était peinte comme avec de la chaux, elle ne parlait pas, elle déclarait. C'est elle qui m'a parlé pour la première fois de Henry Miller. L'année suivante, en 1928, je l'ai rencontré et de là date notre amitié. Important ? Il a été plus qu'important dans ma vie. Nous étions de la même souche, si l'on peut dire. Dès le premier moment, ce fut un vrai coup de foudre, et ça a duré... jusqu'à sa mort. Il m'a annoncé celle-ci dans une lettre qu'il a dictée à quelqu'un. « I will probably never write to you again... » Quelques jours plus tard, Miller était mort. A quatre-vingt-sept ans ? L'âge que j'ai maintenant... »

Alfred Perles, qui a le culte de l'amitié, explique dans ce livre intitulé (en anglais) *Mon ami Alfred Perles* : « J'ai connu ce type pendant longtemps, soixante-quinze ans pour être exact, bientôt soixante-seize et ce livre est l'histoire de la naissance de notre amitié. Car nous n'avons pas toujours été amis. Loin de là... »

« Il y a une chose qui s'impose quand on vous lit : c'est la gaieté, le rire. On a l'impression que vous vous êtes bien amusé tout au long de votre vie. Tant dans le *Quatuor en ré majeur* que dans *Sentiments limitrophes*, on sent le goût de la rigolade, la complicité entre amis, les nuits passées à se raconter des histoires... »

« Quand je ris, je ris surtout sur moi-même. Même en ce moment je m'amuse (rire). La réalité, c'est que je ne me sens pas comme un adulte, mais comme un enfant. J'ai quatre-vingt-sept ans, et je me sens tout petit, c'est peu important... »

« Henry Miller dit la même chose dans sa préface à *Mon ami Henry Miller* : « Nous étions bien plus jeunes, que ne le sont aujourd'hui les gens du même âge... Au cours de ces dix dernières années, le monde est devenu monstrueusement vieux... »

Ces jours-ci, Alf attend le moment de retrouver, encore une fois, Larry à Paris, à Montparnasse. Il s'inquiète : « Est-ce qu'on dit encore « dingue » ? et « loufingue » ? En mangeant, on demandait s'il y avait du « rabiot » ? (Désappointé). C'est pas ma faute, ça se disait à mon époque... »

Tendre Fred, l'ami indispensable, qui aime, plus que tout, Paris et la langue française, et qui dit à Marcienne dans *Sentiments limitrophes* : « Moi, je suis plus français que toi parce que je ne le suis que presque... »

Propos recueillis par NICOLE ZAND.

★ SENTIMENTS LIMITROPHES et QUATUOR EN RÉ MAJEUR, d'Alfred Perles. • 10-18 •, 192 p. et 216 p., 25 et 28 F.

Deux inédits de Jaroslav Seifert

En attribuant pour la première fois le prix Nobel de littérature à un poète tchécoslovaque, les membres de l'Académie suédoise ont pleinement rempli leur mission : désigner à l'attention de l'opinion publique mondiale un auteur qui incarne parfaitement l'âme de son pays, mais qui était jusqu'à présent passé inaperçu hors des frontières de son pays. Deux raisons : l'une linguistique - qui lit dans le texte le tchèque ? - l'autre for-

melle - la poésie ne jouant pas chez nous le rôle fondamental qu'elle a dans bon nombre de pays.

Jaroslav Seifert a en beau publié une trentaine de recueils de poèmes depuis les années 20, il reste un inconnu chez nous, et c'est dommage. Raison de plus pour publier, comme nous le faisons ci-dessous, deux inédits de ce poète à découvrir choisis à deux moments de sa vie.

Prague sous la neige

PRAGUE ! Notre capitale, offrant son échin à la rivière, dans la paume du pays. En vain feuilleterais-je les pages de nos poètes, en vain pourrais-je au trésor des chansons populaires, en vain m'égayerais-je dans la grotte obscure des mots de Holan ; je ne trouverais probablement pas de qualificatifs dignes d'être épinglés à sa beauté.

Nous, les Tchèques, nous l'aimons comme si c'était notre ville natale à tous. D'ailleurs, elle l'est. Quelque part, avec les palissades d'osier et les anciens murs en pierre des premières fortifications s'ouvre le chemin de l'histoire de la nation, sanglant et dramatique, qui revient toujours, de nouveau et encore, à la ville.

A plus d'une reprise, ses pierres furent éclaboussées de sang. Mais quelle ville eut un destin différent ? Partout, il y eut des champs de bataille. Et certaines villes endurent un sort plus cruel encore. Prague est debout !

En échange de quoi, la destinée décida que, dans ses murs, commencerait plus d'un épisode grand et tragique de l'histoire de ce continent. Commencerait ou prendrait fin.

C'est dans les rues de Prague que fut tirée la dernière balle de la deuxième guerre mondiale. Et pour cette occasion, le temps l'avait bellement décorée.

Prague est une des villes les plus anciennes et, dans son ancienneté, une des mieux conservées et des plus belles du monde. Bien peu l'égalent.

Aujourd'hui, nous l'avons subitement saisie toute blanche. Elle ne le restera pas longtemps. Vite,

regardons tout ce que la neige a enseveli.

En une nuit de décembre, la neige s'est répandue sur Prague. Et ce n'était pas là un petit duvet. Dans ma rue, le long des clôtures, nous avions une congère de 1 mètre où se dressaient d'impuissantes autos. Sur les toits aussi, il y en avait plus de 25 centimètres. Les genévriers s'étaient rompus. D'une lucarne, j'aperçois les tours de Saint-Guy. Au loin, et souvent dans la brume.

J'ai mis de lourdes chaussures d'hiver et je suis sorti. Je ne peux pas manquer ça, me dis-je, et j'arpente le chemin carrossable vers le stade. Bien qu'il ait déjà été quelque peu foulé, quand je suis arrivé à la colline de Petrin, la neige était si belle et immaculée que j'ai un instant bésé à y imprimer mes vilaines traces. Mais il fallait que je contemple Prague, coûte que coûte, et c'est pourquoi, comme un barbare, j'ai pénétré dans cet albatre. D'ailleurs, la neige tombait toujours et saupoudrait les empreintes, au fur et à mesure.

Destin

Nous jouions aux échecs sur les terrasses des cafés, des cases blanches, noires, comme l'échiquier nocturne, des carrés d'oreillers et d'ombres, blancs et noirs.

Nous ne pouvions pas ne pas évoquer Longchamp, nos chevaux cabrés, pourtant, n'allaient pas plus loin que vos doigts, vos doigts que j'aime d'amour.

Vos ongles couleur de l'avant-printemps et de ses fleurs, distance des lèvres aux lèvres, un baiser, demain matin.

A quoi pouvaient me servir mes tours et mes pions ? C'était en plein été sur les terrasses des cafés et c'était le jeu de l'amour.

(Extrait de *Sur les ondes de la TSF ou Voyage de noces*, 1925.)

Trad. de Pek Kral.

PARIS-MOSCOU

Une édition samizdat : « Syntaxis »

André Siniavski et sa femme Mecha (Maria Rozanova) ont créé, en 1978 à Paris, une revue littéraire de « réflexion sur le sort de la Russie et de la culture russe », intitulée *Syntaxis* et sans laquelle notre information sur la vie culturelle russe resterait incomplète.

Financée avec les droits d'auteur de Siniavski, *Syntaxis* n'existe que grâce à l'écriture et à sa femme qui travaillent seule, chez eux, comme des dissidents en URSS. Cette publication éditée des auteurs généralement refusés par la presse de l'émigration russe. Ils ont installé un imprimerie dans leur maison. « Nous faisons ici aussi du samizdat ! », sourient-ils.

Le numéro 12 vient de paraître avec des articles de G. Pomerantz, Emilie Kogan, A.N. Klenov, André Siniavski et une étude sur l'ouvrage de deux philosophes, Marab Memaradachvili et Alexandre Platigorski. (*Symbolisme et Conscience*.)

De plus, Maria Rozanova éditée, en russe, des livres - inédits et rééditions : André Siniavski (*André la poisse*, A l'ombre de Gogol, Bonne nuit !), Edward Limonov (*l'Adolescent Severn*), Zochchenko Aigui, Vadim Kozovoi, etc.

★ S. Rue Boris-Vilski, 92260 Fontenay-aux-Roses.

(1) Samizdat : qu'on imprime soi-même.



Deux cariatides siniavskiennes.

Dessin de Maria Rozanova-Siniavskaïa tiré d'une lettre envoyée à son mari, au camp.

FRANCFORT

Pavés sur plage

A Francfort, Daniel Cohn-Bendit dirige un journal bi-mensuel ; le titre, difficilement traduisible, présente deux mots tête-bêche à l'endroit : *Pflasterstrand* (Pavé/plage). Sous les pavés la plage...

Au sommaire du dernier numéro, consacré en partie à la Foire du Livre, des articles de politique locale, - sur les acquiescements de Francfort, contre un juge de l'époque de la Rota Armes Fraction, sur les contacts palestiniens de Karl Heinz Hoffmann, chef des néo-nazis allemands, jugé actuellement pour l'assassinat d'un éditeur juif de Nuremberg, Schlomo Levin, etc. Dans le domaine littéraire : un article-pastiche attribué à Marcel Reich-Ranicki, le tout-puissant critique de la *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, qui commence ainsi : « Disons-le franchement, 1984 est une mauvaise année littéraire... » ; la critique élogieuse d'un livre de souvenirs de Philippe Soupault, *Das Letzte Spiel* (Le Jeu survivant, mais pas un chroniqueur qui se contenterait de raconter des histoires et de restaurer un vieux monument, mais un surréaliste qui a toujours su honorer la poésie de la vie...) ; un guide gastronomique de Francfort qui fait drôlement sa publicité en accumulant des mots aux consonances barbares...

Enfin, signalons une passionnante interview de l'éditeur berlinois « de gauche » Klaus Wagenbach, qui vient de fêter les vingt ans de sa maison : ses débuts en 1948 lorsqu'il a décidé de faire un stage chez Suhrkamp, son métier de lecteur chez Fischer, ses procès et ses prisons à propos du *Rotbuch* 29 (le calendrier rouge), la disparition irremplaçable de Peter Bruckner, etc. Lui, il continue. Parce que, dit-il, « quand on vieillit, on oublie trop facilement qu'il y a chaque année quelques centaines de milliers de jeunes de dix-huit ans qui arrivent et qui ignorent tout... ».

★ Pflasterstrand - Metropolis-magazin Hamburg Allee 45 - 6000 Frankfurt 4 DM.

● ENQUÊTE



LES FRANÇAIS ET LA LECTURE:

L'activité où l'on se rassemble

DOMINIQUE est chargé de mission auprès d'un ministre. C'est un normalien, né à Nice. Il vit à Paris depuis plus de quinze ans. Les amoureux des livres ont, le plus souvent, la tête pleine des souvenirs de ces contes qui arrêtaient le temps. Mais ce n'est pas toujours le cas.

« Je n'ai rien lu avant treize ans, dit Dominique. J'étais un bon élève, mauvais en rédaction. Je rédigeais bien, je ne faisais pas de fautes d'orthographe, mais mes copies étaient désespérément squelettiques, absolument dépourvues d'imagination. Et puis j'ai vécu une expérience traumatisante en troisième. On nous avait donné un sujet qui devait être à peu près : « Pourquoi aimez-vous le sport ? » Je mis sans doute tout à bout tous les poncifs qu'on peut imaginer et j'eus droit à un épiquage, anonyme, au moment de la remise des copies. Le professeur déclara

que pour parvenir à écrire bien et à penser des choses intelligentes, il fallait lire beaucoup. Et cette phrase fut pour moi une sorte de choc. Le samedi suivant, je me rendis à la librairie de mon quartier. C'était l'époque de la création du livre de poche classique. J'achetai les romans de Voltaire. Je fus passionné. Et surpris de lire tant.

« Un peu plus tard dans l'année, on a cessé de faire des rédactions pour aborder les premières dissertations. Tout de suite, j'ai été meilleur. Un jour, le professeur m'a dit que j'écrivais bien. La preuve était faite qu'il avait dit la vérité. Et moi j'étais devenu boulimique, j'avais tout ce qui était au Panthéon de Lagarde et Michard. Tout. Enfin presque... »

« J'ai toujours aimé la littérature classique française. J'ai eu, et j'ai toujours, une passion pour Racine et pour Valéry. La poésie,

je l'ai découverte le jour où l'on a étudié un poème des *Fleurs du mal*. Jamais je n'avais entendu parler de Baudelaire. A Nice, aucune rue, aucun boulevard ne portent son nom. Le professeur a dit que c'était un des cinq plus grands poètes de la langue française. J'ai été révolté d'ignorer un si important personnage. J'ai alors acheté le livre, et la couverture m'a troublé. Ensuite sont venus Rimbaud, Verlaine et Mallarmé, puis j'ai rétrogradé vers Musset, Chénier, procédant à une exploration systématique chaque fois qu'un nouveau territoire s'offrait à moi.

« Ainsi, durant l'été, à la fin de ma seconde, parce que j'avais aimé certains textes des cours de latin, j'ai lu l'*Enéide* en entier. J'étais un élève comme les autres, j'allais à la plage, je jouais avec les copains, et puis je rentrais retrouver Virgile.

« Qu'est-ce qu'on cherche, quand on lit ? Je dirai : le repos. Tout ce qu'on fait par ailleurs est toujours terriblement superficiel et vain. Lire reste l'activité où l'on se rassemble, c'est le temps de la concentration. Je lis toujours à une table, du papier est à proximité. Jamais allongé, jamais avant de dormir. Je ne lis qu'aux plus forts moments de veille... »

« La lecture et l'écriture restent pour moi inextricablement liées. Ainsi l'a voulu mon professeur de troisième. Je lis avec le sentiment que je me prépare à écrire. Je me lance des défis, je lis beaucoup de romans contemporains français et, parfois, même si c'est ridicule, je me dis : de cela je serais peut-être capable... »

GENÈVÈVE BRISAC.

G. B.

Une visite à Valéry Larbaud

PAUL MORAND m'avait reçu en smoking, entre deux portes. Il lâcha d'une voix morte plusieurs banalités. Pourquoi lisait-il ? Chacun lit différemment, non seulement suivant son âge, mais suivant sa nature.

Il me conseilla d'aller voir Valéry Larbaud, dont Gallimard venait de publier *Domaines français*. L'écrivain ne sortait plus de son rez-de-chaussée parisien, mais, « bien avant que Vichy ne retentit de toutes les langues et de tous les accents de l'univers, il avait, du fond de son domaine de Saint-Pourçain, su établir des communications souterraines entre l'Allier et les plus lointains rios d'Amérique ».

Chez Lipp, le lendemain, Léon-Paul Fargue me parlait avec émotion de la thébaïde de son ami Larbaud, un petit bâtiment au fond du parc de la belle maison de Vichy, avec une bibliothèque de cinquante mille volumes, presque tous reliés : « *Que d'heures charmantes j'ai passées là, au contact des marabouts, des écrivains, des éditions hollandaises, des titres imprévisibles comme des batailles, des tirages restreints et des ouvrages parfaitement inconnus...* »

J'allai donc chez Larbaud, deux jours plus tard, dans sa maison du Bourgneil. Il était dans son fauteuil, un pied sur les genoux, le visage maigre. Devant lui, une pile de *Domaines français*. « Ce vice impur, la lecture », l'heureuse formule placée au-dessus du titre, Larbaud n'était plus en état de la commenter. En feuilletant, devant lui, ces pages antiques destinées à un grand quotidien de Buenos-Aires, j'y trouvai des réponses à la question qui avait si peu intéressé Morand : pourquoi lisiez-vous ?

Larbaud avait lu des poètes oubliés, comme Antoine Heroult, Maurice Scève ou Jean de Lingendes. Il leur donnait une vie nouvelle, inespérée, enlevant d'un pinceau délicat et précis la poussière des siècles, les vernis des érudits, des couches de préjugés et de négligence. Sa joie à être le premier à les voir briller, comme neufs, au soleil des années 20, Larbaud nous la faisait aimablement partager.

S'il s'amusait en lisant d'Ablancourt et Patru, deux des initiateurs obscurs, avec Guizot de Balzac et Voltaire, du français « universel » de Bayle et de Montesquieu, Larbaud mêlait aussi les rencontres, les voyages et les amitiés aux plaisirs de la lecture. Chez lui, ce « vice » poussait sur toutes les vertus, de la curiosité à la modestie. Larbaud, c'était faire un bout de chemin avec Charles-Louis Philippe et Luvet, le poète des Cartes postales, retrouver Fargue dans un taxi.

Je suis parti avant le couvre-feu, en emportant un exemplaire de *Domaines français*. Dans les dernières pages, Fargue, Larbaud dit que le meilleur portrait de Fargue, un chef-d'œuvre de fantaisie et de vérité, est celui qu'a fait Luc Durtain dans *O'honnore à honnre* (1932), au chapitre V, « Fargue enrhumé ». J'allais demander ce livre à Flammarion. C'est ça le « vice ». Il s'attrape comme un virus !

R. S.

- * Sources :
- Excursions immobilières, de Paul Morand, Flammarion, 1944.
- Portraits de famille, de Léon-Paul Fargue, J.-B. Jais, 1947.
- *Domaines français*, de Valéry Larbaud, Gallimard, 1941.

* Tout est imaginé dans ces rencontres, sauf les propos tenus par les écrivains ; mais nos lecteurs l'avaient déjà compris.

Le tremblement d'une rencontre

LAURENCE ROBAIN.

L Une Parisienne qui travaille dans une entreprise de presse. Elle est responsable d'un réseau de télémarketing. Elle a le regard qui rigole, et, dans la voix, un mélange de fermeté et d'incertitude.

Elle dit : « J'ai une mentalité de professeuse de tous les plaisirs saisissables. Pour moi, la lecture n'est pas une fuite, c'est une nourriture. »

« Quand j'étais enfant, je lisais très peu. Je jouais. Il n'y avait pas tellement de livres à la maison. Et presque aucun pour les enfants. Nos parents ne nous ont pas poussés à lire. D'ailleurs, les ouvrages qu'on me conseillait, les romans de Dely, m'écœuraient. Je me souviens quand même d'un livre de contes, je l'aimais à cause de son odeur. Les odeurs de couverture, les papiers, les colles, c'est régalant... »

« Je me suis mise tard à la lecture. J'avais quatorze ans. J'ai commencé par la littérature américaine : Steinbeck, Hemingway, Dos Passos, Faulkner. Je crois que ça m'apportait de la violence. J'en garde des images. La sensation du choc que cela provoquait en moi. »

« C'est très individualiste, la lecture. Très personnel. Je n'achète pas un bouquin sans l'avoir manipulé, sans regarder la mise en pages, la typographie, les marges. Et puis je veux l'avoir à moi. Je lis moins bien un livre qu'on me prête, je ne lis jamais un livre de bibliothèque. Quelquefois, rarement, j'ai mauvaise conscience, la lecture est un acte solitaire, c'est un plaisir que je ne partage pas. Mais aussi, souvent, spontanément, j'ai envie de le faire partager aux autres. J'aime raconter ce que j'ai lu, en lire des passages. J'aime faire lire les ouvrages que j'ai aimés, pour voir s'ils donneront à d'autres les mêmes impressions, je cherche à partager les émotions, les sensations que je trouve exprimées en des termes que jamais je n'aurais trouvés moi-même. On se dit « c'est exactement ça », cela donne le sentiment d'une confirmation, le tremblement d'une rencontre, le plaisir de la ressemblance. »

« Jamais je ne relis les romans. Parce que je tiens au côté éphé-

mère de la rencontre. Je les ai aimés parce qu'ils correspondaient à un moment précis, à un état précis. Et jamais je ne revivrai les mêmes circonstances. Après le choc que m'a donné *Givre et sang*, de Cowper Powys, j'ai voulu connaître tous les autres romans de cet écrivain. »

« J'aime l'impression de découverte. Les livres sont comme un paysage de neige où personne n'a encore marché. Quand on découvre un auteur inconnu, on flâne, on essaie de deviner à quelques signes si la rencontre va avoir lieu. J'achète souvent des livres dès leur parution, ils sont vierges de tout commentaire. Ne pas savoir trop de choses, être simplement tenté, alléché. »

L'impression de trouver un être proche

« Les auteurs ne m'intéressent pas. C'est un autre monde. Seuls les personnages m'importent. Si je lis une correspondance, ce qui me frappe, c'est le décalage entre la vie ordinaire et la fiction qu'elle sait créer. Ce qui me touche, c'est un climat, ce sont des situations, les relations entre les gens, la finesse de l'analyse. On se sent soudain très intelligent. Je crois à l'harmonie entre une personne et un livre, quand, pour de multiples raisons secrètes, la rencontre a lieu. Du *Bel Été* de Pavese il me reste un souvenir parfait : du livre, et du temps du livre, indissociables. Bien sûr, c'est rare. Il y a tant de romans qui sont seulement agréables... »

« Pourquoi lire ? Je trouve normal que tout le monde n'aime pas cela. Ce n'est pas un plaisir obligatoire. Si cela m'occupe tellement, c'est que je veux, beaucoup plus de choses, et que la lecture me permet de multiplier mon existence... »

« Il y a peu, j'ai découvert Kawabata. J'étais bien. L'impression de trouver un être proche. Avec en plus l'émotion très grande de penser qu'à l'autre bout du monde les gens ont entre eux les mêmes relations qu'ici. Jamais, avant de le lire, je n'avais éprouvé l'envie d'aller au Japon. »

« Longtemps j'ai été allergique aux romans écrits par des

hommes (à cause de Dely ?). Ça devait être forcément mièvre, ennuyeux. Et puis j'ai découvert Carson Mac Callers, Virginia Woolf... C'est drôle que pendant si longtemps la littérature ait été pour moi une affaire d'hommes. »

« Lire, c'est sûrement un remède à l'angoisse. Ça oblige à aller vers l'autre, à sortir de soi, c'est apaisant. »

GENÈVÈVE BRISAC.

G. B.

BRINK

André Brink

Le mur de la peste

traduit de l'anglais par Jean Gallimard

Brink a un talent à dire la violence de l'absolu de la femme que je ne connais guère qu'à lui.

F. Knafo - LE MATIN

468 pages 94 F

Stock

Dunod

L'enfant et sa psychose

Claudine et Pierre GEISSMANN

145 F

Les mécanismes des psychoses infantiles et leurs thérapies.

L'enfant et sa psychose

مكتبة من الكتب

POURQUOI LISENT-ILS ?

Pour trouver un interlocuteur

PIERRE, après une vie passée à lire les livres et à les faire aimer - il était libraire, - continue, dans sa retraite du Sud-Ouest de la France, à en fabriquer, sur une minuscule machine, pour lui et pour ses amis. Il réédite des textes rares qu'il aime et qui ont disparu dans la frénésie de la nouveauté.

Pierre accueille avec chaleur et courtoisie ceux qui font le voyage et « montent » jusqu'au repaire où il vit seul. Mais il n'aimerait pas que sa tranquillité soit troublée et que soudain une foule d'amateurs se prennent d'intérêt pour ses livres. On peut le regretter, car on aurait aimé faire partager l'histoire de Pierre et faire connaître son travail patient. Pour respecter son désir d'anonymat, nous publions seulement ci-dessous un texte qu'il avait écrit en réponse à notre question : « Pourquoi lisez-vous ? »

« Je lis pour trouver un interlocuteur. C'est apparemment la réponse d'un ruminant solitaire dont la vie n'est depuis des années qu'un long monologue. Mais n'en sommes-nous pas tous là ? Et chacun se cherchant, aux prises avec l'énigme de sa propre solitude, va plus ou moins consciemment vers l'interlocuteur qui lui ressemble, en qui il puisse « se lire » (citation de Romain Rolland), avec qui il puisse entrer d'emblée en résonance. D'où des pontifex très divers, selon la nature des lecteurs, mais qui tous ont en commun de créer entre des lecteurs et des livres cette amitié reconnaissable si admirablement exprimée par Virginia Woolf.

« Mes critères personnels ne sont que secondaires - littéraires - : je demande avant tout aux

livres de m'aider à vivre, de me conforter dans mes directions, de contribuer à mon « perfectionnement » (je n'oserais employer un terme aussi « moral » si Michaux ne m'y autorisait.) Ainsi mon goût me porte moins vers la littérature d'imagination, de description, de dissertation, ou même la poésie (ce qui ne veut pas dire que je sois fermé à ces formes), que vers l'expression brève, la nudité, la densité, la fulgurance de l'essentiel - notion impossible à définir, mais sur laquelle personne ne se trompe. (Bien que j'aie peu d'affinités avec le fameux groupe du Grand Jeu, j'ai envie de contester une parole de Roger Gilbert-Lecomte : « Je tiens pour un porc quiconque n'écrit pas pour dire l'essentiel. » Bonne règle de tri des livres : quel débâlage !...) Pour un lecteur de cette espèce, rien ne passe la joie de retrouver sous la plume d'un auteur admiré ce qu'il a lui-même timidement élaboré ou découvert après bien des tâtonnements, et dont il n'apercevait, parce que cela venait de lui, que la puérilité ou la banalité ; et soudain voilà qu'il se sent, se sait, aussi bête que Spinoza ou que Goethe !...

« D'autre part, moi qui ai beaucoup lu - beaucoup trop ! - bien que je ne rende pas ce que je dois aux livres, je prends à mesure que j'avance en âge de la distance envers eux. J'ai envie de transposer pour la lecture ce que mon ami Athanase (!) dit de l'écriture : « Lire pour parvenir au point de plénitude où lire est superflu. » Sans aucune implication mystique ou transcendante, j'ai souvent, ici, sur ma colline, le sentiment de parvenir à cette plénitude.

Jo. S.



« Une manière de respirer »

UN inspecteur du travail est quelqu'un qu'on imagine plongé dans des dossiers, ou bien courant d'entreprises en réunions. Ce peut être aussi un rêveur, toujours à l'affût des instants qu'il faut dérober à la vie quotidienne lorsqu'on veut lire. Bertrand Wallon est taillé sur ce modèle. Parlant des livres qu'il a aimés, il insiste beaucoup sur le combat qu'il faut mener pour arracher au tourbillon quotidien les instants privilégiés où l'on est, dit-

il, « dans une bulle », ayant établi le vide autour de soi.

« Une inquiétude m'a traversé quand j'ai commencé la vie à deux, avec Chantal : pourrai-je encore m'isoler ? Ça s'est avéré facile, car voir l'autre en train de lire est une satisfaction pour chacun de nous... »

« Ma grande angoisse quand j'étais enfant, dans une maison pourtant pleine de livres, c'était de me retrouver en manque. Manquer du bon livre, du compagnon qu'on retrouve le soir sur sa table de nuit. C'est un sentiment que j'éprouve encore, au moment de partir en vacances : ce vide-là. Pour m'alimenter, j'ai une sorte de réseau : des gens, peu nombreux, avec qui j'échange des conseils, et des ouvrages. Ce sont des amis dont je sais qu'ils apprécieront les mêmes livres que moi. Car il y a un genre d'ouvrages avec lesquels je me sens bien. Des livres un peu lents, où je trouve un milieu que j'interroge. Il y a les Russes d'après 1917, les Allemands d'avant et d'après la guerre, les Italiens contemporains.

« Il y a un autre type de lecture, que j'appellerais la lecture-jeu : Borges, Perec, Umberto Eco. C'est la lecture jubilatoire. Lisant le Nom de la rose, j'ai éprouvé un plaisir extraordinaire, celui de quelqu'un qui a fait de la théologie, du latin, et qui se trouve face à une entreprise où ses connaissances sont utilisées de main de maître.

« Quand je lis un livre que j'aime bien, je ne me presse pas. Je veux que ça dure, que reste auprès de moi cette chose chaude, intelligente, et rassurante. Quand j'étais lycéen j'étais très inquiet, je travaillais énormément, le soir. Alors, avant d'aller me coucher, je m'accordais un quart d'heure de lecture, qui ressemblait à une respiration. Je me donnais ce plaisir comme d'autres prennent une bière au sortir du boulot. Lire, c'est forcément adopter des comportements associés. Il m'est arrivé de me cacher derrière un pilier, au coin d'un kiosque, parce qu'au moment de monter dans mon train de banlieue je voyais le causeur impatient qui allait m'empêcher de lire durant tout notre trajet. Il m'est arrivé d'attendre le train suivant.

« Les endroits et les moments rêvés... Il y a le train. Parce que c'est clos. Entre deux chapitres, regarder un peu le paysage. Et puis, est-ce un mythe ? La grasse matinée. On est réveillé, on ouvre les volets, il fait jour, on s'installe avec deux oreillers... »

G. H.

Les fugues de Sophie

QUAND elle avait huit ans, Sophie accompagnait sa tante à la bibliothèque paroissiale, avec un filet à provisions vert, qu'elle rapportait rempli de livres. Du plus loin qu'elle s'en souvenait, Sophie lisait. « Et toujours, j'ai emprunté mes livres », dit-elle curieusement. A six ans, c'était « la Bibliothèque rose », Pauvre Blaise, les Malheurs de Sophie. Dès l'âge de onze ans elle « attaqua » Madame Bovary. Sophie « avalait » les livres, cavalait « à corps et cœur perdus », à un rythme de cinq romans par semaine, qu'elle a gardé « pendant au moins trente ans ». Aujourd'hui, à quarante-trois ans, cette petite femme brune, vive, énergique, est toujours une impénitente liseuse. Mais ce n'est plus avec la même « énergie du désespoir ». Elle est aussi devenue une grande « parieuse » chaleureuse et attentive, ce qui n'est pas la moindre de ses séductions.

Elle se murait dans la littérature « pour fuir, c'est certain » : « Ma famille m'a toujours reproché la lecture. Je ne comprenais

rien au monde des adultes, rien à ce qui m'entourait. » Sophie ne récusait pas le terme de « boulimie ». Durant son adolescence, elle se réveillait en pleine nuit « pour lire encore ». Son mariage à dix-neuf ans n'a pas ralenti sa consommation de papier. Pas plus que les trois enfants qui sont venus ensuite.

« Les livres étaient pour moi un repaire et un refuge », assure Sophie : un fil conducteur pour donner l'apparence de l'ordre à ce monde « chaotique » ; et un refuge... « Si j'ai trompé les gens que j'aimais, dit-elle encore, c'est sans doute en lisant, en fuyant. »

Les enfants devenus grands, les deux aînées ayant quitté la maison, que pouvait faire Sophie si elle souhaitait reprendre un travail salarié ? Bibliothécaire évidemment. Depuis quelques mois, elle est titulaire dans sa région, le Lot-et-Garonne. Pour son travail, elle lit deux romans par semaine : « Pour le reste c'est plutôt à la philosophie que je m'intéresse désormais... A la fuite je

préfère maintenant la tentative de compréhension, la connaissance... »

Sophie affirme ne pas faire de prosélytisme. Cela ne l'empêche pas que son mari trouve l'occasion de se distraire en dehors de la lecture. Cela ne l'aurait pas « gênée » non plus que ses enfants ne lisent pas. Pourtant, se souvient Frédérique, la fille aînée de Sophie, « c'était pour parler à ma mère que je lisais ».

Dans les livres, Frédérique ne cherchait pas à quitter le réel, mais à le multiplier. « A six ans on a une toute petite vie. Quand on lit on en a trois, quatre, cinq. Moi je ne vivais pas à travers la lecture, mais avec elle, j'établissais tout de suite le lien avec le réel puisque je parlais à ma mère... »

Si pour Sophie la lecture a longtemps été un repaire contre la vie, pour sa fille - comme peut-être pour elle maintenant - c'est plutôt une sorte de « savoir-vivre ».

Jo. S.

Odette lit et relie

LE métier d'Odette, c'était Grenoble. Odette, petite rouasse, la couture. Sa passion, la jeune soixantaine, ne se sépare d'est la reliure, apprise jamais du bouquin qu'elle est en récemment aux beaux-arts de train de lire. Elle lit rarement

dans la journée chez elle (trop de travail : les repas, le ménage). Elle lit lentement, intensément, n'importe où : dans l'autobus, chez le coiffeur, chez le dentiste. Elle savoure ses romans sans pouvoir s'empêcher parfois de savourer des friandises assorties. Elle s'est bourrée de dattes en lisant le Grand Vizir de la nuit, de Catherine Hémery-Vieille.

Elle lit à peu près quinze livres par an. « Et souvent, dit-elle, quand j'en ai fini un je le relis. »

« Relis ou relit ? »

« Les deux souvent (elle rit). J'ai adoré le Grand Vizir au point que ça m'ennuyait d'avoir à le quitter. Alors je l'ai relu en imaginant la reliure que j'allais lui offrir. Lorsqu'un livre me plaît, je trouve que la jaquette de la maison d'édition ne suffit plus. Est-ce parce que j'ai longtemps habillé des femmes ? Je vois exactement la « robe » qu'il faut aux livres... »

Odette a déjà habillé le Grand Meaulnes, Rebecca, les Mots, trois Bodard. Du travail de professionnel, affirment les connaisseurs. Du travail d'amoureuse surtout.

JACQUELINE DEMORNEIX.

Marie-France Pisier :
« Meubler le silence »

« **P**ENDANT les tournages, j'ai toujours un livre dans mon sac. Ces temps-ci, j'ai lu Pylone, de Faulkner, en « Folio », et l'Amant, de Marguerite Duras. Lire quelques pages avant une scène, entre deux prises, c'est meubler du silence, un vide, et, à travers des mots, faire le plein d'émotions. »

« Je ne sais pas rêver. En voyage, dans le train ou l'avion, j'ai besoin d'avoir un livre à portée de la main. Je regarde les gens, les paysages, bien sûr... entre les lignes. Mon humeur change selon mes lectures. Henry James, Duras, Proust, Mallarmé, m'accompagnent depuis des années, avec leur musique. »

« Jeune fille, venant des colonies, j'avais seulement lu les classiques, en moroses choix. J'ai eu une période boulimique où j'avais aussi bien Delfy que Sartre. Aujourd'hui, je suis sensible aux détails du style ou, au contraire, aux retours des mêmes grands thèmes dans une œuvre. Ce qui me touche dans l'Amant, c'est que Duras semble y repartir de zéro. Quand j'aime un livre, j'ai envie de l'offrir à tout le monde. »

Propos recueillis par R. S.

★ Marie-France Pisier vient de publier son premier roman, le Bal du gouverneur (Grasset).

LETTRE INTERNATIONALE
Le premier journal intellectuel européen
Numéro 1 :
Ph. Roth, M. Simecka, D. Edgar, B. Crick - sur Kafka et Orwell. Enzensberger, F. Tristan, U. Eco, J. Goytisolo, L. Sciascia, E. Morin, J. Berger...
Numéro 2 vient de paraître. Dans les kiosques. Le numéro 30 F
Abonnement : un an 100 F

Directeur : A.J. Liehm, Paul Nollot

14-16, rue des Poètes-Hôtels 75010 Paris Tél : 523 48 40

« Remarquable de bout en bout »
Françoise Xenakis - Le Matin

● LE FEUILLETON

« Envoyez la petite musique ! », de Madeleine Chapsal

« Malraux, entretiens et précisions », de Roger Stéphane

Faut-il faire parler les écrivains ?

Par Bertrand
POIROT-DELPECH

P O U R l'essentiel, un homme est ce qu'il fait (Hegel). Parler d'un livre, c'est toujours l'impulsion (Céline). Il y a l'œuvre, et rien d'autre (Mauriac)... Que Breton portât des chaussettes en tire-bouchon, Lacan une perruque ou Bataille un air d'ange, que Malraux ait changé d'avis sur Dostoïevski entre 1941 et 1967 : la belle affaire ! Relisons ce que les auteurs ont décidé, plume en main, de laisser subsister d'eux-mêmes, au lieu de les faire parler d'abondance, de les surprendre dans ce que la littérature ne fait qu'utiliser à sa guise : la vie, la conversation ! Telle est ma religion, d'ordinaire. Et voilà que deux confidents d'écrivains me conviennent du contraire. Sans doute parce que ce sont eux-mêmes des gens du métier, donc aptes à susciter et à capter le meilleur, les secrets qui comptent.

La plupart des entretiens que Madeleine Chapsal réunit sous le titre *Envoyez la petite musique* ont été publiés en 1960 par Julliard (*Les Écrivains en personne*). Je les avais gardés, mais ils étaient devenus introuvables en librairie. Beaucoup d'auteurs sont morts entre-temps, ce qui donne un relief nouveau à leurs propos. Enfin et surtout, Madeleine Chapsal fait précéder ses conversations de portraits qui sont des modèles du genre. En quelques paragraphes délibérément subjectifs, elle campe traits, caractères et œuvres. Tout est dit : il n'y a plus qu'à écouter l'interlocuteur se dépeindre de ses questions, tantôt farvettes, tantôt distantes, toutes animées par l'envie juvénile d'entendre parler de ce qui importe : la vie, la mort, l'amour, l'art ; la femme, aussi, curiosité qui n'était pas courante alors...

D E Mauriac, saisi dans son indifférence souvent moqueuse à tout ce qui l'éloignait de son proche rendez-vous avec l'au-delà, on retient les doléances envers les philosophes qui auraient tué le roman en empêchant les romanciers d'être « un peu bêtes ». Pour l'auteur de *Thérèse Desqueyroux* les femmes de 1957 restent sacrifiées et malheureuses. Et pour le grand bourgeois comblé d'honneurs, cette conviction propre à désespérer les poètes consumés par leur création : on ne peut dominer son œuvre que dans la mesure où on a dominé sa vie.

Savez-vous que la très austère revue des *Temps modernes* donnait des bales costumées ? C'est là que Madeleine Chapsal a rencontré le psychanalyste Lacan, en perruque rose ! L'écouterment était à mieux voir ce qui échappa aux disciples du maître : son cousinage avec Dali, son goût surréaliste pour la connaissance par le délire. Turban serré, Simone de Beauvoir se tenait, quant à elle, aux prestiges stricts de la raison. Surtout, non plus, ne plaisait guère, vers 1958, habillé qu'il était par des projets multiples : Malraux, Flaubert, Tintoret, les Mots. La légèreté de

Valland était toute relative, et celle de Chardonne gravée de remords tatillons.

Sous le regard perçant de Madeleine Chapsal, les écrivains se révèlent différents de ce qu'on sait d'eux. La distance à leur œuvre s'éclaircit. Le mystère des autobiographies les plus offertes, tel Leiris, s'épaissit. D'autres rencontres firent sensation par leur nouveauté, comme celle, en 1957, d'un Céline encore en quarantaine dans la grande presse.

L E recueil comporte un entretien, inédit celui-là, avec Malraux. C'est le dernier en date à notre connaissance : 7 juin 1976, avant la mort, le 23 novembre suivant. Selon son habitude, l'hôte de Vernières invoque sans préambule Marx ou Confucius comme pour une conversation reprise de la veille et où ne compteraient que les idées générales les plus élevées. Façon de fuir son « centre » ? Quelque déception née ? Pour ce causeur sidéré et sidérant, il n'y a d'histoire de famille que celle de l'humanité à l'échelle des millénaires. La machine à expliquer cette histoire jette des étincelles, caracolant dans les métaphores alchimistes, prophétiques.

Bonne occasion de voir préciser l'oracle fameux sur le « soré » où plongerait le siècle prochain. Ce que Malraux voulait dire, c'est qu'après l'individualisme, l'invention du dix-neuvième siècle, le vingtième serait en train d'imaginer quelque chose d'aussi important, mais on ne saurait quoi. La religion a été remplacée par l'imaginaire. Pris par la « folie furieuse de ne pas comprendre qu'ils ont conquis le monde », les Occidentaux sont à la fois plus puissants que jamais, et incapables de concevoir leur civilisation.

Tout cela tournera-t-il au tragique, à un grand phénomène spirituel (pas forcément religieux), ou bien les gens prendront-ils l'habitude de vivre dans une espèce de *no man's land*, comme les spécialistes ? Malraux ne saurait se prononcer, pas plus que sur la femme et l'amour, terrains moins familiers. Le mot reste sa méditation favorite. Non qu'elle le terrifie, il a saquie là-dessus le sagesse des Orientaux rassurés par la mététempore ; mais parce qu'elle est la meilleure manière de tourner autour de l'indécidable sens de la vie...

C EST aussi en écrivain consommé, et nourri des meilleures lectures, que Roger Stéphane réunit par thèmes ses conversations avec Malraux. Ennuysé par le convenu des siens, le jeune Stéphane d'avant guerre cherchait à rencontrer des maîtres intellectuels : Gide, Cocteau. Après avoir découvert Malraux à la projection de *l'Espoir*, il l'a revu en 1941, sur le front en 1945, puis en 1961, 1967, 1968. Comme Chapsal, et comme quiconque en a fait l'expérience directe, il est fasciné par la virtuosité de Malraux à demeurer, dans les questionnements et les références, sur les sommets.

Les propos éparpillés dans le temps sont rapprochés selon une définition du personnage de Garin dans les *Conquérants* :

études de lettres dont ne reste que la révélation de grandes existences opposées, indifférence aux systèmes, choix de celui qu'imposeraient les circonstances.

Les maîtres décisifs, ce furent, dans l'ordre, Nietzsche, lu à seize ans, Dostoïevski, Stendhal, Hugo, Michelet. Malraux se sent plus du côté de Shakespeare et de Corneille (à cause de la « cloche de bronze ») que de Racine, Aragon ? « un con » ! Les systèmes intéressent moins Malraux que les occasions troubles de peser sur l'événement. L'Asie des années 20 l'attire parce que l'histoire y est en train de se faire. L'histoire, suprême pensée et critère central ! Malraux reproche à Proust de lui préférer le monde des oisifs et des domestiques. Même grief à Gide, dont il est pourtant si proche, à l'époque du « Vaneau », de Pontigny, du voyage en URSS.

Q UELLE « histoire » ? Celle qu'explique et veut changer le marxisme, qualifié de « passage obligé » ? Malraux a cette formule étrange : il ne se sent pas marxiste philosophiquement, mais comme Pascal était catholique — sachant qu'en religion il se donne plutôt pour un agnostique.

Entre les deux totalitarismes du siècle, la moindre horreur reviendrait au communisme, parce que « ouvert sur l'universel », tandis que le fascisme est clos. A ce sujet, Stéphane relate une distinction stupéfiante (en 1967) entre les camps hitlériens et stalinien. Malraux juge les seconds moins atroces parce qu'il n'a connu des rescapés que des premiers. Le goulag serait tempéré, selon lui, par on ne sait quel d'« humanité ». Jusqu'en 1973, Stojanitsyn continuait de ne pas l'intéresser. Effets de l'âge ? Dépit d'auteur ? Limites de la vénération époustouflante ?

Sur les rapports avec Gide, quelques précisions à glaner entre les Lacourties, notamment sur l'obstination du général à réclamer des justifications aux affirmations péremptives de son ministre. Ce n'est pas le tout que Malraux le garantisse du terre-à-terre, encore faut-il qu'il démontre pourquoi tel Tâien retrouvé à Lille est bien un sommet de la peinture universelle. Tout en reconnaissant à Gide la qualité d'« intellectuel », l'auteur du *Musée imaginaire* n'hésite pas à le trouver « casse-pieds » dans ses demandes d'explications !

Bien peu d'interlocuteurs osent en effet demander raison de certaines fulgurances : Roger Stéphane, si ; avec l'audace que donne l'admiration gagée sur une érudition parfaite. Le disciple, surtout que le maître, illustre la définition de l'intelligence hasardeuse à brûle-pourpoint par le colonel Berger : une nuit de 1945, sur le front d'Alsace : la destruction de la comédie, plus le jugement, plus l'esprit hypothétique.

★ *ENVOYEZ LA PETITE MUSIQUE*, de Madeleine Chapsal, Grasset, 336 p., 95 F.
★ *ANDRÉ MALRAUX, ENTRETIENS ET PRÉCISIONS*, de Roger Stéphane, Calmann-Lévy, 176 p., 85 F.

LA SEMAINE PROCHAINE
DANS LE MONDE DES LIVRESAlbert Paraz, un énergumène du tonnerre
par Léo MaletRevivre
l'HistoireDES ENFANTS
DANS L'HISTOIRE"LES JOURS
DE L'HISTOIRE"
10-14 ans.

"Les Jours de l'Histoire" (10-14 ans) pour découvrir et se souvenir des moments-clés de l'histoire de France. Pour que l'enfant devienne aussi, plus tard, l'artisan de sa propre histoire... 75 F. - 72 pages. "Alesia" - "Saint-Louis" - "Révolution Française".

casterman

DEUX NOUVELLES COLLECTIONS POUR ENTRER DANS L'HISTOIRE

● ENQUÊTE : LES FRANÇAIS ET LA LECTURE

Un élan interrompu

(Suite de la page 17.)

L'enquête réalisée par Nicole Robins sur les *Jeunes Travailleurs et la lecture* (4) montre à quel point, dans une population culturellement éloignée de l'univers du livre, la pratique de la lecture dépend du passé scolaire et familial.

Le fait qu'un nombre croissant de jeunes quittent l'école sur un échec ne peut que les détourner ensuite d'une activité liée à un mauvais souvenir.

Si la lecture recrute surtout chez les jeunes, elle touche aussi une autre population passionnée, celle des femmes : 56 % des livres sont achetés par elles, 43 % par des hommes. Cette disposition se manifeste assez tôt : les

filles sont plus nombreuses que les garçons à fréquenter les bibliothèques scolaires et à déclarer qu'elles prennent plaisir à lire.

En outre, les lectures des femmes et des hommes sont assez nettement typées. Les premières achètent davantage de romans (en particulier des romans sentimentaux), de récits autobiographiques, d'ouvrages sur l'éducation, la psychologie et la nature ; les hommes préfèrent les livres d'histoire, de sciences et techniques, d'espionnage, de science-fiction, de sport...

On ne s'étonnera pas non plus de trouver dans la lecture un reflet de la situation sociale des lecteurs. Les cadres supérieurs et les professions libérales sont des surconsommateurs de livres, puisqu'ils constituent 15,6 % des acheteurs (alors qu'ils ne représentent que 9,7 % des Français). A l'opposé, les agriculteurs ne forment que 3,4 % des acheteurs, et les OS et personnels de service 9,7 % (alors qu'ils représentent respectivement 6,8 % et 11,7 % des Français).

D'une catégorie à l'autre, les centres d'intérêt varient. Les ouvriers sont de plus grands consommateurs de romans policiers et d'espionnage, d'ouvrages sur le bricolage, le jardinage, la science-fiction, le sport ; les techniciens aiment les dictionnaires, les bandes dessinées, les livres sur les sciences et les techniques ; les cadres supérieurs et les professions libérales préfèrent la litté-

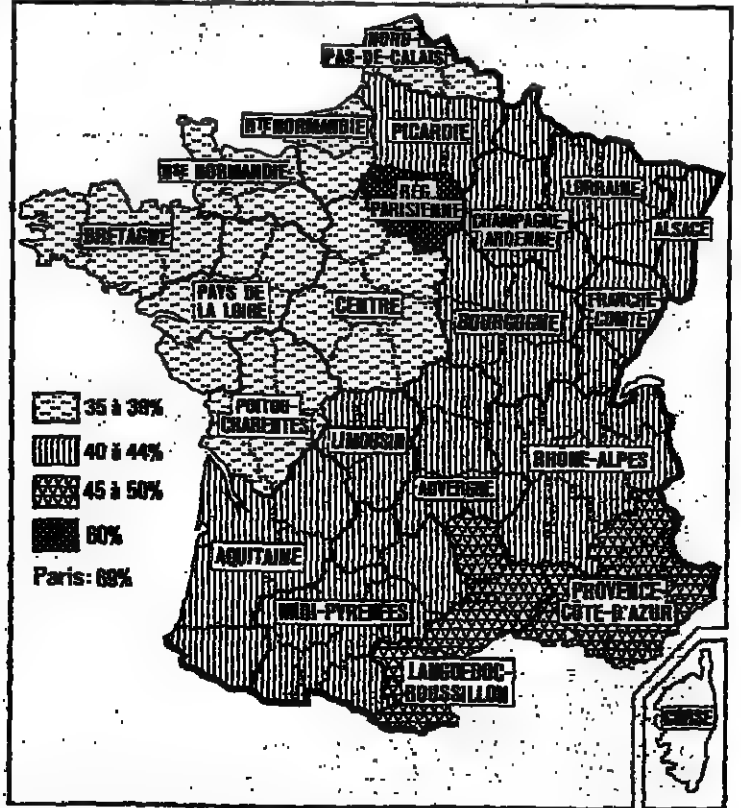
ture, les livres d'histoire, de sciences humaines, d'art, de sciences, d'actualité, de voyages...

Les inégalités entre les lecteurs sont aussi régionales. Les habitants de la région parisienne forment près du quart des acheteurs de livres. Selon l'enquête du

ministère de la culture, 60 % d'entre eux (et 69 % des Parisiens proprement dits) lisent au moins dix ouvrages par an, alors que pour l'ensemble de la France le chiffre est seulement de 46 %.
FREDERIC GAUSSEN.

(4) La Documentation Française 1984, 266 p., 85 F.

Où lit-on en France ?



Pourcentages d'habitants lisant au moins dix livres par an. Le sondage n'a pas été effectué en Corse. On ne demande pourquoi... (Enquête du ministère de la culture sur les pratiques culturelles des Français.)

هكذا من الأصل

La rentrée universitaire à l'heure de la nouvelle loi

Etudiants et universitaires ont bien de la chance en cette période de rentrée : un ministre et un secrétaire d'Etat se relaient auprès des médias pour vanter les mérites de l'enseignement supérieur. L'Université française, cette vieille dame héritière de quatre siècles d'histoire, est-elle à ce point malade que tant de baume lui soit nécessaire ?

Oui, répondent des enseignants et des responsables d'entreprise qui s'étonnent encore en 1984 des faibles taux de réussite aux examens, des divisions disciplinaires, de l'absence de liaison entre l'université et le monde du travail, du manque de dialogue entre les régions et le système de formation. A côté, et parfois dans le même établissement, des universitaires, des chercheurs insistant sur les filières professionnalisées qu'ils ont créées, parient des contrats signés avec des PME ou des PMI, vantant les mérites de leurs troisièmes cycles orientés vers les métiers de demain ou de leur « thésard » de haut niveau.

Deux discours, deux façons de rendre compte d'un monde en pleine mutation. L'université en 1984, avec ses quarante-trois mille enseignants chercheurs et son petit million d'étudiants répartis dans soixante-trois établissements, est riche de sa diversité. L'université, comme elle l'a toujours fait, continue à former médecins, juristes, enseignants et chercheurs. Mais depuis plusieurs années,

grâce au dévouement de nombre d'enseignants, elle tente de préparer des jeunes aux métiers du secteur privé et parapublic. Elle forme des ingénieurs et des interprètes, des spécialistes du droit des transports et des informaticiens, des responsables des relations sociales et des statisticiens.

« Les batailles économiques se préparent et se gagnent sur le terrain éducatif et culturel », explique M. Roger-Gérard Schwartzberg, secrétaire d'Etat chargé des universités. « La France a besoin de plus d'étudiants. Quand on compare la France avec les Etats-Unis, l'Allemagne, le Japon, nous sommes en retard », déclare le ministre de l'éducation nationale, M. Jean-Pierre Chevènement. A l'aube de la rentrée, la volonté du gouvernement est affirmée. Accueillir un nombre accru de jeunes bacheliers mais aussi les former dans un environnement en constante transformation, le pari semble difficile. Pourtant, en cet an I de la loi du 26 janvier 1984 (dite encore loi Savary), un certain nombre d'atouts paraissent réunis.

Critiquée, dénoncée, malmenée, la loi Savary l'a été au cours des dernières années. Mais une fois le tumulte retombé, des enseignants chercheurs de tous rangs et de toutes disciplines se lancent dans des rénovations de formations centenaires. Loin des soubresauts politiques ou syndicaux, professeurs, maîtres de conférences et assistants oc-

cupent de passer des contrats avec le ministère de l'éducation nationale et de repenser leur enseignement. En échange de moyens financiers et de créations de postes, ils s'engagent à améliorer l'accueil et l'orientation des étudiants, à proposer des diplômes à finalité professionnelle, à aménager les premiers cycles afin de réduire le nombre des étudiants qui quittent l'université sans qualification.

« Personne ne peut juger normal un taux d'abandons ou d'échecs de l'ordre de 50 % au cours du premier cycle. Il y a là une formidable déperdition, un gaspillage humain, dont notre système d'enseignement supérieur ne peut se satisfaire. » Les propos de M. Schwartzberg révélaient l'ampleur du défi que s'efforcent de relever une soixantaine d'universités.

Olivier, Patricia, Béatrice et les autres, ces jeunes à la recherche d'une qualification, qui attendent beaucoup de leurs études à l'université, répondront dans plusieurs mois aux observateurs qui guettent l'échec ou le succès de la réforme. En attendant, ces enfants de la crise, inquiets face à leur avenir, découvrent les amphithéâtres et les longs couloirs et écoutent des enseignants bien différents de ceux qu'ils ont connus au lycée.

S. E.

Les enfants de la crise

COMME chaque matin, les chaises en plastique disparaissent de la « cafétéria », sont toutes occupées. Le bruit des voix couvre à peine les hoquets des distributeurs de boissons chaudes. Au fond du hall-couloir de l'université d'Aix-Marseille-I, transformé sans grand frais en bar, un garçon vend force croissants et pains au chocolat. Derrière lui une jeune fille s'affaire à préparer sandwiches et croque-monsieur. « C'est l'endroit le plus chaud de l'université de Provence », explique Olivier, étudiant en lettres modernes. Blousons, manteaux, écharpes Benetton, jupes en jeans pas trop délavées, les filles dominent. Quelques punks en pantalons écarlates et foulards léopard rompent la monotonie des vêtements bleus et noirs.

Petite, comme à peine sortie de l'enfance, malgré ses yeux fortement maquillés, Patricia raconte sa soirée à une amie. Des secrets clinchés les font rire. L'arrivée d'un jeune homme, l'air égaré, au casque à la main, interrompent les confidences : « Bonjour, bonjour », ils s'embrassent, et Patricia lance : « Est-ce que tu viendras à la petite fête demain à la cité ? ». Le garçon murmure un « suis pas » fort peu enthousiaste. « Alors, fais un effort, laisse Patricia, il y aura de la tarte aux pommes et de bons disques ». Il ne répond pas et s'éloigne vers une autre table. « On se connaît, on est ensemble en première année d'histoire... mais il sort jamais, il fait du sport... ». Elle dissimule sa déception derrière des images de fumée.

Toujours plus nombreux à chaque rentrée, les étudiants souffrent de leur isolement. Marc, étudiant en droit à Montpellier, se souvient des mois difficiles du premier trimestre de l'année universitaire 1982-1983. Eloigné de sa famille, de ses camarades du lycée de Narbonne, il a connu des « passages à vide ». La foule dans les amphithéâtres ne le rassure pas. Il arrive difficilement à mettre un nom sur un visage d'ensei-

gnant, quant aux autres étudiants, c'étaient des inconnus. « Je travaillais pour tuer le temps, attendant avec impatience le dernier cours du vendredi pour rentrer à la maison », raconte-t-il. Le soir du mois d'avril 1983, il permit de briser la glace. Manifestations, réunions, assemblées générales lui ont fait rencontrer d'autres jeunes comme lui : inquiets pour leurs études et méfiant face à une réforme qui risquait de tout bouleverser.



A dix-huit ou vingt ans, il est difficile de quitter le cocon familial, de perdre l'ambiance du lycée. Un seul suffit pour passer du temps de la présence obligatoire à celui de l'indépendance. En quelques mois les jeunes sortent d'un milieu protecteur, où la sévérité dissimule une prise en considération, pour entrer dans le monde anonyme de l'université. Peu préparés, les lycéens n'ont même parfois pas choisi d'y aller. Un refus d'admission en classe préparatoire ou en IUT les oblige à

« s'inscrire dans une filière qu'ils connaissent mal. » J'ai opté pour l'histoire parce que c'était la discipline qui me plaisait le plus dans le secondaire », lâche, lasse, un étudiant de Nanterre, qui s'interroge maintenant sur son avenir.

Un enseignant de Rennes évoque la « détresse affective » des étudiants de première année. Entassés à quatre cents dans un amphithéâtre de trois cents places : « Ils ne disent

rien », s'étonne-t-il. Dans d'autres villes, maîtres-assistants et professeurs parlent aussi de la passivité des jeunes qui arrivent à l'université. « Ils attendent, ils attendent, mais personne ne leur demande jamais rien », remarque M. Jean Le Nuy qui dirige l'UER des sciences et techniques de l'université de Rennes-II. Selon lui l'insatisfaction de nombre des étudiants s'est accompagnée d'une diversification des publics accueillis.

Des publics nouveaux La relative démocratisation de l'enseignement secondaire conduit au baccalauréat des enfants de familles qui, il y a vingt ans, n'auraient jamais imaginé fréquenter l'université. Originaires des sections économiques et sociales (B) et des baccalauréats de techniciens de la série G, ces jeunes ont encore plus de mal que leurs camarades à s'insérer dans leur nouveau milieu. Imaginer des parents qui viennent conduire leurs enfants à l'université n'est pas un rêve, cela se pratique. Plusieurs présidents d'établissements reconnaissent recevoir au fin de premier trimestre des appels angoissés de parents désemparés.

SERGE BOLLOCH. (Lire la suite page 31.)

L'an I de la réforme

La rentrée universitaire de cet automne est la première qui suit l'adoption de la loi du 26 janvier 1984 sur l'enseignement supérieur, plus souvent appelée « loi Savary ». Cette loi, critiquée au printemps 1983 par les étudiants et à l'automne de la même année par des enseignants, apporte quelques modifications à l'enseignement et aux structures des établissements. Des transformations ont été envisagées par rapport à la loi de 1968 qui se mettent en place lentement, au fur et à mesure de la promulgation de décrets.

Orientation et accueil. Les lycéens fraîchement débarqués dans leurs nouveaux établissements bénéficient cette année de meilleures conditions d'accueil. Dans les universités des réunions ont été organisées dès les premiers jours d'octobre pour présenter aux jeunes étudiants les locaux, les services administratifs, les bibliothèques. Des exposés doivent familiariser le public avec les filières, les examens aux noms étranges, les structures universitaires et l'importance des conseils.

Mieux conseiller, surtout mieux aider les jeunes à choisir leur formation, tel était l'un des objectifs de la réforme. Soixante universités ont décidé d'« innover » dans ce domaine sous des proportions très inégales. Ainsi quelques soixante-sept mille étudiants peuvent être concernés, essentiellement en province puisque les universités parisiennes ont présenté assez peu de projets pour améliorer l'insertion des jeunes.

Dans certains établissements, comme par exemple à l'université de Haute-Normandie, à Rennes, les étudiants ont été invités lors de leur inscription à choisir deux types d'orientation : une principale et une optionnelle. Pendant un semestre, ils suivent les cours, les travaux dirigés et les conférences de ces deux orientations. Au mois de janvier, avec l'aide d'enseignants, particulièrement responsables de petits groupes d'étudiants, ils décident, en fonction de leurs goûts, des explications sur les carrières apportées par des professionnels, de leur option future. Ils choisissent alors un type de formation précis et préparent un diplôme d'études universitaires générales (DEUG).

A Paris-Sud, Orsay (Paris-XI) les enseignants pratiquent les entretiens individuels et le suivi des étudiants pendant les premiers mois qui précèdent l'orientation définitive. Des tests doivent aider les étudiants à « s'auto-évaluer » et à mieux connaître leurs aptitudes.

Ces périodes d'adaptation, de découverte de disciplines nouvelles de méthodes de travail spécifiques ont pour objectif d'éviter les orientations précoces souvent synonymes d'abandon ou d'échec.

Les nouveaux DEUG. L'orientation, pratiquée avec plus

ou moins d'efforts dans les établissements, conduit les étudiants à choisir une filière de préparation à un DEUG. Ces examens, qui marquent les deux premières années d'études universitaires, existent dans toutes les grandes disciplines fondamentales (sciences, droit, lettres...). Depuis quelques années de nouvelles mentions du DEUG sont apparues. Administration économique et sociale (AES), mathématiques appliquées et sciences sociales (MASS). A cette rentrée les diplômes nationaux aux dénominations suivantes ont été créés : DEUG, mention soins (Paris-XIII), DEUG, mention sciences, économie et technologie (Besançon), DEUG mention communication et sciences du langage (Lyon-II, Nice, Paris-L.).

Dans de nombreux établissements, les DEUG existants ont été « renoués » et assortis parfois de spécialisations. Ainsi, à Toulouse-III, les étudiants peuvent choisir un DEUG mention : sciences comportant la spécialisation technologique de construction ; à Aix-Marseille-I : chimie-biologie ; en Avignon : informatique ; à Pau :

étude et gestion des ressources naturelles ; à Paris-IX mathématique de la décision ; à Strasbourg-I : technique de gestion ; à Paris-X droit-anglais ; à Mulhouse : traduction scientifique et technique ; à Paris-VIII : art de l'image ; à Angers : aménagement.

La mise en place de ces nouveaux diplômes se fait sous forme de contrats entre les établissements et le ministère. Les universités, grâce à des moyens supplémentaires en crédits et en postes d'enseignants, tentent d'offrir aux jeunes des formations qui ne les mènent pas seulement aux CAPES ou à l'agrégation, concours de recrutement d'enseignants où les places sont de plus en plus rares.

Un diplôme deux ans après le baccalauréat. Un nouveau diplôme voit le jour à cette rentrée. Un arrêté du 16 juillet a en effet créé le diplôme d'études universitaires scientifiques et techniques (DEUST) qui sanctionne un premier cycle de formation aux méthodes scientifiques et aux langages fondamentaux et d'apprentissage d'une qualification professionnelle.

(Lire la suite page 30.)

JOSEPH GIBERT

LE LIBRAIRE DES UNIVERSITAIRES AU CENTRE DU QUARTIER LATIN

Toutes spécialités sur 3 niveaux

- LETTRES
- LANGUES ÉTRANGÈRES
- DICTIONNAIRES
- HISTOIRE, GEOGRAPHIE
- SCIENCES HUMAINES
- SCIENCES
- SCIENCES NATURELLES
- MÉDECINE
- DROIT, ÉCONOMIE, GESTION
- INFORMATIQUE
- BEAUX-ARTS, ARCHITECTURE
- POCHOTHEQUE
- OUVRAGES D'IMPORTATION

LIVRES NEUFS ET D'OCCASION

VENDEZ* TOUTE L'ANNÉE

- DICTIONNAIRES - ENCYCLOPÉDIES
- LIVRES SCOLAIRES, UNIVERSITAIRES
- LITTÉRATURE GÉNÉRALE, ROMANS
- LIVRES D'ENFANTS
- BANDES DESSINÉES
- LIVRES DE POCHE, ROMANS POLICIERS
- DISQUES ET CASSETTES MÉTHODES DE LANGUES, DISQUES 33 t (parfait état)

SACELP Société d'achat de la librairie

JOSEPH GIBERT (1) 634.21.41

2, rue de l'École-de-Médecine 75006 PARIS angle : 26, BOULEVARD Saint-Michel Métro : ODÉON - RER : LUXEMBOURG

* Autorisation écrite des parents pour tout client de moins de 18 ans.

LES CLÉS DE LA RÉUSSITE

Codes Dalloz
Précis Dalloz
Mémentos Dalloz
Dalloz gestion
En vente en librairie

DALLOZ

11 rue Soufflot 75240 Paris Cedex 05

INSTITUT NATIONAL DE PROMOTION SUPÉRIEURE AGRICOLE

Établissement public spécifique pour les adultes

INPSA ASSURE

une formation d'ingénieurs des techniques : un cycle à temps plein options techniques et développement agricoles (I.T.A.), durée : deux ans.

Un cycle en cours l'emploi (temps partiel) options techniques et développement agricoles (I.T.A.) et industries agricoles et alimentaires (I.T.I.A.A.), durée : trois ans à cinq ans.

Rémunération de l'Etat ou de l'employeur.

Publics concernés : techniciens, enseignants, exploitants agricoles, techniciens et agents de maîtrise des industries agricoles et alimentaires.

Renseignements : rue des Champs-Élysées, 21100 DIJON.

Tél. (80) 66-72-27, poste 23 ou 22

VOIX ET EXPRESSION
PARLER AVEC AISANCE
SE FAIRE ÉCOUTER
MAÎTRISER L'ÉLOQUENCE
CONVAINCRE, DÉCIDER
Tous renseignements :
C.E.S.D.E.L.
24, rue Henri-Barbouse - 75003
Tél. : 325-18-10 - 326-13-42

DROIT Sciences Éco.
Documentation sur demande
• Stage session septembre
• Stage de pré-rentree
• Soutien annuel
IPEC Enseignement supérieur privé
48, bd Saint-Jacques, Paris 5^e
Téléphone : 633.81.25/26.03.71/354.45.87

(Publicité)
Université de Paris-Sorbonne (Paris-IV)
Centre d'Études Catalanes
Préparation au diplôme de langues, littérature et civilisation catalanes : trois niveaux (débutant, moyen, supérieur).
Début des cours : 29 octobre 1984
Renseignements et inscriptions :
9, rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie
75004 PARIS - Téléphone : 277-65-69

TITULAIRES D'UN BACCALAURÉAT
Préparez un DIPLOME NIVEAU III
Brevet de maîtrise de
la Chambre des métiers de la Moselle
en
PHOTOGRAPHIE PROFESSIONNELLE
Renseignements et inscriptions
INSTITUT SUPÉRIEUR NATIONAL DE L'ARTISANAT
10, rue des Capucins, 67000 Metz - Tél. : 83776-19-40

AMERICAN l'alternative
COLLEGE américaine
IN PARIS à paris.
Diplômes Américains :
BA en gestion économie sciences
politiques et 6 autres
BS en informatique
Recrutement au niveau baccalauréat
et classes terminales
Renseignements/31, avenue Bosquet 75007 Paris / Tél. 555 91 73
Programmes HESI :
Stages d'anglais, préparation aux
examens SAT, TOEFL, GMAT,
GRE, LSAT, ECFMG
Enseignement dispensé en
anglais.

L'Éducation
Le Monde
de
ÉDUCATION
être bon élève
QUI SONT LES PROFESSEURS DE COLLEGE
LA MISÈRE DES BIBLIOTHÈQUES UNIVERSITAIRES

L'année du million

En examinant les données statistiques, on constate que les premières inscriptions en 1^{er} cycle et première année d'IUT augmentent. Ils étaient près de 200 000 l'an dernier à entrer pour la première fois dans un amphithéâtre universitaire. Cette progression des premières inscriptions est assez générale. Elle est forte en IUT et dans les disciplines professionnelles comme l'administration économique et sociale (AES) et les mathématiques appliquées aux sciences sociales (MASS).

La région parisienne en baisse

Si la population universitaire progresse au niveau national de 2 % par rapport à la rentrée de 1982, des variations apparaissent entre les établissements de province et ceux de la région parisienne. Les premiers continuent de croître (3,6 % en 1983) alors que les effectifs des universités de la région parisienne diminuent de 1,5 %. Les universités qui augmentent le plus le nombre de leurs étudiants sont souvent de petits établissements récemment implantés. A Valenciennes, la progression est de 18,4 %, en Artois de 13,5 %, à Chambéry, de 11,2 % et à Angers de 8 %. Les grands centres comme Lille-I ou Grenoble-II connaissent aussi une croissance importante (près de 9 %). A l'inverse,

les effectifs baissent à Paris-III (-15,2 %), Paris-XIII (-10,2 %), Paris-II (-8,4 %).

Au total, la région parisienne regroupe 292 141 étudiants, soit près de 4 500 de moins qu'en 1982. Conséquence, la part de la région parisienne dans le total des inscriptions se situe à 31,4 % en lieu de 32,4 % en 1982 et 33,3 % en 1981. Un phénomène nouveau dû au vieillissement de la population parisienne et surtout au développement de certains centres de province qui sont devenus de véritables pôles dans le domaine de la recherche et donc de l'enseignement. Dans quelques années, si ces tendances se maintiennent, il est possible qu'apparaissent, dans le domaine de l'enseignement supérieur, un nouvel équilibre entre la province et la capitale.

En ce qui concerne les disciplines, le rapprochement entre les deux années de référence permet de constater de grandes variations. Le nombre des étudiants en droit continue de décroître, - 1,5 % cette année au lieu de - 0,4 % en 1982 (voir tableau). En sciences économiques, la progression amorcée depuis quelques années continue.

Parmi les filières dites nouvelles, celles de mathématiques appliquées aux sciences sociales (MASS) et l'administration économique et sociale (AES) continuent d'accueillir plus d'étudiants. La variation en pourcentage (+ 14 %) est supérieure à toutes les autres disciplines.

Les études d'ingénieur progressent aussi fortement (+ 825 élèves ingénieurs en 1983). C'est le résultat de la volonté gouvernementale depuis 1981 d'augmenter les flux d'étiers ingénieurs et de développer cet enseignement dans les universités.

Dans les IUT, la progression des effectifs est plus sensible que l'an dernier. Là aussi, la politique gouvernementale, qui favorise les disciplines technologiques, n'est pas étrangère à cette augmentation. La création de nouveaux départements dans les IUT existants a permis d'accueillir des bacheliers qui ont réussi à franchir les barrières de la sélection.

La répartition globale par cycle fait apparaître une baisse du nombre d'étudiants inscrits en second cycle. Cette diminution, déjà sensible l'an dernier, se poursuit (31,2 % au lieu de 32 % en 1983 et 32,5 % en 1981). Les effectifs du 1^{er} cycle, eux, augmentent de même que ceux de troisième cycle. La progression est sensible dans les études supérieures, en sciences, sciences économiques et médecine. Ils sont maintenant 143 642 étudiants à préparer un diplôme de haut niveau. L'accroissement de la durée des études universitaires peut être lié aux difficultés qu'éprouvent les jeunes à trouver un premier emploi.

S.B.

LES ÉTUDIANTS INSCRITS...

Disciplines	1982-1983	1983-1984	Variations en %
Droit	136 058	136 054	- 1,5 %
Sciences économiques	61 731	64 476	+ 4,4 %
Filières nouvelles MASS, AES	25 836	29 477	+ 14,1 %
Lettres	273 171	278 248	+ 1,9 %
Sciences	13 066	12 911	- 1,2 %
Enseignement de 1 ^{er} degré	158 928	157 481	- 0,9 %
Sciences	138 999	140 166	+ 0,8 %
Mathématiques	11 571	11 067	- 4,4 %
Pharmacie	37 594	36 547	- 2,6 %
Éducation physique et sportive	7 401	7 817	+ 5,6 %
IUT	59 534	57 817	- 2,9 %
Total	913 973	931 943	+ 2 %

(Sources : SIGES).

La comparaison de ces deux tableaux permet de constater que les recrutements d'enseignants n'ont pas suivi le développement de certaines disciplines. En droit et en sciences économiques, 44 171 enseignants dont seulement un millier de professeurs sont responsables de plus de 200 000 étudiants, c'est dans cette discipline que le taux d'encadrement est le plus faible. En sciences, les enseignants sont au nombre de 17 406 dont plus de 3 700 professeurs, alors que les étudiants sont un peu plus de 150 000.

Le tableau des enseignants en fonctions souligne les disparités entre les disciplines et la faiblesse du corps des professeurs. Représentant moins du quart des enseignants en fonctions, le nombre des professeurs demeure faible par rapport au nombre des étudiants inscrits. Théoriquement,

...ET LES ENSEIGNANTS EN FONCTIONS

Fonction Discipline	Professeurs (1)	Maîtres-assistants (2)	Assistants	Autres (3)	TOTAL
Droit	1 158	1 240	1 783	338	4 441
Lettres	2 122	4 636	1 797	1 438	10 003
Sciences	3 799	7 895	3 676	1 636	17 006
Pharmacie	583	653	480	-	1 636
Médecine	3 299	1 245	4 327	-	8 871
Odontologie	42	362	480	-	884
Total	10 925	16 041	12 583	3 614	43 163

(1) Et maîtres de conférences (médecine), chargés de cours (droit), chargés d'enseignement (lettres).
(2) Et chefs de travaux (médecine).
(3) Fonctions type second degré, fonctions spécifiques des grands établissements et des établissements français à l'étranger, professeurs étrangers ou lettres.

d'après ces chiffres, un professeur est responsable de 85 étudiants. Le taux d'encadrement des étudiants toutes disciplines confondues et tous grades d'enseignants confondus était de 23 étudiants pour 1 enseignant en 1981.

Le tableau 1 ne fait pas apparaître la répartition par sexe des étudiants inscrits. Depuis la rentrée de 1981, les filles sont plus nombreuses que les garçons à l'université. Cette tendance s'est confirmée depuis cette date : ainsi, à la rentrée de 1982, les étudiantes représentaient 51,1 % des effectifs. C'est là un phénomène important lorsqu'on sait que les étudiants n'étaient que 47,8 % en 1976. Leur prédominance modifie le comportement de cette catégorie de jeunes et bouleverse quelque peu les habitudes des enseignants.

L'an I de la réforme

(Suite de la page 29.)

Ces formations, élaborées en fonction de débouchés dans le secteur privé ou public, doivent préparer en deux ans des jeunes à exercer des responsabilités assez précises. La scolarité comporte entre 1 200 et 1 400 heures d'enseignement réparti sur deux ans avec une période d'orientation. L'enseignement professionnel ne peut être inférieur à 25 % du total des heures des formations.

L'objectif des promoteurs de la réforme est que ce nouveau diplôme soit concurrentiel avec le DUT (diplôme de fin d'études en IUT) ou le BTS (brevet de technicien supérieur, obtenu dans les ty-

oées deux ans après le baccalauréat). En principe, des « passerelles » doivent permettre aux étudiants en DEUST de poursuivre leurs études en DEUG ou en second cycle.

Quelques quarante-cinq nouveaux diplômes ont été habilités par le ministère pour cette rentrée. A Grenoble-I, les jeunes peuvent se former pour devenir cadre technique des collectivités locales, à Limoges aux professions immobilières, à Reims vers le secteur agro-alimentaire, à Poitiers à la gestion des activités et équipements sportifs, à Clermont-Ferrand-II à la réhabilitation des handicapés, à Tours à l'amé-

nement, à Valenciennes à la micro-informatique industrielle...

La réforme des études doctorales. La loi du 26 janvier a prévu la mise en place d'une nouvelle réglementation relative aux formations du troisième cycle, c'est-à-dire les études postérieures à la licence et la maîtrise. Le ministère souhaite unifier trois diplômes nationaux (doctorat d'État, doctorat de 3^e cycle, diplôme de docteur-ingénieur) et créer un nouveau diplôme de docteur - dont la préparation s'étend normalement sur une période de trois à cinq ans (diplôme d'études approfondies - DEA - compris). Ce diplôme atteste de l'aptitude d'un candidat à la recherche. Il est reconnu aussi bien par les organismes publics (universités, CNRS, INSERM...) que par les entreprises ou encore par les pays étrangers.

D'un point de vue international, ce doctorat doit se situer au niveau du doctorat des autres pays.

notamment du titre le plus élevé de l'enseignement supérieur anglais et américain - le PhD - et permettre de régler plus aisément les problèmes actuels de reconnaissance mutuelle.

Les nouvelles formations doctorales doivent se mettre en place à la rentrée de 1985, mais dès cet automne les procédures d'habilitation vont commencer. Des mesures transitoires sont prévues pour les candidats déjà engagés dans la préparation d'un diplôme.

Un second niveau de reconnaissance scientifique est créé, il porte le nom d'habilitation à diriger des recherches. Ce diplôme sanctionne « non seulement un niveau scientifique supérieur au doctorat et une démarche originale dans un domaine de la science, mais aussi la maîtrise d'une stratégie autonome de recherche scientifique et la capacité à encadrer de jeunes chercheurs ».

SÉLECTION CAPES AGRÉGATION 1985

GREC
CHANTRAINE : Grammaire homérique T 1 : 169 F. T 2 : 191 F.
CARRIÈRE : Stylistique grecque, l'usage de la prose attique, 120 F.
SAID : Sophiste et tyrant ou le problème du Prométhée enchaîné, sous presse.
HEBREU
FONDACTION HARDT :
• LUCAIN Vol. 15, 155 F.
• Le classicisme à Rome, aux premiers siècles avant et après J.C., Vol. 25, 217 F.
• Christianisme et formes littéraires de l'Antiquité tardive en Occident, Vol. 23, 312 F.
ERNOU : Recueil de textes latins archaïques, 81 F.
FRANÇAIS
DEFAUX : Molière ou les métamorphoses du comique, 178 F.
DENS : L'honnête homme et la critique du goût. Esthétique et société au 17^e siècle, 95 F.
MAZOUZ : Personnage du raï dans le théâtre comique du Moyen-Âge à Molière, 156 F.
VICTOR HUGO : Littérature et philosophie mêlées, 2 Vol., 440 F.
DUMAS : Robert Desnos ou l'exploration des limites, 223 F.
PHILOSOPHIE
WEIL : Aristote et l'histoire, 96 F.
Mime de Stoil, ses amis, ses correspondants. Choix de lettres (1778-1817), 122 F.
SEGUIN : Diderot, le discours et les choses, 178 F.
LARUELLE : Phénomène et différence. Essai sur l'ontologie de Ravelson, 88 F.
ROMANOWSKI : L'illusion chez Descartes. La structure du discours cartésien, 108 F.
HOUEBINE : Langage et marxisme, 114 F.
En vente en librairie ou à la M.L.S., B.P. 36, 41353 Vineuil. Prix public TTC à 1.09.94

ESPAGNOL
KAPP, HERRERO : Ville et commerce, deux essais d'histoire hispano-américaine, 92 F.
Cahiers de linguistique hispanique médiévale.
HEBREU
STORA - SANDOR : Isaac Rabat (1894-1941), l'homme et l'œuvre, 61 F.
SOULIE : L'inspiration biblique dans la poésie religieuse d'Agrappe d'Aubigné, 238 F.
ARABE
JOMIER - KHOZAM : Mamel d'arabe égyptien - Parler du Caire, 108 F.
AZ - ZAGGAGI : Al Gurnal, précis de grammaire arabe, 108 F.
MONTIEL : L'arabe moderne, 107 F.
ROMAN : Théorie et pratique de la traduction littéraire du français à l'arabe 94 F.
TAPIERO : Le dogme et les rites de l'islam par les textes, 44 F.
MUDAFRA : Le livre de Kaïla et Dîrma - Traduction et notes, 143 F.
AL MUHASIBI : Le Kitab Al - Tarawihum 77 F.
HISTOIRE
MELANGES ALBERT FUCHS : Un dialogue des nations - 17 études de germanistes français et allemands sur l'histoire politique, sociale et littéraire des deux nations depuis le 19^e siècle, 81 F.
SARRAILH : L'Espagne éclairée de la seconde moitié du 19^e siècle, 45 F.
Mime de STAËL et l'Europe : 118 F.
BALAYE : Mime de STAËL, lettres et livres, 162 F.

BAC A.B.C.D
PREPA
SCIENCES PO
Ma formule réussie ?
Parlons-en ensemble !
M. ROUYER
de la 2nd à la prépa SC.P.O.
INSTITUT Privé
GUILLAUD-POLLINAIRE
43, rue du Pré-Montmorency - 75008 Paris
770.63.12/770.02.49

EX.CO.SUP
MÉDECINE - PHARMACIE
De la Terminale à la 2^e année
10 centres de préparation
CLASSES PRÉPARATOIRES
Recyclage - Encadrement - Révision
12, rue Hautefeuille, 75008 PARIS - Tél. : 834-06-33

Étudier une langue
CHOISISSEZ VOTRE RYTHME
...ET VOTRE DISTANCE
ANGLAIS - ALLEMAND - ESPAGNOL - ITALIEN - RUSSE - GREC
Avec Langues et Affaires, établissement spécialisé dans la formation linguistique des adultes depuis plus de 25 ans, l'enseignement par correspondance est un moyen privilégié pour apprendre une langue ou perfectionner ses connaissances, acquies une spécialité utile, préparer un examen comme ceux des chanceries de commerce étrangères, de l'université de Cambridge, le BTS traducteur d'entreprises, etc. Un des atouts les plus précieux pour réussir un projet linguistique, changer d'orientation, obtenir un diplôme supplémentaire, que l'on soit étudiant, enseignant, salarié, chômeur à son rythme. Inscription toute l'année, durée d'étude à votre choix, orientation et formation continues. Sur Place, cours aussi complémentaires ou intensifs. Documentation gratuite à l'adresse : Langues et Affaires, services 4246, 35, rue Collange, 92303 Paris-La Neuville. Tél. : (1) 270-81-38.
BON DE DOCUMENTATION GRATUITE à compléter et retourner à L. & A., service 4246.
Veuillez m'adresser la documentation gratuite sur vos enseignements.
Nom et prénom :
Adresse :

Cours par correspondance, cours aux et conférences à Paris
Séminaire de formation
ÉCOLE
PSYCHO-GRAPHOLOGIE
OBSERVATION PRIVÉE D'ENSEIGNEMENT
À DISTANCE, FONDÉE EN 1963
12, villa Saint-Pierre
B-3 - Dép. LM
94220 CHARENTON
Téléphone (1) 376-72-01
Préparation à la profession de graphologue.
Conversion de la formation permanente
Inscriptions reçues toute l'année
Documentation gratuite
Analyses et sélections par professeurs

KLINCKSIECK
11, rue de Lille,
75007 PARIS

مكتبة الأمل

M. Chevènement : « Pas de nivellement par le bas »

A quelques jours de la rentrée universitaire, M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'Éducation nationale, a précisé, lors d'une réunion de la conférence des présidents d'université, les grands principes qui doivent guider son action dans le domaine de l'enseignement supérieur. Il a notamment déclaré (*Le Monde* du 29 septembre) : « Lorsque j'étais ministre de la recherche et de l'industrie, j'ai pu constater combien la concurrence à laquelle sont confrontées nos entreprises est rude. J'ai le sentiment, en abordant la question de l'enseignement supérieur, que la compétitivité de nos entreprises ne joue déjà au moins en partie dans nos universités. Nous ne pouvons pas laisser la situation se dégrader. »

« Nous devons accroître de manière significative nos effectifs universitaires. Mais nous devons nous garder de promouvoir un égalitarisme de façade, car il n'est pas de pire danger que d'efficher une volonté d'homogénéisation qui conduirait à l'effacement d'un niveau de formation. Chacun doit pouvoir accéder, mais selon ses aptitudes, au savoir universitaire. L'élite républicaine est une exigence profondément démocratique, car elle donne à chacun la chance d'exceller. Il n'a donc rien de voir avec la reproduction d'élites installées. »

Le ministre a aussi précisé : « Le gouvernement, par la vertu de la loi, donne à l'enseignement supérieur la chance de retrouver toute sa cohérence en lui confiant une souplesse d'adaptation au monde économique et social. L'université doit tout d'abord s'adapter aux besoins des entreprises. Cela signifie

un effort d'ouverture considérable, peut-être sans précédent. Il faudra nécessairement qu'elle apprenne aux étudiants à parler le langage de l'entreprise. »

« Le véritable avenir de l'université, c'est de devenir le trait d'union entre le savoir, la jeunesse et le monde de l'économie et de l'industrie. C'est le sens profond de la professionnalisation. Mais n'ayons garde d'oublier que cette évolution doit sauvegarder ce qui fait actuellement la richesse des universités : c'est-à-dire leur ouverture d'esprit, leur formation pluridisciplinaire, en un mot leur culture. Je ne sacrifierai jamais l'impératif culturel sur l'autel d'une formation exclusivement technicienne. Un emploi pour chacun est évidemment l'objectif, mais cela ne se fera pas en supprimant ce qui fait la qualité de nos universités : la formation des hommes et des femmes formés à l'université : leur esprit de méthode et leur capacité d'adaptation. L'université doit aussi s'adapter aux exigences du monde moderne. Les batailles économiques et industrielles se livrent à présent sur un plan planétaire. Pour tenir leur rang, les entreprises doivent savoir communiquer. »

« Il faut donc intensifier la formation aux nouvelles technologies de l'informatique, de l'électronique, mais aussi de la communication audiovisuelle. Il faut également accroître les efforts dans le domaine de l'enseignement des langues étrangères. Le développement de nouveaux premiers cycles va, à cet égard, dans le bon sens. Cela reste cependant encore insuffisant, et je veillerai personnellement à ce que nous allions beaucoup plus loin. »

Les syndicats d'étudiants réservés

« Une rentrée difficile, mais une rentrée différente. » C'est ainsi que les deux principaux syndicats d'étudiants de France (UNEF, Union nationale des étudiants de France, et l'Union nationale des étudiants de France, indépendante et démocratique (UNEF-ID), animée par des socialistes et des trotskistes) qualifient la prochaine rentrée universitaire.

Deux points suscitent une véritable inquiétude pour les responsables syndicaux : la réduction des heures complémentaires, avec pour corollaire la diminution du nombre de travaux dirigés et le déficit des œuvres universitaires (plus de 13 millions de francs). Pour l'UNEF, l'année universitaire 84-85, année de l'application de la loi sur l'enseignement supérieur, est une véritable « année étonnante ». « Cette loi est un acrobate de taille, nous ferons tout pour la concrétiser », expliquent les responsables. Quant au pourcentage de qualification des étudiants, selon l'UNEF-ID, à l'opinion de la politique de sélection préconisée par M. Savary.

L'appréciation portée par l'UNEF-ID tranche totalement. Selon elle, c'est précisément le véritable « changement de ton » opéré par M. Chevènement et Schwartzberg par rapport au ministre précédent qui donne à cette rentrée 84-85 une impulsion et une orientation nouvelles. L'engagement pris notamment par M. Chevènement d'augmenter le nombre d'étudiants tout en renforçant leur niveau de qualification est directement selon l'UNEF-ID, à l'opinion de la politique de sélection préconisée par M. Savary.

L'appréciation est évidemment différente pour le Collectif des étudiants libéraux de France (CELFL) qui regroupe des étudiants proches de l'opposition. Selon le président du CELFL, M. François Raffray, les différentes réformes du ministre de l'éducation nationale sont des échecs. « La réforme du premier cycle, notre pouvoir d'achat diminue, le non-renouvellement des conseils d'université efface la représentation étudiante. » Telles sont quelques-unes des critiques du CELFL.

M. Raffray invite les étudiants à exprimer leur mécontentement lors des élections aux centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires (CROUS). « Ce sont ces élections qui doivent prouver que les étudiants ont une voix, explique-t-il. Ce sera la dernière fois avant 1986 que l'on comptabilisera le vote étudiant, ce vote doit être celui du refus à la politique universitaire du gouvernement. »

De perfectionner, ou apprendre à perfectionner, ou apprendre à perfectionner... LES COURS D'ANGLAIS DE LA BBC

NOUVEAU Enseignants, formateurs, éducateurs, acteurs sociaux... Des vidéos grammaires (avec brochure) conçues par des spécialistes.

Thèmes :
• L'ÉCONOMIE SOCIALE
• LES LOIS AUROUX
• LE 9^e PLAN
• LA DÉCENTRALISATION

Documentation gratuite à la demande
Minerve Productions
LIGUE FRANÇAISE DE L'ENSEIGNEMENT ET DE L'ÉDUCATION PERMANENTE

Pour disposer des données essentielles sur la réalité sociale en France

DONNÉES SOCIALES
édition 1984

rassemble, analyse et commente toute l'information statistique disponible sur la population, l'emploi, l'enseignement, les ressources, la santé, la consommation...

Volume broché
Format 21 x 29,7
592 pages, 160 F

INFORMATION, VENTE : pour Paris : à l'observatoire économique de Paris, Tour gamma A, 195, rue de Serris 75582 Paris Cedex 12

Pour la province : dans les observatoires économiques régionaux de l'INSEE et chez les libraires spécialisés.

INSEE Institut National de la Statistique et des Études Économiques

JOURNÉES « PORTES OUVERTES » SUR LES UNIVERSITÉS CANADIENNES

Kiosques d'information, conférences, rencontres, débats, films, vidéos et présentation de la Bibliothèque : nos collections et nos services
VENDREDI 19 et SAMEDI 20 OCTOBRE, de 10 h à 20 h
CENTRE CULTUREL CANADIEN
11, rue de Valenciennes (75) 501-35-73 - M^o Invalides - Gare d'Orléans

Collège Sévigné

Établissement d'enseignement privé laïque fondé en 1880
AGREGATIONS ET CAPES
Préparation aux concours
Mathématiques, Philosophie, Lettres Classiques, Lettres Modernes, Grammaire, Anglais, Allemand, Histoire, Géographie.
Diffusion de photocopies avec des corrigés.
DEPARTEMENT DES ENSEIGNEMENTS SUPÉRIEURS
17, rue des Feuillantines 75005 Paris - Tél. (1) 633.36.38
Siège social : 28, rue Pierre-Nicolas 75005 Paris

EVIS SÉJOURS LINGUISTIQUES

ANGLAIS - IRLANDE - U.S.A.
ALLEMAGNE - ESPAGNE
NOËL - PAQUES - ÉTÉ
Séjours en famille avec cours pour :
- élèves des collèges et lycées ;
- étudiants d'université, grandes écoles, I.T.S.
OPTIONS SPORTIVES :
équitation, tennis, voile, planche à voile.
PAQUES ANGLETERRE
Forfait séjour 2 semaines : 2 190 F

BOURGOGNE : B.P. 11, 71180 CHAGNY, Tél. (03) 82-62-49
CENTRE : 4, rue Charlemagne, 37170 St-AVERTIN TOURS, Tél. (47) 27-56-74
CHAMPAGNE : rue du Bourgeois, Avenches-Monville, 10400 NOGENT/BEAUNE, Tél. (23) 25-21-86
EST : 191, avenue A.-Maignan, 57000 METZ, Tél. (8) 750-20-11
MIDI-PYRÉNÉES : 3, rue de Chénouard, 32000 MONTAUBAN, Tél. (83) 63-30-06
NORD : 8, rue Pasteur, 59270 MONS-EN-BARCELLE, Tél. (20) 47-98-04
OUEST : 36, rue de la Thude, 79300 BRÉVILLE, Tél. (49) 65-13-60
RHÔNE-ALPES : 7, cours de Verdun, 69002 LYON, Tél. (7) 843-85-30
SUD-OUEST : 4, rue de la République, 33040 LORME-ET-BARBEZ, Tél. (56) 28-50-41
SERVICES CENTRAUX : 36, bd Diderot, 75002 PARIS, Tél. 372-31-04

BON A NOUS RETOURNER POUR UNE DOCUMENTATION
NOM PRÉNOM
ADRESSE
VILLE CODE POSTAL

HACHETTE UNIVERSITÉ

Collection HU

Sérial De la philosophie (2 tomes) Sérial Lectures philosophiques, textes descriptifs et commentés de textes	Sérial Initiation aux méthodes de la statistique Inquisitive Principes et méthodes de statistique locale Statistique inquisitive : méthodes et applications
Série « Études françaises » Sérial Le commentaire composé Sérial, Sérial La dissertation française générale (2 tomes) Les textes littéraires généraux (pour él.) Lectures Histoire de la littérature française Moyen, Sérial Général du français classique et moderne	Série « Civilisations anglaises et américaines » Sérial, Sérial British society to-day Fiction, Sérial Les États-Unis, guide culturel Fiction, Sérial American institutions to-day Fiction, Sérial Business in contemporary society Lectures English education to-day Sérial, Sérial British institutions to-day Fiction, Sérial Handbook of american idiom and idiosyncratic usage Sérial, Sérial, Sérial, Sérial English texts and tests Sérial An introduction to English literature
Série « Langue, Linguistique, Communication » Sérial, Sérial Lectures de la littérature de Bernard Charlot Sérial Langage et discours, éléments de sémiotique Sérial, Sérial, Sérial Chico, Sérial, Sérial Linguistique française, initiation à la problématique structurale (2 tomes) Sérial Lectures sémiotiques de Paris Sérial Initiation à la sémiotique narrative et discursive Sérial, Sérial Sérial : Dictionnaire raisonné de la théorie du langage Sérial Théorie générale de l'information et de la communication Sérial, Sérial Fiction, Sérial Initiation aux problèmes des linguistiques contemporaines Sérial, Sérial Initiation à l'étude des systèmes descriptifs Sérial Sérial, Sérial Initiation aux méthodes de l'analyse de discours Approche de l'analyse de discours linguistique français Sérial Lectures, sérial et sérial Sérial Initiation à la théorie des langages	Série « Études d'anglais » Sérial, Sérial Lectures de la littérature de A. G. S. et L. S. Sérial, Sérial Initiation à la phonétique de l'anglais La prononciation de l'anglais Règles phonétiques et exercices de transcription Sérial, Sérial, Sérial, Sérial Sérial, Sérial Sérial, Sérial Grammaire anglaise : thèmes construits (pour él. et sérial) Sérial Initiation à la littérature : an anthology Tome 1 : De l'époque coloniale à 1912 Tome 2 : 1912-1972

EN VENTE CHEZ VOTRE LIBRAIRE

Les enfants de la crise

(Suite de la page 29.)

Beaucoup d'enseignants ont du mal à accepter cette diversification des publics et une plus grande hétérogénéité. Nostalgiques des années 60, alors que l'université ne comptait que 254 000 étudiants, ils mesurent la cause principale de la baisse du niveau, le manque d'attention, l'absence de travail sérieux. Mais Isabelle, qui prépare un DEUG d'anglais à Lyon, affirme : « Moi, je travaille. » Elle suit tous les cours et les travaux dirigés, fréquente la bibliothèque, bref, en dehors de quelques après-midi où elle garde des enfants pour se payer la chaise, elle « bosse ». Mais les critiques qu'elle formule après de longues hésitations portent sur l'avenir. « Que ferai-je avec une licence, ou même une maîtrise d'anglais ? » La réponse, elle la connaît. Comme beaucoup de ses camarades elle ne rêve pas, elle grette assez lucidement l'occasion qui pourrait lui permettre d'accéder à une formation qui prépare réellement à un emploi.

Le look étudiant a changé

Les enfants de la crise ne sont pas tristes mais inquiets. Il leur est difficile de s'enthousiasmer pour des études aux débouchés problématiques. Ils apprennent le code civil, la grammaire transformationnelle, ou la physiologie cellulaire selon les options qu'ils ont choisies, mais se sentent éloignés du monde socio-économique qui les entoure. Cette impression diminue en licence et en maîtrise. A ce stade, les effectifs sont moins nombreux et les contacts avec les enseignants plus aisés. C'est à ce moment qu'il faut se décider à quitter l'université, à rompre tous les liens tissés au long de cinq ou six années.

« C'est dur de l'abandonner, mais une fois que c'est fait on n'a plus envie de partir », résume Béatrice d'Aix-en-Provence. Alors, cette étudiante en lettres, sa licence en poche, commence des études de sociologie. Volonté de passer une solide collection de diplômes ou plus simplement pour d'affronter le marché du travail avec une licence qui ouvre peu de portes ? Les véritables motivations demeurent difficiles à saisir.

« Potage julienne, escalope panée-petit pois, salade, compote... correct, on y va. » Le menu du restaurant universitaire. Les gâteaux d'Aix couvrent à François, et

Catherine, ce soir-là. Lui est en maîtrise d'économie, elle termine une licence en droit. Ensemble depuis deux ans, ils se sont connus dans un soirée étudiante organisée dans un club de la ville. Deux pièces dans le vieux Aix, des parents qui financent les études plus quelques petits bonis saisonniers leur permettent de « vivre sans problème ». Ils sortent, voient des copains, s'amuse. Et après ? « On n'est pas trop, on n'est pas vraiment fixé », répond François. Catherine avoue qu'elle ne peut-être demander à faire des remplacements « comme prof dans le secondaire », car elle aimerait avoir des revenus plus réguliers. « Si puis François pourrait continuer, s'il veut faire un DEA, et après de la recherche. » Elle est arrivée par hasard en droit, elle risque d'en sortir de la même façon, sans réelle motivation.

« Le look des étudiants a changé », remarque le directeur de la MNEF de Rennes, leurs demandes aussi. « Finies les « baby » aux longs cheveux, Vincennes a disparu et le frémissement de chœur 100 % naturel ne distille plus son arôme dans les halls des universités. L'étudiant 84 n'est pas isolé des autres jeunes de sa génération. Il lit des bandes dessinées, écoute Kid Creole et les Coconuts et va voir Indiana Jones comme tous les dix-huit/vingt-cinq ans.

Mais, comme eux aussi, ils aiment manger « vite fait dans un fast

food ». La fréquentation des restaurants universitaires diminue proportionnellement à l'implantation des chaînes de restauration rapide. L'étudiant refuse de faire la queue pour un repas. Il préfère se priver de manger ou grignoter dans un café. Directeur du Centre national des œuvres universitaires et scolaires, M. Pierre Tricalot est partisan du rapprochement entre le service public et les usagers. Il souhaiterait que les « restos U » expérimentent de nouvelles formules : plat à emporter, plat unique, et développent leur service de caddies. « Il y a dix ans on vivait avec des cantines de véritables cathédrales de la restauration, explique-t-il. Aujourd'hui les jeunes préfèrent une atmosphère plus calme ; à nous de tenir compte de ces évolutions et de faire preuve d'innovation. »

Les modes de vie ont évolué, l'insouciance a disparu. Ici on révoque des résidences universitaires, là on ouvre de petites chaînes de restauration rapide.

Ce sont les enfants des étudiants contestataires de 1968, qui fréquentent aujourd'hui l'université et la vieillesse. Ils ont bien besoin de faire pause, de se reposer. Formations, disciplines sont à repenser. Les enseignants eux-mêmes doivent tenter de s'adapter continuellement à des jeunes isolés, inquiets face à l'avenir.

SERGE BOLLOCH.

UNIVERSITÉ PARIS-VII
FORMATION CONTINUE
Enseignants second degré
d'anglais et de français
Recyclage linguistique (grammaire - élocution)
et enseignement assisté par ordinateur.
INSCRIPTIONS SEPTEMBRE 14 MA 17 H
DIREL 10, rue Charles-V, Paris 6^e. Tél. 274-27-54

UNIVERSITAIRES
COMPLÉTEZ
VOTRE FORMATION
C.P.E.C.F.
D.E.C.S.
NOUVEAU CURSUS
DE L'EXPERTISE COMPTABLE

« la lettre de gestion »
A.E.N.G.D.E.
35, boulevard de Strasbourg, 75010 Paris, Tél. 246.90.38

TOUT (ou presque) sur les
LANGUES ÉTRANGÈRES
Guide pratique des langues, Édition 1984.
302 pages d'informations et de références
sur les langues : FRANÇAIS ÉTRANGÈRE,
EXAMENS ET DIPLOMES, ORIENTATION
PROFESSIONNELLE, FORMATION DES
ADULTES, MÉTHODES, SÉJOURS À
L'ÉTRANGER.
Plus de 1 000 adresses, formules utiles, une
carte de renseignements, de documents et d'orientation
textuelle.
50,00 F
Vente en librairie spécialisée : diffusion
BIC-OMNIVOX, 10, rue de la République, 75001 Paris, Tél. (1) 737-50-52
(Par correspondance : 60,00 F francs)

SPECTACLE

LA ZARZUELA AU CHATELET

Eventails et mantilles

Le spectacle espagnol de zarzuela au Châtelet, anthologie composée et mise en scène par José Tamayo, c'est comme un double effet de miroir, une fantaisie de l'histoire.

Dans les années 50, Francis Lopez redonnait pour un temps un coup de jeune et de brillant au vieux théâtre qui n'en pouvait plus, grâce à un prince de Madrid, chanteur de feu, sourire de charme, voix de rêve. Roi de l'espagnolade, il chantait l'amour à sa belle qui, en mantille, jouait de l'éventail au milieu des fandangoes, des castagnettes, des sévillanes...

Francis Lopez et Luis Mariano ont renouvelé l'opéra espagnol en adaptant les codes de la zarzuela, tradition espagnole réellement populaire. Tout le monde en fredonne les airs, qui courent dans la tête, et ne sont pourtant pas faciles à chanter. Teresa Berganza, Victoria de los Angeles, les grands de l'opéra, ont à leur répertoire, « Mais, en définitive, leurs voix sont trop amples et ils ne jouent pas assez. La zarzuela se joue et se chante simultanément, c'est sa caractéristique », dit Luis Pascual, qui dirige le Centre dramatique national de Madrid. Il a fait ses classes chez Giorgio Strehler à Milan, et en Pologne; on a vu sa mise en scène de *L'opéra de Bohème* au Théâtre de l'Europe, celle d'*Edouard II* à Avignon. Et il est un « ténor » de la zarzuela. Dans la petite ville où il est né, près de Barcelone, il y avait deux troupes, et ses parents l'y emmenaient tous les dimanches. Il se souvient de son père, écoutant en secret, sur chaque, la *Carta del Faraon*, zarzuela interdite sous Franco, pour cause de « pornographie ».

« Je crois bien, raconte Luis Pascual, que c'est une adaptation de l'Africain. On dit que la zarzuela est l'opéra du peuple. Par exemple, le *Bohème* a donné *Bohème*, Rigoletto, la *Dogana*. Enfin, le thème est repris à la manière zarzuela, qui de toute façon est l'art de recomposer les airs qui courent — musiques des rues, marches militaires, chansons — et les aller débiter à des troupes simples, une histoire d'amour qui finit bien et se passe généralement dans les quartiers populaires de Madrid, ou des grandes villes. Le décor, c'est la cour intérieure des immeubles, il y a tout le monde se rencontre, et les scènes de campagne interviennent en intermèdes bucoliques.

« En fait, il y a deux formes de zarzuela : la « zarzuela grande » avec beaucoup de monde et de ballets, et la « zarzuela chico » petit bijou dramatique tiré des saynètes populaires. Notre comédie dell'arte, en moins fort. Pourtant, on y trouve la même force d'insouciance, une façon d'envoyer aux pelotes la réalité et se moquer. Nous sommes un pays de soleil. Quand il dessèche la terre et brûle, il donne le flamenco. Mais il est aussi le chaleur du corps, l'envie de se laisser aller à la gaieté, et c'est la zarzuela.

« On en compte trente mille inconnus à la société des auteurs. Elle est née au dix-septième siècle, a connu son âge d'or au dix-neuvième, l'époque du romantisme nationaliste, et ce s'est poursuivi jusqu'aux années 1950-1960, en conservant les formes, les costumes, les décors de l'époque. Ils faisaient le tour du monde en prenant des attitudes exagérées, les femmes portaient les robes du répertoire et leurs propres bijoux, modernes... Il y a une dizaine d'années, Peter Brook a vu à Madrid le Mantilla, une histoire qui se passe pendant un jour de chasse dans un château anglais. Il n'en revenait pas de voir les ladies jouer de l'éventail en roulant les hanches.

« Il a cru à de l'ironie, mais non. La zarzuela est naïve, totalement au premier degré. Elle oblige à une façon de jouer accentuée. Chaque phrase est illustrée par le geste correspondant. C'est tout à fait fruste et ne ressemble en rien au vocabulaire raffiné des traditions indiennes ou japonaises. Le jeu est direct, face au public, et pas seulement pour que le voix porte. Il s'agit de s'adresser

« FESTIVAL DE LILLE. — La soprano américaine Maria Ewing remplacera la compatriote Jesse Norman, lors du concert que l'Orchestre de Roubaix donnera le 31 octobre pour le troisième Festival de Lille.

franchement à lui. Dans la zarzuela, le quatrième mur est inconnu. Elle est construite de façon si stricte qu'on ne peut pas le jouer autrement. On en arrive à la même difficulté qu'avec la comédie dell'arte. On arrive à un genre dramatique épuré. Si on le renouvelle, on fait autre chose. Un compositeur moderne ne peut qu'imiter, copier. La zarzuela fait partie de notre répertoire, de notre passé... »

L'espagnolade est née et morte avec Luis Mariano. Francis Lopez ne lui a jamais trouvé de successeur à sa mesure. José Tamayo a paré la vieille dame de costumes somptueux et lui fait exécuter ses morceaux de bre-

vous — enchevêtrement « rythmique et chromatique », dit-il, de grands airs et de ballets sans mise en scène proprement dite, sans reprendre les intrigues. Si on est très au courant, on peut sans doute les reconnaître dans sa mémoire. Sinon, comme Peter Brook, on n'en revient pas, on demeure ébahi de voir une chorégraphie si forte imposée, toute en noir, grand peigne, mantille et éventail, une fleur rouge au décolleté généreux, s'avancer dans des balancements de crinoline, suivie de danseuses, qui, les poings à la taille, roulent des hanches, et de danseurs déguisés en toreros... L'espace d'un tableau, on se croirait au Châtelet d'antan.

COLETTE GODARD.

Le pur style ibérique

« Anthologie de la zarzuela » : le spectacle espagnol que le Châtelet-TMP a présenté en première, mardi 16 octobre, devant une salle d'hispanisants fervents, se compose essentiellement de chants, de chorégraphie et de danses. La lecture du programme, qui ne comporte pas moins de vingt explications de textes, est trompeuse : en fait de dramaturgies lyriques, versifiées à la manière des « misseques », anglaises, signées loi Lope de Vega ou Calderon — on assiste à une revue musicale chatoyante et rutilante dans le style Belle de Cadix que l'ancien maître de ces lieux, le regrettable Maurice Lehmann, avait tant aimé.

La mise en scène allusive l'artifice en fond de décor sur un décor où sont projetés des « échos » diversément colorés. Cette simplification a l'avantage de nous épargner la folle d'opéra-comique dont la seule réminiscence fait frémir. Rien donc de déconcertant à part la Taberna del Puerto, dont le titre se passe de traduction, et un tableau dans lequel la troupe de José Delgado au grand complet — quelques chanteurs exécutants, un narrateur en chœur « Mur-cia, Murcia », tout se passe à Madrid — Madrid, la cathédrale du chant et du ballet classique espagnols.

Les chanteurs solistes du Théâtre lyrique de la Zarzuela ont des voix puissantes et bien timbrées qui se passeront aisément des micros de la rampe, les ténors surtout qui ne désavoueraient pas la race des Domingo et des Carreras. Les cantatrices, elles, poussent la romance avec un cœur aussi généreux que leurs poitrines, sans relation commune, fort heureusement, avec ces matrones gitanes au profil alourdi, aux sourires de hyènes qui pestent d'interminablement leurs amours, défuntes ou combien ! car le spectacle madrilène fut comme la peste toute référence au *cuadro flamenco* et à ses mélodrames du bout de la nuit andalouse.

OLIVIER MERLIN.

MODE

M. MITTERRAND ET LES JOURNÉES DU PRÊT-A-PORTER

Le mariage de l'art et de l'industrie

Catherine Denève, tailleur « familles royales », au 17 rue Saint Laurent, Isabelle Huppert, blonde comme jamais, à celui de Thierry Mugler, Stéphanie de Monaco, fourreau superbe, accompagnant Marc Rohan, styliste de Christian Dior, et ce ne sont là que trois exemples... Décidément, la réunion organisée, mercredi 17 octobre, à l'Élysée par M. François Mitterrand à l'occasion des Journées du prêt-à-porter qui ont lieu dans les jardins des Tuileries, à Paris, du 17 au 25 octobre avait très belle allure.

« Notre rencontre a valeur d'exemple, a déclaré le président de la République, et doit porter à l'extérieur, car elle sert les intérêts qui sont les vôtres et qui sont ceux du pays. Votre démarche, créer,

inventer, travailler, n'est pas quelque chose de futile ou de simplement décoratif, ce qui serait déjà beaucoup. En créant la mode, vous créez les formes de vie, le plaisir d'être ; vous inspirez les foules. Vous donnez aux saisons leurs couleurs ; leur maintien, leur mouvement. Et pas seulement pour la parade mais pour le plaisir, le désir. Après tout, l'art de séduire n'est pas forcément accessoire. Les pays sans mode, sans créateurs, sont plutôt gris. Ils sont les pays de l'uniforme.

Vantant les vertus d'un mariage heureux entre l'art et l'industrie, M. Mitterrand a ajouté : « Les secteurs industriels qui font confiance aux créateurs sont toujours en expansion. C'est ce que le gouvernement a voulu signifier en créant une Ecole nationale du design, en lançant un Concours international de meubles de bureau, en demandant à de jeunes décorateurs de réaménager les appartements de l'Élysée. Bientôt sera lancé un concours pour renouveler les luminaires de l'administration... Les grandes époques de notre histoire, a conclu le président de la République, sont celles de l'alliance étroite des artistes, des écrivains et des industriels. »

O. S.

THEATRE VICTOR HUGO
de BAGNEUX (Porte d'Orléans)
63 10 54
COURTÈLINES
à partir de
GEORGES COURTÈLINE
jeudi, vend., samedi à 20 h 30
dimanche matinée 15 h
14, AV. VICTOR HUGO-BAGNEUX

MUSIQUE

CRÉATION SCÉNIQUE A MARSEILLE

Christophe Colomb à bon port

L'Opéra de Marseille ne s'était pas distingué, ces dernières années, par le souci de présenter des œuvres d'une esthétique sinon contemporaine, du moins rompant tant soit peu avec celle du théâtre lyrique traditionnel. Le choix du *Christophe Colomb* de Darius Milhaud, sur un livret de Paul Claudel, créé à Berlin en 1930 et qui n'avait jamais été représenté en France (on l'avait donné seulement en oratorio à Nantes et à Paris) est courageux, dans la mesure où il s'agit d'une œuvre inconnue exigeant des moyens considérables — de la mise en scène — et dont la modernité n'a pas d'attrait en tant que telle pour le spectateur.

Si *Christophe Colomb* était une grande fresque historique, à la manière de *Motet* et *Aaron* de Schoenberg, nul doute que la musique de Milhaud, défilant comme un fleuve irrésistible, résisterait plus facilement à l'exportation du public. Mais Claudel a imaginé de confier à un Expliqueur le soin de relier entre eux et de commenter vingt-huit tableaux dont l'enchaînement, avec des retours en arrière et de brusques sauts dans le temps et l'espace, évoque le cinéma tout en cherchant à le dépasser.

Comment Expliqueur, au séduisant aujourd'hui un narrateur qui annonce des images, dont la réalisation n'est qu'un pâle reflet de ce qu'attendait notre imagination, entraînée par le cinéma ? En ce sens, la version oratorio peut sembler plus satisfaisante si l'on ne dispose pas d'un budget à la hauteur des illusions à créer. Toutefois, l'attrait d'un opéra est plus vif et, à en juger par l'accueil chaleureux que les Marseillais ont réservé à ces quatre représentations, Jacques Karpis a eu raison d'engager son théâtre à être le premier en France à tenter l'aventure (1).

On regrette cependant que la voix de l'Expliqueur ait été amplifiée, d'abord parce que, comme dans toutes les salles d'opéra, la « sono » est pourrie, ensuite parce que le procédé est trop usé pour rester efficace. D'ailleurs, la condition (Jean-Pierre Armand) : parlant presque toujours dans le silence, l'Expliqueur peine à se faire entendre. Le micro donne seulement une grandiloquence d'autant plus fâcheuse si qu'on met un certain temps à se convaincre qu'il ne s'agit pas d'une conférence de la série Comœdia du monde.

Pour rendre leur vigueur à des rôles théâtraux trop effacés pour avoir une inflexion historique et ne pas sembler surtout dépeçés, peut-être aurait-il fallu donner un spectacle au caractère plus visiblement expérimental. Il s'agit là d'une question, non d'un reproche, car le souci d'actualiser le tout prix est ce qui manque en général le moins aux metteurs en scène ; mais, ici, l'aspect un peu conventionnel de la représentation ne laisse plus qu'assez difficilement apparaître ce par quoi le texte de Claudel se diffé-

rencie radicalement de l'apologie d'un grand navigateur, dont la découverte a permis la conquête et l'évangélisation du Nouveau Monde.

La part du merveilleux

L'action de ce faux opéra historique se passe essentiellement sur le plan symbolique ; cela va de la signification du nom du héros : Christophe Colomb, jusqu'à la notion de Nouveau Monde. L'œuvre est présente au même degré : le Nouveau Continent ne portera pas le nom de celui qui l'a découvert, l'évangélisation se doublera d'une réhabilitation de l'espérance et de massacres sans précédent. Le merveilleux, enfin, a sa part dans l'unité massive la route d'Espagne, Isabelle la catholique (jouée par l'opéra de Saint-Jacques), et Christophe Colomb.

Dans la partition se retrouvent toutes les caractéristiques de Milhaud : rythmes sud-américains, motifs obstinés hallucinants, mélodies franchement dessinées habillées d'harmonies polysonores, large place réservée aux chœurs, qui s'inscrivent à un orchestre où les percussions ont la part belle. Ce goût de l'écriture épaisse (sans nuance préjudiciable) pose des problèmes aigus d'équilibre entre les voix et l'orchestre, et l'on éprouve bientôt un sentiment de saturation ; mais l'œuvre dure à peine deux heures et dix minutes, le premier acte est un peu long à s'installer, ses quatre derniers tableaux forment une progression grandiose qui culmine, dans le second acte, avec les scènes de tempêtes et le dialogue entre Christophe Colomb et sa conscience. La tension se relâche lentement jusqu'à la fin, mais sans se dissoudre.

Il n'est pas sans doute de réaliser un ensemble de chanteurs qui satisfasse aux exigences de la partition, pourtant il est bien rare d'entendre une distribution aussi homogène ; pas de célébrités, mais des artistes dont on a retenu les noms : par exemple, dans le premier acte, Christine Barbaux, Armand Arpaian, Claude Meloni, Gérard Friedmann, Michel Hubert, Jean Béraud, entre autres et, au second, découverte, Jacques Noël. Les chœurs de Marseille et d'Avignon se sont acquittés sans faille d'une tâche inhabituellement lourde ; l'orchestre avait fort à faire lui aussi mais le chef, Henri Gallois, vaillait à tout avec une efficacité souveraine.

Un mois de répétitions, ce n'était pas trop pour mettre sur pied une œuvre aussi considérable ; sa réussite rend l'Opéra de Marseille d'autant plus exemplaire que ses moyens restent relativement modestes ; en outre, le succès laisse espérer qu'il ne s'arrêtera pas en si bon chemin.

GERARD CONDÉ.

(1) F.R.S. qui a filmé le spectacle, le diffuse ultérieurement.

GREYSTOKE

— LA LÉGENDE DE —

TARZAN

SEIGNEUR DES SINGES



LA PRESSE : un cri unanime !

Un spectacle fabuleux de bout en bout... C'est l'éblouissement. Du très grand cinéma. J'oubliais l'essentiel, il y a l'émotion.

Alphonse Boudard

LE FIGARO

Enfoncé Spielberg et ses aventuriers programmés sur ordinateur. Le retour de la grande aventure, c'est Tarzan. Gilbert Salachas

Télérama

Un film énorme. On y croit, on est dedans. C'est du cinéma. Marc Esposito

Plein Jeu

Tarzan est enfin né... En même temps qu'une nouvelle star française. Gilles Bressard

MATCH

POUR LES SALLES VOIR LIGNES PROGRAMMES
ATTENTION : HORAIRES SPÉCIAUX

COMMUNICATION

LE DIXIÈME VIDCOM

Vidéo-Stars

De notre envoyée spéciale

Cannes. — Bravo, les stars ! Grâce à vous, voilà la jeune industrie vidéo en émoi, charmée par vos talents, épatée par vos exploits, attirée par vos gains et qui se prend de nouveau à rêver de parer des produits vidéo originaux.

Ah ! Evidemment, n'est pas Michael Jackson ou Jane Fonda qui veut, et rien ne servirait de savoir sautiller — fut-ce divinement — devant une caméra ou guider avec certains quelques exercices de gymnastique s'il n'y avait un mythe, une magie autour des personnages qui transforment vite en or ce qu'ils effleurent d'une main : *Making Michael Jackson's Thriller* est aujourd'hui la vidéocassette la plus vendue dans le monde et caracole au tête des hit-parades avec huit cents mille copies, tandis que *Workout*, la cassette « aérobic » de Jane Fonda, vendue à six cents mille exemplaires, est présentée désormais comme un classique de vidéothèque. Il s'agit bel et bien de records, mais qui reprocherait aux stars de prendre quelques libertés avec les traditions d'un marché ?

Voyons la situation. L'édition vidéo est monopolisée à 90 % par les films de cinéma. Ce sont eux que le public demande (c'est souvent le motif principal d'achat d'un magnétoscope), eux que les éditeurs se disputent, eux que les vidéo-clubs proposent en priorité à leurs clients. Le créneau est formidable et la vidéo, en prolongeant l'exploitation commerciale d'un long métrage, en restaurant des œuvres parfois loquaces ou disparues depuis longtemps des circuits de distribution, leur donne une seconde vie et permet de se constituer ainsi à domicile une véritable cinémathèque. Mais cette dépendance de la vidéo à l'égard du cinéma implique-t-elle pour autant que la vidéo commerciale doive renoncer aux créations originales ?

Allons ! s'efforcent les Américains. Voyez *Fonda-Jackson. Thriller* est premier toutes catégories et dépasse le chiffre de vente des *Aventures de l'arche perdue*, de la *Guerre des étoiles* et de tous les autres... C'est, au contraire, le moment d'innover, de créer des produits spécialement pour la vidéo et de décoller de nouveaux créneaux.

L'accroissement régulier du parc des magnétoscopes dans le monde (13 % des foyers se sont équipés aux Etats-Unis, 30 % au Japon, 40 % en Australie) et la baisse du prix des cassettes (sauf en France, où le coût prohibitif incite davantage à la location) vont élargir et diversifier considérablement la demande des programmes.

« Rappelons-nous le disque, déclare M. Michael Lopez, directeur de la société Vestron Vidéo International, qui a lancé *Thriller*.

Il aura fallu que cinquante millions de foyers soient équipés de tourne-disques pour que les maisons de disques prennent le risque de lancer certains albums extrêmement ciblés. Ce sera un peu la même chose avec la vidéo. Quand cinquante millions de foyers auront un magnétoscope, n'importe quel programme aura des chances d'être viable, dit-il à l'adresse qu'un cinquième de la population ! »

En attendant, les prévisions et spéculations sur les attitudes du public vont bon train. Pas de surprise ni d'originalité en matière de cinéma : les préférences s'alignent sur le box-office des sorties en salles. Sa part relative dans l'ensemble des programmes vidéo devrait cependant diminuer au profit de trois grands secteurs. D'abord la musique : clips, concerts, shows (Vestron s'apprête à sortir une cassette des Rolling Stones)... Le succès de MTV (Music Television), cette sorte de radio à images créée il y a deux ans, ne cesse de se confirmer.

Ensuite, peut-être, les programmes pour enfants : les dessins animés (les Stroumpfs, Snoopy, Walt Disney...) et autres programmes spéciaux, états entendus que les « petits anges », qui trouvent dans le magnétoscope une baby-sitter idéale, sont bien plus attirés par la *Guerre des étoiles*, la *Crème de la nuit* des zombies, etc., que par les films de dessin animé, et notamment les cassettes pratiques ou éducatives sur la cuisine, les langues, le jardinage, des spectacles, du sport, des documentaires, etc.

« Ce qui importe, dit-on à Vestron, comme à Karl Video qui édite trois cassettes de Jane Fonda, c'est de ne pas faire relâcher l'attention du téléspectateur. Donnons-lui la plus grande diversité de produits, distrayons-le avant de l'éduquer. Amusons-le, surprenons-le, et séduisons-le. Et soyons bien sûrs que ce n'est pas tout à fait un hasard si Michael Jackson et Jane Fonda ont choisi la vidéo pour leur prochain projet, et non le cinéma, la France, la Grande-Bretagne, l'Afrique du Sud ou l'Australie. »

Amusons-le ? Un petit tour dans les rayons du Vidéocon prouve d'ailleurs que certains s'en préoccupent. Notons, par exemple, la cuisine italienne présentée par les grands noms de l'opéra, les danses du ventre présentées par la société arabe Fouad Antoun, la culture des roses, comment paraître sexy, l'histoire du cigare par Zino Davidoff et le mariage de Charles ; la palme revient, bien sûr, à Esther Williams pour Nage, bébé nage, un cours de natation scénarisé pour les tout petits.

ANNICK COJEAN.

« L'Est-républicain » prend une participation dans « L'Est-Eclair ». Les lecteurs de l'Est-Eclair, quotidien de Troyes, ont appris, mercredi 17 octobre, que la Société anonyme de « L'Est républicain » avait pris une participation de 32 % dans le capital de la société de presse et d'édition de Champagne (SPEC) éditrice de l'Est-Eclair. Le communiqué publié dans les colonnes du quotidien indique que les parts acquises par son confrère proviennent de la succession de son ancien gérant et cofondateur M. Roger Pape, décédé en mai dernier. En outre, la famille Bruley, qui détenait jusqu'à cette nouvelle répartition 42 % des parts, devient l'actionnaire majoritaire avec 51 %. Deux de ses membres, M. Jean Bruley, cofondateur de l'Est-Eclair et directeur de la publication depuis la Libération et M. André Bruley, rédacteur en chef, ont été nommés membres de la SPEC en assemblée générale. « L'entrée de l'Est républicain ne change rien au contenu et au produit du journal », a déclaré M. André Bruley.

« Un livre sur « L'information sociale en question ». — Le Centre national d'études supérieures de sécurité sociale publie un ouvrage sur « L'information sociale en question », qui comprend notamment le compte rendu d'un colloque organisé en septembre 1983 à Saint-Etienne par le CNESS et l'Association des journalistes de l'information sociale (AJIS) (le Monde daté 23-24 octobre 1983). Editions Economica, 65 F.

ÉCHECS

As championnat du monde LA QUATORZIÈME PARTIE A ÉTÉ COURTE ET NULLE

« Il est évident que les considérations sportives l'ont emporté sur l'esprit sportif. La formule de Marc Taimanov résume joliment la quatorzième partie du championnat du monde d'échecs jouée mercredi 17 octobre à Moscou. Alors que tout était possible, au seizième coup Kasparov a brusquement proposé la nulle, immédiatement acceptée par Karpov.

Tactique ou crainte, le challenger, toujours mené 4-0, ne veut, dit la dixième partie, rien tenter avec les blancs. Prochaine « vraie » partie vendredi, car le champion du monde, lui, ne passait pas bloqué avec les blancs.

Blancs : KASPAROV			
Noirs : KARPov			
Quatorzième partie			
Défense contre-attaque			
1. d4	C6	3. g3	Cd5
2. e4	d5	4. Cf3	Cf6
3. Cf3	e6	5. Fd3	Fd6
4. e5	Fd6	6. Fd3	Fd6
5. Fd3	Fd6	7. Fd3	Fd6
6. Fd3	Fd6	7. Fd3	Fd6
7. Fd3	Fd6	8. Fd3	Fd6
8. Fd3	Fd6	9. Fd3	Fd6

OUI, LE BON ÈLÈVE EXISTE TOUJOURS !

Qui sont les cracks de l'école ? Comment le sont-ils devenus ?

La réponse dans L'Éducation

Numéro d'octobre. En vente partout. 11 F

Jeudi 18 octobre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 20 h 35 *Réplique* à M. Fabius. Les porte-parole du PS et du PC interviewés pendant sept minutes chacun (voir nos pages « politiques »).
- 20 h 50 *Football* : Billet d'essai.
- 21 h 10 *Journal* : Michel Berry, avec P. Manly.
- 21 h 15 *Magazine* : Infovision.
- 21 h 45 *Journal* : Infovision.
- 22 h 15 *C'est à dire*.
- 22 h 30 *Éclaire à la une*.
- 22 h 45 *Journal* : Infovision.
- 23 h 15 *C'est à dire*.
- 23 h 30 *Éclaire à la une*.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- de 50 à 90 ans
- NOUVEAU JOURNAL DE JEUX
- "LES JEUX DE L'ÂGE D'OR"
- Dans le n° 1 : Jack LANTIER
- Line RENAUD + 100 JEUX
- En vente partout.
- 20 h 35 *Football* : la télé.
- 20 h 45 *Journal* : Infovision.
- 21 h 10 *Journal* : Infovision.
- 21 h 15 *Magazine* : Infovision.
- 21 h 45 *Journal* : Infovision.
- 22 h 15 *C'est à dire*.
- 22 h 30 *Éclaire à la une*.
- 22 h 45 *Journal* : Infovision.
- 23 h 15 *C'est à dire*.
- 23 h 30 *Éclaire à la une*.

Vendredi 19 octobre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 11 h 20 *TF 1 Vision plus*.
- 11 h 30 *Une chance vous*.
- 12 h 10 *Journal* : Infovision.
- 12 h 30 *Journal* : Infovision.
- 13 h 45 *Journal* : Infovision.
- 14 h 10 *Journal* : Infovision.
- 14 h 30 *Journal* : Infovision.
- 15 h 10 *Journal* : Infovision.
- 15 h 30 *Journal* : Infovision.
- 16 h 10 *Journal* : Infovision.
- 16 h 30 *Journal* : Infovision.
- 17 h 10 *Journal* : Infovision.
- 17 h 30 *Journal* : Infovision.
- 18 h 10 *Journal* : Infovision.
- 18 h 30 *Journal* : Infovision.
- 19 h 10 *Journal* : Infovision.
- 19 h 30 *Journal* : Infovision.
- 20 h 10 *Journal* : Infovision.
- 20 h 30 *Journal* : Infovision.
- 21 h 10 *Journal* : Infovision.
- 21 h 30 *Journal* : Infovision.
- 22 h 10 *Journal* : Infovision.
- 22 h 30 *Journal* : Infovision.
- 23 h 10 *Journal* : Infovision.
- 23 h 30 *Journal* : Infovision.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 10 h 30 *ANTIOPE*.
- 10 h 45 *Journal* : Infovision.
- 11 h 10 *Journal* : Infovision.
- 11 h 30 *Journal* : Infovision.
- 12 h 10 *Journal* : Infovision.
- 12 h 30 *Journal* : Infovision.
- 13 h 10 *Journal* : Infovision.
- 13 h 30 *Journal* : Infovision.
- 14 h 10 *Journal* : Infovision.
- 14 h 30 *Journal* : Infovision.
- 15 h 10 *Journal* : Infovision.
- 15 h 30 *Journal* : Infovision.
- 16 h 10 *Journal* : Infovision.
- 16 h 30 *Journal* : Infovision.
- 17 h 10 *Journal* : Infovision.
- 17 h 30 *Journal* : Infovision.
- 18 h 10 *Journal* : Infovision.
- 18 h 30 *Journal* : Infovision.
- 19 h 10 *Journal* : Infovision.
- 19 h 30 *Journal* : Infovision.
- 20 h 10 *Journal* : Infovision.
- 20 h 30 *Journal* : Infovision.
- 21 h 10 *Journal* : Infovision.
- 21 h 30 *Journal* : Infovision.
- 22 h 10 *Journal* : Infovision.
- 22 h 30 *Journal* : Infovision.
- 23 h 10 *Journal* : Infovision.
- 23 h 30 *Journal* : Infovision.

- 22 h 15 *Débat*.
- 22 h 30 *Journal* : Infovision.
- 23 h 10 *Journal* : Infovision.
- 23 h 30 *Journal* : Infovision.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 20 h 35 *Histoire d'un jour* : le procès Pétain, 9 août 1945.
- 21 h 10 *Journal* : Infovision.
- 21 h 30 *Journal* : Infovision.
- 22 h 10 *Journal* : Infovision.
- 22 h 30 *Journal* : Infovision.
- 23 h 10 *Journal* : Infovision.
- 23 h 30 *Journal* : Infovision.

FR 3 PARIS ÎLE-DE-FRANCE

- 17 h 45 *Dessin animé* : Oum le dauphin.
- 17 h 50 *Journal* : Infovision.
- 18 h 10 *Journal* : Infovision.
- 18 h 30 *Journal* : Infovision.
- 19 h 10 *Journal* : Infovision.
- 19 h 30 *Journal* : Infovision.
- 20 h 10 *Journal* : Infovision.
- 20 h 30 *Journal* : Infovision.
- 21 h 10 *Journal* : Infovision.
- 21 h 30 *Journal* : Infovision.
- 22 h 10 *Journal* : Infovision.
- 22 h 30 *Journal* : Infovision.
- 23 h 10 *Journal* : Infovision.
- 23 h 30 *Journal* : Infovision.

FRANCE-CULTURE

- 20 h 35 *Journal* : Infovision.
- 21 h 10 *Journal* : Infovision.
- 21 h 30 *Journal* : Infovision.
- 22 h 10 *Journal* : Infovision.
- 22 h 30 *Journal* : Infovision.
- 23 h 10 *Journal* : Infovision.
- 23 h 30 *Journal* : Infovision.

FR 3 PARIS ÎLE-DE-FRANCE

- 17 h 45 *Dessin animé* : Oum le dauphin.
- 17 h 50 *Journal* : Infovision.
- 18 h 10 *Journal* : Infovision.
- 18 h 30 *Journal* : Infovision.
- 19 h 10 *Journal* : Infovision.
- 19 h 30 *Journal* : Infovision.
- 20 h 10 *Journal* : Infovision.
- 20 h 30 *Journal* : Infovision.
- 21 h 10 *Journal* : Infovision.
- 21 h 30 *Journal* : Infovision.
- 22 h 10 *Journal* : Infovision.
- 22 h 30 *Journal* : Infovision.
- 23 h 10 *Journal* : Infovision.
- 23 h 30 *Journal* : Infovision.

FRANCE-MUSIQUE

- 20 h 35 *Journal* : Infovision.
- 21 h 10 *Journal* : Infovision.
- 21 h 30 *Journal* : Infovision.
- 22 h 10 *Journal* : Infovision.
- 22 h 30 *Journal* : Infovision.
- 23 h 10 *Journal* : Infovision.
- 23 h 30 *Journal* : Infovision.

SPORTS

Les qualifications pour la Coupe du monde de football 1986

BECKENBAUER REPREND EN MAIN L'ÉQUIPE DE RFA

L'équipe de RFA a gagné, le 17 octobre à Cologne, son premier match de qualification pour la Coupe du monde 1986 en battant la formation sud-africaine par 2 buts à 0, buts marqués en seconde période par Rahn et Rummensig.

Avant ce match, une interview du nouveau entraîneur de l'équipe allemande publiée par le magazine *Playboy* avait provoqué une vive réaction en RFA : « Son plan international, les Allemands de l'Ouest ne jouent plus désormais que les seconds violons », avait écrit Franz Beckenbauer, qui a été placé par la Fédération allemande pour servir l'équipe nationale du maraude qu'elle traverse depuis la Coupe du monde 1982. « Ces dernières années, les entraîneurs ont trop mis l'accent sur la condition physique de leurs joueurs, comme s'ils voulaient les aligner pour des compétitions d'athlètes aux Jeux olympiques. Or un bon sprinter ne fait pas forcément un bon joueur de football », a estimé Beckenbauer, avant d'ajouter : « Il ne faut pas croire que le fait de corriger l'ancien entraîneur national Jupp Heynckes me mette à sa place pour permettre de remporter la Coupe du monde. Seul un travail opiniâtre dans sur plusieurs années nous fera retrouver notre niveau d'autant. »

Les neuf rencontres comptant pour les éliminatoires de la Coupe du monde, qui ont été disputées le 17 octobre, ont donné les résultats suivants :

GROUPE 1	
*Pologne b. Grèce	3-1
*Belgique b. Albanie	3-1
GROUPE 2	
*RFA b. Suède	2-0
GROUPE 3	
*Géorgie b. Finlande	5-0
GROUPE 4	
*Espagne b. Pays-Bas	2-1
GROUPE 5	
*Norvège b. Eire	1-0
*Suisse b. Danemark	1-0
GROUPE 6	
*Yougoslavie b. Islande	3-0
*Roumanie b. Grèce	3-0

M. CHEVÈNEMENT DÉSAVOUE LES PROPOSITIONS DE M. CALMAT SUR LES RYTHMES SCOLAIRES

Les déclarations de M. Alain Calmat, ministre délégué à la jeunesse et aux sports, envisageant des mesures pour libérer à 15 h 30 les élèves afin qu'ils puissent se consacrer à des activités sportives et socio-éducatives suscitent bien des protestations (le Monde du 16 octobre).

De tous côtés, on déplore que le ministre ne se soit pas livré à une concertation sur un projet qui met en cause des habitudes de vie, les équipements collectifs, les transports, l'activité économique, etc. Sur le fond, la Fédération des parents d'élèves de l'enseignement public (FPEP), présidée par M. Jean-Marie Schiffré, estime que l'important est « une répartition plus équilibrée de la charge scolaire sur l'année, la semaine, la journée, dans une perspective globale ». La Fédération de l'éducation nationale (FEN), pour sa part, considère que « les recherches sur le rythme scolaire font apparaître la nécessité d'alternance d'activités de diverses natures tout au long de la journée ». Les professeurs d'éducation physique du Syndicat national de l'éducation physique (SNEP-FEN) sont également en désaccord avec le ministre et rappellent que la création de 1 500 postes est le préalable à toute revalorisation de l'éducation physique pour, au moins, assurer les heures prévues par les règlements.

M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'Éducation nationale, apparaît lui-même peu pressé de saisir la proposition de son collègue de la jeunesse et des sports :

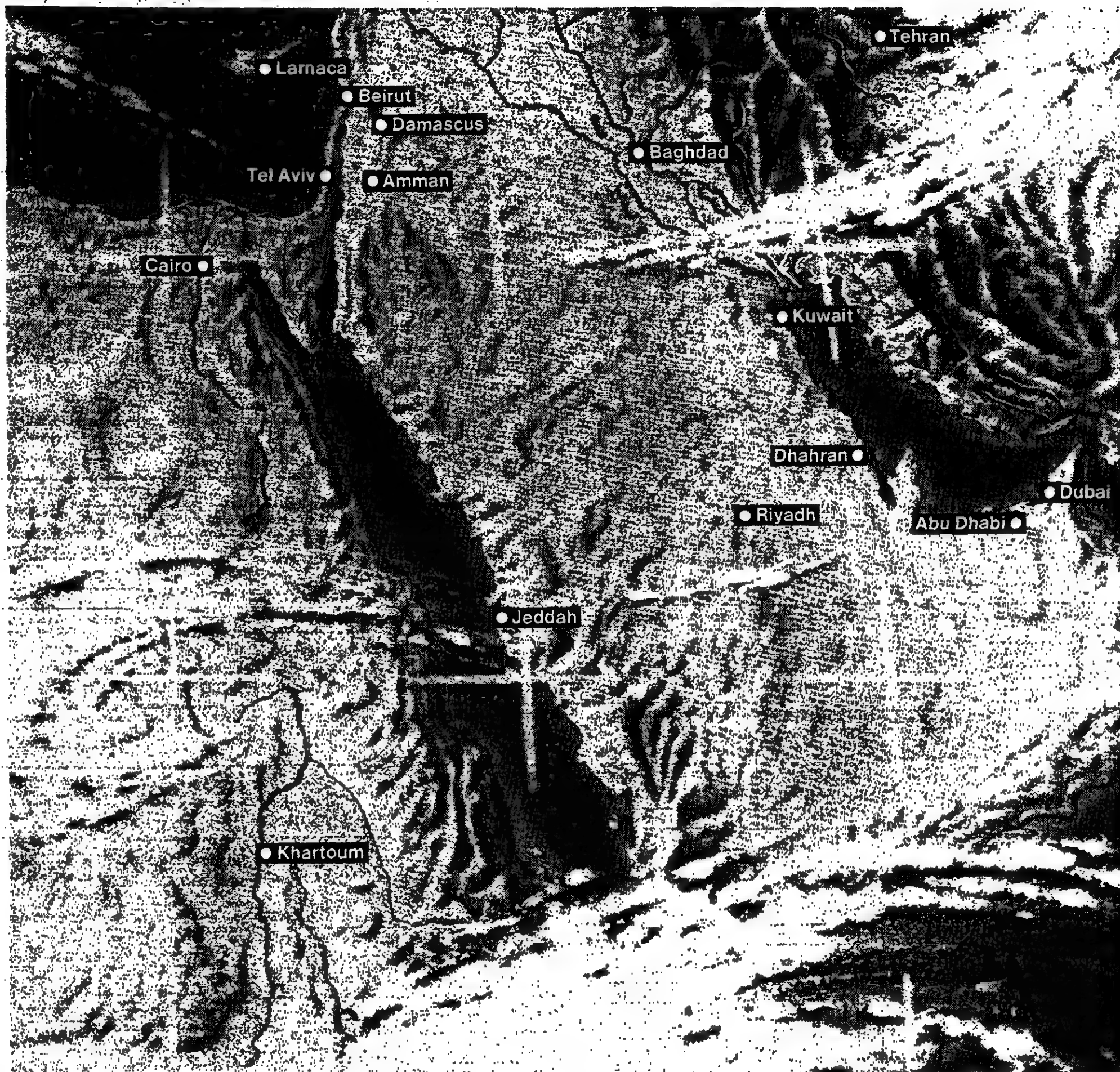
« Les petits Français doivent effectivement développer le côté éducatif physique, je crois que c'est une bonne chose, mais il ne faut pas non plus que cela se fasse au préjudice de l'apprentissage des disciplines fondamentales. »

MONTOUT

La grille d'un Maître « Son décor dans la salle de bains... »

18, rue de la Liberté 94000 CHARENTY LE PONT Tél. : 01-20-21-22

Le Moyen-Orient par Lufthansa: davantage d'Airbus pour plus d'espace, plus de confort, plus de services.



Lufthansa vous donne une raison de plus d'apprécier le confort de ses gros-porteurs: la nouvelle version long-courrier de son Airbus A 300 pour Abou Dhabi, Bagdad, Le Caire, Dhahran, Doubaï, Djeddah, Koweït ou Téhéran.

Cela signifie des films de qualité, rien moins que 10 canaux pour la musique, le choix entre divers menus, les boissons à discrétion et, bien sûr, l'inégalable avantage de sièges confortables et d'un espace plus grand pour les jambes. Quatre vols quotidiens Paris-Francfort vous garantissent une correspondance rapide pour le Moyen-Orient à bord d'appareils modernes. Ponctualité et choix de la première classe en plus.



Lufthansa

Pour tous renseignements complémentaires, veuillez contacter votre agence de voyages ou Lufthansa. 75008 Paris, 21-23, rue Royale, tél. : (1) 265-37-35. 69431 Lyon Cedex 3, Tour Crédit Lyonnais, 129, rue Servient, tél. : (7) 863-66-66. 06056 Nice Cedex, Aéroport Nice-Côte d'Azur, tél. : (93) 83-02-80. 67000 Strasbourg, 48, rue du Vieux-Marché-aux-Vins, tél. : (88) 22-20-20. 31000 Toulouse, 76, Allées Jean-Jaurès, tél. : (61) 62-80-66.

Quelques sociétés transnationales dominent le secteur des services

LES MESURES POUR LUTTER CONTRE LA PAUVRETÉ

« L'Etat ne faillira pas à sa tâche, mais il ne peut agir seul »

déclare Mme Georgina Dufoix

« Chacun dans ce pays doit s'engager à sa tâche. Plus une famille avec enfants ne doit se trouver dans la rue », a déclaré M. François Mitterrand au conseil des ministres du 17 octobre. Au cours de son intervention télévisée sur TF1, en soirée, M. Laurent Fabius est revenu sur le même thème en évoquant « les poches de pauvreté » qui se développent dans les pays riches. L'effort du gouvernement pour « les pauvres de la crise », a cependant ajouté le premier ministre, doit s'accompagner d'un mouvement de solidarité de tous. « Il faut des mesures ponctuelles », a-t-il expliqué, mais la solution de ce problème, passe par chacun de nous.

trouver des relais avec la mobilisation de tous les partenaires (associations, collectivités territoriales) concernés par la lutte contre la pauvreté. « L'Etat ne faillira pas à sa tâche », a affirmé Mme Dufoix, mais il ne peut agir seul - c'est l'affaire de tous - ces problèmes touchent la conscience de chacun.

L'objectif retenu par le gouvernement - « manager à sa tâche et vivre dans des conditions décentes » - a été diversément apprécié par les organisations syndicales, les associations ou les porte-parole des partis politiques.

M. Georges Sarre, secrétaire national du PS, se déclare satisfait et affirme : « Ceux qui, à l'exception de Jacques Chirac, comptent bien se débattre de l'Etat, ne pourront pas poursuivre leur tâche politique. » « A eux d'agir », ajoute-t-il. Plus réservé, M. Jean Béranger, vice-président du MRG, juge les

mesures « décevantes, car insuffisantes » et estime qu'il serait « plus efficace de permettre une contribution volontaire des citoyens en échange d'un dégrèvement fiscal ».

Pour la CGT, qui avait réclamé une allocation de 40 F par jour pour tous les chômeurs sans ressources, M. Oswald Colvett, secrétaire national, estime que les dispositions « sont faites de régler le problème social » : l'existence de 1.331.243 personnes à la recherche d'un emploi et qui ne reçoivent aucune allocation chômage.

De son côté, le Secours catholique, qui réagit « favorablement », déplore qu'il s'agisse seulement de « mesures d'urgence ». Il reste à définir une véritable politique de lutte contre la pauvreté qui se situe dans le long terme, ajoute le comité, en soulignant que « le problème du montant des allocations

de fin de droits et de l'allocation de solidarité reste posé ».

Fondateur de l'association ATD Quart-Monde, le Père Wroblewski observe que le gouvernement a fait un effort nouveau « qu'on ne peut que louer ». Toutefois, « il y a quand même quelques réserves » à formuler, poursuit le Père Wroblewski, pour qui « il faut une trêve politique devant des problèmes aussi graves (...) ». Ce serait à l'honneur des partis politiques français d'arrêter les débats stériles préjudiciables aux plus pauvres.

Au même moment, et comme pour souligner la détresse humaine provoquée par la pauvreté, on apprend qu'un chauffeur-déménageur sans emploi a entamé, à Wattignies (Nord), une grève de la faim avec sa femme et ses trois enfants pour « obtenir du travail, rien que du travail ».

Minimum vital

Se nourrir et se loger sont deux objectifs retenus par le gouvernement pour apporter « la réponse sociale » que réclame le président de la République dans son discours prononcé, le 13 octobre, à Mont-de-Marian.

Si l'effort est louable, indispensable même, on peut toutefois se demander s'il correspond parfaitement, par le cadrage qu'il donne d'un phénomène grandissant, à la réalité de la pauvreté dans la France de 1984 et plus encore au début - certes plus - qui s'est initié depuis plusieurs semaines sur l'urgence d'une « nouvelle pauvreté » que M. Fabius préfère appeler « la pauvreté de la crise ».

D'une certaine façon, les mesures annoncées s'adressent aux plus pauvres, aux plus démunis, en leur garantissant les moyens d'une survie immédiate, à l'approche de l'hiver. On parle au plus pressé mais on n'apporte pas de solution pour permettre à ces personnes - et à d'autres encore qui n'ont pas encore atteint ce seuil de détresse profonde - de vivre - tout simplement. Au-delà de se nourrir et de se loger, l'urgence d'un minimum vital, pour reprendre une vieille expression, existe.

Loi ou loi, de telles revendications avaient été formulées qui réclamaient une intervention plus profonde, et engageant la responsabilité d'une société.

M. Krasucki, M. Bergeron et M. Gaudin, avec des formulations différentes, soulignent tout à la fois qu'on ne pouvait pas vivre avec les 40 F par jour que recevoient certains chômeurs et réclamaient que tout ou partie des personnes sans ressources puissent bénéficier d'une allocation quotidienne de ce genre, au nom de la solidarité nationale.

Annonçant des mesures qu'il reconnaît lui-même comme « ponctuelles », le gouvernement a certes voulu garantir une évolution précoce, et cherche à reprendre pied sur un thème qui pouvait se retourner contre lui. Il n'est pas sûr qu'il y parvienne puisque les « nouvelles pauvres » aux contours si peu discernables pourraient toujours se croire oubliées, voire seulement minimisées dans un état de subsistance alors qu'elles souhaitent les moyens d'une dignité. On n'a pas fini d'entendre parler d'elles. Mais peut-on insister sur la baisse nécessaire des prélèvements obligatoires et faire autre chose que secourir la détresse ?

ALAIN LEBLANC.

UN TOIT POUR TOUS

Les limites du droit au logement

Loger les pauvres, anciens ou nouveaux, est une intention louable en ce début d'automne déjà frugal. C'est même une obligation légale. La loi Quilès, dans son premier article, stipule en effet solennellement que « le droit à l'habitat est un droit fondamental ».

Premier souci : éviter que les familles menacées d'expulsion avant le 1^{er} décembre ne soient effectivement jetées à la rue. Les commissaires de la République « examineront personnellement leur situation ». Six mois en gros pour souffler en attendant le printemps. Mais il y a tous ceux qui sont déjà dehors, qui tentent chaque soir de se laisser enfermer dans le métro, ou il fait meilleur, qui cherchent désespérément un coin d'habitat ou une encadrement de porte pour s'abriter du vent. Il existe, dans le 11^e arrondissement de Paris, une femme et sa petite fille de onze ans qui attendent depuis des semaines, quotidiennement, la demande formelle d'un logement daté de 1976, et la Confédération générale du logement (CGL) a dénombré 85 logements HLM vides dans cet arrondissement.

Il est évident que c'est dans les très grosses agglomérations, et spécialement dans la région parisienne, tout comme dans les banlieues d'emploi où le chômage est le plus intense, que le problème se pose avec le plus d'acuité.

Pour trouver un toit aux exilés du logement, deux États d'esprit, deux démarches, doivent se compléter : l'un du côté (contenu par la prise de conscience que la solidarité est pour chacun un devoir absolu) et l'efficacité technique. L'état de la loi, l'état de la solidarité, peuvent se recroiser, comme naguère, autour de l'abbé Pierre, qui, le 23 novembre, à 20 h 30, au Palais des congrès, soumettra ses concitoyens, ses frères, d'« ouvrir les yeux ». On ne peut que constater qu'il réussisse une fois encore à ébranler, à briser le carapace d'indifférence et d'égoïsme.

De côté de l'efficacité, deux problèmes se posent, alors : celui du recensement et celui du financement. Personne ne sait le nombre des cas de logement. Les militants d'Ensemble avaient à vingt mille ceux qui, chaque nuit, errent dans Paris à la recherche d'un toit, de soins d'urgence et d'un peu de chaleur. Sur l'ensemble de l'Hexagone, le flou est encore plus grand. La définition des exilés du logement est elle-même difficile à préciser. Cette famille de sept personnes, qui vit dans un local sans chauffage, sans eau, sans électricité, mais qui a un toit, faut-il la relever ? Le bon sens voudrait que l'on réponde oui avec conviction, mais c'est

donner à un problème de « logement des pauvres » sa vraie dimension, celle d'une plaie que, depuis trente ans, notre civilisation d'abondance n'a su ni prendre en charge ni réformer. Au reste, en aurait-on la volonté que l'on ne saurait ni où ni combien sont les mal-logés ou les non-logés. Certes, les associations caritatives connaissent certaines familles, les associations sociales des usagers en connaissent d'autres, parfois les mêmes, mais où trouve-t-on ceux qui depuis des semaines frappent aux portes des portes ?

La complexité des règlements

De côté des logements vides, la connaissance de la situation n'est pas meilleure. Les règles qui président à l'attribution des logements HLM sont d'une complexité à décourager les meilleurs hommes de loi. On ignore donc le nombre des logements vides et on ignore de plus leur localisation géographique. Il est tout à fait possible que la carte du recensement de la demande ne corresponde pas du tout à la carte du recensement des logements disponibles. Enfin, il n'est pas certain du tout que le « contingent » dont disposent les commissaires de la République soit suffisant pour faire face à la demande.

Quel que soit leur nombre, ces logements pourvus de la loi de la République « pour être mis par elle à la disposition des personnes en difficulté », comme on peut le lire dans le communiqué du conseil des ministres. Une question se pose : pour combien de temps ? Les responsables de la Fédération nationale des associations de réinsertion sociale (FNARS) le savent bien : lorsqu'une famille est installée dans un logement décent, il est indispensable qu'elle puisse s'y maintenir, qu'elle ne s'y trouve pas protégée seulement momentanément, mais à long terme. La précarité de l'aide ne fait que repousser le problème dans le temps. Il faudrait donc que les organismes d'HLM, une fois une famille relogée, mettent à la disposition de l'association concernée un nouvel appartement d'accueil.

Reste enfin l'inévitable volet financier. On ne peut demander aux organismes d'HLM simultanément une chose et son contraire. Le logement des plus pauvres est une affaire de solidarité nationale. Il serait tout à fait anormal que les organismes d'HLM fassent les frais de cette solidarité-là : le tiers de ces organismes sont déjà en difficulté financière et on ne peut leur demander à la fois d'accueillir les cas de logement et d'équilibrer leurs comptes. On ne peut savoir si les

souffrances exceptionnelles envisagées suffiront à faire face. Une ligne budgétaire spéciale et régulière dans les dépenses du ministère des affaires sociales et de la solidarité nationale serait sans doute à terme beaucoup plus efficace. Et la discussion budgétaire est en cours au Parlement. Il est sans doute encore temps.

Et si toute cette bonne volonté ne suffisait pas ? Certaines associations, comme la CGL, n'hésitent pas : elles réclament la réquisition des logements inoccupés sans raison sérieuse depuis plusieurs mois, y compris s'ils sont privés. La législation donne aux pouvoirs publics la possibilité de telles réquisitions. On peut douter cependant que le gouvernement recoure à de telles extrémités. Elles iraient tout à fait à l'encontre des efforts que le

gouvernement déploie pour regagner la « confiance » des propriétaires privés et c'est pour le coup que l'affaire du logement des plus pauvres se politiserait à l'extrême. Une telle revendication n'est pas très réaliste.

Il reste que, si les mesures décidées en conseil des ministres et commentées à la télévision par M. Fabius n'atteignent pas leur but, il faudra bien aller plus loin.

Il est en effet indigne que, dans la France de 1984, encore riche, malgré la crise, des êtres humains vivent - au-delà des précarités de ressources, d'emploi, - la pire des précarités, qui est celle du logement. Le droit à l'habitat est dans les textes. Ne pas en faire un droit vécu revient à le rendre dérisoire.

JOSÉE DOYÈRE.

Le combat de Claude

De notre correspondant

Bourges. — Il ne dispose que de 650 francs par mois alors qu'il a quatre mois de retard sur son loyer (850 francs mensuels). Sa compagne attend un second enfant. Pour M. Claude Tomblin, le rigueur et la pauvreté ne sont plus des mots. Au mois de chaque jour, victimes de terre et, pour l'instant, victimes. Ni image, ni dessin.

Entre un metteur posé à même le sol, le jeu de cubes du petit Gilles, un petit téléviseur (noir et blanc), un poster grand format de Michel Jacquot, la détresse a de la place. Claude Tomblin n'est pourtant pas de ceux qui baissent les bras. Il n'a pas hésité à quitter sa Normandie après un an et demi de chômage. Maçon, puis chauffeur routier, victime d'un licenciement économique, il est venu suivre à Bourges une formation de mécanicien : « 4 000 francs par mois, c'était quand même ça... » Le travail, croyait-il, était au bout...

De son appartement, impeccablement tenu, situé au 8^e étage d'une HLM, Claude a décidé de relever le gant de la détresse sociale, la sierra et celle des autres démunis. L'idée lui trottait dans la tête de créer une association de chômeurs. « Je suis allé à la préfecture pour déposer les statuts de l'association et à la mairie pour demander un local. Pour l'instant, on n'est qu'à une quinzaine, mais il y a un début à tout ».

Un début. Tout son espoir est dans ce mot. Des lettres lui parviennent, des gens viennent le voir... « Plus on sera, plus on aura de chances. On pourrait faire du remassage dans les caves et dans les greniers, travailler en collectivité. On va contacter les entreprises. On ne serait pas payé, mais les gens pourraient faire des dons, ce qui nous permettrait d'aider ceux qui ont utilisé tous les recours possibles après une expulsion, une coupure d'électricité... »

La réussite passe par cette rupture de la détresse solitaire, par la lutte contre l'indifférence : « Quand on a commencé à parler de cette association de chômeurs, des conditions de vie de ceux qui sont sans travail, les voisins se sont étonnés. Ils nous voient toujours avec des habits propres, le gosse en bonne santé. Ils ne peuvent s'imaginer. Mais ce n'est pas parce qu'on est propre qu'on est riche... » A deux mois de Noël, il ne peut s'empêcher de penser aux enfants des autres chômeurs.

PATRICK MARTINAT.

L'aide aux chômeurs de 50 ans : une injustice corrigée

La décision prise en conseil des ministres d'accorder le bénéfice de l'allocation de solidarité (40 F par jour) à des chômeurs âgés de plus de cinquante ans vient, en fait, corriger une déformation du système d'indemnités du chômage, tel qu'il fonctionnait depuis le 1^{er} avril 1984.

Ces chômeurs de 50 ans ou plus avaient été tous leurs droits à l'âge quinquagenaire de l'indemnité versée par l'UNEDIC avant l'entrée en vigueur du nouveau dispositif issu de l'accord paritaire signé par les partenaires sociaux (seul la CGT et la CFDT, le 10 janvier dernier). Dans certains cas, même, ils n'avaient pu obtenir des comités paritaires - qui examinent les dossiers de renouvellement des indemnités - toutes les prolongations d'allocations auxquelles ils avaient droit. Enfin, ces personnes avaient atteint l'âge de cinquante ans avant le 1^{er} avril et se trouvaient donc privées de dispositions de l'époque, alors même que, s'ils avaient eu cinquante ans après le 1^{er} avril, elles

auraient pu bénéficier des nouvelles dispositions.

Ainsi, on estime que 15 000 à 20 000 chômeurs ont été victimes de la réglementation. Désormais, et comme toutes les personnes âgées de plus de cinquante ans à la recherche d'un emploi et sous conditions de ressources, ces « anciens » pourront toucher l'allocation de solidarité, financée par l'Etat. Cette allocation, qui s'élève à 40 F par jour, est portée à 80 F par jour pour les personnes de plus de cinquante ans ayant travaillé au moins dix ans. Pour les personnes âgées de plus de cinquante-cinq ans et ayant travaillé au moins vingt ans, l'allocation de solidarité est de 80 F par jour.

A la fin août, selon les statistiques fournies par l'UNEDIC, 42.878 chômeurs percevaient cette allocation, au titre du régime d'assurance, tandis que 230.419 chômeurs recevaient l'allocation de fin de droit (légalement 40 F par jour), au titre du régime d'assurance financé par les cotisations sociales.

LA DISTRIBUTION DES EXCÉDENTS AGRICOLES

Le prix de la gratuité

Au moment où la Commission européenne signale que les exportations de viande et de beurre, au moment où l'on demande instamment aux agriculteurs de réduire leurs livraisons de lait, la raison, interpellée par l'urgence, l'exporte. Enfin, le conseil des ministres a exprimé une idée simple : Pourquoi ne pas mettre - gratuitement - à la disposition des indigents, selon des modalités à discuter, les excédents de produits alimentaires ?

Tout le monde a encore à l'esprit des images absurdes et révoltantes : choux-fleurs arrochés d'espérance dans des décharges publiques bretonnes, camions de fruits renversés sur une autoroute du Midi, pommes de terre jetées à la fosse commune, poissons de Boulogne ou de Lorient envoyés au rebut pour faire de la farine qui servira à nourrir du bétail... (1).

Comme les surréalistes sont la plaie d'une industrie modernisée trop tard, les excédents qui en-

gent les marchés et font chuter les cours empêchent de commercialiser de la viande, des fruits et légumes et des poissons. Rationalisation des cultures, stockage, conditions de vente, exportations : les progrès réalisés à ces différents stades séparent la production de la consommation n'ont pas été suffisants. Les insuffisances quantitatives, qualitatives, saisonnières et géographiques existent toujours, et tant les correctifs apportés par les pouvoirs publics (prix garantis, prix d'intervention en deçà desquels les agriculteurs sont dédommages pour les quantités qu'ils retiennent du marché, aides au stockage) que les soupapes de l'économie libérale (exportations, importations, spéculation) se révèlent incapables d'apporter à la fois aux producteurs un revenu suffisant et aux consommateurs un service correct, à des prix convenables.

Inspirée du bon sens autant que de la générosité, l'initiative du gou-

vernement - à condition qu'elle soit largement décentralisée pour mieux apprécier les besoins des usagers (les consommateurs) et les offres des producteurs (les agriculteurs, les transformateurs et les négociants) - peut ainsi contribuer à assainir les circuits de distribution.

Avec un minimum de planification au niveau des départements (ce serait l'échelon administratif le plus judicieux, puisque, depuis 1984, dans le cadre de la décentralisation, les conseils généraux ont en charge l'énorme secteur de l'aide sociale), il ne devrait pas être trop difficile de programmer à l'avance les quantités de telle ou telle denrée à attribuer aux hôpitaux, aux maisons de retraite, aux cantines, aux associations d'entraide.

L'aide aux plus pauvres ne doit pas, en tout cas, apparaître comme l'annexion d'une société gérée avec magnanimité octroierait aux laissés-pour-compte de la crise. Elle ne doit pas non plus se traduire par

un « sacrifice » pour les agriculteurs qui, autant que d'autres, comprennent les appels à la solidarité, mais veulent aussi, à juste titre, un revenu garanti pour eux-mêmes.

FRANÇOIS GROSCHAND.

(1) Excédents en France et à l'étranger. On assume une récolte exceptionnelle de pommes de terre en Grande-Bretagne, et il faudra retirer du marché quelque 300 000 tonnes.

Le Mouvement de la jeunesse communiste critique les mesures pour l'emploi des jeunes. — A l'occasion d'une conférence de presse, M. Jacques Perreux, secrétaire général du Mouvement de la jeunesse communiste, a estimé que « la situation des jeunes ne fait qu'aggraver en cette rentrée », et que « les dernières mesures gouvernementales ne vont pas dans une autre sens ». Très réservé à l'égard des tra-

vails d'utilité collective (TUC), M. Perreux a affirmé : « On ne modernisera pas avec des bouts de ficelle... ». Les jeunes n'ont pas attendu que le gouvernement nationalise les petits boulots. Évoquant les stages d'initiation à la vie professionnelle, le secrétaire général du Mouvement de la jeunesse communiste considère qu'on « est revenu à la mauvaise direction prise au temps de Giscard ».

Les nouvelles "Week-End"

EMERICH MEERSON
PARIS

11 rue Tronchet - 75008 Paris
concessionnaires Paris et province

CONJONCTURE

NOUVEL EXCÉDENT DU COMMERCE EXTÉRIEUR EN SEPTEMBRE

Les derniers beaux jours ?

Sont-ce les derniers beaux jours du commerce extérieur ? Après le fort excédent observé en août (3,5 milliards de francs) grâce à de très fortes ventes de céréales (le Monde du 22 septembre), la balance des échanges a enregistré en septembre un nouveau surplus, de 0,5 milliard de francs en données corrigées des variations saisonnières. Ce résultat a pour effet de ramener le déficit cumulé des trois premiers trimestres de 1984 à 19 milliards de francs contre 41 milliards de janvier à septembre 1983.

Le mois dernier, les exportations ont atteint 73,3 milliards de francs, ayant diminué de 4,2 % par rapport à août, mais augmenté de 17,8 % sur septembre 1983. Les importations ont représenté 72,8 milliards de francs, en baisse de 0,2 % par rapport à août, mais en hausse de 16,5 % sur septembre 1983. Le taux de couverture des achats par les ventes s'est établi à 100,7 % contre

104,8 % le mois précédent et 99,5 % une année auparavant.

Toutefois, ces résultats, qui ont été, fort logiquement, exploités à la fois par le ministre de l'économie à l'Assemblée nationale et par le premier ministre à la télévision - alors même que leur détail qui permet d'en apprécier la signification n'était pas précisé - doivent être replacés en perspective. Ainsi, la tendance au redressement des échanges, que le ministère du RICE (Redéploiement industriel et commerce extérieur) met en avant, est sans doute plus conjoncturelle que structurelle.

D'une part, la facture énergétique reste encore faible (15,4 milliards de francs), et les compagnies pétrolières, qui n'ont pas beaucoup importé ces derniers temps, devront, de ce fait, procéder à des achats substantiels en fin d'année. D'autre part, les exportations céréalières vont se ralentir, l'essentiel des contrats dans ce domaine ayant été

engagé. Le solde agricole a été positif de 3,1 milliards en septembre. Il faut noter que les statistiques d'août prenaient en compte comme exportation, 0,6 million de tonnes de céréales qui, faute de place, ont été stockées en Belgique, soit 0,5 milliard de francs de faux bonus.

Enfin et surtout, le solde industriel semble à son point haut (10 milliards de francs). Les opérations exceptionnelles, notamment les ventes d'Airbus (au nombre de quatre le mois dernier), vont fléchir, tandis que la baisse de 40 % des grands contrats enregistrée en 1983 commencera à faire sentir ses effets fin 1984 et début 1985. En outre, les ventes de biens d'équipement et de produits manufacturés subiront les conséquences d'une conjoncture internationale moins stimulante et d'une croissance - d'ailleurs souhaitable - des investissements intérieurs.

Il ne faut pas oublier aussi l'entraînement des importations qui pourra nuire d'une relance de la consommation due au cours de l'automne 1985 aux allègements fiscaux. Dans le concert international,

il faut jouer en mesure : à l'approche des élections législatives, la France risque de se trouver de nouveau à contretemps, ce qui pèsera de façon négative sur le solde des échanges et sur les capacités de remboursement de la dette extérieure. Les experts prévoient - avec l'incommodité du dollar - déjà un déficit de 20 milliards de francs pour 1985.

MICHEL BOYER.

Un excédent de la balance des paiements courants. - La balance des paiements courants a dégagé, sur la base d'estimations provisoires, un excédent de 5 milliards de francs au troisième trimestre 1984, annonce le ministre de l'économie, des finances et du budget. Ainsi le déficit courant a, depuis le début de 1984, été ramené à 5 milliards de francs, à comparer à un déficit de 36,5 milliards de francs pour la même période de 1983. Cette balance avait été excédentaire de 0,7 milliard au deuxième trimestre et déficitaire de 10,7 milliards au premier. Au troisième trimestre de 1983, elle avait enregistré un solde négatif d'environ 2 milliards de francs.

SOCIAL

La politique salariale d'EGF

LES SYNDICATS ESTIMENT QUE LA PERTE DU POUVOIR D'ACHAT EN MASSE SERA DE 0,5 % EN 1984

Les directions générales d'EDF et de GDF ont proposé, le 15 octobre, un décali de réflexion de quinze jours aux organisations syndicales après avoir présenté leurs propositions salariales. Pour 1984, le salaire national de base sera augmenté de 2 % au 1^{er} octobre. La majoration de 2 % qui avait été accordée le 1^{er} mai dernier sera anticipée au 1^{er} janvier 1984, ce qui se traduira concrètement pour les agents d'EDF par un rappel de quatre mois. Même opération pour l'augmentation du 1^{er} octobre, dont une partie - 0,9 % - sera anticipée au 1^{er} mai. La direction précise que « à la fin de l'exercice de 1984, lorsque sera connu l'indice moyen définitif des prix, une révision sera faite pour examiner en fonction des conditions économiques les modalités et le calendrier d'un ajustement de la hausse des rémunérations en masse entre 1983 et 1984 au-delà de 6,9 % ». Pour les syndicats, la perte de pouvoir d'achat en masse sur 1984 sera de 0,5 %.

Pour 1985, la direction d'EGF a proposé à la fois un « échancier prévisionnel » des augmentations du salaire national de base pour l'ensemble de l'année (dans le respect des hypothèses de prix) et une « formule de compétitivité » associant les performances de l'entreprise et « le succès de la politique de réajustement » au niveau national. Cela devrait permettre, selon elle, le maintien du pouvoir d'achat en masse.

UNE ENTREPRISE GRENOBLOISE PROPOSE A SES SALARIÉS DE DÉMÉNAGER AVEC ELLE A PARIS

(De notre correspondant.)

Grenoble. - Probablement parce qu'ils n'avaient pu obtenir au mois de juillet, de la Direction départementale du travail de l'Isère, que 128 licenciements sur les 263 demandés, pour un effectif de 500 personnes, les dirigeants de la société grenobloise Montalev viennent de décider de transférer le siège social de leur entreprise à Paris. Il rejoindra ainsi les services parisiens du groupe des Grands Travaux de Marseille-entreprise dans lequel Montalev est entrée il y a quelques années.

Montalev, qui fut créée il y a trente ans dans la région grenobloise, est spécialisée dans le montage d'unités industrielles. A Grenoble, sont réunis les services administratifs, techniques et commerciaux de la société, ainsi que le service du matériel. L'entreprise réalise deux tiers de son chiffre d'affaires à l'étranger. Elle souffre, selon les responsables, de son « éloignement des grands donneurs d'ordres, dont les représentants, notamment étrangers, sont installés à Paris ». D'autre part, le rapprochement « géographique » avec les Grands Travaux de Marseille devrait créer une « synergie » entre les deux entreprises et permettre des économies substantielles.

Montalev propose à ses salariés de déménager avec l'entreprise « en espérant que beaucoup resteront sur place et seront licenciés », souligne la CGT, qui dénonce « l'évidente tromperie ». C'est une manière de se séparer habilement d'un personnel qu'on voulait licencier de toute façon.

CL F.

MAITRISE de L'ENERGIE

Mardi 23 octobre dans « Le Monde » daté 24

AU SOMMAIRE DU NUMERO 18

- Un dollar cher... peut rapporter gros.
- Quand le feu veut éteindre l'eau.
- Du gaz dans les poubelles.
- Régions : des réalisations de la Bretagne à l'Alsace.

Cap sur l'énergie dans les transports maritimes

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	TROIS MOIS
	+ lib. + lib.	Rep. + en dép.	Rep. + en dép.	Rep. + en dép.
\$E.U.	9,5495	9,5710	+ 28 + 75	+ 69 + 185
\$ can.	7,2878	7,2996	- 99 - 47	- 155 - 185
Yen (100)	3,5293	3,5415	+ 146 + 199	+ 311 + 339
DM	3,6625	3,6640	+ 129 + 152	+ 283 + 305
Flou	2,7163	2,7175	+ 196 + 235	+ 218 + 235
F.R. (100)	15,1680	15,1680	- 4 - 119	+ 47 + 146
P.S.	3,7381	3,7401	+ 169 + 195	+ 308 + 396
L. (1 000)	4,9738	4,9771	- 229 - 188	- 436 - 395
E.	11,4279	11,4364	+ 14 + 99	+ 72 + 154

TAUX DES EUROMONNAIES

	10	30	3/6	12	1/8	18	1/2	18	5/16	18	11/16	18	7/8	13	1/4
\$E.U.	5	7/16	5	13/16	5	1/2	5	7/8	5	1/2	5	7/8	5	3/4	6
DM	5	5/8	5	1/8	5	7/8	6	1/4	6	5/8	6	3/4	6	3/4	6
Flou	10	1/4	11	10	7/8	11	1/4	10	5/8	11	1/4	10	3/4	11	3/8
P.S.	1	3/4	2	1/2	5	1/8	5	1/2	5	1/4	5	1/4	5	1/4	5
E. (1 000)	15	3/8	16	1/8	15	5/8	16	3/4	15	5/8	16	3/4	15	7/8	16
E.	9	5/8	10	1/8	10	9/16	10	15/16	10	9/16	10	15/16	10	3/4	11
E. imp.	10	1/2	11		10	3/4	11	1/4	10	7/8	11	3/8	10	5/8	12

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

(Publié)

La direction générale de l'Office des postes et télécommunications du Sénégal lance un avis d'appel d'offre relatif à la fourniture de quatre (4) concentrateurs de lignes accompagnés d'un lot de pièces de rechange.

L'appel d'offre est ouvert aux sociétés de toutes nationalités.

Les documents d'appel d'offre pourront être retirés à l'adresse suivante : Direction générale de l'Office des postes et télécommunications du Sénégal, 6, boulevard Franklin-Roosevelt, 2^e étage, pièce 228, DAKAR (Sénégal).

Les offres devront parvenir sous pli cacheté à la direction générale de l'Office des postes et télécommunications, à Dakar, avant le lundi 17 décembre 1984 à 10 heures (heure de Dakar).

GROUPE CIC.

PLUS ON EST PROCHE PLUS ON VA LOIN ENSEMBLE.

Plus proche. Parce qu'elle est de taille raisonnable, votre banque, comme toutes celles du Groupe CIC, peut mieux comprendre vos préoccupations, mieux répondre à vos attentes.

Pour aller plus loin. Parce qu'elle fait partie d'un groupe de première importance, votre banque vous apporte le plus large éventail d'aides et de services dans votre région, en France et dans le monde.

- BANQUE BONNASSE FRERES Marseille
- BANQUE REGIONALE DE L'AIN Bourg-en-Bresse
- BANQUE REGIONALE DE L'OUEST Blois
- BANQUE SCALBERT-DUPONT Lille
- BANQUE TRANSATLANTIQUE Paris
- BANQUE DE L'UNION EUROPEENNE Paris
- CREDIT INDUSTRIEL D'ALSACE ET DE LORRAINE Strasbourg
- CREDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL DE PARIS
- CREDIT INDUSTRIEL DE NORMANDIE Rouen
- CREDIT INDUSTRIEL DE L'OUEST Nantes
- SOCIETE BORDELAISE DE CREDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL Bordeaux
- SOCIETE LYONNAISE DE BANQUE Lyon
- SOCIETE NANCYENNE DE CREDIT INDUSTRIEL ET VARIN-BERNIER Nancy

PLUS PROCHE POUR ALLER PLUS LOIN

Groupe CIC

هكذا من الأصل

مكتبة من الكتب

ÉNERGIE

LE MONDE - Vendredi 19 octobre 1984 - Page 39

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Pétrole : la baisse des prix britanniques inquiète les pays producteurs

(Suite de la première page.)

« Si on veut parler d'un ajustement réel vis-à-vis du marché, il faudrait au moins une baisse significative à ce qu'ont fait les Norvégiens en réduisant leur prix de 1,50 dollar par baril », a-t-il ajouté.

Après les baisses norvégiennes et britanniques, l'ajustement d'Abou Dhabi risque d'acquiescer la pression sur le Nigeria, qui a jusqu'ici toujours affirmé qu'il suivrait la Grande-Bretagne « cent pour cent » et de déclencher au sein de l'OPEP une guerre des prix.

Les risques de dérapage sont toutefois nettement moins importants qu'au début de l'année dernière, ce, pour au moins quatre raisons :

• La demande mondiale, malgré la reprise américaine, s'est raffermie par rapport à l'an passé. Selon l'Agence internationale de l'énergie, la consommation mondiale devrait être en 1984, supérieure de 3 % à celle de 1983, la hausse attendue pour le dernier trimestre de cette année étant de 1,3 %, celle du premier trimestre 1985 de 1,4 %. Pour le dernier trimestre, la demande adressée à l'OPEP devrait atteindre, selon M. Al Otaiba, 19 millions de barils par jour en moyenne soit 1,5 million de barils de plus que le plafond de l'OPEP.

• La saison est favorable, l'approche de l'hiver étant traditionnellement un moment de reprise. Cette année cependant, pour la première fois depuis le second choc pétrolier, le mouvement de resourçage normal ne s'est pas encore amorcé, les importations américaines ayant même diminué en septembre de 9,6 % par rapport à l'an passé, provoquant une baisse des stocks, alors que les ventes sur le marché intérieur étaient supérieures de 2,2 % à l'an passé. Tout laisse donc prévoir rapidement une reprise saisonnière vigoureuse de la demande de brut. « C'est une question de semaines », pense M. Al Otaiba.

• L'OPEP, contrairement à la situation qui prévalait au début de 1983, respecte, depuis le mois

d'août, la discipline qu'elle s'est imposée pour la production. Celle-ci est actuellement « proche du plafond de 17,5 millions de barils par jour », selon M. Otaiba, soit en hausse sensible par rapport au mois précédent (16,4 à 16,7 millions de barils par jour), mais dans les limites raisonnables compte tenu de la saison. Il est vrai, en revanche, que la discipline sur les prix n'est plus qu'un souvenir, la plupart des pays pratiquant, sous des formes diverses, des rabais plus ou moins voilés qui dans les cas extrêmes (Qatar par exemple) atteignent jusqu'à 4,5 dollars par rapport aux prix officiels. Les pays les plus gênés sont ceux qui, comme la Grande-Bretagne, la Norvège, Abou Dhabi ou la Libye, ne produisent que des bruts de qualité très légère, dont les cours officiels sont, compte tenu de la réalité du marché des produits, nettement surcotés par rapport aux qualités inférieures.

• Personne enfin, dans le monde pétrolier, n'a réellement intérêt à voir se développer une baisse acceptée des prix. Les grandes compagnies craignent de voir déprécier leurs réserves, les pays de l'OPEP sont menacés d'une baisse de leurs revenus, et les pays non membres, comme la Grande-Bretagne, risquent non seulement une chute de leurs revenus fiscaux mais aussi une baisse de leur pouvoir d'achat et du niveau d'exploitation de leurs champs dont les coûts sont très élevés.

Ce « consensus » avait permis, début août, de contenir la chute des cours qui se développaient sur le marché et grâce à l'intervention conjointe des grandes compagnies, de l'OPEP et du gouvernement britannique, de renverser la tendance, sans toutefois parvenir à redresser tout à fait les cours, qui restaient sur le marché au jour le jour depuis la mi-août inférieurs selon les cas de 1 à 1,5 dollar aux prix officiels.

Pour toutes ces raisons l'OPEP et les Britanniques devraient pouvoir plus aisément que l'an passé, empêcher le déclenchement d'une chute en spirale. De là à parvenir à éviter

toute baisse des prix il y a un pas. « Nous sommes prêts à décider, si nécessaire d'abaisser les quotas de production des pays membres afin de défendre le marché », a répété M. Otaiba. Mais outre qu'il sera fort difficile d'obtenir un tel sacrifice des pays membres, qui ont déjà vu leurs revenus diminuer de 40 milliards de dollars en 1983, et dont le déficit global devrait atteindre en 1984 selon le secrétariat de l'Organisation quelque 11 milliards de dollars (contre 16,8 en 1983 et 8 en 1982), à condition que leurs ventes s'accroissent de quelque 13 milliards de dollars par rapport à l'an passé, il n'est pas évident que cela suffise à permettre au maintien des prix actuels.

Un ajustement limité des prix similaire à celui opéré par la Grande-Bretagne et la Norvège paraît donc, sans accident, toujours possible sur un marché aussi spéculatif, hypothèse la plus vraisemblable. On peut se demander si ce n'est pas la raison qui a décidé la Grande-Bretagne à prendre le risque d'abaisser ses prix, alors qu'elle respectait depuis 1983 la même discipline que l'OPEP. Il est en effet difficile de croire que les Norvégiens, alliés traditionnels du Royaume-Uni sur le front pétrolier, aient choisi de pousser ainsi leurs partisans à la faute. « Je crois que les Britanniques ont décidé les Norvégiens à les précéder pour ne pas apparaître comme seuls responsables vis-à-vis de l'OPEP », affirme un courtier parisien.

Il est clair que la Grande-Bretagne, soucieuse d'éviter une chute brutale et trop prononcée, n'en souhaitait pas moins un ajustement limité de ses prix officiels pour les rendre plus conformes à la réalité du marché. Le système britannique, basé sur la non-intervention vis-à-vis du secteur privé, ne permet pas, en effet, à la Grande-Bretagne de maintenir durablement des tarifs officiels significativement plus élevés que les cours au jour le jour.

Les Britanniques contrainct, bien malgré eux, de « tenir », artificiellement ces prix depuis un an et demi, avaient dû pour ce faire, depuis la dernière crise, conclure un arrangement de fortune avec les compagnies. Selon ce gentleman's agreement, le prix et les contrats d'achat de la BNOG étaient officiellement maintenus, mais les compagnies s'engageaient plus qu'une partie des quantités normalement prévues, la compagnie nationale se chargeant discrètement d'écouler le surplus au prix du marché (28,50 dollars).

Comme la BNOG était dans le même temps contrainte d'acheter tout son pétrole au prix officiel (30 dollars), il en coûtait depuis trois mois au Trésor britannique quelque 450 000 à 600 000 dollars par jour pour sauver les apparences. Cette situation ne pouvait à l'évidence se prolonger durablement, d'autant que le système avantageait finalement les petites compagnies non intégrées en aval, par rapport aux « majors », ce que ceux-ci ne pouvaient tolérer longtemps.

Un ajustement limité arrange donc à la fois les Britanniques et les grandes compagnies à la condition d'être sûr de pouvoir contenir la baisse dans des limites raisonnables. Le moment pour tenter ce pari semble bien choisi. Reste à savoir si l'OPEP partagera ce point de vue. Ce n'est pas sûr, dans la mesure où les membres de l'organisation, contraints pour limiter la baisse des cours, de réduire leur production — ce qui n'est pas le cas de la Grande-Bretagne, de la Norvège, ni des Américains, lesquels maintiennent des rythmes élevés d'extraction, — risquent de perdre sur les deux tableaux.

Le seul bénéficiaire de l'opération pourrait être l'Arabie saoudite, producteur d'équilibre, à qui aucun quota n'a été assigné, et qui, certes, serait dans un premier temps obligé de continuer à limiter ses ventes mais serait également le premier et principal bénéficiaire de la reprise attendue d'ici à l'hiver.

Véronique MAURIS.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE - Obligations 8 % Novembre 1969

Les intérêts courus du 2 Novembre 1983 au 1^{er} Novembre 1984 sur les obligations ÉLECTRICITÉ DE FRANCE 8 % Novembre 1969 seront payables, à partir du 2 Novembre 1984, à raison de F 36,00 par titre de 500 F nominal, contre détachement du coupon n° 15 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de F 4,00 (montant global : F 40,00).

En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de F 5,99 auquel s'ajoutera la retenue de 1 % calculée sur l'intérêt brut conformément à la loi de Finances pour 1984, soit F 0,40 faisant ressortir un net de F 29,61. Cette retenue ne concerne pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code Général des Impôts.

A partir de la même date, les obligations émises cessent de porter intérêt et seront remboursables à F 500,00 (démunies de coupons).

Le paiement des coupons et le remboursement des titres sont effectués sans frais aux Caisse des Comptables directs du Trésor (Trésoreries Générales, Recettes des Finances et Perceptions), à la Caisse Nationale de l'Énergie, à PARIS, 18 bis, rue de Berri, ainsi qu'aux guichets de la Banque de France et des Établissements bancaires.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE - Obligations 16,50 % Octobre 1982

Les intérêts courus du 8 Novembre 1983 au 7 Novembre 1984 sur les obligations ÉLECTRICITÉ DE FRANCE 16,50 % Octobre 1982 seront payables, à partir du 8 Novembre 1984, à raison de F 742,50 par titre de 5 000 F nominal, contre détachement du coupon n° 2 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de F 82,50 (montant global : F 825,00).

En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de F 123,70 auquel s'ajoutera la retenue de 1 % calculée sur l'intérêt brut conformément à la loi de Finances pour 1984, soit F 8,25 faisant ressortir un net de F 610,55. Cette retenue ne concerne pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code Général des Impôts.

Le paiement des coupons est effectué sans frais aux Caisse des Comptables directs du Trésor (Trésoreries Générales, Recettes des Finances, Trésoreries Principales et Perceptions), à la Caisse Nationale de l'Énergie, à PARIS, 18 bis, rue de Berri, à la Caisse Nationale ainsi qu'aux Caisse Régionales de Crédit Agricole Mutuel, aux guichets de la Banque de France et des Établissements bancaires.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE - Obligations 10,60 % (ex-6,25 %) Novembre 1967

Les intérêts courus du 10 Novembre 1983 au 9 Novembre 1984 sur les obligations ÉLECTRICITÉ DE FRANCE 10,60 % (ex-6,25 %) Novembre 1967 seront payables, à partir du 10 Novembre 1984, à raison de F 38,16 par titre de 400 F nominal, contre détachement du coupon n° 17 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de F 4,24 (montant global : F 42,40).

En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de F 6,35 auquel s'ajoutera la retenue de 1 % calculée sur l'intérêt brut conformément à la loi de Finances pour 1984, soit F 0,42 faisant ressortir un net de F 31,99. Cette retenue ne concerne pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code Général des Impôts.

Ci-après, sont rappelés les séries sorties aux tirages antérieurs :
- Amortissement 1972 - Série « D » - Amortissement 1982 - Série « B » et « E ».
- Amortissement 1977 - Série « C ».

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE - Obligations 8,50 % Novembre 1970

Les intérêts courus du 23 Novembre 1983 au 22 Novembre 1984 sur les obligations ÉLECTRICITÉ DE FRANCE 8,50 % Novembre 1970 seront payables, à partir du 23 Novembre 1984, à raison de F 38,25 par titre de 500 F nominal, contre détachement du coupon n° 14 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de F 4,25 (montant global : F 42,50).

En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de F 6,37 auquel s'ajoutera la retenue de 1 % calculée sur l'intérêt brut conformément à la loi de Finances pour 1984, soit F 0,42 faisant ressortir un net de F 31,46. Cette retenue ne concerne pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code Général des Impôts.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE - Obligations 8 % Octobre 1972

Les intérêts courus du 10 Novembre 1983 au 9 Novembre 1984 sur les obligations ÉLECTRICITÉ DE FRANCE 8 % Octobre 1972 seront payables, à partir du 10 Novembre 1984, à raison de F 72,00 par titre de 1 000 F nominal, contre détachement du coupon n° 12 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de F 8,00 (montant global : F 80,00).

En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de F 11,99 auquel s'ajoutera la retenue de 1 % calculée sur l'intérêt brut conformément à la loi de Finances pour 1984, soit F 0,80 faisant ressortir un net de F 59,21. Cette retenue ne concerne pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code Général des Impôts.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE - Obligations 11,30 % Novembre 1974

Les intérêts courus du 24 Novembre 1983 au 23 Novembre 1984 sur les obligations ÉLECTRICITÉ DE FRANCE 11,30 % Novembre 1974 seront payables, à partir du 24 Novembre 1984, à raison de F 101,70 par titre de 1 000 F nominal, contre détachement du coupon n° 10 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de F 11,30 (montant global : F 113,00).

En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de F 16,94 auquel s'ajoutera la retenue de 1 % calculée sur l'intérêt brut conformément à la loi de Finances pour 1984, soit F 1,13 faisant ressortir un net de F 83,63. Cette retenue ne concerne pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code Général des Impôts.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE - Obligations 16,30 % Octobre 1982

Les intérêts courus du 8 Novembre 1983 au 7 Novembre 1984 sur les obligations ÉLECTRICITÉ DE FRANCE 16,30 % Octobre 1982 seront payables, à partir du 8 Novembre 1984, à raison de F 733,50 par titre de 5 000 F nominal, contre détachement du coupon n° 2 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de F 81,50 (montant global : F 815,00).

En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de F 122,20 auquel s'ajoutera la retenue de 1 % calculée sur l'intérêt brut conformément à la loi de Finances pour 1984, soit F 8,15 faisant ressortir un net de F 603,15. Cette retenue ne concerne pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code Général des Impôts.

NOTA

En application de la loi du 30 Décembre 1981 - article 94, alinéa II et du décret n° 83-359 du 2 Mai 1983 relatif au régime des valeurs mobilières, nous précisons :

- Les porteurs qui ont déposé leurs titres ainsi que la loi le prescrit, le montant des sommes qui leur sont dues (paiement de l'intérêt, amortissement du capital) sera porté au crédit de leurs comptes tenus par les intermédiaires habilités choisis par eux.
- Les porteurs qui n'auraient pas déposé leurs titres à la date du 3 Novembre 1984 sont tenus de satisfaire à cette obligation légale afin de pouvoir exercer leurs droits (paiement de l'intérêt, amortissement du capital).
- Les porteurs peuvent obtenir toute information concernant les nouvelles modalités de paiement applicables aux valeurs dématérialisées en s'adressant aux Caisse des Comptables directs du Trésor (Trésoreries Générales, Recettes des Finances et Perceptions), à la Caisse Nationale de l'Énergie, à PARIS, 18 bis, rue de Berri, aux guichets de la Banque de France et des Établissements bancaires désignés ci-après :

CRÉDIT LYONNAIS, SOCIÉTÉ GÉNÉRALE, BANQUE NATIONALE DE PARIS, BANQUE PARIBAS, CRÉDIT DU NORD, CRÉDIT COMMERCIAL DE FRANCE, CRÉDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL ET BANQUES AFFILIÉES, SOCIÉTÉ GÉNÉRALE ALSAISIENNE DE BANQUE, SOCIÉTÉ MARSEILLAISE DE CRÉDIT, BANQUE DE L'UNION EUROPÉENNE, BANQUE INDOSUEZ, CAISSE CENTRALE DES BANQUES POPULAIRES ET toutes les BANQUES POPULAIRES DE FRANCE, SOCIÉTÉ CENTRALE DE BANQUE ainsi que chez tout autre intermédiaire habilité.

CRÉATEURS D'ENTREPRISES

VOTRE SIÈGE SOCIAL A PARIS

à partir de 180 F HT par mois

• Réception et réexpédition du courrier ;

• Permanence téléphonique / téléx ;

• Rédaction d'actes et constitution de sociétés.

GEICA/296-41-12

56 bis, rue du Louvre, 75002 Paris

Week-end à Vienne

en Concorde

Départ le 26 octobre

Retour sur ligne régulière

le jour de votre choix

Vol A.R. + Hôtel ★★ ★★

à partir de 2 990 F

AIRCOM

93, rue de Monceau

75008 Paris, tél. : 522-86-16

MONNAIES

Chute de la livre

Après l'annonce d'une réduction du prix du pétrole brut des gisements britanniques de mer du Nord suivant celle du brut norvégien, la livre sterling a accusé sa chute, tombant à son plus bas cours historique vis-à-vis de la monnaie des États-Unis. Le 16 octobre, elle avait « cassé », pour la première fois, le cours de 1,20 dollar : le 18, elle s'inscrivait, en fin de matinée, à 1,1583 dollar, sur la place de Londres, et sur celle de Paris à 11,35 F contre 11,50 F. L'effet dépressif des réductions du prix du pétrole a été accentué par la persistance de la grève des mineurs de charbon, actuellement dans son septième mois.

En ce qui concerne la livre sterling, notons que sa baisse est modérée par rapport aux devises européennes, car la monnaie anglaise a fléchi moins vite que ces monnaies par rapport à un dollar en forte ascension. A Paris, par exemple, le sterling valait 12 francs au début de l'année. Il était tombé à 8,50 francs en 1977, et à 1,80 dollar, lors de sa grande crise, pour remonter à 3,46 dollars en 1980, après le deuxième choc pétrolier et la hausse du brut.

En ce qui concerne le dollar, le fait marquant a été l'intervention de la Banque fédérale d'Allemagne, mercredi 17 octobre dans la matinée, à l'approche des 3,16 deutsche-marks. Les capitaux mis en jeu, 160 millions de dollars, dit-on, ont été moins importants que le 21 septembre dernier (500 millions de dollars). Il est vrai que les banques soviétiques ont comme en septembre, appuyé le mouvement, à des fins purement commerciales, c'est-

à-dire des prises de bénéfices sur des achats antérieurs.

Jeudi 18 octobre, néanmoins, le dollar, qui était revenu, le veille, de 3,16 DM à 3,09 DM et de 9,52 F à 9,52 F, après 9,49 F, a reconquis le montant, atteignant 3,1260 DM en fin de matinée et 9,6120 F. La demande commerciale, notamment en provenance des multinationales, est toujours forte. Cette renouée s'effectue en dépit de la baisse des taux aux États-Unis qui se poursuit. Il est vrai que M. Henry Kaufman « gourou » de Wall Street, a déclaré que le dollar était fondamentalement fort et ne baisserait pas avant la fin de 1985.

ÉTRANGER

ACCORD ENTRE LES PHILIPPINES ET LES BANQUES ÉTRANGÈRES SUR LE RÉCÉLONNEMENT DE LA DETTE

Ménille (AFP). - Les banques internationales créancières des Philippines ont approuvé un plan de réajustement de la dette extérieure du pays et de fourniture de nouveaux crédits. C'est ce qu'a annoncé, jeudi 18 octobre, le président philippin Ferdinand Marcos par le canal de l'agence officielle philippine News Agency (PNA).

Le Asia Wall Street Journal, intitulé « Philippines : temps de joie sur les perspectives des Philippines et des banques », résume à New-York, sont loués d'accord sur le réajustement de 60 % de la dette, qui totalise 25,6 milliards de dollars au total.

FAITS ET CHIFFRES

Affaires

• Hausse de la production industrielle en juillet et août. - L'indice de la production industrielle (hors bâtiment) s'est établi en juillet et août à 136 (base 100 en 1970) en données corrigées des variations saisonnières. L'INSEE, qui publie ces statistiques, ajoute que cet indice ne reflète pas bien la tendance de la production industrielle en raison des risques saisonniers qui ont joué de façon importante en juillet et en août dans la chimie, la construction automobile et la typographie papier-carton.

En moyenne mobile, l'indice de la production industrielle s'établit à 131 pour avril - mai - juin, à 133 pour mai - juin - juillet, et à 134 pour juin - juillet - août.

• Contrôle Data : priorité à l'amélioration de la rentabilité. - Contrôle Data, numéro quatre américain de l'informaticien dont les résultats sont les plus élevés, a décidé d'abandonner la production de matériels périphériques compatibles avec IBM, a annoncé le 17 octobre, à Paris, M. Robert Price, directeur général du groupe. Cette activité « nous a coûté trop cher en raison de l'emploi de techniques très sophistiquées et elle a contribué à réduire les bénéfices du groupe », a-t-il déclaré en ajoutant que la priorité serait donnée à l'amélioration de la rentabilité.

• L'Italie est autorisée par la CEE à limiter certaines importations de voitures japonaises et soviétiques. - La Commission européenne a autorisé l'Italie à limiter jusqu'au 30 avril 1985 ses importations de véhicules « tout terrain » en provenance du Japon et de l'URSS transférant par les autres pays de la Communauté, au premier semestre 1984, la production nationale de ce type de véhicules a baissé de près de 4 points.

Étranger

CANADA

• Troupe-ils mille ouvriers de General Motors en grève. - Si les syndicats de General Motors aux États-Unis ont voté au début de la semaine la convention collective, les 36 000 salariés des sept usines de General Motors au Canada ont décidé de se mettre en grève après le rejet par leur syndicat (la branche canadienne de l'UAW) des dernières propositions japonaises. Celles-ci font état d'une hausse de salaires de 2,25 % quand les syndicats réclamaient 3 %. Ceux-ci demandent aussi une réduction des temps de travail et une clause de garantie de l'emploi. Les négociations se poursuivent. - (AFP.)

ÉTATS-UNIS

• Le taux d'utilisation des capacités industrielles s'est élevé en septembre à 81,9 % contre 82,6 % en août. Ce fléchissement fait suite au recul de la production industrielle (- 0,6 %) enregistré également en septembre. - (AFP.)

• Le marché du logement. - Les mises en chantier de logements ont augmenté de 8,9 % en septembre, après avoir diminué sensiblement au cours des deux mois précédents. Elles ont porté le rythme annuel, sur 1,67 million de logements contre 1,54 million le mois précédent, le niveau record de 2,3 millions a pu être établi en février dernier. La diminution récente avait été attribuée à la remontée des taux d'intérêt sur les prêts immobiliers, qui pourrait aussi avoir été responsable d'une baisse de 3,7 % des délivrances de permis de construire en septembre, soit 1,42 million en rythme annuel.

RFA

• La croissance économique de l'Allemagne fédérale devrait être modérée en 1985, avec une hausse du produit national brut (PNB) d'environ 2 %, prévoient les cinq principaux instituts de conjoncture ouest-allemands. Dans leur rapport d'automne, qui sera publié le 22 octobre, ces instituts font état d'une croissance de 2,5 % pour 1984, en légère baisse par rapport à leurs dernières estimations d'avril du fait des conflits sociaux qui ont affecté la production en mai et en juin dans la métallurgie et l'imprimerie. Les prix devraient augmenter en moyenne de 2,5 % aussi bien cette année qu'en 1985, ajoutent ces instituts. - (AFP.)

SUISSE

• Chômage : 1 % en septembre. - Le chômage touchait fin septembre 1 % de la population active helvétique (32 234 chômeurs) contre 1,1 % en août (32 487) mais 0,8 % en septembre 1983 (26 195).

Social

• Situation bloquée à l'aéroport Roissy-Charles-de-Gaulle. - Les actions des personnels au sol d'Aéroports de Paris continuent de perturber sérieusement le fonctionnement de l'aéroport Roissy - Charles-de-Gaulle. Des grévistes ont bloqué, le 18 octobre, les accès de l'aéroport 1, provoquant des embouteillages importants.

• Ateliers français de l'Ouest. - Les ouvriers des Ateliers français de l'Ouest du chantier de Brest (Finistère) ont décidé jeudi 18 octobre, l'occupation illimitée des locaux de leur direction, à l'appel de la CGT. « Nous occupons la direction tant que nous n'aurons pas de rendez-vous avec le premier ministre ni de garanties quant à nos salaires », a affirmé la CGT.

31.12.1984: dernier délai pour payer moins d'impôts

Pour encourager l'épargne, l'Etat accorde diverses déductions fiscales. N'attendez pas de remplir votre déclaration des revenus 1984 pour prendre vos dispositions. Après le 31 décembre, il sera trop tard.

Le Guide du Placements 1985 sera votre meilleur conseiller et vous y trouverez tout ce qu'il faut savoir pour bien placer votre argent et le protéger contre les dangers d'une conjoncture difficile.

LE GUIDE DU PLACEMENT 1985

un numéro hors-série du Journal des Finances.

En vente chez tous les marchands de journaux à partir du 18 octobre 1984. 25 F

LE JOURNAL DES FINANCES

122, rue Réaumur, 75002 Paris

AFFAIRES

EN UN AN

L'Institut lorrain de participation a apporté son soutien à quarante entreprises

De notre correspondant

Metz. - « Quarante entreprises lorraines aidées en un an, c'est une performance dans cette profession complexe et difficile », affirme M. Jean-Marie Rausch, sénateur et maire (UDF) de Metz et président de l'Institut lorrain de participation (ILP). « Quarante participations pour un montant de 8 millions de francs. Nous avons fait la preuve de notre utilité », renchérit M. Claude Coulais, directeur de l'ILP. Bref, les dirigeants de cet établissement financier régional sont satisfaits du premier exercice d'une société dont le but est d'apporter des fonds propres aux entreprises et de prendre des participations dans leur capital pour stimuler leur création ou leur croissance.

Trois raisons expliquent l'optimisme affiché après la dernière réunion du conseil d'administration de l'Institut lorrain de participation, le 12 octobre à Pont-à-Mousson.

L'ILP représente, selon M. Rausch, « l'un des leviers des réponses à apporter aux défis des années 80 ». Il a triplé en un an son capital, qui est passé de 10 à 30 millions de francs. L'augmentation de 20 millions de francs a été souscrite par les seuls actionnaires fondateurs, à savoir la région (qui détient 34 % du capital), les quatre départements lorrains (11,33 % des banques et des établissements financiers (37,83 %), la Caisse des dépôts et consignations (10 %), neuf caisses d'épargne (4,5 %) et trois compagnies consulaires (2,33 %).

Cette importante souscription, remarque M. Rausch, exprime la confiance dans l'action de l'ILP des principaux responsables politiques et économiques de la Lorraine.

Une seconde augmentation de capital de 10 millions de francs va être engagée dès le 30 octobre. Elle sera ouverte non seulement aux actionnaires actuels, mais aussi aux entreprises nationales implantées en Lorraine.

Le deuxième motif de satisfaction des responsables de l'ILP concerne le nombre des interventions de l'Institut. Les quarante prises de participation déjà décidées se répartissent en vingt et une aides à la création d'entreprises (souscription d'actions au capital pour un montant de 30 000 à 200 000 francs), quatorze soutiens à l'extension de PMI (sous forme d'actions, d'obligations convertibles ou de prêts participatifs convertibles en actions, pour des montants de 5 000 francs à 500 000 francs) et cinq incitations au développement international (les interventions oscillant entre 500 000 francs et 800 000 francs).

L'action diversifiée de l'ILP, note M. Rausch, correspond à la variété des besoins des entreprises en fonds propres. Elle s'effectue souvent en association avec d'autres établissements financiers lorrains jouant, au travers des apports en fonds propres (de 10 à 25 %), un effet multiplicateur sur la capacité d'investissement et d'emprunt des bénéficiaires. Ainsi, les quarante participations accordées doivent accompagner en trois ans la réalisation de 591 millions de francs d'investissements, la création de neuf cent dix emplois nouveaux, et la consolidation de plus de cinq mille six cents emplois existants.

Troisième sujet de satisfaction : le rôle de l'ILP face à l'innovation industrielle. « Aux Etats-Unis, remarque M. Rausch, 80 % des ventes concernent des produits ayant moins de dix ans d'âge. » Conscients de cette donnée, les responsables de l'ILP cherchent à soutenir les entreprises régionales désireuses de renouveler leur production et leurs marchés. La moitié des participations décidées touchent, en effet, des sociétés mettant en œuvre soit de nouveaux procédés de fabrication, soit des produits nouveaux.

JEAN-LOUIS THYS.

Les pouvoirs publics demandent aux banques de relever de 100 F à 500 F la garantie de chèques

Les pouvoirs publics ont demandé aux banques d'étudier le relèvement, de 100 F à 500 F, de la garantie qu'accordent les banques aux chèques tirés sur elles. Depuis le 1^{er} janvier 1976, en application de la loi du 3 janvier 1975, les chèques remis en paiement sont automatiquement payés par la banque domiciliatrice du compte du tireur, même si ce compte n'est pas provisionné, quitte, pour l'établissement, à se retourner contre son client et, le cas échéant, à l'interdire de chèques pendant un an. Cette disposition avait pour objet de désengorger les tribunaux, accablés sous le poids des plaintes pour chèques sans provision dont le montant était, le plus souvent, modeste. Aujourd'hui, les choses ne se sont pas arrangées : sur 2,5 millions de chèques sans provision émis annuellement, les trois cinquièmes sont d'un montant inférieur à 500 F, et le tiers de moins de 250 F.

Le délit de chèque sans provision, assimilé à l'escroquerie, est puni des mêmes peines : emprisonnement de un an à cinq ans, amende de 5 000 F à 250 000 F. M. Badier, garde des sceaux, voudrait « dépenaliser » ce délit, du moins pour les petites sommes, de façon à décharger les greffes : la Banque de France soutient le projet en demandant aux banques de relever leur garantie, donc d'accroître leur responsabilité, comme juges de la qualité de leurs déposants. La réponse des établissements est nuancée. Tout d'abord, l'extension de la garantie risque de leur coûter cher, car le nombre de chèques « en bois » augmente réguli-

èrement (+27 % en 1982, +17,5 % en 1983), notamment en raison de la crise, bien que ce nombre ne représente que 0,06 % du total (3,5 milliards de francs environ). Mais les banques accepteraient le relèvement en instituant une franchise, c'est-à-dire que la garantie ne jouerait qu'entre 100 F et 500 F, ou 200 F et 500 F. L'objectif serait de freiner la multiplication des petits chèques, dont le coût de traitement unitaire est d'environ 3 F et d'encourager le paiement en espèces ou par carte de crédit des achats de faible importance.

Elles font également remarquer que la garantie accordée au chèque jusqu'à 500 francs concurrence gravement la carte de paiement (essentiellement la Carte bleue), dont le principal atout auprès des commerçants est précisément une garantie forfaitaire de 500 francs par achat. Or l'utilisation du chèque est gratuite, alors que celle de la carte est payante (ristourne versée par le commerçant). Cette disparité de traitement constitue, on le sait, l'un des principaux obstacles au développement de la « monétique », c'est-à-dire du transfert électronique des fonds et des paiements par cartes à pistes, et bientôt à microprocesseur, dont l'objet est, précisément, de réduire l'utilisation du chèque, jugé trop coûteux. Tous ces problèmes devront donc être pris en compte, car ils conditionnent l'évolution de la banque dans les années à venir.

F. R.

Bonne année 1984 dans l'industrie européenne des fibres chimiques !

La situation continue de s'améliorer dans l'industrie européenne des fibres chimiques. Si la cadence se maintient, sans imprévu, l'année 1984, comme la précédente, sera encore satisfaisante. Mais les premiers nuages réapparaissent à l'horizon, et les industriels craignent déjà un refroidissement.

Pour les sept premiers mois, les livraisons à la clientèle ont augmenté de 4 % pour atteindre 1,63 million de tonnes. Sur ce total, les quantités fournies aux fabricants européens d'articles textiles se sont élevées à 1,23 million, de tonnes (+4 %), et les exportations ont compté pour 383 000 tonnes (+2 %). A ce rythme, les tonnages livrés pourraient globalement atteindre 2,8 millions de tonnes (dont 2,1 millions à la clientèle européenne), chiffres assez proches de ceux enregistrés en 1981 (2,81 millions de tonnes et 2,15 millions respectivement), année d'éclaire, avant la chute de 1982.

Plusieurs facteurs sont à l'origine de cette amélioration : la poursuite de la reprise économique mondiale, les bienfaits retirés du second accord de Bruxelles sur la réduction des capacités, la hausse du dollar, qui a favorisé les exportations. De ce fait, en moyenne le taux d'utilisation des unités européennes a été de 90 %, même de 95 % pour la société germano-néerlandaise Enka Glanzstoff (groupe AKZO), premier producteur européen. Mais quand, l'an dernier à pareille époque, les fabricants de fibres, Enka en particulier,

étaient confiants dans l'avenir à court terme, les mêmes sont aujourd'hui préoccupés. La consommation sur le marché textile européen ne suit pas. Pour le premier semestre, elle s'est à peu près stabilisée en RFA (-0,5 %) et en Italie (0 %), mais elle a franchement baissé en France (-5 %, comparée à une diminution de 2 % en 1983) et aux Pays-Bas (-6 % et -2 % respectivement). Le conjoncture ne reste favorable qu'en Grande-Bretagne.

Autres sujets d'inquiétude, la renouveau des stocks est terminé, sur le marché français les réglementations de prix n'ont permis qu'une répercussion limitée de l'accroissement des coûts et, après le « boom » de 1983 (+22 %), les exportations en dehors de l'Europe ont plutôt tendance à marquer le pas.

M. Louk Le Floch Frégent, président de Rhône-Poulenc, pense que le temps de la reprise s'achève. M. Günther Tuckmantel, membre du directoire d'Enka Glanzstoff, est du même avis. Il estime que la consommation de fibres diminuera l'an prochain. De combien ? Il l'ignore, faute de données assez précises sur l'ampleur du ralentissement constaté dans l'industrie textile. Il se borne pour l'instant à enregistrer les bons résultats de son groupe. Au 30 septembre, le chiffre d'affaires (3,4 milliards de DM) avait augmenté de 18 % (dont 7 % en volume).

A. D.

L'IDI et Suez chez Gaston Lendré

La société Suez Développement Industriel (SDI), filiale à parts égales de la Compagnie Financière de Suez et de l'Institut de développement industriel (IDI), va prendre une participation de 40 % dans le capital de la société du célèbre paléontologue Gaston Lendré, qui a rencontré des difficultés sur le marché américain. L'accord a pour objectif « d'élargir l'assise de l'entreprise nationale et internationale », indique un communiqué de Lendré publié le 5 octobre.

Cette prise de participation, précise-t-on au siège de Lendré, se fera par le biais d'une augmentation de capital, dont le montant n'a pas été précisé. Actuellement, le capital de la société est de 7,2 millions de francs (le Monde du 5 octobre).

Lendré a dû faire face à des résultats moins bons que prévus aux

Etats-Unis : l'investissement de 5 millions de dollars dans une usine de fabrication à Houston n'a pas entraîné le développement commercial attendu (trois magasins de vente ont été ouverts au lieu des six prévus). La société Lendré a réalisé en 1983 un chiffre d'affaires de 177 millions de francs et un bénéfice de 7 millions de francs.

Alcan est autorisé à racheter le secteur aluminier d'Arco. - La société canadienne Alcan (premier producteur mondial d'aluminium) a finalement repris le secteur aluminier de la firme pétrolière américaine Arco. Vendredi 5 octobre, la division antitrust du département de la Justice américaine a levé son veto, posé en juin, et ratifié l'accord de principe passé en janvier dernier par Arco. Seule modification, Alcan ne pourra acquérir que 40 % des parts de l'usine de Logan County.



OPTICIEN

LES COLLECTIONS DE LUNETTES

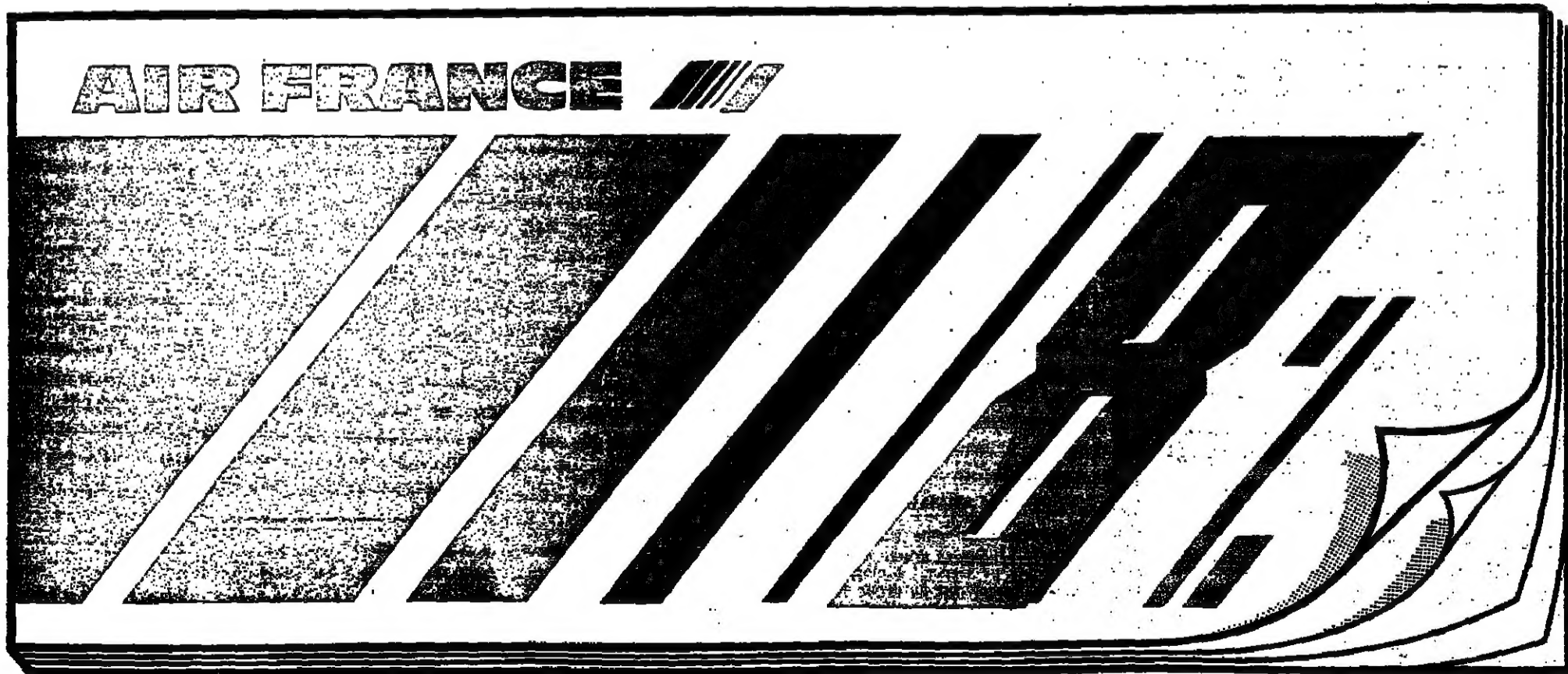
NINA RICCI VESPAINTAURENT Christian Dior mut de Cartier

MEYROWITZ OPTICIEN, L'AUTRE FAÇON DE VOIR

5 RUE DE CASTIGLIONE 75001 PARIS. TEL. 261.40.67

Quelle est la différence de prix entre la Classe Economique et la Classe Affaires sur un Paris-Milan?

La réponse est dans le billet.



Un billet Air France Paris-Milan, en Classe Affaires, c'est une exclusivité Air France. C'est aussi 3 vols par jour en Airbus A 310 ou en Boeing 727, tous au départ de l'aéroport la plus rapide, Charles-

de-Gaulle 2, Aéroport B. C'est un enregistrement et un embarquement particuliers et la possibilité de choisir son fauteuil. A bord, c'est un service personnalisé, des repas, des boissons gratuites et l'agrément que procure

un siège confortable. Un billet Air France Paris-Milan en Classe Affaires c'est seulement 8% plus cher qu'en Classe Economique. C'est l'une des réponses d'Air France aux besoins des hommes d'affaires.

Le billet tous services

- Sur le vif —————
Embrasse Ginette !

Entretiens avec **Le Monde**

DECOUVREZ LES PENSEURS CONTEMPORAINS

Les réflexions que leur inspire
le monde actuel

Entretiens avec
Le Monde
1. PHILOSOPHIES

BELLOU BRINK
CALVIN COHEN
DARWICH DURENMATT
FRISCH GOLDMAN
IRVING JARIS
JULIET JUNGES
KEMAL KOEPFEN
LUZI MAILLE
MAMMERI SINGER

Entretiens avec
Le Monde
2. LITTÉRATURES

Entretiens avec
Le Monde
3. IDÉES CONTEMPORAINES

ATLAN BAROJA
BAT DRILL LARJER BY
ELIAS FAYRET SAADA
LACOSTE LÉFÈVRE
MORIN PELAGE
PRODIGE SCHORSKE
SPEZ THOM
VEYNE VIRILIO

Entretiens avec
Le Monde
4. CIVILISATIONS

BALANDIER CESSAIRE
DESMIRATI DUMEZIL
DIEMONT DURAND
ELIANE ELIAS
FRANK GOODY
HAMPATE BA LEACH
KOTLAT PERINOLA
KOTLAT RODINSON
SAID SIRAT THOMAS
VALABRECA VISEL

Une co-édition

La Découverte Le Monde

مكتبة من الأعمال